

~~21~~

21

LF
2163
.C93



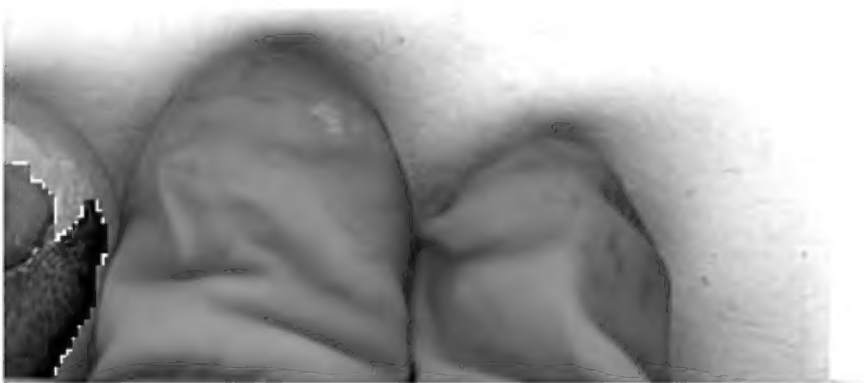
HISTOIRE

DE

L'UNIVERSITÉ

DE PARIS.

TOME CINQUIÈME



HISTOIRE

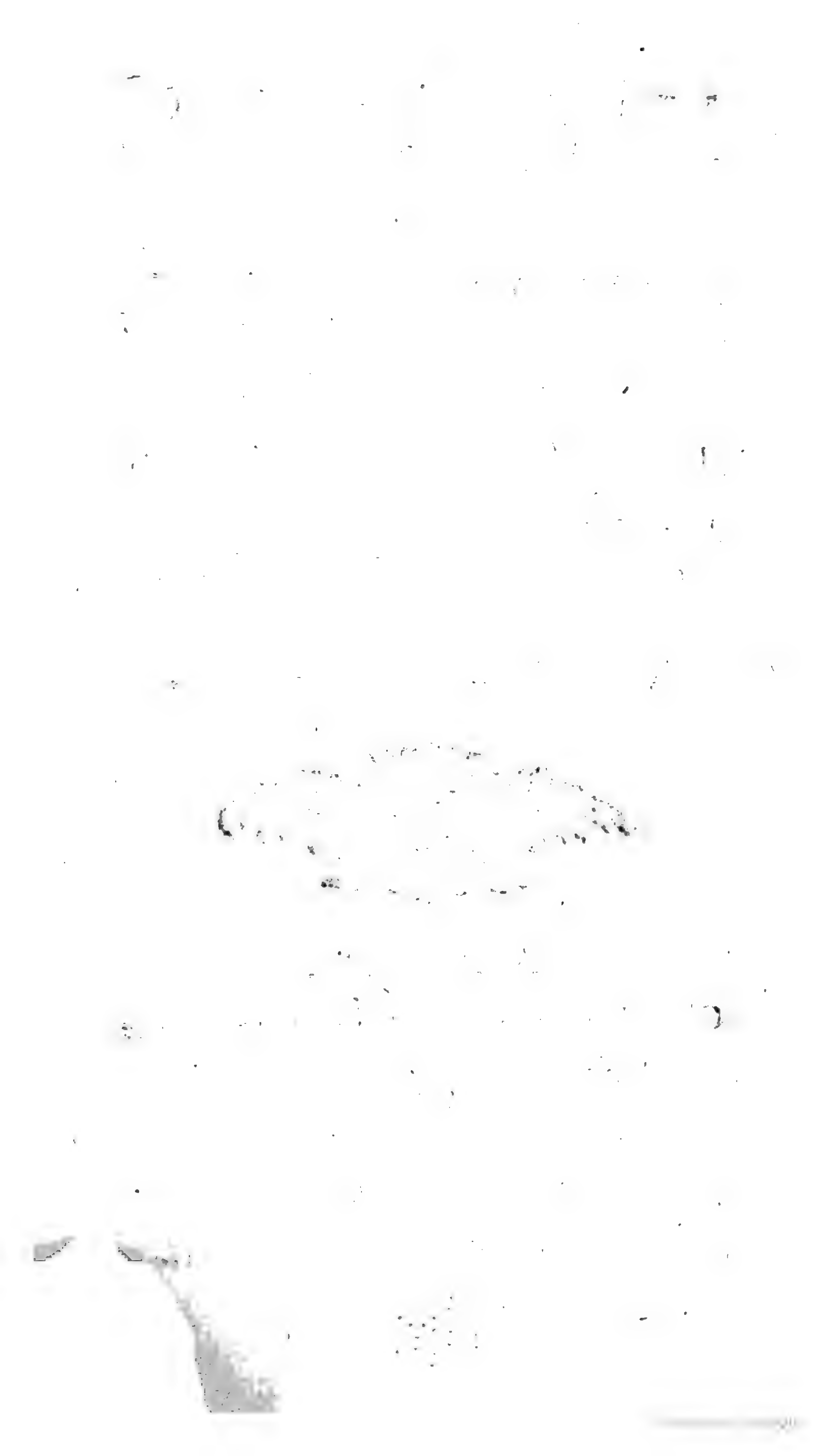
D E

L'UNIVERSITÉ

D E P A R I S.

TOME CINQUIÈME.

211-5040-2202





2 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

l'abus des privilèges , les restreignit & les resserra dans des bornes plus étroites , & qui conséquemment occasionna une grande commotion dans l'Université.

Déclarations
qui les re-
streignent.

p. 28. 33 &
266--274.

Par une déclaration du trente-&-un Août suivant , qui regarde toutes les Universités , il fut dit que nul ne jouïroit du privilège de scholarité , qui n'eût résidé en l'Université dont il prétend être suppôt , six mois entiers avant la date des lettres testimoniales qu'il doit obtenir du Recteur ; que si l'écolier qui auroit obtenu des lettres de scholarité , s'absentoit durant six mois , il ne jouïroit point de son privilège pendant le tems de son absence ; que s'il prétendoit intervenir dans une cause , il seroit obligé de faire preuve de l'intérêt qu'il y a ; qu'il ne pourroit demander le renvoi pardevant les juges conservateurs en tout état de cause , mais seulement avant la *litiscontestation* ; que les étudiants ne pourroient jouir de leurs privilèges que durant le tems nécessaire pour achever leur cours d'études , & pour obtenir le degré de maître , savoir les artiens pendant l'espace de quatre ans , les juristes de

sept , les médecins de huit , les théologiens de quatorze ; que les régens en jouïroient tant qu'ils exerceroient la régence , & que s'ils l'avoient exercée vingt ans , la jouissance leur en seroit acquise durant toute leur vie , sous la condition de résider dans l'Université ; que si quelqu'un s'attribue à faux le titre d'écolier , & que sous cette qualité frauduleusement prise il intente une action , ou obtienne un renvoi de cause , il sera déchu du droit par lui prétendu , & condamné aux dépens envers la partie adverse , & à l'amende ; enfin que nul ne pourra être cité ni ajourné devant les juges conservateurs , d'une plus grande distance que celle de quatre journées de chemin. La déclaration prenoit encore des précautions contre les * transports frauduleux par lesquels on mettoit un bien sous le nom d'un écolier pour évoquer du juge ordinaire une cause dans laquelle il s'agissoit de ce bien , & l'attirer aux tribunaux des juges conservateurs. Elle

* L'exemplaire imprimé par Duboullai ne contient point cet article ; mais on le trouve mentionné dans les plai-

doyers de l'avocat de l'Université & de l'avocat du Roi , dont il va être parlé.

4 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
ordonnoit que ces transports n'eussent lieu que de père à fils , d'oncle à neveu , sans quoi la fraude seroit présumée , & le privilège n'auroit point d'application.

Tous les articles de cette ordonnance avoient pour objet l'utilité publique , & réprimoient des abus trop réels , & très dommageables aux citoyens. Mais les compagnies sont jalouses de tout ce qu'elles regardent comme des droits , & lorsque la déclaration fut portée au parlement , l'Université de Paris s'opposa à l'enregistrement.

L'affaire fut plaidée contradictoirement les vingt-deux & vingt-neuf Novembre , entre l'avocat de l'Université & l'avocat du roi , & il n'intervint point alors de jugement. J'observe que la faveur de l'Université étoit si grande , que l'avocat du roi s'excuse en quelque façon de plaider contre elle. Il commence son plaidoyer par dire » qu'il a été nourri tout » son jeune âge en l'Université , ré- » genté deux cours ; pour ce ne se » voudroit trouver en lieu où fust at- » tenté contre les droits & privilèges » d'icelle ; mais de présent n'est que-

» stion que de remédier aux abus. »
 Ces traits d'attachement & de reconnaissance pour l'Université ne sont pas rares dans son histoire , & nous en pourrons citer encore quelques exemples.

Cependant Louis XII vouloit être obéi : & malgré les mouvemens que se donna l'Université , soit auprès du parlement, soit auprès de Louis d'Amboise évêque d'Albi , que le roi avoit chargé de faire enregistrer son ordonnance , le douze Mai 1499 il en donna une seconde , qui regarde directement les abus des tribunaux des conservateurs apostoliques. Il y réitère à leur égard la disposition qui concerne les transports & cessions de biens, que l'on supposoit se faire souvent en fraude. Sur cette matière néanmoins il se contente d'ordonner que l'écolier soit pris à son serment.

Le parlement avoit porté assez loin ses égards pour l'Université en différant jusques-là d'enregistrer la déclaration du trente-&-un Août de l'année précédente. Il se rendit enfin aux ordres du roi : mais dans son enregistrement du dix-sept Mai il inséra

6 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 une clause * favorable à l'Université.
 Les étudians en Grammaire n'étoient
 point exprimés dans l'ordonnance. Car
 le mot *Artiens* qui s'y trouve , désigne
 seulement les philosophes. Le parle-
 ment suppléa l'omission du nom des
 grammairiens , & les spécifia expres-
 sément comme devant jouir des pri-
 vilèges de la scholarité durant le cours
 de leurs études.

Cessation or-
 donnée par
 l'Université.

Hist. Un.
Par. T. V.
 p. 830—834.

Ces foibles adoucissmens ne cal-
 mèrent point l'Université. Elle s'as-
 sembla le vingt-cinq Mai , & pour
 obtenir le rétablissement des brèches
 faites à ses privilèges , elle commença
 à agiter le projet d'une cessation.
 Néanmoins , avant que d'en venir à
 ce dernier remède , elle indiqua &
 célébra dans le jour même une pro-
 cession à sainte Catherine du Val des
 Ecoliers , pour demander à Dieu qu'il
 inspirât au roi & à son conseil des
 sentimens plus favorables pour elle :
 & le prédicateur eut ordre d'exhor-
 ter le peuple dans son sermon à diri-
 ger aussi ses prières vers le même objet.

* Cette clause ne se
 trouve point dans l'im-
 primé. Mais M. Piat l'a
 ajoutée de sa main sur son
 exemplaire , l'ayant ex-

traite de l'original gardé
 dans les archives de l'U-
 niversité. J'ai cet exem-
 plaire en ma possession.

Comme le roi ne se laissoit point fléchir , l'Université s'assembla de nouveau le ving-neuf , veille de la fête du S. Sacrement , pour délibérer sur le parti des cessations. La chose ne passa pas sans-quelque difficulté , sans quelque contradiction. On sentoît bien que la cour seroit très irritée d'une telle démarche : & plusieurs étoient retenus par cette crainte. La Faculté des Arts ne balançoit pas , & fut d'avis que l'on cessât tout exercice d'études , jusqu'aux lectures des Poètes qui se faisoient hors les collèges ; & que pareillement les sermons cessassent dans toute la ville. Les autres Facultés n'étoient pas si décidées. Chacune consentoit la cessation , si les autres l'ordonnoient. Ces conclusions conditionnelles ne disoient rien : & le Recteur , pour savoir à quoi s'en tenir , pressa les Facultés supérieures de se déterminer nettement. La Faculté de Médecine prit son parti la première : & déclarant ne vouloir point se séparer de la Faculté des Arts , avec laquelle de tout tems elle avoit eu une liaison & une amitié particulière , qu'elle prétendoit conserver à jamais , elle adhéra à son avis. Il ne fut pas possible d'ob-

8 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

tenir de la Faculté de Théologie une semblable détermination. Le doyen de cette compagnie s'en tint toujours à dire : » Si tous le veulent , nous y » consentons. » Cependant la Faculté de Décret s'étant jointe à celle de Médecine & des Arts , le consentement conditionnel de la Faculté de Théologie devenoit positif , & fut réputé tel.

On éprouva encore de l'embarras pour déterminer le jour auquel la cessation commenceroit. Jean Standonc , principal du collège de Montaigu , personnage illustre , dont j'aurai bientôt à parler plus au long , ouvrit un avis qui fut suivi. Il conseilla d'attendre au lendemain de la fête : & d'ordonner à tous les prédicateurs que dans leurs sermons du jour du S. Sacrement , ils avertissent le peuple de demander au Très-haut sa protection pour l'Université , dont la liberté & les privilèges étoient attaqués ; & que chacun prît congé de son auditoire , en annonçant qu'il n'y auroit plus de prédications , jusqu'à ce qu'il plût au ciel d'y pourvoir. Ce sentiment passa , & fut exécuté ; & le vendredi suivant la cessation fut publiée par des pla-

cards affichés dans tout Paris.

Il arriva ce qu'il étoit aisé de prévoir , que la cour & le parlement furent extrêmement mécontents du parti que prenoit l'Université. Dès le jour même que les cessations furent affichées , il y eut ordre signifié par huissier de la part du parlement aux Recteur , Doyens , & Procureurs , de se trouver le lendemain à l'audience de sept heures en présence du chancelier de France Gui de Rochefort & de l'évêque d'Albi , pour pacifier l'affaire des privilèges : & l'ordre limitoit à vingt le nombre de ceux qui devoient accompagner le Recteur.

Cette précaution inusitée de fixer à un nombre précis & peu considerable le cortège du Recteur , donna des soupçons & de l'inquiétude. On craignit que si le Recteur se transportoit au palais peu accompagné , il n'y fût arrêté. Ainsi dans l'assemblée de l'Université qui se tint le jour même à cinq heures du soir , la résolution fut prise de ne point envoyer le Recteur au parlement , mais seulement le syndic & le greffier , qui excuseroient l'Université de ce qu'elle n'exécutoit point à la lettre les ordres qu'elle avoit re-

de l'Université, qui ne demeurât tranquille chez lui, sans penser à faire le moindre mouvement. C'est de quoi le roi ne fut pas instruit : & le même auteur que je viens de citer, se plaint de quelques magistrats, qu'il ne nomme point, mais qu'il désigne comme occupant les premières places, & qui écrivirent en cour sur un ton capable d'allarmer, & de faire craindre une révolte.

Les députés de l'Université ne pouvoient donc manquer d'être très mal reçûs du roi & de son ministre. Ils eurent beau représenter leur innocence, & implorer humblement & dans les termes les plus soumis la clémence du roi pour des gens de Lettres, qui ne possédoient au monde que leur liberté & leurs livres. L'archevêque de Rouen George d'Amboise leur répondit par cette réprimande sévère :
 » Messieurs, vous ne devez point être
 » surpris si le roi, plein d'équité
 » comme il est, a cru devoir retran-
 » cher les abus qui se commettoient à
 » l'ombre de votre liberté, & consé-
 » quemment restreindre vos privilé-
 » ges. Vous êtes trop habiles pour ne
 » pas connoître en combien de ma-

» nières on a péché en ce genre : & il
» vous convenoit de vous réformer
» vous-mêmes , fans attendre une cen-
» sure qui ne vous fait point d'hon-
» neur. Au moins ne devriez-vous pas
» résister à des loix si sages , ni , en
» faisant tout d'un coup cesser dans
» Paris la prédication de la parole de
» Dieu , annoncer le mépris de l'au-
» torité du roi. Ce n'est point son in-
» tention de vous priver de votre li-
» berté. Il fait avec quelle bonté vous
» ont protégés les rois ses prédéces-
» seurs. Il connoît quels services vous
» avez rendus à son royaume , & à
» toute la société Chrétienne. Mais
» votre cause ne peut pas être nette ,
» pendant que les fraudes des méchans
» qui abusent de vos priviléges , la gê-
» rent & l'obscurcissent. Le roi est in-
» timement persuadé qu'il doit mieux
» aimer un petit nombre de bons su-
» jets qui s'appliquent sérieusement à
» l'étude , qu'une multitude mal dis-
» ciplinée d'esprits dyscoles & mutins.
» Ayez soin de régler les mœurs & la
» conduite de vos suppôts , afin que
» soumis aux loix & aux ordonnances
» vous puissiez acquérir en pleine tran-
» quillité la sagesse que vous faites

16 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
est conforme à cette interprétation.

L'Université
maintenue
dans l'usage
légitime de
ses privilè-
ges.

Quoique Louis XII ne fût pas porté, comme l'on voit, à favoriser l'Université outre mesure, il ne souffroit pas néanmoins qu'elle fût molestée dans l'usage légitime de ses privilèges. Il reçut les plaintes qu'elle lui porta en diverses occasions contre ceux qui entreprenoient de les enfreindre. Il ne se tint point offensé de ce qu'elle en poursuivoit avec vivacité le maintien, particulièrement en ce qui regarde l'exemption de payer soit les impôts royaux, soit les décimes pontificales. Je renvoie pour le plus grand nombre de ces faits à l'histoire de Duboullai. Mais en voici deux qui méritent d'être présentés ici au lecteur.

Hist. Un.
Par. T. V 1.
p. 1. 2. 4. 6.
12. 18. 38.
39. 51. 58.

p. 51. En 1513 la ville de Paris ayant fait à Louis XII un octroi de trente mille livres Tournois, les prévôt des marchands & échevins, qui étoient chargés de la répartition de cette taxe,

quier (Rech. de la Fr. I. IX. c. 26.) atteste que notre privilège de scholarité avoit lieu de son tems dans tout le ressort du parlement de Paris : & récemment deux arrêts

du conseil, l'un du 12 Septembre 1732, l'autre du 8 Août 1735, en ont autorisé l'exercice dans toute l'étendue du royaume.

voulurent y comprendre les médecins : ce qui étoit une nouveauté sans exemple. Les médecins implorèrent le secours de l'Université : ils firent agir ceux de leur corps qu'ils avoient en cour : & ils obtinrent une lettre du roi aux magistrats de la ville pour arrêter cette entreprise.

Les prévôt des marchands & échevins se rabattirent sur les cliens de l'Université, libraires, relieurs, enlumineurs, & écrivains. Ils ne réussirent pas mieux. Sur la requête de l'Université Louis XII rendit une ordonnance par laquelle les complaignans furent exemptés de la taxe, quoique les lettres en vertu desquelles on la levoit, y assujettissent les exemts & non exemts, privilégiés & non privilégiés. De plus, le roi par la même ordonnance renouvela en faveur de ceux que je viens de nommer, toutes leurs exemptions de tailles, aides, gabelles, & autres impositions semblables, du guet de la ville & garde des portes : & enfin il affranchit les livres de tout droit de péages & entrées en quelque lieu de son royaume qu'on les transportât. Cette franchise à l'égard des livres a été confir-

*Privilèges de
l'Université,
p. 107.*

18 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
mée par tous les rois successeurs de
Louis XII, & elle s'observe encore
aujourd'hui.

Standonc
exilé, & rap-
pellé.

*Hist. Un.
Par. T. V.
p. 900.*

J'ai dit que Standonc avoit offensé
Louis XII dans une matière très sensi-
ble. C'étoit à l'occasion du divorce de
ce prince avec Jeanne de France sa
femme, fille de Louis XI, & sœur de
Charles VIII. Des raisons d'Etat &
de sentiment déterminoient Louis XII
à se séparer d'une princesse laide,
contrefaite, & vraisemblablement in-
capable d'avoir des enfans, pour pou-
voir épouser Anne de Bretagne, qui
lui apportoit un beau duché en dot,
& qu'il aimoit d'inclination. Il est
vrai qu'il n'avoit épousé la princesse
Jeanne que par contrainte, & de peur
d'attirer sur lui la redoutable vengean-
ce de Louis XI; & il avoit fait ses
protestations contre la violence qui lui
imposoit nécessité. Sous le règne de
Charles VIII il n'auroit pas pû réussir
à répudier la sœur de son roi. Dès
qu'il se vit sur le trône, il entama
l'affaire: & pour en faciliter le succès,
il chercha des consultations favora-
bles parmi les théologiens & les jurif-
consultes. Il en trouva: mais il ne put
obtenir le suffrage de Standonc, au-

quel sa vertu & ses lumières donnoient un très grand poids. Bien plus ce docteur sévère prenant avec son souverain le ton de Jean-Batiste , ne craignoit pas de lui dire : » Il ne » vous est point permis de répudier » une épouse dont la conduite est vertueuse. Il ne vous est point permis , » pendant qu'elle est vivante , d'en » épouser une autre. Il ne vous est » point permis d'épouser la femme » de votre frère. » Cette troisième proposition est d'un rigorisme outré & mal fondé : car Louis XII n'étoit pas frère de Charles VIII , mais seulement son beau-frère : & par conséquent il n'y avoit point d'affinité à ce titre entre Louis XII & Anne de Bretagne. Les deux premières propositions de Standonc partoient au moins d'un principe vrai : & peut-être si la reine se fut opposée fortement à la dissolution de son mariage , les commissaires du pape auroient eu peine à l'ordonner. Mais cette princesse , qui étoit d'une bonté & d'une douceur incomparables , & qui ne respiroit que la retraite , se prêta aux arrangements du roi : le mariage fut cassé , & Louis XII épousa Anne de Bretagne.

20 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Standonc , après avoir irrité le roi par la liberté de ses propos dans une affaire de cette conséquence , ne se ménagea pas davantage lorsqu'il fut question de défendre contre la cour les privilèges de l'Université : & il s'attira ainsi l'exil. Mais comme après tout il étoit homme d'une rare vertu , & que la bonté de Louis XII le portoit à oublier aisément les offenses , Standonc fut rappelé au bout d'un an. Nous avons la lettre que Louis écrivit au parlement à ce sujet , & qui est remplie d'éloges de la piété de Standonc & de son zèle pour les bonnes œuvres.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 1.*

Détails sur
Standonc , &
& sur le réta-
blissement &
la réforme du
collège de
Montaigu ,
dont il est
l'auteur.

*T. V.
p. 900 &
Hist. de Pa-
ris , T. I.
p. 528-532.
& T. V.
p. 710 , &
712-743.*

Cet éloge étoit une justice que le roi rendoit à un mérite supérieur. Standonc est le restaurateur & le second fondateur du collège de Montaigu. Il le rebâtit , le dota , le peupla d'étudiants , auxquels il donna des réglemens d'une austérité que comportoient les mœurs de son tems , & à laquelle doivent au moins leur admiration ceux qui ne sont plus capables de l'imiter.

Jean Standonc né en Brabant d'une famille obscure , passa dans la plus étroite pauvreté les premières années

de sa jeunesse. Il vint à Paris faire ses études : & pour pouvoir y subsister, on assûre qu'il fut obligé de remplir dans la maison de sainte Geneviève les plus vils ministères , qui l'occupoient une grande partie de la journée , & pendant la nuit il montoit au clocher pour y étudier sans autre lumière que celle du clair de la lune. Un tel courage surmonte tous les obstacles. Standonc devint maître ès Arts , bachelier en Théologie : & le proviseur de Sorbonne Jean Luillier, évêque de Meaux, le fit recevoir en l'année 1480 dans la société de cette maison. Trois ans après il fut établi par le chapitre de Notre - Dame principal du collège de Montaigu , & l'Université le nomma Recteur en 1485. Il s'acquitta toujours parfaitement des devoirs de toutes les places qu'il occupa. Mais surtout la qualité de principal d'un collège ruiné lui présenta l'occasion de déployer tous ses talens.

Lorsqu'il entra au collège de Montaigu , tous les titres de cette maison étoient perdus : il lui restoit à peine onze * sols de rente : les bâtimens

* Je trouve dans un endroit onze sols , dans un autre seize. La différence ne vaut pas la peine d'être relevée.

24 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
réfectoire , balayoient les falles , la
chapelle , le dortoir , les escaliers.

Tout respire l'amour de la pauvreté dans les réglemens de Standonc. Il voulut que le supérieur de la maison fût appelé le ministre ou le père des pauvres , & non plus maître & principal , titres selon lui trop fastueux : & ce supérieur doit être tiré du nombre des pauvres qui ont été élevés dans la maison , afin qu'ayant fait son cours d'études dans l'état de pauvre , & en ayant souffert toutes les incommodités , il connoisse par sa propre expérience de quelle manière il doit gouverner les autres. A sa place n'est assigné aucun revenu : le vivre & le vêtement dans le tems , & la récompense céleste dans l'éternité, voilà quel est son salaire : & cette nourriture , ce vêtement , que la maison lui fournit , c'est la nourriture & le vêtement des pauvres : seulement , s'il n'a point soutenu ses actes théologiques , la maison en fera pour lui les frais , jusqu'au doctorat exclusivement.

On peut recevoir dans le collège des enfans riches , qui payent pension : & il y en avoit un nombre sous Standonc.

Standonc. Mais la communauté des pauvres doit avoir le moins de relation qu'il soit possible avec les pensionnaires. Habitation différente, autre réfectoire, & même autre chapelle : car le collège en a deux, l'une en haut pour les pauvres, l'autre en bas pour les riches. Dans les classes les pauvres doivent avoir une place séparée, & la plus basse, quoique tout leur appartienne. Je dis tout : car les émolunens mêmes qui peuvent revenir de la pension des riches, sont pour le collège, & non pour le supérieur.

Il est aisé de sentir que l'esprit de tous ces réglemens tient beaucoup des observances de la vie religieuse. C'étoit aussi le plan de l'instituteur, qui fonda dans quatre villes des Pays-bas, Cambrai, Louvain, Malines, & Valenciennes, des collèges de pauvres écoliers dans le même goût : en sorte que le collège de Montaigu devenoit une espèce de chef d'ordre.

L'austérité de vie prescrite par Standonc à la jeunesse qu'il élevait, a trouvé un censeur d'une grande auto-

Colloq.
Ιχθυοφάγ.

rité. Erasme, qui avoit lui-même passé par cette discipline, en critique la dureté, & en relève avec amertume

• *Tome V.*

B

les inconvéniens , surtout par rapport à la santé. Il convient pourtant des bonnes intentions de Standonc : mais il l'accuse nettement de cruauté. Je voudrois que ce grand homme se fût exprimé avec plus de modération , & qu'il eût eu plus d'égards pour la réputation d'un maître , à qui il devoit au moins en partie son éducation. Ce sont des droits que n'oublient point les belles ames. Je ne prétens pas néanmoins que sa critique soit en tout mal fondée. La santé des jeunes gens a besoin d'être ménagée : & c'est l'attaquer par deux batteries à la fois , que de fatiguer les esprits par le travail de l'étude , & de matter les corps par un régime trop sévère. Aussi la discipline établie par Standonc n'a-t-elle pas pû se soutenir. Outre les mitigations que l'usage y a introduites , il a fallu l'adoucir par des réglemens exprès.

Pour ce qui est des études , le collège de Montaigu devoit être une école de Grammaire , de Philosophie , & de Théologie. Le plan de Standonc étoit que les régens de Grammaire & de Philosophie fussent tirés de la communauté des théologiens du

collège : & ces régens , élevés dans la maison , devoient continuer d'en suivre la règle , ne prenant sur les émolumens de la régence que leur nourriture , un habillement pauvre , & la dépense de leurs actes théologiques. Il leur étoit ordonné d'appliquer le reste au profit de la maison , afin qu'ayant été nourris & instruits eux-mêmes sur les aumônes , qui étoient le patrimoine des pauvres , ils rendissent à leurs successeurs la miséricorde qu'ils avoient éprouvée les premiers. Si la communauté des théologiens ne fournissoit point de sujets capables d'exercer les régences , le statut permet d'en emprunter d'ailleurs : & ceux-ci devoient être nourris à la pension des écoliers riches , & les fruits de leur travail étoient pour eux , comme dans les autres collèges.

L'ouvrage du rétablissement & de la réformation du collège de Montaigu n'étoit pas encore bien consolidé , lorsque Standonc agissoit avec tant de force pour les intérêts de l'Université contre le gré de la cour , & se voyoit en conséquence menacé d'une disgrâce. Il prit habilement ses mesures pour prévenir le tort qui pou-

voit en résulter sur son œuvre. Le douze Juin 1499 il présenta au chapitre de Notre-Dame , qui étoit supérieur du collège , un projet de règlement , & il en obtint l'approbation. En même tems il se démit de la charge de principal : & le chapitre lui donna pouvoir de se nommer un successeur , voulant néanmoins qu'il conservât l'inspection & la surintendance de la maison. Peu de jours après il fut exilé : mais son œuvre étoit en sûreté.

Son absence ne fut pas longue : & de retour à Paris , il reprit son plan , & y mit la dernière main. Il obtint en 1502 du cardinal d'Amboise légat du pape une bulle , qui accordoit plusieurs privilèges à sa maison. Il présenta au chapitre en 1503 un nouveau règlement plus étendu & plus complet , qui expliquoit & réformoit quelques dispositions du précédent , & y en ajoutoit de nouvelles : & le chapitre l'approuva.

C'est dans ce règlement que fut pleinement établie l'autorité du prieur des Chartreux sur le collège de Montaigu. Le chapitre de Notre-Dame en étoit depuis longtems seul supérieur.

Standonc & l'amiral de Graville , fort amis des religieux , attribuèrent au prieur des Chartreux le droit de visite , & celui de présentation aux bourses. Le chapitre s'est néanmoins réservé le titre d'une supériorité , dont il ne fait guères d'usage.

Tout ce que j'ai rapporté de Standonc , marque en lui une vertu pure , mais roide , & peu susceptible des ménagemens qui sont nécessaires pour la rendre aimable. Voici un trait de ce caractère. Robert Briçonnet archevêque de Reims étant mort en 1497 , dans l'assemblée que tint le chapitre de l'Eglise métropolitaine pour lui nommer un successeur , Standonc eut une voix , & toutes les autres se réunirent en faveur du cardinal Guillaume Briçonnet , évêque de S. Malo , frère du prélat qui venoit de mourir. Standonc entreprit de se prévaloir de l'unique suffrage qui avoit été pour lui , se fondant sans doute sur le raisonnement que faisoit Jean Raulin son ami , autrefois grand-maître de Navarre , & alors moine de Clugni. Ils vouloient l'un & l'autre qu'un seul suffrage , guidé par le motif de la Religion & du bien de l'Eglise, dût l'em-

porter sur la multitude de ceux que déterminoient des vûes humaines. Standonc soutint le procès au parlement, &, comme on peut bien croire, il le perdit. Les hommes vertueux sont des hommes, par conséquent toujours foibles & défectueux par quelque endroit. La malignité abuse des taches qui se rencontrent sur leur vie pour la décrier toute entière. L'admiration aveugle se sert de leur vertu pour justifier jusqu'à leurs fautes. L'équité loue en eux ce qui est louable, & excuse sans l'approuver ce qu'ils ont de répréhensible.

Projet de réforme dans les dépenses de la Nation de France.

*Hist. Un.
Par. T. V.
p. 824.*

L'année 1498, d'où je suis parti, ne m'offre rien de remarquable qui se soit passé dans l'intérieur de l'Université, si ce n'est un mémoire dressé par des suppôts de la Nation de France, zélés pour les intérêts de leur compagnie, & qui se propoisoient d'en diminuer les dépenses, devenues plus onéreuses à cause de la multitude des régens & du petit nombre des écoliers. Je ne puis pas marquer précisément le nombre des régens de la Nation de France sous l'année dont il s'agit ici. Mais en 1514 il se montoit à quatre-vingt-dix. Il me paroît peu nécessaire

*T. V l.
p. 59.*

d'entrer dans tous les détails d'économie , que prescrivoient les réformateurs. Ce que je crois devoir extraire de leur projet , se réduit à trois chefs.

Premièrement j'y vois que la Nation donnoit des repas à ses régens ^{*Hist. Un. Par. T. V. p. 824.*} quatre fois l'année. On en retranche deux.

En second lieu le dîner du prélat officiant le jour de saint Guillaume devoit couter deux écus d'or : & les mets sont spécifiés. S'il est jour gras , deux chapons , deux lapereaux , deux perdrix , deux bécasses : s'il est maigre , un brochet , une carpe , une anguille. Pour la boisson deux quarts de vin , & une quarte d'hypocras. Cette étiquette n'est point trop mal entendue.

J'observe en dernier lieu les précautions que le mémoire propose de prendre contre l'insolence & l'avidité des bedeaux , qui souvent s'efforçoient de donner la loi à leurs maîtres ; qui non contents de leurs droits faisoient d'injustes exactions sur les candidats ; qui demandoient à la compagnie des présens de nôces pour leurs filles. Ces sortes d'officiers méritent de la confi-

32 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
dération , lorsqu'ils font leur devoir :
mais il est besoin d'avoir attention à
empêcher qu'ils ne s'émancipent.

Contestation
au sujet du
rectorat.

Hist. Un.
Par. T. V.
p. 827.

En 1499 au mois de Mars survint
une contestation au sujet du rectorat ,
suscitée par un esprit brouillon &
ambitieux. L'usage étoit constam-
ment établi de faire élire le Recteur
par des Intrins choisis pour cette
fonction unique. Eloi de Vaugermes
engagea les Procureurs des Nations à
revendiquer cette prérogative , & à lui
donner leurs voix. Celui qui se trou-
voit élu en règle par les Intrins , sou-
tint son droit , & triompha : mais
après avoir été traversé par bien des
chicanes.

Autres me-
nus faits.

p. 841. 842.

Dans cette même année & au
commencement de la suivante s'of-
frent encore d'autres querelles nées
dans la Faculté des Arts , ou dans
quelquune des Nations , & portées à
l'Université pour y être décidées. Je
passe légèrement sur ces menus faits ,
qui d'ailleurs ressemblent trop à d'au-
tres précédemment racontés. Je re-
marque seulement que les Nations
étoient peu attentives alors à faire va-
loir leur droit précieux des quatre
voix. Dans un partage où la Faculté des

Arts & celle de Médecine font d'un côté , & de l'autre les Facultés de Décret & de Théologie, l'affaire demeure indécise , & il ne se forme point de conclusion.

Un rôle pour les bénéfices s'ouvre le 19 Décembre , pour être clos & consommé le jour de la Chandeleur.

Un particulier ayant obtenu des lettres du roi , par lesquelles il étoit établi maître parcheminier sans l'agrément de l'Université , & sans passer par les épreuves qu'exigent les statuts du métier , l'Université donne son adjonction à la communauté des parcheminiers contre un aspirant qui veut forcer les règles.

Un docteur en Théologie, chanoine de Rouen , avoit légué par testament cent écus d'or à l'Université , à laquelle il avoit des obligations singulières. L'Université lui fait célébrer un obit , auquel doivent assister les régens des quatre Facultés , & recevoir chacun deux douzains pour droit d'assistance.

Le vingt-cinq Octobre 1499 , la ville de Paris fut troublée par un Châte du
accident funeste. Le pont N. D. qui pont N. D.

Attention de
l'Université
à sauver ses
droits sans
préjudicier
au public.

p. 841.

Hist. de Pa-
ris, T. II.
p. 826.

étoit de bois, & néanmoins chargé de maisons, tomba sur les neuf heures du matin. Heureusement on avoit prévu le danger : les habitans s'étoient retirés : ce qui n'empêcha pas que quatre ou cinq personnes ne périssent par la chute du pont. En attendant qu'on le reconstruisît, il fallut établir un bac au dessous pour entretenir la correspondance entre les deux rives de la Seine. Les moines de S. Germain des Prés s'y opposèrent par voie de fait, & furent réprimés par un arrêt du parlement. L'Université se conduisit avec plus de circonspection. Curieuse de conserver ses droits, mais sans préjudice du service public, elle se contenta de protester que la liberté qu'elle donnoit dans la circonstance de faire passer à travers le Pré aux Clercs des voitures & des chevaux, ne pourroit être tirée à conséquence pour la suite. Elle fit plus : elle consentit à recevoir dans son pré les pierres, les bois, & les décombres du pont. Mais

p. 3. elle n'eut pas la même complaisance pour le projet qu'avoient formé les magistrats de la ville, d'enterrer les morts de l'Hôtel-Dieu dans le jardin des Bernardins. Comme l'exécution

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 2.

de ce dessein pouvoit être incommode & même nuisible à trois de ses collèges, les Bernardins, le cardinal le Moine, & les Bons Enfans, elle s'y opposa.

Jean Luillier, évêque de Meaux & conservateur des privilèges apostoliques de l'Université, étant mort le 2 Septembre 1500, l'Université s'assembla le sept, & lui donna pour successeur Louis de Villiers-Lille-Adam évêque de Beauvais, qu'elle avoit eu vingt ans auparavant pour Recteur. Il est remarquable qu'elle étoit priée par lettres à elle adressées de la part du roi, de différer cette élection. Mais elle jugea que le délai seroit sujet à de grands inconvéniens pour la compagnie, & elle passa outre.

Durant l'automne de cette même année il y eut dans Paris une maladie contagieuse, qui reparut encore en 1502. J'en parle ici, parce que je ne vois pas qu'il en soit fait mention dans nos histoires générales. Il faut qu'elle n'ait pas été violente. Mais son existence est attestée par nos registres, qui portent que l'Université, dans la crainte d'exposer au mauvais air les jeunes étudiants ès Arts, s'abstint de

Louis de Villiers - Lille-Adam, conservateur apostolique.

Maladie contagieuse à Paris.

les mander à sa procession du neuf Octobre 1500, & que dans la convocation l'on n'employa point la formule usitée de citer les maîtres à y assister ^a *en vertu de leur serment*. Les registres du parlement annoncent aussi des précautions extraordinaires prises en 1502 contre la contagion.

Hist. de Paris, T. II. p. 902.

Harangues de complimens.

Hist. Un. Par. T. VI p. 4.

Il est peu nécessaire d'observer qu'au mois de Novembre 1500, l'archiduc Philippe & Jeanne d'Arragon sa femme étant venus à Paris, y furent complimentés par l'Université, qui rendit pareillement ses hommages dans le mois de Janvier suivant à la reine de France, duchesse de Bretagne. C'étoit un usage établi, & dont les exemples se répètent dans toutes les occasions.

Censure de la Faculté de Théologie.

D'Argentré, Coll. jur. de nov. error.

Au mois de Juin 1501 la Faculté de Théologie porta une censure remarquable dans ses circonstances. Il s'étoit élevé un différend entre l'évêque de Cambrai & son chapitre. La querelle fut poussée très loin, & les doyen & chanoines, par un abus profane des prières de l'Eglise, firent prononcer dans leur chœur des impré-

^a *Memores jurisjurandi.*

cations contre leur évêque , avec des cérémonies qui ressen-toient la superstition. La Faculté de Théologie de Paris étoit l'oracle de la Chrétienté : on la consultoit de toutes parts : & l'évêque de Cambrai voulut avoir son jugement sur un acte si scandaleux. Elle se conduisit avec beaucoup de maturité. Elle différa longtems de répondre , craignant qu'une décision de sa part n'armât l'une des deux parties contre l'autre , & rendant plus intraitable celle qui seroit victorieuse , ne mît obstacle à une réconciliation. Elle écrivit à l'évêque & au chapitre pour les exhorter à la paix. Enfin après plusieurs mois pressée persévéramment par l'évêque de donner sa réponse , elle porta son avis doctrinal , qui condamne , mais en termes très-mesurés , la conduite du chapitre.

Le greffier de l'Université Pierre Mesnard tenta dans ce même tems de résigner son office à Simon le Roux. Mais il ne put obtenir l'agrément de l'Université , que le treize Juin de l'année suivante.

Faits concernant l'office de greffier de l'Université.
Hist. Un. Par. T. V. L. p. 4. 5.

Le nouveau greffier fut élu Recteur six mois après , & il demanda que l'Université lui donnât un substitut

38 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
pour exercer le greffe pendant son re-
ctorat. On lui nomma deux sujets ,
en lui laissant la liberté de choisir ce-
lui qui lui conviendrait le mieux.

Etienne
Poncher évê-
que de Paris.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 6.*

L'évêque de Paris Jean Simon étant
mort le vingt-trois Décembre de la
même année 1502, eut pour succes-
seur le célèbre Etienne Poncher, con-
seiller au parlement, & depuis garde
des sceaux de France. L'Université re-
çut une lettre du roi au sujet de cette
élection, sans que je puisse dire exa-
ctement ce qu'elle contenoit. Elle sa-
lua le nouveau prélat le lendemain de
sa prise de possession.

Décime im-
posée par le
légal. Trou-
bles à ce su-
jet. Décision
de la Faculté
de Théolo-
gie.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 6-11.*

*Preuves des
Lib. de l'Egl.
Gall. P. III.
p. 44.*

*D'Argentré
Coll. jud. d.
nov. error.*

Une décime imposée sur les biens
ecclésiastiques par le cardinal légat
George d'Amboise, au nom & de l'au-
torité du pape Alexandre VI, causa
un grand mouvement dans le royau-
me, & surtout dans la capitale. Le
procureur général du roi, l'Univer-
sité, le chapitre de l'Eglise de Paris,
& plusieurs prélats, chapitres, mo-
nastères, interjetèrent appel d'une
imposition sur le clergé ordonnée sans
le consentement de l'Eglise Gallicane,
au pape mieux conseillé & au futur
concile. Nonobstant l'appel, les com-
missaires nommés par le légat pour

l'exécution de la bulle osèrent afficher aux portes de l'Eglise de Notre-Dame & dans toute la ville de Paris , le jour du Vendredi saint, des censures contre plusieurs chanoines de la cathédrale. Le chapitre consulta l'Université : & après que la matière eut été discutée par les députés de toutes les compagnies , la Faculté de Théologie donna le premier Avril avec l'approbation de l'Université son décret , portant que les censures lancées postérieurement à l'appel contre ceux qui refusent de payer une décime imposée sans le consentement du clergé , n'ont aucune force , & ne sont point à craindre , & conséquemment que ceux que l'on a prétendu en frapper , ne sont point obligés de s'abstenir de leurs fonctions ecclésiastiques.

Ce n'étoit pas assez de mettre les consciences en sûreté : il falloit garantir les personnes & les biens de la violence des exécuteurs de la bulle. Le chapitre appella au parlement , & l'Université se joignit à son appel. L'affaire fut plaidée contradictoirement : & j'observe que l'avocat du chapitre allégua entre autres moyens l'autorité de la Pragmatique de S. Louis. Je ne

40 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
puis dire, s'il intervint un jugement
définitif.

Règlement
de la Faculté
des Arts con-
tre les abus
qui se com-
mettoient
dans la pro-
motion à ses
degrés.

*Hist. Un.
Par. T. V 1.
p. 11.*

En l'année 1503 au mois de Juin la Faculté des Arts fit un règlement important contre les abus qui se commettoient dans les promotions à ses degrés. L'indulgence étoit excessive à l'égard des candidats qui se présentoient, soit pour le baccalauréat, soit pour la maîtrise ès Arts. » On reçoit, dit le Recteur qui présidoit à l'assemblée, » des ignorans, des bouviers, » qui non seulement ne connoissent » pas Aristote, mais qui n'entendent » pas même les distiques de Caton, » & les premiers élémens de la langue » Latine. Ils sont méprisés à juste titre: » & la honte qu'ils méritent, retombe » sur nous. On juge que nous ressem- » blons à ceux que nous ne faisons » pas difficulté d'admettre dans notre » corps. En conséquence on abroge nos » privilèges : on nous supplante : & » les bons souffrent pour les mauvais. » Le remède à des abus si nuisibles fut de renouveler les anciens statuts, & en particulier celui qui défendoit d'acquiescer dans une même année les degrés de bachelier & de licencié ès Arts. Les bacheliers reçûs en dernier

lieu étoient notoirement incapables. Ils furent exclus de l'espérance de monter à un degré plus haut : & par rapport à l'avenir on prononça les peines les plus sévères contre les be-deaux , examinateurs , & tous autres qui favoriseroient le relâchement en cette partie. Pour conserver la mémoire d'un réglément que l'on regardoit comme nécessaire & précieux , il fut dit qu'on l'inscriroit dans le livre du Recteur , & la Nation de France le fit graver en pierre dans ses écoles.

Duboullai observe que ces précautions pouvoient être prises en partie contre les sollicitations puissantes , par lesquelles on extorquoit des dispenses. On employoit pour ces sortes d'objets jusqu'à la recommandation du roi. Les comptes du questeur de la Nation de France en 1501 font mention d'un Piémontois du diocèse d'Asti, qui , à la prière du roi , avoit été reçu maître ès Arts hors des tems marqués par le statut. .

A la suite du réglément dont je viens de rendre compte , je trouve quelques faits que mon guide montre simplement , plutôt qu'il ne les explique , & que j'omettrai par cette

Profanation
horrible, ex-
piée par des
processions
solennelles.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 12.*

raison. Je parlerai seulement de l'at-
tentat impie d'un misérable, qui as-
sistant à la messe dans la Ste Chapelle,
arracha des mains du prêtre l'hostie
consacrée, la jeta à terre, & la foula
aux pieds. C'étoit, comme l'on voit,
un précurseur des fureurs de Luther
& de Calvin. Le criminel fut pris &
brûlé : & pour réparation de son sa-
crilège, il se fit des processions dans
toute la ville. L'évêque de Paris vint
à l'Université pour l'inviter à ordon-
ner une procession dans cette vûe : &
sa requête fut admise.

Opposition
de l'Univer-
sité à la véri-
fication des
pouvoirs du
légal.

p. 13-17.

*Preuves des
Lib. de l'Egl.
Call. P. III.
p. 68.*

L'Université en 1504 s'opposa à la
vérification de la bulle de légation
du cardinal d'Amboise, prélat, comme
l'on fait, tout-puissant en France, où
il réunissoit les pouvoirs de légat à
l'autorité de principal ministre, jouis-
sant de toute la confiance de son
maître. Ce cardinal avoit été nommé
par le pape Aléxandre VI son légat
à *latere* en 1501 pour un tems limité
& assez court. Il obtint en 1502
du même pape la prorogation de ses
pouvoirs pour deux ans & quatre
mois. Enfin en 1503 Jules II, qui lui
avoit enlevé la papauté, ne se con-
tenta pas de lui confirmer les pouvoirs

accordés par son prédécesseur , mais il le continua légat à son bon plaisir , & sans lui prescrire un tems déterminé. Les deux commissions d'Alexandre VI avoient été vérifiées au parlement , sans que l'Université y intervînt. Quand il fut question de vérifier la troisième , elle se montra. Elle étoit blessée de ce que le légat se prétendoit autorisé à agir comme revêtu de toute la puissance du pape , & en conséquence prévenoit les Ordinaires dans la collation des bénéfices : ce qui anéantissoit le droit des gradués. En second lieu une légation accordée pour un tems illimité , sembloit formidable & tendante à opprimer la liberté commune. C'est ce que l'Université fit représenter par son avocat , & les gens du roi l'appuyèrent. Sur quoi fut rendu le vingt-neuf Mars un arrêt , qui faisant distinction entre les pouvoirs accordés au cardinal par Alexandre VI , & renouvelés par Jules II , avec limitation de tems , & les pouvoirs conférés de nouveau au même prélat par Jules II sans terme limité , vérifia les premiers avec les clauses ordinaires , de ne rien attenter contre les droits , libertés , &

44 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
usages du royaume ; & sur les der-
niers ordonna que l'Université & les
gens du roi feroient ouïs plus ample-
ment.

Ce n'étoit point là le plan du roi ,
ni du cardinal. Il vint des ordres au
parlement de passer outre à la vérifi-
cation pleine & entière des pouvoirs
du légat : & comme le parlement fit
encore quelques difficultés , les or-
dres furent réitérés. Enfin l'affaire se
consomma le vingt Avril , & les pou-
voirs du légat furent admis & enre-
gîtrés pour tenir jusqu'au bon plaisir
du roi , & avec une clause expresse
pour le maintien de la Pragmatique
Sanction. Cette clause étoit relative
aux demandes de l'Université en fa-
veur de ses gradués , & elle mettoit
leurs droits à l'abri. L'Université fut
reconnoissante de ce bienfait , & le
vingt-sept Avril elle célébra une messe
solennelle , à l'intention de prier le
Très-haut pour la souveraine cour de
parlement , qui avoit rendu un arrêt
favorable à ses demandes.

Au commencement de l'année 1505
le roi Louis XII fit transporter de
Blois à Paris , dans l'Eglise des Célé-
stins , les cendres du duc d'Orléans
Les cendres
du duc d'Or-
léans père du

son père , mort quarante ans auparavant. L'Université résolue de rendre à la mémoire de ce prince les mêmes honneurs , que s'il s'agissoit des funérailles d'un roi de France , se concerta avec le chapitre de Notre-Dame pour l'ordre qu'il convenoit de garder dans la cérémonie. Elle s'assembla le vingt-&-un Janvier près l'Eglise de S. Etienne d'Egrès : & delà elle accompagna le cercueil jusqu'aux Célestins. Le roi lui-même assista à cette pompe de piété filiale & chrétienne.

J'ai dit un mot dans le livre précédent des contestations pour le rang entre les Ordres religieux, qui étoient appelés aux processions de l'Université. Ces disputes étoient déjà anciennes en 1496 , & elles n'avoient pas encore pris fin en 1505 : si ce n'est pourtant que dans cette dernière année les chanoines réguliers ne paroissant plus sur la scène , & le combat reste seulement * entre les moines de S. Germain des Prés & ceux de Clugni. Le neuf Mars l'Université rendit son jugement , par lequel en improu-

Contestations entre les réguliers pour le rang aux processions de l'Université.

p. 18 & 25-28.

* Ces mêmes moines eurent une contestation semblable en 1512 , pour le rang à la procession de

sainte Geneviève. Voyez *Hist. de Paris* , T. II. p. 911.

46 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
vant le scandale que caufoient ces religieux dans les processions du Recteur, elle accorda la provision aux Clugnistes sauf le droit des parties. Ce jugement étoit conforme à un jugement précédent, qu'il rappelle, mais qui ne m'est pas connu. Les religieux de S. Germain ne se tinrent pas pour évincés. Ils appellèrent au parlement, qui, par arrêt du 14 Mars 1506, confirma le jugement de l'Université. Tout ceci n'étoit que provisoire : & pour la décision du fond, il étoit enjoint aux parties de produire devant l'Université leurs titres & moyens. Je ne puis dire si le procès fut instruit. Mais nous verrons dans la suite les religieux de saint Germain prendre le parti de ne point venir aux processions de l'Université. Ceux de Clugni au contraire s'y rendent encore aujourd'hui, & dans l'appel ils ont conservé leur rang.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 73.*

Il est fait mention en 1516 d'une querelle semblable entre les religieux de sainte Croix & les Blancs Mantoux.

Les Mendians ne se corrigeoient point sur l'article de leurs privilèges destructifs des droits de la hiérarchie,

& ils continuoient de les porter à des excès intolérables. Un Jacobin, en soutenant la thèse appelée Tentative, avança dans le cours de la dispute qu'un religieux mendiant qui est hérétique, & que l'évêque, auquel on le présente, refuse d'approuver, le connoissant pour hérétique par la voie de la confession, peut néanmoins entendre les confessions des Fidèles, & leur donner l'absolution. La Faculté de Théologie, justement scandalisée d'une proposition si téméraire, refusa d'admettre celui qui l'avoit avancée & soutenue : & ce religieux eut l'audace d'appeller de ce refus au pape, au parlement, & à tout tribunal qui devoit & pouvoit en connoître. La Faculté se défendit au parlement contre cet appel, par un moyen qu'elle ne feroit pas disposée peut-être à employer aujourd'hui. Elle soutint que l'appellant sautoit un degré de juridiction, & qu'en règle il ne pouvoit relever son appel que devant l'Université, à laquelle il appartenoit de connoître de tous les différends qui s'élevent dans chaque Faculté. Voilà ce qui me paroît de plus remarquable dans cette affaire, dont l'évène-

Proposition
téméraire
avancée par
un Jacobin.
Procès à ce
sujet.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 18--25.

48 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
ment définitif n'est point rapporté par
Duboullai.

Contrat des
médecins
avec les bar-
biers. Histo-
re abrégée de
la Chirurgie
de Paris.

*Pasquier ,
Rech. de la
Fr. l. IX.
p. 30—32.*

*Mémoires &
productions
dans le der-
nier procès en-
tre les méde-
cins & les
chirurgiens.*

Au mois de Janvier 1506 la Faculté
de Médecine passa un contrat avec les
barbiers pratiquant la Chirurgie , par
lequel elle leur promettoit aide , pro-
tection , & enseignement , à condi-
tion qu'ils lui demeureroient soumis ,
& se tiendroient dans sa dépendance.
Ce fait m'oblige de remonter plus
haut pour éclaircir une matière , qui
a fait grand bruit de nos jours. Je ne
dirai rien qui ne soit fondé en actes
& monumens anciens. Si quelquesuns
de ceux qui y sont intéressés , trou-
voient que les faits prouvés & consta-
tés laissent des impressions désavan-
tageuses à leurs prétentions , ils ne
devront pas s'en prendre à moi.

Il faut soigneusement distinguer
deux sociétés de chirurgiens dans
Paris , celle des chirurgiens unique-
ment voués à la pratique de leur art ,
& celle des barbiers - chirurgiens.
Ces deux sociétés subsistèrent pendant
longtems séparées , & même rivales :
elles se réunirent en 1656 : en 1743
une déclaration du roi a éteint la com-
munauté des barbiers-chirurgiens , &
a ordonné que tous les chirurgiens à
l'avenir

l'avenir fussent lettrés , & ne joignissent plus à leur art aucune fonction mécanique. Les deux dernières époques ne sont pas de mon sujet , & je n'en fais mention ici que pour ne pas laisser dans l'incertitude ceux de mes lecteurs , qui n'auroient pas présente à l'esprit la suite de l'histoire de la Chirurgie de Paris. Je me renferme dans ce qui regarde l'ancien état des choses , & je commence par les chirurgiens du premier ordre , ou , comme on les appelloit autrefois , de robe longue.

Le premier titre authentique qui règle entre eux une police & un ordre de discipline, est de l'an mil trois cents onze. Je fais qu'ils allèguent des statuts plus anciens , auxquels ils donnent tantôt la date de 1278 , tantôt celle de 1260. Mais ces statuts , dont ils ne représentent point l'original , sont suspectés & même argués de faux par l'Université & par la Faculté de Médecine , sur des moyens qui ne sont point du tout méprisables. Ainsi je ne puis en faire aucun usage , dans une discussion où je me propose de ne rien dire qui ne soit constant & avéré. L'édit de Philippe le Bel en 1311 est reconnu de toutes les parties

50 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
intéressées. Voici ce qui y donna occasion.

Depuis que les médecins avoient abandonné la portion de leur art , qui consiste dans l'opération de la main , ce terrain délaissé avoit été exposé à l'invasion de gens sans titre & sans aveu , dont tout le mérite se réduisoit souvent à l'impudence & à l'avidité du gain. Philippe le Bel , instruit d'un abus si dangereux , ordonna par édit perpétuel , que nul homme ou femme ne pourroit exercer la Chirurgie dans la ville & vicomté de Paris , qui n'eût obtenu de Jean Pitard , chirurgien du roi au Châtelet , ou de ses successeurs , la licence ou permission d'opérer , *licentiam operandi* ; & qui , après cette permission obtenue , n'eût prêté serment entre les mains du prévôt de Paris. Le même édit imposoit des peines aux contrevenans , & portoit que les bannières ou enseignes des chirurgiens qui n'auroient pas rempli les conditions susdites , & qui entreprendroient d'exercer sans y satisfaire , seroient brûlées devant leurs maisons , & eux-mêmes amenés dans les prisons du Châtelet , & punis par le prévôt de Paris selon l'exigence du cas.

L'édit de Philippe le Bel présente trois observations importantes , par rapport aux prétentions que les chirurgiens ont élevées dans la suite.

Premièrement la licence qu'ils doivent obtenir , est la licence d'opérer, & non celle d'enseigner.

En second lieu , l'édit ne marque point qu'ils appartiennent par aucun endroit à l'Université , qui n'est pas même nommée : & il fournit au contraire la preuve qu'ils ne pouvoient lui appartenir tout au plus que comme cliens , puisque les femmes sont admises à l'exercice de leur art.

Enfin ils sont astreints à prêter serment au prévôt de Paris : ce qui les confond avec les arts & métiers.

En 1352 le roi Jean donna un édit conforme à celui de Philippe le Bel.

En 1356 se montre le premier vestige d'affinité des chirurgiens avec l'Université , mais non d'une manière flatteuse pour eux. La guerre venoit de se rallumer entre la France & l'Angleterre , & Paris avoit besoin d'être gardé. Sur la requête des bourgeois , l'Université s'assembla aux Bernardins le huit Juillet , & consentit que les

*Hist. Un.
Par. T. IV.
p. 335.*

52 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
chirurgiens, libraires, parcheminiers,
enlumineurs, écrivains, & relieurs,
prirent les armes à l'ordre du Recteur
pour la défense de la ville. Les chi-
rurgiens étoient donc alors de l'Uni-
versité, mais comme en sont les li-
braires, relieurs, & autres; cliens, &
non pas maîtres, ni même écoliers.

Ils obtinrent du roi Charles V en
1370 l'exemption du guet & de la
garde des portes de la ville : non pas
néanmoins comme suppôts de l'Uni-
versité, mais en considération de la
nature de leur profession, qui les af-
fujettit à toute heure au service du
public, & qui les oblige d'être prêts
à tout instant du jour & de la nuit
pour aller au secours des citoyens qui
ont besoin de leur ministère.

Les chirurgiens parvinrent enfin à
être reconnus par l'Université pour ses
écoliers. Le fait est constant : il peut y
avoir quelque difficulté pour la date.
Du côté des chirurgiens on allégué
deux actes, dit-on, de l'Université,
qui font remonter jusqu'à l'an 1390
l'antiquité de leur droit de scholarité.
L'Université plaidant contre eux en
1748, ne reconnoît point ces actes,

& déclare qu'elle ne les trouve ni dans ses regîtres , ni dans son histoire , qui ne lui fournissent point sur ce fait de témoignage plus ancien que l'an 1436. La différence ne laisse pas d'être considérable. Mais ce n'est pas sur quoi j'insiste. Il est plus important de remarquer , qu'à quelque époque que l'on s'en tienne , les textes des actes soit de 1390 , soit de 1436 , ne sont pas propres à favoriser les hautes prétentions des chirurgiens.

En 1390 , l'objet de leur demande étoit que l'Université leur accordât son intervention contre les charlatans , qui exerçoient sans titre la Chirurgie , & voici de quelle manière débute leur supplique : » Recteur , & vous tous » nos très excellens seigneurs & maî- » très , nous qui sommes vos humbles » écoliers & disciples , venons vous » supplier le plus humblement qu'il » nous est possible » & le reste. L'Université , après avoir examiné leurs titres & leurs moyens , consentit de se joindre à eux dans la cause qu'ils poursuivoient , mais sous la condition qu'ils seroient réputés *vrais écoliers* , & non autrement : *ut veri scholares* , & non aliàs. Le faste se glissoit déjà dans

cette société : & ils prenoient les qualités de bacheliers , licenciés , & maîtres. L'Université ne veut reconnoître en eux que celle d'écoliers. Inutilement dans les mémoires de leur dernier procès , les chirurgiens ont-ils voulu incider sur l'équivoque du mot *scholares* , qu'ils ont interprété *scholam habentes* , tenant école , & faisant des leçons. Il est vrai que le nom *scholares* signifie en général *suppôts de l'école* , enseignans , ou écou-tans. J'en ai fait la remarque ailleurs. Mais dans l'acte dont il s'agit ici , ce mot est expliqué & déterminé par celui de *disciples* , auquel il se trouve joint : *vestri scholares & discipuli* : & par conséquent l'interprétation des chirurgiens n'est point admissible.

L'acte de l'an 1436 présente le même langage , & il exprime de plus la condition moyennant laquelle l'Université reconnoissoit les chirurgiens pour ses écoliers.

Le treize Décembre 1436 , l'Université étant assemblée aux Maturins , Jean de Soulfour maître ès Arts & en Chirurgie se présenta , & demanda tant en son nom qu'au nom de ses confrères , que l'Université voulût bien les

reconnoître pour ses écoliers , & les admettre en cette qualité à la participation de ses privilèges , franchises , & immunités. L'Université leur accorda leur requête, pourvû néanmoins qu'ils fréquentassent , suivant la coutume , les leçons des docteurs régens en Médecine.

Les chirurgiens reçurent avec joie la grace que leur faisoit l'Université : mais la condition les gênoit. Il paroît qu'ils ne se rendirent pas fort exacts à la remplir : & en 1457 la Faculté de Médecine , pour les obliger de fréquenter assidûment les leçons de ses docteurs , arrêta par un décret qu'elle ne donneroit aucune attestation d'études aux écoliers en Chirurgie , à moins qu'il ne lui apparût de leur inscription par nom & furnom sur ses regîtres.

C'étoit là un sujet de guerre continue entre les médecins & les chirurgiens. Il en subsistoit un autre plus intéressant & bien ancien, comme l'atteste le statut que j'ai rapporté d'après Duboullai , sous la date de l'année 1271 , quoique je le croie plus probablement appartenir à l'an 1301. Les chirurgiens ne s'en tenoient pas à

l'opération manuelle : ils donnoient des conseils , ils administroient des médicamens aux malades : en un mot ils faisoient la médecine. C'est ce que les médecins ne pouvoient , ni ne devoient souffrir : & pour détruire cet abus , ils tournèrent leurs regards vers la communauté des barbiers, qui, toute mécanique dans son origine , pratiquoit néanmoins ce que l'on appelle la petite Chirurgie : saignées , pansemens de playes , de bosses , d'abcès , d'apostèmes. Il étoit défendu aux barbiers de passer ces bornes : & de plus on * allégué un règlement du Châtelet en 1301 , qui les assujettissoit à ne pouvoir exercer cette partie de la Chirurgie , qu'auparavant ils n'eussent été examinés & approuvés par les maîtres chirurgiens.

Chacun aime à étendre ses droits. Les barbiers renfermés dans une sphère si étroite , cherchèrent à franchir ces limites incommodes, & pour cela à augmenter leurs connoissances. Ils se fai-

* Je dis qu'on allégué ce règlement , parce que je ne veux pas m'en rendre garant contre les médecins , qui en contestent l'authenticité , & qui

n'admettent point , comme je l'ai observé , de titre plus ancien en faveur des chirurgiens , que l'édit de Philippe le Bel en 1318.

soient donner des leçons d'Anatomie & d'opérations chirurgicales par les médecins , qui , peu contents de la docilité des chirurgiens , se portoient volontiers à favoriser les barbiers.

Les chirurgiens s'en plaignirent en 1491 : & la Faculté de Médecine ayant reçu leurs plaintes , qui étoient en règle , ne put se dispenser de leur donner quelque satisfaction. Elle déclara que les anatomies , & les explications faites en François par ses docteurs aux barbiers , étoient contre son esprit & sa discipline. Que ç'avoit été néanmoins pour éviter un plus grand mal , que quelques médecins s'y étoient laissé engager , & pour empêcher que des étrangers ne s'immisçassent à donner aux barbiers des leçons. Qu'au reste elle défendoit à ses suppôts de les continuer , jusqu'à ce qu'elle y eût autrement pourvû.

La clause qui terminoit ce décret , n'étoit pas fort propre à calmer les chirurgiens , & elle ne leur annonçoit pas une longue cessation de l'abus dont ils se plaignoient. Ils réussirent mieux à fermer la bouche au moins à ceux qui étoient sans qualité. Ils s'adressèrent à l'Université peu de jours après,

*Hist. Un.
Pa. T. V.
p. 807.*

58 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
pour lui demander qu'elle imposât
silence à un certain Claude, qui in-
struisoit les barbiers : & ils obtinrent
ce qu'ils demandoient.

Les médecins ne tardèrent pas à
exécuter ce qu'ils avoient annoncé aux
chirurgiens par leur dernier décret. Le
onze Janvier 1494, ils députèrent un
des leurs pour enseigner la Chirurgie
complètement aux barbiers, en entre-
mêlant le Latin & le François : &
cette délibération fut soutenue de plu-
sieurs autres semblables dans les an-
nées suivantes. C'est ainsi que les
barbiers devinrent chirurgiens : & ils
profitèrent si bien des leçons des mé-
decins, qu'ils prirent par la suite des
tems la prééminence, non de rang,
mais d'habileté, & de confiance de
la part du public, sur les chirurgiens
de robe longue. Ceux-ci redoublé-
rent leurs plaintes contre les décrets
de la Faculté de Médecine. Ils la
taxèrent de favoriser les usurpations
des barbiers. Ils lui reprochèrent de
contrevenir à ses propres loix, en
donnant en François des instructions
auxquelles étoit consacrée la langue
Latine. Ils disoient vrai. Mais usur-
pateurs eux-mêmes, ils avoient mau-

vaïse grace à se plaindre des atteintes données à leurs droits. Ils s'arrogèrent, comme je l'ai dit, les fonctions des médecins : & les médecins leur rendoient le change en élevant contre eux une compagnie rivale. Les barbiers tenoient une conduite toute contraire à celle des chirurgiens. Ils se montroient dociles, soumis, obéissans aux médecins, à qui ils devoient en quelque façon leur existence : & c'est ce qui déterminâ la Faculté de Médecine à les adopter pour disciples, & à leur assurer pleinement sa protection, par acte passé au mois de Janvier 1506. Cet acte est une pièce intéressante, dont je dois donner ici l'exposition un peu détaillée.

*Hist. Un.
Par T. VI.
p. 28.*

Il consiste en un double engagement, l'un des barbiers envers les médecins, l'autre des médecins envers les barbiers.

Le premier est contenu dans une requête présentée à *Nosseigneurs les doyen & maîtres de la Faculté de Médecine en l'Université de Paris*, par les maîtres barbiers jurés de la ville de Paris, qui exposent qu'ayant reçu depuis quelques années les instructions des médecins sur la Chirurgie, ils en

ont grandement profité. Ils les prient de continuer ces leçons en la manière qu'ils ont commencé , & ils souhaitent d'être employés par eux , comme leurs disciples & écoliers , dans l'exercice & pratique de la Chirurgie. Au moyen de quoi ils promettent de se conduire en vrais écoliers & disciples des médecins , & de se faire inscrire comme tels sur le registre de la Faculté, de leur porter honneur & révérence , de s'abstenir de tout ce qui est du ressort de la Médecine , & de se renfermer dans l'opération manuelle. Ils s'engagent de plus , lorsqu'il s'agira de l'examen des aspirans à la maîtrise du métier , d'y appeller deux docteurs députés par la Faculté , *lesquels , après la délibération des maîtres barbiers , concluront de la souffisance ou insuffisance de l'examiné.* Enfin ils promettent de ne pratiquer la Chirurgie avec aucun médecin , s'il n'est docteur de la Faculté , ou licencié , ou approuvé par elle.

La requête ainsi concertée entre le lieutenant du premier barbier & les quatre jurés du métier d'une part , & de l'autre Jean Avis ou Loisel doyen de la Faculté de Médecine , fut com-

muniquée le sept Janvier 1506 à la communauté des barbiers , assemblée en l'hôtel du lieutenant du premier barbier du roi , rue de la Verrerie : & après qu'elle leur eut été lue ; ils y donnèrent leur consentement , duquel le doyen de Médecine promit de rendre compte à sa compagnie.

Il la convoqua le dix Janvier suivant dans l'Eglise de S. Yves , lieu usité alors pour les assemblées de cette Faculté. Là fut consommée l'affaire. Les médecins agréèrent les engagements que contractoient envers eux les barbiers , & ils promirent réciproquement de satisfaire à toutes leurs demandes. Ils s'engagèrent de plus à les soutenir contre quiconque entreprendroit de les troubler dans la jouissance & l'exercice de tout ce qui étoit convenu par le présent contrat. Ce dernier article étoit une précaution prise contre les maîtres chirurgiens , dont on prévoyoit le mécontentement.

Pasquier met en doute , si par cet acte les médecins ne passèrent pas leur pouvoir , en introduisant un nouvel ordre de chirurgiens au préjudice des anciens. Ce n'est pas à moi qu'il appartient de décider cette question ;

pour le jugement de laquelle il faudroit peser les prétentions respectives , & examiner si des supérieurs lésés & troublés par leurs subalternes , ne sont pas en droit de chercher les moyens de se passer d'eux , & de se procurer des ministres plus disposés à les aider dans le service du public. Il est constant que les anciens chirurgiens entreprenoient sur les droits de la Médecine. Il est constant d'ailleurs que l'établissement des nouveaux prospéra merveilleusement , & qu'il a produit les plus grands maîtres que notre Chirurgie Françoisse puisse citer pour sa gloire. Ce sont des faits : & c'est là que je dois m'en tenir.

Il paroît que le contrat du dix Janvier 1506 irrita beaucoup les maîtres chirurgiens : & c'est sans doute en conséquence de leur mécontentement marqué , que la Faculté de Médecine , par délibération du sept Juillet de la même année , défendit à tous ses maîtres d'assister aux actes des chirurgiens sous peine de privation.

Les chirurgiens sentirent néanmoins qu'il étoit de leur intérêt de ne pas indisposer entièrement contre eux la Faculté de Médecine. Ils firent des

démarches de soumission , & le der- *Hist. Un.
Par. T. V. Li.
p. 32.*
nier Janvier 1507 , ayant maître Phi-
lippe Roger à leur tête , ils se présen-
tèrent à la Faculté , pour lui faire la
déclaration suivante : » Messieurs ,
» nous venons par devers vous à cause
» que l'on nous a dit qu'on vous a rap-
» porté que disions par la ville de
» Paris , que ne sommes point vos
» escholiers ne sujets. Sachez , Mes-
» sieurs , que jamais nous ne pensames
» nier que ne fussiesmes vos escholiers.
» Nous nous confessons tels , & avons
» toujours fait. Et si aviesmes songé le
» dire , nous nous irions coucher pour
» le désonger. » Le doyen de Méde-
cine Jean Loisel demanda à tous les
chirurgiens présens , s'ils pensoient
ainsi : & tous mettant le bonnet bas ré-
pondirent , » Oui , nous l'advouons. »
Deux notaires , qu'ils avoient amenés ,
leur donnèrent acte de cette déclara-
tion.

Les choses demeurèrent en cet
état. Quelques légers nuages de dis-
fensions , sur lesquels on peut con-
sultier les Recherches de Pasquier ,
l. IX. c. 31 , ne causèrent que des
troubles médiocres , & aboutirent à
une pacification en 1510.

Procès de la
Faculté de
Médecine
contre deux
médecins
étrangers.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 32-41.*

Les égards des chirurgiens pour la Faculté de Médecine furent apparemment le motif qui les détermina à ne point paroître dans un grand procès, que cette Faculté eut à soutenir au parlement, conjointement avec les barbiers, en 1506 & durant les deux années suivantes. L'Université & la Ville s'étoient jointes aux médecins. Les parties adverses étoient deux docteurs en Médecine, l'un reçu à Montpellier, l'autre à Ferrare, qui prétendoient pratiquer librement dans Paris ; & Laurent Bernard barbier, qui avoit faigné sur leur ordonnance. La Faculté ne vouloit pas souffrir que les deux médecins étrangers exerçassent leur art, si au préalable ils ne se soumettoient à être examinés de nouveau, & elle leur en avoit fait signifier des défenses, dont ils étoient appellans. Le barbier, qui étoit engagé par serment, aussibien que tous les confrères, à ne pratiquer avec aucun médecin non autorisé par la Faculté, avoit été cité devant le lieutenant du premier barbier du roi, comme violateur de son ferment : & sur son refus de reconnoître son tort, & de promettre un changement de conduite, ayant été

condamné par le lieutenant, il en avoit appelé au parlement.

L'affaire fut plaidée contradictoirement le six du mois d'Août 1506 : & voici ce que je recueille des plaidoyers des avocats. Les loix admettoient à pratiquer dans Paris tout médecin reçu dans une Université fameuse. J'en ai fait la remarque ailleurs. Mais l'usage avoit introduit une restriction , & exigeoit qu'auparavant les médecins étrangers subissent un nouvel examen. Cette restriction étoit fondée sur des raisons très importantes. On savoit que dans les autres Universités les exercices probatoires pour la réception d'un médecin étoient beaucoup moins rigoureux , que ceux de la Faculté de Paris. Ainsi de la liberté accordée indistinctement aux médecins étrangers d'exercer leur profession dans Paris , il résultoit un double inconvénient : le premier & le plus grand , de laisser traiter la Médecine par des hommes qui n'y feroient pas suffisamment habiles ; le second, d'exposer à périr la Faculté de Médecine de Paris , faute de sujets. Car , si les licences prises à Paris ou ailleurs procuroient les mêmes droits , il n'étoit

pas douteux que l'on quitteroit la Faculté plus rigide , pour courir à celles où la discipline s'étoit relâchée.

Il fut aussi question dans cette cause du contrat récemment passé entre les médecins & les barbiers. L'avocat adverse en demanda la cassation. Celui des médecins le justifia , & le soutint.

Par rapport à ce dernier article , ni les gens du roi , ni le parlement n'eurent aucun égard à la demande en cassation. Il y eut plus de difficulté sur ce qui regardoit les deux médecins étrangers. Le procureur général prétendoit que les défenses à eux faites par la Faculté de Médecine de pratiquer dans Paris étoient abusives, parce qu'il n'appartenoit qu'au roi & à ses officiers de donner ou refuser la permission requise en pareil cas. Le parlement fut moins sévère : & il satisfut en même tems au vœu de la Faculté & à celui du procureur général , en ordonnant que les deux médecins qui se présentent , seroient examinés par quatre docteurs de la Faculté de Médecine en présence de deux conseillers de la cour , pour sur leur rapport être statué ainsi qu'il appartiendrait.

L'examen fut fait : & les deux médecins ayant été jugés insuffisans , se pourvurent de nouveau au parlement, qui ordonna un second examen. C'est tout ce que nous apprend Duboullai sur cette affaire , dont il nous laisse ignorer l'événement.

Ce qui en résulte de clair , c'est que les médecins étrangers , pour avoir la liberté de pratiquer dans Paris , étoient alors obligés de subir un examen pardevant les docteurs que députoit à cet effet la Faculté. Aujourd'hui la discipline est plus rigoureuse. On exige des docteurs étrangers tous les travaux d'une nouvelle licence : & le doctorat qu'ils ont reçu ailleurs , ne leur tient lieu que de la maîtrise ès Arts dans l'Université de Paris.

Au commencement de l'année 1507, la Faculté de Décret, qui depuis vingt ans fatiguoit les autres Facultés par ses prétentions exorbitantes au sujet des nominations aux bénéfices, en fit éclore une nouvelle, & conséquemment une contestation de longue durée dans l'Université. Cette querelle se développera dans la suite , & j'en parlerai avec plus d'étendue , lorsque les circonstances l'exigeront.

Nouvelle
prétention
de la Faculté
de Décret, au
sujet des no-
minations
aux bénéfices.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 39.

Paris, donna lieu à un renouvellement de querelle entre la Faculté des Arts & les trois autres Facultés. J'ai remarqué que les Nations n'étoient pas toujours assez attentives à faire valoir leur droit d'égalité à chacune des Facultés supérieures. Mais lorsqu'il s'agissoit de quelque objet important, & en particulier s'il étoit question d'argent, elles se réveilloient, & ne se laissoient point déprimer. Ainsi dans le cas présent elles vouloient que la somme léguée, qui étoit de cent livres, fût partagée également entre les sept compagnies qui composent l'Université; ou bien qu'elle se distribuât au service qui se célébreroit pour le testateur, de manière que tous les régens, à quelque Faculté qu'ils appartenissent, en reçussent chacun une portion égale pour droit d'assistance. Ce dernier plan étoit d'autant plus admissible, qu'il avoit été suivi récemment, comme je l'ai observé, en semblable occasion. Cependant il plut aux Facultés supérieures de n'y point consentir, & de demander que la somme fût distribuée en quatre parts égales, dont une seulement seroit pour la Faculté des Arts. Cette discussion dura long-

Contestation
entre la Fa-
culté des
Arts & les
trois autres
Facultés.

*Hist. Un,
Par. T. VI.
p. 40-43.*

crit le cérémonial qui se pratiqua en cette occasion. L'Université s'assembla dans le chapitre des Maturins : & lorsqu'elle fut avertie que le prévôt étoit arrivé à la porte de la maison , elle lui députa les trois doyens & les quatre procureurs , qui accompagnés chacun d'un adjoint allèrent au devant de lui , l'introduisirent dans l'Eglise , où il fit sa prière , & l'amenerent ensuite dans la salle de l'assemblée. Il y prit séance en face du Recteur , qui après un compliment fort court lui lut les articles du serment qu'il devoit prêter , & lui demanda s'il vouloit les jurer. Le prévôt leva la main gauche , est-il marqué dans l'acte , au lieu de la main droite , dont il n'étoit pas accoutumé de se servir , & fit le serment en ces termes : » je jure de » conserver inébranlables & inviolables les privilèges de votre bonne » mère (l'Université) , & de rendre » la justice avec fidélité & droiture. » Alors le Recteur ordonna à un docteur en Théologie , que l'Université avoit choisi pour son orateur , de faire au nom de la compagnie une harangue de félicitation en François. Le prévôt y répondit en peu de mots ,
remerciant

remerciant l'Université de l'honneur qu'elle lui avoit fait , & promettant de l'appuyer de son crédit auprès du roi & de la reine , toutes les fois qu'il en feroit besoin. Ainsi finit la cérémonie : & le Recteur avec les * doyens & les procureurs reconduisit le prévôt jusqu'à la porte de la maison des Maturrins.

Le douze Décembre de la même année , l'Université conféra une chappelle du Châtelet à un bachelier en Théologie de la communauté des *Pauvres* du collège de Montaigu , sur la présentation de la Nation d'Allemagne ; & à cette occasion elle ordonna que chaque année tous ceux qui tenoient des bénéfices dépendans de la compagnie , feroient cités à comparoître devant les députés ordinaires , pour faire foi de leur résidence & domicile. Cette pratique s'observe encore aujourd'hui : le Recteur tient son synode tous les ans.

Règlement de l'Université touchant les bénéfices dépendans de sa nomination.

Hist. Un. Par. T. V L. p. 44.

Par la même délibération il fut dit que l'on feroit graver sur une planche du cuivre la liste des douze chapelles

* Les doyens ne sont pas nommés dans l'imprimé de Duboullai. Mais | c'est sans doute une faute d'omission.

74 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
& des trois Eglises paroissiales qui
sont à la nomination de l'Université,
& que la planche seroit placée & sus-
pendue dans le chapitre des Maturins.
Je ne fais si cette partie de l'ordon-
nance a été exécutée. Ce qui est cer-
tain, c'est qu'il n'en existe aujourd'hui
& depuis longtems aucun vestige.

Abus des ré-
signations
par voie de
permutation.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 47.*

Il régnoit alors un grand abus dans
la manière dont se faisoient assez com-
munément les nominations aux béné-
fices dépendans de l'Université. Les
titulaires s'arrangeoient pour permu-
ter avec le sujet qui leur convenoit ;
& ils le présentoient ensuite à l'Uni-
versité, qui donnoit son agrément.
C'est ainsi qu'en 1511 Jean Péricard,
curé de S. Germain le Vieux, fit pas-
ser sa cure à Pétrarque de la Madelei-
ne. On commença en 1532 à sentir
l'inconvénient d'une pratique qui en-
levoit à l'Université presque toutes
ses nominations, & la Nation d'Al-
lemagne demanda que l'on y mît or-
dre. L'abus ne laissa pas de se perpé-
tuer jusqu'en 1646. Alors François du
Monstier Recteur, homme de tête &
de mérite, proposa d'établir pour loi
inviolable qu'à l'avenir les résignations
des bénéfices dont la nomination ap-

Décret qui
l'abolit.

cel d'a-
lure

partenoit à l'Université , ne fussent jamais reçues , & qu'il fût même défendu d'en faire la proposition ou la demande. Le règlement passa , & il s'est maintenu en pleine vigueur jusqu'à ce jour.

C'est en 1511 que fut convoqué par quelques cardinaux un concile à Pise contre le pape Jules II. Les histoires retentissent de la haine furieuse que portoit ce pape à Louis XII & à la France. Pour des intérêts purement temporels il avoit excommunié le roi, & livré son royaume au premier qui pourroit s'en saisir. Louis poussé si vivement & avec tant d'injustice asssembla l'Eglise Gallicane à Tours dans le mois de Septembre 1510, prélat, théologiens, jurisconsultes, pour avoir leur avis sur la légitimité de ses armes, sur la nullité des censures prononcées contre lui, sur le dessein où il étoit de se soustraire à l'obéissance d'un pape par lequel il se voyoit outrageusement persécuté. La réponse fut telle qu'il la désiroit. Seulement l'assemblée n'approuva la soustraction d'obédience, que dans la supposition qu'elle ne seroit point universelle, mais pour la tuition & défense

Convocation d'un concile à Pise. L'Université y envoie ses députés.

Fleuri, Hist. Eccl. T. XXXV. L. CXXXI & CXXXII.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 45-47.

76 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
des choses temporelles du prince injustement attaqué. Elle ajouta qu'avant tout il convenoit que l'Eglise Gallicane députât au seigneur pape Jules, pour l'avertir avec une charité fraternelle, & selon les règles de la correction Evangelique, de se désister de ses entreprises, & de travailler à entretenir la paix & la concorde entre les princes Chrétiens.

Le roi devoit être satisfait des réponses de l'assemblée. Mais ses projets alloient plus loin. Il pensoit à la convocation d'un concile général, auquel le pape fût cité pour rendre compte de sa conduite : & c'est ici l'une des deux circonstances auxquelles on peut rapporter avec probabilité, comme je l'ai déjà dit, la consultation faite à la Faculté de Théologie sur l'obligation où est le pape d'assembler un concile tous les dix ans, & sur le droit qu'a l'Eglise de suppléer à son défaut. L'empereur Maximilien étoit d'accord avec le roi de France pour la convocation du concile, & ils attirèrent dans leur sentiment quelques cardinaux, dont les trois plus illustres étoient Bernardin Carvajal, François de Borgia, & Guillaume Briçonnet,

Ces trois cardinaux avec deux de leurs confrères trouvèrent moyen de s'échapper de la cour du pape , & se retirèrent en sûreté à Milan. Quatre autres dans la suite se joignirent à eux , & tous ensemble , à la requête de l'empereur & du roi de France , ils convoquèrent par une bulle le concile général à Pise pour le premier Septembre de l'année courante 1511 , & citèrent le pape à y comparoître. Les deux princes appuyèrent cette bulle par une ordonnance commune , & publiée au nom des deux.

Le pape fut consterné de cette démarche hardie. La faveur des conciles étoit grande alors. Toute l'Eglise soupiroit après une réforme , que l'on poursuivoit en vain depuis plus de cent ans. Ainsi la batterie dressée contre Jules étoit puissante : & pour se défendre il ne trouva point de meilleure ressource , que d'indiquer lui-même un concile à Rome dans l'Eglise de S. Jean de Latran.

Le concile de Pise ne laissa pas de s'ouvrir , non au jour marqué , mais le premier Novembre. A l'exception de quelquesuns des cardinaux , il ne s'y trouva que des prélats François.

78 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
L'Université, suivant les ordres du
roi & l'invitation des cardinaux con-
vocateurs, y envoya ses députés, dont
le plus remarquable & le plus connu
est Geoffroi Boussard, docteur en
Théologie, & chancelier de l'Eglise
de Paris.

Mauvais suc-
cès de ce con-
cile.

Ce concile, en guerre avec le pape,
appuyé mollement par Maximilien,
qui n'y prenoit qu'un médiocre inté-
rêt, formé des députés d'une seule
Nation, ne pouvoit pas avoir une
grande autorité, ni faire de grandes
choses. Il tint pourtant plusieurs ses-
sions, mais sans beaucoup d'effet.
Bientôt il quitta Pise, où il ne se
trouvoit pas en sûreté, pour se reti-
rer à Milan, & il y continua ses lan-
guissantes opérations, jusqu'à ce que
forcé d'abandonner encore ce second
séjour, il se transféra de nouveau à
Lyon, & y expira.

Je ne vois pas que l'Université ait
eu beaucoup de part à ce qui se passa
au second concile de Pise, si ce n'est
par la réfutation du livre qu'écrivit &
publia Cajétan contre ce concile.

Livre de
Thomas Ca-
jétan envoyé
à l'Université
par le concile
& par le roi.

Thomas de Vio, surnommé Ca-
jétan, parce qu'il étoit né dans la ville
de Caiète ou Gaëte, fut un savant &

laborieux Dominicain , mais dévoué aux prétentions les plus outrées de la cour de Rome. Le but de l'ouvrage dont il s'agit ici , étoit de concentrer toute la puissance ecclésiastique dans la seule personne du pape : il l'établisoit non seulement chef , mais monarque absolu de l'Eglise , seul législateur , seul juge suprême , sans pouvoir jamais recevoir d'elle la loi , ni être jugé par elle , si ce n'est dans le cas d'hérésie. Comme cette doctrine est bien contraire aux décrets des conciles de Constance & de Bâle , il tâchoit d'affoiblir l'autorité de ces saintes assemblées , & d'en éluder les décisions par des interprétations subtiles & forcées. Pour ce qui est du concile de Pise , il le traitoit nettement de schismatique.

Cet ouvrage parut dans le tems que le concile se tenoit à Milan , & les pères l'envoyèrent à l'Université de Paris par Geoffroi Boussard. La suscription de la lettre porte : „ A nos „ chers fils les Recteur , docteurs , „ maîtres , & régens de l'Université „ de Paris. „ Le concile les exhorte à visiter & examiner le livre qu'il leur envoie , & qui est plein d'injures

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 50.*

D iij

Elle s'assembla le douze Mai pour entendre la lecture d'autres lettres qui lui étoient écrites sur le même objet par les députés qu'elle avoit au concile. Il ne paroît pas qu'elle ait censuré l'ouvrage de Cajétan, mais elle donna charge de le réfuter à Jacques Almain, l'un de ses plus jeunes docteurs en Théologie, mais des plus éminens en mérite & en savoir. Almain, pour obéir aux ordres de l'Université, composa le livre que nous avons de lui sous ce titre : DE L'AUTORITÉ DE L'EGLISE ET DES CONCILES CONTRE THOMAS CAJÉTAN. Launoï, dans son histoire du collège de Navarre, dit qu'il a appris par une tradition dont il spécifie tous les degrés, que l'auteur lut sa réfutation en pleine assemblée de la Faculté de Théologie, qui y applaudit unanimement.

Réfutation
de ce livre
par Almain.
*Launoï, Hist.
Coll. Nav.
p. 611--613.*

En finissant ce que j'avois à dire du second concile de Pise, je dois un tribut à la mémoire d'Almain, célèbre défenseur de nos libertés. Il étoit du diocèse de Sens, & il passa sa vie dans l'Université de Paris, où ayant fourni sa carrière d'études philosophiques & théologiques, il continua d'enseigner la Théologie jusqu'à sa

Détails sur
Almain.
Ibid.

82 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
mort. Génie aisé , subtil , profond ,
& joignant aux talens naturels un tra-
vail assidu & infatigable. On rapporte
de lui qu'il ne laissa jamais échapper
un moment de la journée , où il ne
lût , interprétât , discutât quelque
point de doctrine utile pour l'avance-
ment des jeunes gens. Ses auditeurs le
révéroient & l'admiroient comme un
homme divin. Il vécut trop peu pour
le bien de l'étude des saintes lettres ,
& pour l'honneur de l'Université. Il
mourut l'an 1515 âgé à peine de 40
ans. On a de lui plusieurs ouvrages :
mais les plus connus & les plus re-
cherchés sont ceux qu'il composa pour
la défense des précieuses maximes de
l'Eglise Gallicane.

Sur Jean
Major.

p. 642.

Il avoit été disciple de Jean Maire
ou Major , autre docteur fameux par
son attachement * aux principes de
l'Université de Paris sur la puissance
du pape. Major étoit Ecoissois de nais-
sance : mais il vécut plus longtems à
Paris que dans sa patrie. Il est un des

* Le continuateur de
l'Histoire Ecclésiastique
de M. l'Abbé Fleuri dit
que Major fut nommé
par l'Université avec Al-
main pour réfuter le li-

vre de Cajétan. Néant-
moins dans le catalogue
dressé par Launoi des ou-
vrages de Major , je n'en
trouve aucun qui regarde
directement cet objet.

principaux ornemens du collège de Montaigu, dont il fut élève sous la discipline de Standonc , & où il enseigna la Théologie pendant plusieurs années avec un grand éclat.

Je dois encore dire un mot d'un étranger fameux , qui illustra notre Université dans les tems dont je parle, mais par d'autres endroits. C'est Jérôme Aléandre, *Hist. Un. par. T. V. p. 882. & T. VI. p. 940.* Italien de naissance , qui fut appelé à Paris par Louis XII en 1508. Il y enseigna avec un grand éclat les lettres Grecques & Latines. Il fut principal du collège des Lombards , procureur de la Nation d'Allemagne en 1511 , & Recteur de l'Université en 1512. Un plus grand théâtre & des occupations plus brillantes remplirent le reste de sa vie. Il fut envoyé plus d'une fois nonce en Allemagne par les papes : il devint archevêque de Brindes & cardinal : & il étoit désigné pour présider au concile de Trente , si la mort ne l'eût enlevé en l'année 1542 , trois ans avant l'ouverture de ce concile.

En l'année 1513 Gabriel d'Alégre *Gabriel d'Alégre prévôt de Paris. p. 52.* prêta serment à l'Université en sa qualité de prévôt de Paris.

Jusqu'à cette même année la Fa-

84 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Sceau de la
Faculté des
Arts.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 52.

culté des Arts n'avoit point eu de sceau commun. Elle voulut alors s'en donner un pour sceller les lettres testimoniales d'étude. Ce sceau , qui existe encore , & que l'on employe à l'usage auquel il a été d'abord destiné, réunit les quatre écussons des armoiries des quatre Nations , & il porte en tête une image de la sainte Vierge tenant entre ses bras J. C. son Fils. Il fut fait aux frais des Nations : & je ne crois pas inutile d'observer que pour le sceau & le coffre qui le contient , il en couta à la Nation de France sept livres dix-sept sols huit deniers. Ainsi en supposant que les trois autres Nations contribuèrent chacune une somme égale , la dépense du total se monta à trente-&une livres dix sols huit deniers. La ferrure & les cinq clefs du coffre furent payées deux livres seize sols. La découverte des Indes Occidentales étoit encore trop récente pour avoir répandu beaucoup d'argent en Europe , & conséquemment haussé le prix des choses.

Le receveur
général de
l'Université
résigne sa
charge.

p. 53.

Le douze Septembre de la même année l'Université admit la résignation de son receveur général Jean Rivole , qui présentoit pour le remplacer Jean

DE PARIS , LIV. IX. 85
Nicolai , principal du collège de For-
ter.

Le dix-huit elle reçut un bref du Bref du pape
pape Jules II , & elle délibéra de n'y à l'Universi-
point faire de réponse sans avoir té.
demandé les ordres du roi à cet égard. Hist. Un. Par. T. VI.

Le neuf Janvier 1514 mourut la p. 58.
reine Anne , duchesse de Breragne. Sur Mort de la
le cérémonial de ses funérailles le reine.
parlement appella en conseil le Re-
cteur & les députés de l'Université ,
qui , avant que de rendre une réponse
définitive , voulurent consulter leurs
compagnies. L'avis de la Faculté de
Médecine fut que l'on suivît ce qui
s'étoit pratiqué au convoi du roi Char-
les VIII. Ibid.

La nuit du vingt au vingt-&-un Mort du pa-
Février suivant mourut aussi le pape pe Jules II.
Jules II , pontife guerrier , & même Léon X lui
plus guerrier que pontife. Les Italiens succède.
l'ont beaucoup loué pour le dessein p. 59.
qu'il avoit formé de chasser de l'I-
talie toutes les puissances étrangères ,
François , Impériaux , Espagnols. Mais
ses forces n'y étoient pas proportion-
nées : & d'ailleurs les droits de la
justice , objet sacré , principalement
pour un chef de l'Eglise , ne permet-
toient pas d'entreprendre de dépouil-

88 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
vorisa singulièrement l'Université de
Paris.

Confirma-
tion des pri-
vilèges de
l'Université.
*Privilèges de
l'Université,*
p. 33--36.

Lorsqu'elle vint le féliciter sur son
avènement au trône, elle lui demanda
la confirmation de ses privilèges, &
elle l'obtint dès le mois d'Avril sui-
vant. François fit plus, & dans son
édit de confirmation il leva la restri-
ction apposée par Louis XII à l'exer-
cice de la juridiction du conservateur
apostolique. Mais le parlement, en
enregistrant cet édit, le modifia, &
rappella les restrictions de Louis XII.
Il fit revivre en particulier la réserve
des quatre journées de distance, au
delà desquelles ne peuvent s'éten-
dre les citations au tribunal de la
conservation.

Les suppôts
& officiers de
l'Université
maintenus
dans leur
droit d'ex-
emption.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 70.*

Nous avons vu que sous le règne de
Louis XII les prévôt des marchands
& échevins avoient tenté de com-
prendre les médecins dans le rôle des
contribuables. Quoiqu'ils n'eussent pas
réussi, ils revinrent à la charge en
1515, à l'occasion d'une levée de
deniers qui se faisoit dans Paris pour
aider le roi François I à reconquérir le
duché de Milan. On peut soupçonner
que l'entreprise des magistrats de la
ville étoit fondée sur ce que les mé-

decins usant de la liberté que leur avoit donnée le cardinal d'Estouteville, & se mariant pour la plupart, leur paroïssoient pouvoir être confondus pour les taxes avec le reste des citoyens. L'Université prit la défense des médecins, & elle députa aux prévôt des marchands & échevins, pour leur représenter la force de ses privilèges, qui ne sont point accordés au célibat, mais à la profession littéraire. Ses remontrances ne furent point écoutées, desorte qu'il lui fallut recourir à la duchesse d'Angoulême, que le roi son fils partant pour l'Italie avoit établie régente du royaume. Elle obtint de cette princesse l'effet de sa demande, & une nouvelle confirmation de ses privilèges d'exemption pour tous ses suppôts & officiers. *Privilèges de l'Université, p. 110.*

La même contestation se renouvela quatre ans après de la part des prévôt des marchands & échevins, surtout par rapport aux papetiers & aux messagers de l'Université. Procès au parlement, qui ne fut pas jugé, & qui par conséquent laissa les officiers de l'Université en jouissance de leurs privilèges. *p. 113.*

Je placerai ici ce que je dois dire de l'affaire de Reuchlin, commencée *Affaire de Reuchlin,*

Hist. Un. Par. T. VI. p. 47--50. 52--58. 61--69. 72. 73. 78. 107. cinq ans avant l'avènement de François I au trône , & qui dura encore quelques années après. Quoique les principales scènes de ce procès se soient passées à Cologne & à Rome , ce n'est point un événement étranger à l'histoire que j'écris. J'ai déjà observé que Reuchlin étoit élève de l'Université de Paris : & notre Faculté de Théologie prit part à la querelle par une censure , qu'il ne m'est pas permis de passer sous silence.

Fleuri , Hist. Eccl. T. XXV. L. CXXII.

D'Argentré , Coll. jud. de novis error.

Bayle , Diction. art. Hogstrate.

Reuchlin , docteur & professeur en Droit par état , est bien plus renommé pour la grande connoissance qu'il avoit des langues savantes. Il possédoit le Grec , & il est le restaurateur ou même l'instituteur de l'étude de l'Hébreu en Allemagne. C'est à ce titre qu'il fut consulté par l'empereur Maximilien dans une question qui s'étoit élevée au sujet des livres des Juifs.

Un Juif de Cologne converti au Christianisme , (sincèrement ou de mauvaise foi , Dieu le fait) avoit obtenu de l'empereur un ordre de détruire & brûler tous les livres composés par les Juifs , comme injurieux à la Religion Chrétienne. Chargé lui-même d'exécuter les ordres qu'il avoit

sollicités , il faisoit des perquisitions odieuses dans les maisons , sous prétexte d'y chercher les livres pros crits : & l'on prétend même que son zèle n'étoit pas bien désintéressé , & qu'il ne détruisoit pas toujours les exemplaires qui lui tomboient sous la main, aimant mieux les vendre à son profit. On se plaignit de ses vexations : les Juifs , qui avoient du crédit à la cour de Maximilien , se récrièrent contre la guerre déclarée à leurs livres. Maximilien remit en question ce qu'il avoit commencé par décider , & parmi les députés qu'il chargea d'examiner le cas , il nomma Reuchlin , qui étoit mieux au fait que personne de la littérature Judaïque. Reuchlin, aussi modéré que savant , fit une distinction. Il approuva la suppression des livres écrits par les Juifs contre la Religion Chrétienne : mais il crut que l'on devoit épargner ceux qui rouloient sur d'autres matières , & qui pouvoient avoir leur utilité. Pseffercorn , c'est le nom du Juif , auteur de tout le trouble , ne fut pas content de la décision de Reuchlin , & il l'attaqua par un écrit intitulé *Miroir manuel*. Reuchlin se défendit , & intitula sa réponse

92 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
Miroir oculaire. Ces titres singuliers
sont assez dans le goût Rabbinique.

Voilà donc la querelle engagée, &
d'une cause assez légère naquit une
tempête furieuse. Les zélés, à la tête
desquels se mit Jacques Hogstrate, in-
quisiteur Dominicain à Cologne, dé-
clamèrent contre le *Miroir oculaire*,
comme contre un livre abominable
& digne du feu. Ils accusèrent l'auteur
de judaïzer, de se montrer ennemi du
Christianisme. La plupart des savans
étoient pour Reuchlin, qui ne s'aban-
donna pas lui-même, & soutint les
assauts de ses adversaires avec vigueur.
L'affaire fut mise en règle, & discutée
à Cologne par la Faculté de Théolo-
gie; à Spire, par les commissaires du
pape délégués sur les lieux; à Rome,
par une congrégation de cardinaux.
Je souhaiterois que la Faculté de
Théologie de Paris n'en eût pas pris
connoissance: mais les théologiens de
Cologne voulurent s'appuyer d'une au-
torité aussi respectée.

Ils avoient prononcé leur censure,
& condamné le *Miroir oculaire* au feu;
& ils envoyèrent le livre aux docteurs
de Paris, en les priant de l'examiner
soigneusement, & de se joindre à eux

pour la condamnation d'un ouvrage aussi pernicieux. Reuchlin instruit du danger , écrivit à la Faculté de Théologie de Paris une lettre apologétique , dans laquelle il n'oublioit pas de remarquer qu'il étoit nourrisson de l'école de Paris , & disciple du fameux docteur Jean de la Pierre. Il envoie les pièces du procès , & le livre qui y a donné occasion. Il atteste son innocence , prouvée par le jugement qu'ont rendu à Spire en sa faveur les commissaires du pape. Comme l'affaire avoit été portée à Rome par appel , & y étoit encore pendante , il avertit la Faculté que le pape en est saisi , & en a interdit la connoissance à tout autre tribunal. Ces représentations furent inutiles. La Faculté passa outre , & le deuxième jour d'Août 1514 elle condamna le *Miroir oculaire*. Dans sa censure elle s'autorise d'une ancienne condamnation prononcée par les docteurs de Paris vers l'an 1240 contre le Talmud , que Reuchlin opinoit à conserver. Mais franchement ce qui étoit l'effet excusable d'un zèle peu éclairé au treizième siècle , ne devoit plus faire loi dans le seizième : & par dessus tout il est

94 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
étonnant que les défenses émanées du
pape sur la matière dont il s'agissoit ,
n'aient pas suspendu les coups de la
Faculté.

L'affaire ne s'en poursuivit pas
moins à Rome : & les Dominicains ,
qui avoient pris fait & cause pour
Hogstrate leur confrère , ne pouvoient
éviter de perdre leur procès , s'ils
n'eussent obtenu du pape un ordre de
surseoir au jugement. Ainsi furent as-
soupis en 1518 les troubles occasion-
nés par le livre de Reuchlin. Déjà les
prédications fougueuses de Luther
avoient commencé à en exciter de bien
plus grands & bien plus funestes. Lu-
ther est compté parmi les défenseurs
de Reuchlin , & il s'étoit ainsi essayé
contre les Dominicains , qui furent ,
comme l'on fait , le premier objet de
ses emportemens lorsqu'il attaqua les
indulgences.

Faits de
moindre dis-
cussion.

Je reprends l'ordre des tems , & je
trouve d'abord quelques faits qui in-
téressent directement l'Université ,
mais sur lesquels il suffit de couler
légèrement.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 72.

En 1515 fut fondé le collège de la
Merci , près l'Eglise S. Hilaire.

p. 70.

Le six Janvier 1516 le parlement

manda les principaux de plusieurs collèges , pour leur défendre de faire jouer ni souffrir que l'on jouât dans leurs maisons des comédies ou farces qui attaquaient l'honneur du roi , des princes , & des grands.

Le cinq Mars l'Université délibéra sur une requête , que les Jacobins avoient présentée au parlement contre le chancelier de N. D. au sujet de la licence , & que le parlement avoit renvoyée à l'Université. La délibération fut mesurée & circonspecte. On nomma des députés de chacune des Facultés , qui furent chargés d'examiner si le chancelier étoit soumis à la juridiction de la compagnie. Le chancelier de son côté agit avec modération. Il se présenta cinq jours après à l'Université assemblée , & se justifia.

Dans l'assemblée du cinq Mars parurent les chirurgiens. Ils avoient été imposés à la taxe dont j'ai parlé par les prévôt des marchands & échevins, qui, ayant prétendu y soumettre les médecins eux-mêmes, n'avoient garde d'épargner leurs subalternes. Pour parvenir à se faire exempter de l'imposition , les chirurgiens s'étoient adressés à la Faculté de Médecine dès le

Les chirurgiens reconnus par l'Université pour ses écoliers.

Pasquier ;
Rech. de la Fr.
l. IX. c. 30.

*Hist. Un.
Par. T. I^{re} I.
p. 70.*

dix-sept Novembre précédent , la suppliant de les réputer & tenir pour ses écoliers , suivant les actes & les usages anciens , & conséquemment de les associer à ses immunités & franchises : & la Faculté avoit reçu favorablement leur requête. Ils furent bien aises de consolider & d'affermir leur titre , en obtenant une déclaration conforme de toute l'Université : & c'est ce qu'ils lui demandèrent le cinq Mars 1516. Leur proposition fut mise en délibération : & le Recteur ayant pris les avis des quatre Facultés prononça que les chirurgiens feroient admis & aggrégés au corps de l'Université , non comme licenciés ou maîtres en Chirurgie formant une cinquième Faculté , mais comme écoliers de la Faculté de Médecine , à condition qu'ils en fréquenteroient les leçons & les actes. Cette délibération est un renouvellement de celle de 1436 , qui néanmoins n'y est pas rappelée.

*Autres faits
traités sommairement.*

*D'Argentré,
Coll. jud. de
nov. err.*

Le deux Juin la Faculté de Théologie prononça une censure , dont l'objet principal étoit de condamner l'abus des privilèges accordés aux religieux mendiants , & de soutenir
contre

contre eux , suivant les anciennes maximes ; la juridiction ordinaire des curés. Elle rendit aussi en la même assemblée un jugement d'approbation en faveur de certaines propositions qui avoient été prêchées en Savoie sur la même matière.

La cour des aides faisoit beaucoup de difficultés sur l'enregistrement des lettres données en l'année précédente par le roi pour la confirmation de nos privilèges. Elle les enregistra enfin le dix-neuf Décembre 1516.

Privilèges de l'Université , p. 35.

Les administrateurs de l'Hôtel-Dieu voulurent construire un pont qui prenoit sur la rue du Fouarre. L'Université s'y opposa.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 73.

Vers la fin de la même année 1516, le cardinal Philippe de Luxembourg évêque du Mans légat du S. Siège , fit présenter ses pouvoirs au parlement pour y être vérifiés. L'Université en demanda communication , & l'ayant obtenue elle s'opposa à la vérification , sur le fondement que par ces pouvoirs , & par l'exercice qu'en faisoit le légat , étoient lésés les décrets du concile de Bâle & de la Pragmatique Sanction. L'affaire fut plaidée au parlement le 22 Décembre : & le 16

Opposition de l'Université à la vérification des pouvoirs d'un légat. p. 73-77.

Janvier 1517 intervint arrêt qui n'ordonne l'enregîtement de la bulle de légation, & des lettres patentes du roi données sur cette bulle, qu'avec certaines modifications, dont la principale est que ledit légat *ne fasse chose contraire aux droits & prérogatives du Roi & du Royaume, ne aux saints décrets des Conciles, Pragmatique Sanction, & libertés de l'Eglise Gallicane.* On se précautionnoit ainsi contre l'anéantissement de la Pragmatique, sur lequel on savoit que le pape & le roi étoient actuellement d'accord.

Le légat fit son entrée dans Paris le vingt-neuf du même mois de Janvier: & il fut reçu & complimenté par l'Université près l'Eglise de S. Etienne d'Egrès.

Affaire du
Concordat.

Le cinq Février suivant furent portés les premiers ordres du roi au parlement de Paris sur la grande affaire de la publication du Concordat, pour l'intelligence de laquelle je suis obligé de remonter un peu plus haut.

Hist. de la
Prag. & du
Conc. Lib. de
l'Eglise Gall.
T. I. P. II.
p. 29.

On a vû combien & pourquoi la Pragmatique Sanction étoit odieuse à la cour de Rome. Pie II obtint de Louis XI une ordonnance qui l'abolissoit : mais Louis n'ayant pas été

Cette Histoire
est de M.
Dupuy.

content des procédés des papes à son égard , ne tint pas la main à l'exécution de son ordonnance. La Pragmatique continua de s'observer en France : & les rois Charles VIII & Louis XII la maintinrent en pleine vigueur. Jules II entreprit de l'abroger dans son concile de Latran : & le douze Décembre 1512 il y publia une monition à tous les auteurs de la Pragmatique , fussent-ils princes & rois , de venir se présenter au concile pour déduire les raisons qu'ils croyoient pouvoir alléguer en faveur de cette loi. Léon X marcha sur les traces de son prédécesseur : & quoique François I , dès la première année de son règne , eût changé la face des choses en Italie par la victoire de Marignan , le pape & le concile ne laissèrent pas de décerner une citation péremptoire & finale contre le roi & l'Eglise de France , comme étant résolu , après tous les délais inutilement accordés , de procéder enfin à l'abrogation de la Pragmatique.

François I se trouva dans une sorte d'embarras. Répondre à la citation du concile , & y défendre la cause de la Pragmatique , il savoit bien que ce

seroit une entreprise vaine , & que jamais la cour de Rome , ni le concile qui en étoit dépendant , ne feroient grâce à une loi portée exprès pour servir de frein à la puissance immodérée des papes. L'abrogation de la Pragmatique étant inévitable , il ne restoit que de trois partis l'un , y résister , y acquiescer purement & simplement , ou négocier un arrangement avec le souverain pontife. Si l'on se déterminoit à la résistance , Louis XII persécuté à feu & à sang par Jules II , & mis , lui & son royaume , en un péril réel , étoit un exemple qui pouvoit effrayer son successeur. L'acquiescement pur & simple faisoit retomber la France dans tous les inconvéniens contre lesquels elle avoit voulu se prémunir par la Pragmatique. Ainsi il sembloit que la nécessité réduisît François I à traiter avec Léon X. Ces considérations furent alléguées par le roi pour justifier auprès de ses peuples la négociation qui aboutit au Concordat. Mais quand on fait réflexion que la première condition de ce fameux traité fut de transporter au roi le droit de nomination à tous les évêchés , & à la plupart des autres grands bénéfices de

son royaume , il est bien difficile de croire que ce motif n'ait pas autant influé dans la détermination de François I , que les raisons de bien public dont il faisoit parade.

Tout le monde fait que le pape & le roi se virent à Boulogne , & qu'après leur conférence , dans laquelle ils convinrent de leurs principaux faits , le chancelier du Prat rédigea les articles du Concordat avec deux cardinaux. Ce traité donna enfin pleine victoire à la cour de Rome sur la Pragmatique Sanction , dont l'abolition & cassation fut prononcée dans la session onzième du concile de Latran le dix-neuf Décembre 1516 , & pareillement le Concordat y fut lû & publié.

Le Concordat substitué à la Pragmatique convient avec elle en plusieurs points , tels que l'abolition des réserves & graces expectatives , le jugement des causes sur les lieux où elles sont nées , la prohibition des excès en fait d'excommunications & d'interdits. Le Concordat autorise encore le droit des gradués aux bénéfices , & il établit même une forme plus commode pour eux , en ce qu'au lieu de

troisième bénéfice vacant , qui leur étoit assigné par la Pragmatique , le nouveau règlement , suivant un projet proposé longtems auparavant , comme je l'ai remarqué , mais non passé en loi , leur affecte le tiers de l'année , distribué en quatre mois : arrangement propre à prévenir bien des fraudes , & bien de fastidieuses discussions.

Telles sont les principales conventions entre le Concordat & la Pragmatique. Mais les différences sont bien essentielles.

Premièrement les élections sont abolies par le Concordat , & le droit de nommer aux grands bénéfices transféré , comme je l'ai dit , au roi seul.

En second lieu deux omissions capitales y laissent un vuide bien fâcheux. Il n'y est fait aucune mention des décrets portés à Constance & à Bâle touchant la supériorité du concile sur le pape : & le silence gardé au sujet des annates , que la Pragmatique Sanction avoit interdites , a fait revivre cette exaction si onéreuse à la France. Car il est important d'observer qu'il suffisoit de ne point parler des annates , pour donner occasion à la cour

de Rome de les lever , parce qu'elle les regardoit comme un droit annexé au S. Siège.

François I s'étoit engagé à faire publier , ratifier , & exécuter le Concordat dans son royaume avant six mois écoulés depuis la promulgation de cet acte dans le concile de Latran. Il y trouva plus de difficulté qu'il ne pensoit. Pour préparer les voies à cette opération , il vint le cinq Février 1517 au parlement , où s'assemblèrent par ses ordres plusieurs évêques & prélats , & les députés du chapitre de N. D. & de l'Université. Là le chancelier du Prat entreprit de justifier un traité qui étoit son ouvrage , & il fit valoir les raisons de nécessité , qui , selon lui , avoient forcé le roi d'y consentir. L'exposé que j'en ai fait plus haut , est tiré de son discours. Il le finit en déclarant que le roi vouloit & commandoit que le Concordat fût publié & ratifié. Il ne parla point d'enregistrer l'acte qui abolissoit la Pragmatique. La proposition en eût été trop odieuse , & l'enregistrement du Concordat suffisoit.

Il est incroyable quel attachement avoient le clergé & la magistrature de

France pour la Pragmatique , & conséquemment quelle aversion ils porteroient au traité qui l'annulloit. Après que le chancelier eut parlé , les prélats , chanoines , & suppôts de l'Université d'une part , & de l'autre les présidens & conseillers , délibérèrent sur ce qu'ils venoient d'entendre. Le résultat de leurs délibérations ne fut pas tel que le roi eût souhaité. Le cardinal Adrien Gouffier de Boisi , au nom des ecclésiastiques & des docteurs , dit que l'objet dont il s'agissoit , intéressoit toute l'Eglise Gallicane , & qu'il falloit qu'elle fût assemblée pour en donner son avis. La réponse du parlement , portée par le président Baillet , fut moins expresse & moins décidée : „ La cour se conduira de manière que Dieu & le roi „ soient contens. „ Ainsi se termina l'assemblée.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 78.*

Les députés de l'Université conférèrent entre eux sur ce qu'il y avoit à faire dans une si importante conjoncture : & de leur avis la compagnie prit ses mesures , dressa ses batteries , & prépara une requête , attendant le moment d'en faire usage. Le roi ne consulta plus l'Université sur cette af-

faire : il n'assembla point le clergé : Dupuy 47.
 mais il voulut avoir l'enregistrement
 du parlement , & il lui envoya vers
 le milieu du mois de Mai ses lettres
 patentes pour la publication & exé-
 cution du Concordat. Le cinq Juin il
 fit remettre au parlement les origi-
 naux en parchemin du Concordat &
 de l'acte par lequel la Pragmatique
 Sanction avoit été annullée au concile
 de Latran. Les gens du roi prirent
 lecture de ces pièces , & le premier
 usage qu'ils en firent , fut de renou-
 veller, par l'organe de l'avocat général
 Jean le Lièvre , l'appel qu'ils avoient
 interjetté de la révocation & cassa-
 tion de la Pragmatique , au moment
 même où la nouvelle en étoit arrivée à
 Paris.

Sur l'enregistrement du Concordat
 le parlement ne se pressoit pas de
 s'expliquer. L'Université de Paris &
 d'autres Universités du royaume de-
 mandoient d'être entendues. Le roi
 souffrant avec impatience ces retar-
 demens dans une affaire qu'il avoit
 extrêmement à cœur, envoya le vingt-
 six Juin au parlement le bâtard de
 Savoye son oncle , frère naturel de
 sa mère , avec ordre de notifier à

E v

cette compagnie que sa volonté étoit que l'on procédât sans délai à la publication du Concordat, & que son oncle assistât à la délibération. Le parlement trouva de la difficulté à admettre à ses délibérations un Grand, qui n'étoit point membre de la compagnie. Il fit sur ce point ses remontrances au roi, qui en fut irrité, & réitéra son ordre avec menaces. Il fallut donc obéir : & la délibération commença le treize Juillet en présence du bâtard de Savoye.

Duboullai, Elle dura jusqu'au vingt-quatre : & l'arrêt qui intervint, ne fut pas dicté par la complaisance. Il portoit que la cour ne pouvoit ni ne devoit faire publier ni enregistrer le Concordat. Que la Pragmatique devoit être maintenue. Que l'on ne pouvoit se dispenser d'accorder audience à l'Université de Paris, & aux autres Universités qui demandoient d'être ouïes : & que si le roi vouloit faire passer le Concordat, il seroit nécessaire d'observer les mêmes formes qui avoient été tenues par le roi Charles VII dans l'établissement de la Pragmatique, & d'assembler l'Eglise Gallicane. Le bâtard de Savoye étoit prié & re-

quis de rendre au roi un compte fidèle de tout ce qu'il avoit entendu : & dans le cas où le roi souhaiteroit d'être plus amplement instruit des motifs de l'arrêt , la cour se proposoit de lui envoyer une députation , qui satisferoit sur ce point à sa volonté.

Le roi désira de voir les remontrances du parlement. Elles ne furent Dupuy ;
p. 49. dressées qu'au bout de six mois : & lorsque les députés les apportèrent le quatorze Janvier 1518 à Amboise , où étoit le roi , ils éprouvèrent de sa part toutes les marques possibles d'indignation , & furent renvoyés avec de nouveaux ordres d'enregistrer le Concordat. Pour hâter l'exécution de ces ordres , il fit partir le seigneur de la Trimouille , qui vint le douze Mars au parlement , & dit que la volonté absolue du roi étoit que la cour enregistrât & publiât le Concordat , *sans plus en opiner* ; & que si elle n'obéissoit pas , le roi feroit chose dont ladite cour se repentiroit.

La venue du seigneur de la Tri- Duboullai ,
p. 82. mouille à Paris , & les discours qu'il avoit tenus au parlement , allarmèrent l'Université , qui depuis sa requête présentée étoit restée tranquille,

sur l'assurance que le parlement lui avoit donnée que rien ne seroit fait sans que préalablement elle eût été ouïe. Le Recteur, de l'avis des députés ordinaires, assembla l'Université aux Bernardins le lundi quinze Mars : il exposa l'état des choses, & demanda les ordres de la compagnie.

Bochart, l'un des avocats de l'Université, étoit présent, & on l'écouta avant que d'aller aux voix. La conclusion de l'Université porte » que l'on » ne doit épargner ni argent ni soins » pour pousser l'affaire avec vigueur » & fermeté : & qu'il faut que les particuliers aident la compagnie pour » les dépenses qu'elle sera obligée de » faire en cette occasion. Que l'on implorera la protection du ciel par des » prières & des processions. Que le » Recteur ira se présenter au parlement pour faire connoître les sentimens de l'Université. Qu'il sera » dressé avec le conseil des avocats un » mémoire, où seront exposés par » articles les inconvéniens qui doivent résulter de la substitution du » Concordat à la Pragmatique : & que » ce mémoire sera signé & scellé, afin » que l'avocat qui plaidera pour l'U-

» niversité , se voyant bien autorisé ,
 » puisse parler avec plus de hardiesse.
 » Que l'on députera au seigneur de la
 » Trimouille , pour lui faire des re-
 » montrances. Enfin , comme l'éle-
 » ction d'un nouveau Recteur étoit
 » proche, l'Université pria la Faculté des
 » Arts de mettre en place un homme
 » de tête, qui ne soit point suspect par
 » rapport à l'objet dont il s'agissoit , &
 » qui en entrant en charge prête ser-
 » ment de se comporter avec courage
 » & avec constance pour remplir le
 » vœu de la compagnie. »

La chose pressoit , & l'on n'y perdit
 pas de tems. Dès le jour même le Re-
 ctteur tint conseil avec les députés qui
 composent son tribunal , & les avo-
 cats de l'Université , sur les démar-
 ches qu'il convenoit de faire pour
 l'exécution de la conclusion. Il y fut
 arrêté que l'on demanderoit audience
 au parlement : & l'avocat Bochart fut
 choisi pour porter la parole.

Le lendemain seize la nouvelle re-
 quête fut présentée au parlement , &
 la députation au seigneur de la Tri-
 mouille exécutée.

Ce même jour les gens du roi don-
 nèrent leurs conclusions pour obéir ,

Dupuy ,

p. 49.

attendu les menaces & le danger d'un plus grand mal : mais ils joignirent à leur consentement , qui n'étoit pas même bien formel , des modifications moyennant lesquelles le Concordat seroit enregistré quant au nom , & rejeté en effet.

Duboullai ,
p. 84.

Dans l'après-dinée du même jour le Recteur & les députés ordinaires de l'Université s'assemblèrent aux Matutins , & ordonnèrent que dans tous les collèges & monastères (dépendans de l'Université) on fît des prières pour le roi , pour la reine , pour le dauphin , & pour la conservation des libertés de l'Eglise & de tout le royaume. Il fut dit que les prédicateurs seroient avertis d'exhorter le peuple à de semblables prières : & que le jeudi dix-huit l'Université célébreroit une procession solennelle à l'Eglise de sainte Catherine du Val des Ecoliers , à laquelle assisteroient les écoliers & les bacheliers avec leurs chapes , ou habits de cérémonie.

Le mercredi dix-sept on prit des mesures & des précautions pour que toutes choses se passassent dans la procession avec modestie , décence , & piété : & à l'ordre adressé aux prédi-

cateurs on ajouta qu'en annonçant qu'ils s'abstiendroient de prêcher le lendemain à cause de la procession de l'Université, ils eussent soin d'avertir qu'il y auroit un sermon solennel dans l'Eglise de sainte Catherine.

Le jeudi 18 l'affaire de l'enregistrement prit une grande avance au parlement. Les présidens & conseillers sentoient qu'il n'étoit plus possible de résister, & puisque le roi vouloit absolument la publication du Concordat, ils arrêterent qu'elle se feroit, mais sans préjudice de l'arrêt du 24 Juillet précédent, *qui sortiroit son plein & entier effet. Que la lecture & publication qui se feroit du Concordat, seroit par l'ordonnance & commandement du Roi, & non de la Cour, laquelle feroit protestation qu'elle n'entend en aucune façon autoriser ni approuver ladite publication, & que les procès en matière bénéficiale seront jugés par ladite Cour selon la Pragmatique, comme auparavant.* Dupuy, p. 50.

Le même jour, après la procession de l'Université le Recteur reçut ordre du parlement par le premier huissier de se présenter à l'audience le samedi suivant huit heures du matin, pour Duboullai, p. 84.

112 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
être oui sur les moyens d'opposition
de l'Université à l'enregistrement du
Concordat.

Le vendredi dix-neuf les députés de l'Université s'assemblèrent aux Maturins, & ils ordonnèrent pour le dimanche suivant une nouvelle procession, qui est de règle à la fin de chaque trimestre rectoral.

Dupuy.

Ce même jour le parlement témoigna au seigneur de la Trimouille qu'il souhaiteroit que le chancelier assistât à la lecture, publication, & enregistrement du Concordat. La Trimouille répondit que tout prétexte de délai étoit odieux au roi : que depuis qu'il étoit à Paris, il avoit encore reçu de nouveaux ordres, accompagnés de menaces, qu'il n'expliqua pas, quoique le premier président l'en priât. Ces menaces n'en étoient que plus capables d'effrayer, pour être tenues secrètes : & le parlement, résolu de se rendre, fit ses protestations conformes à l'arrêté de la veille, pardevant l'évêque de Langres, qui étoit présent à la délibération, & qui les reçut : ces protestations contenoient de plus un appel en forme de la cassation de la Pragmatique au pape mieux

DE PARIS , LIV. IX. 113
conseillé & au futur concile.

Le samedi 20^e, le Recteur avec les Duboullais
Doyens des Facultés , les Procureurs
des Nations , & autres députés de
l'Université , qui étoient vraisembla-
blement en grand nombre, vint au par-
lement , suivant l'ordre qu'il en avoit
reçu. Il étoit accompagné de trois
avocats , Jean Lautier , Jean Bo-
chart , & Olivier Alligret , qui s'é-
toient préparés à plaider la cause de
l'opposition. Mais on ne leur en donna
pas le loisir. Dès que le Recteur fut
entré, non avec tout son cortége, qui pa-
rut trop nombreux , en sorte qu'il lui
fallut en laisser dehors une partie , le
premier président prit la parole , &
fit une forte d'excuse & d'apologie, sur
ce qu'il n'étoit pas possible d'enten-
dre l'Université. Il dit *que la Cour*
avoit toujours porté , soutenu , & fa-
vorisé l'Université , en lui conservant
ses privilèges & libertés. Il ajouta *que*
la Cour les avoit envoyé querir , afin
de les avertir qu'elle recevoit l'Univer-
sité à opposition , & ordonnoit que son
opposition seroit enregistrée ; & que la
Cour l'oyroit en tems & lieu , qui lui
seroit assigné par icelle. Il leur expli-
qua , pour ainsi dire , confidemment

114 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
les intentions secrètes du parlement ,
en leur recommandant de n'en pas
faire d'éclat , & il leur notifia *que s'il
se faisoit quelque publication du Concor-
dat , elle ne porteroit aucun préjudice
à l'Université ne aux suppôts d'icelle
touchant leurs privilèges ; & que la Cour,
nonobstant la publication , jugeroit les
procès selon la Pragmatique , comme
elle avoit accoutumé.* Il termina ce
discours plein de bienveillance par un
avertissement , auquel apparemment
avoient donné matière quelques sup-
pôts de l'Université. Il exhorta le Re-
cteur & ceux qui l'accompagnoient
d'appaiser les esprits le plus douce-
ment qu'ils pourroient , leur déclara-
nt en même tems *que si aucuns de
l'Université faisoient tumulte ou inso-
lence , la Cour y pourvoiroit & les pu-
niroit.*

Dupuy ,
A. 516752, &
Duboullai ;
p. 85.

Le lundi vingt-deux , qui étoit le
jour convenu avec le seigneur de la
Trimouille pour l'enregistrement du
Concordat , le doyen du chapitre de
N. D. accompagné de plusieurs cha-
noines se présenta au parlement de
bon matin , demandant que les droits
de l'Eglise fussent conservés , que le
parlement agit auprès du roi pour ob-

tenir de lui qu'il fît assembler l'Eglise Gallicane , & prît son avis sur le Concordat ; & déclarant que jusques-là le chapitre s'opposoit à la publication de cet acte , & protestoit que tout ce qui se feroit à cet égard , ne pourroit nuire ni préjudicier à l'Eglise.

Je ne vois point quelle réponse le parlement fit au chapitre. Le seigneur de la Trimouille entra : l'affaire fut consommée : & l'on mit sur le Concordat , „ Lû , publié , & enregistré ,
 „ du très exprès commandement du
 „ roi notre souverain seigneur plu-
 „ sieurs fois réitéré , en présence du sieur
 „ de la Trimouille premier chambel-
 „ lan dudit seigneur roi , envoyé par
 „ lui pour cet effet spécialement. „

Le même jour l'Université s'étoit assemblée aux Bernardins pour entendre la réponse du parlement à ses députés. Le Recteur rendit compte de cette réponse , mais en supprimant ce qui devoit demeurer secret. L'Université , après avoir témoigné sa reconnaissance au parlement , résolut d'aller en avant , & de pousser l'affaire , quelque chose qui arrivât , en prenant conseil de ses avocats.

La publication du Concordat, qui se faisoit au parlement dans ce tems-là même, ne changea rien, lorsqu'elle fut scûe, au plan de l'Université, si ce n'est qu'elle anima, ce semble, son ardeur, & la porta à montrer encore plus de vivacité qu'auparavant. Et c'est de ce moment que ses démarches peuvent paroître donner quelque prise à la censure, & marquent peut-être plus de zèle que de prudence.

Duboullai,
p. 86.

Dès le jour de la publication, les députés de l'Université s'assemblèrent aux Maturins, & convinrent d'appeler en consultation tous les avocats de la compagnie, tant au châtelet qu'au parlement. Cette résolution fut exécutée, & la consultation se fit le vingt-quatre à S. Eloi. L'Université avoit dressé des articles, sur lesquels elle souhaitoit prendre l'avis de ses avocats : & leurs réponses se réduisent à quatre chefs principaux.

Appeller du Concordat au futur concile.

Appeller de la publication du Concordat au futur concile, au pape futur, au roi, & au parlement : notifier cet appel au parlement, & le réitérer à chaque mutation de Recteur, à

chaque procession de l'Université.

Ne point faire défense aux libraires d'imprimer & vendre le Concordat, & ne point ordonner de cessations : mais se contenter d'indiquer des processions & des prières à Dieu.

Ne point empêcher les membres particuliers de la compagnie de recevoir les bénéfices qui leur pourront être donnés dans la forme du Concordat, & continuer les Rôlles de nominations à l'ordinaire.

Cet avis étoit assez vigoureux. Il ne parut pas tel à l'Université, qui assemblée chez les Bernardins le samedi vingt-sept, se détermina, contre le sentiment de ses avocats, à faire défense aux libraires d'imprimer & vendre le Concordat, & ordonna de plus une députation à l'archevêque de Lyon pour l'exhorter à convoquer en sa qualité de primat l'Eglise Gallicane.

Les défenses aux libraires furent affichées dans Paris le jour même : l'appel fut diligemment dressé, sommé, signifié, affiché : le trente Mars le Recteur vit l'archevêque de Lyon, qui répondit qu'il étoit enfant de l'Université, & très disposé à faire tout ce qui seroit utile & expé-

Dupuy,

p. 52-54. &

Duboullai,

p. 88. 93. &

100--106.

118 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
dient , pourvû que les autres primats
qui sont dant le royaume y consentis-
sent , & que le roi en donnât la per-
missiôn. On rapporta même au roi ,
& peut-être non sans fondement , que
quelques prédicateurs s'étoient éman-
cipés dans leurs sermons , & avoient
tenu un langage qui tendoit à la sé-
dition. Dans la suite l'audace fut
portée encore plus loin par quelques
particuliers sans aveu. Un crieur pu-
blic du nombre de ceux que nous ap-
pellons colporteurs , proclamant dans
le quartier de l'Université une or-
donnance du roi pour l'impression du
Concordat & la pacification des es-
prits échauffés , fut insulté & mal-
traité en sa personne par une jeunesse
téméraire. Il y eut des placards affi-
chés contre le pape & le chancelier.

L'Université n'avoit aucune part
aux excès de ces particuliers. Au con-
traire elle déclara qu'elle les condam-
noit : elle prit des mesures pour en
arrêter le cours , & protesta qu'elle
regardoit comme ne lui appartenant
point ceux qui en seroient trouvés cou-
pables , & qu'elle consentoit très vo-
lontiers qu'ils fussent punis par la ju-
stice séculière. Le roi avoit chargé le

parlement d'informer de ces scandales , & d'en châtier sévèrement les auteurs. Il trouva que cette cour agissoit trop mollement , & d'autorité absolue il fit arrêter quelquesuns des conseillers & officiers de l'Université, dont il fallut longtems solliciter & attendre la délivrance. Afin de suivre exactement une affaire si importante , ou pour éviter le danger de l'emprisonnement , le Recteur fut dispensé cette année d'aller en personne à la foire du Lendit : & l'Université emprunta cent écus d'or de Pierre le Tonnelier marchand & bourgeois de Paris , pour les dépenses extraordinaires qu'exigeoient d'elle les voyages en cour , & autres mouvemens nécessaires en pareille circonstance.

Le 18 Février 1519 l'Université n'avoit pas encore obtenu la liberté de ses prisonniers. Ce jour Olivier de Lyon , docteur en Théologie & grand maître du collège de Navarre , qui fut beaucoup employé dans la négociation de cette grande affaire , fit une harangue au chancelier du Prat , tant pour la délivrance des conseillers & officiers de l'Université , que pour l'exemption de la décime dont

je vais bientôt parler. Son discours fut imprimé dans le tems , & j'en ai entre les mains un exemplaire. Quoique fait à l'ancienne mode , précédé d'un texte , & trop étendu , il ne laisse pas d'avoir son prix. La latinité n'en est pas mauvaise : les * éloges du chancelier sont accompagnés d'avertissemens & de remontrances : & l'orateur en parlant pour une compagnie actuellement en disgrâce , en soutient pourtant la dignité.

Tout est pacifié. Ouverture du rôle.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 115.

Enfin tout se pacifia. L'Université n'a jamais révoqué les actes qu'elle avoit faits contre le Concordat. Mais au mois de Novembre 1520 elle en souffroit tranquillement l'exécution. J'en juge par une délibération qu'elle prit le 17 de ce mois , au sujet de la nouvelle forme qu'il falloit donner aux lettres de nomination , pour les

* » Je ne prétens point
» vous flatter, dit ce sage
orateur : » mais je me con-
» forme à la pratique de
» notre Université , lors-
» qu'elle salue les grands.
» Elle les loue, non pour
» leur inspirer de l'or-
» gueil, mais afin que ses
» éloges leur servent d'ai-
» guillon , & les fassent
» ressouvenir qu'ils sont
» nés pour exercer les

» œuvres de toutes les
» vertus. » *Sed ne videar
dignitatem tuam assenta-
tiuncula velle demereri ,
facio quod hæc florens Uni-
versitas facere in salutan-
dis magnatibus consuevit :
laudat homines , non ut
effervantur , sed ut excitentur , & meminerint se ad
exercenda virtutum opera
natos.*

rendre

rendre conformes aux dispositions du Concordat , & qui n'ayant pû être réglée depuis deux ans fut alors unanimement approuvée. Cette difficulté étant levée , le rôle fut ouvert le 22 Décembre , & clos le 2 Mars de l'année suivante 1521 : c'est-à-dire que depuis le premier de ces deux termes jusqu'au dernier , on dressa le catalogue de ceux que l'Université nommeroit aux collateurs , pour être pourvus par eux des bénéfices qui viendroient à vaquer.

L'usage d'ouvrir le Rôle se pratique encore aujourd'hui dans la seconde semaine du Carême de chaque année : mais ce n'est plus qu'une formalité. L'Université ne dresse point de Rôle pour les bénéfices , & la signification des lettres de nomination se fait à la poursuite de chacun des gradués. Je vois que parmi nous on regarde assez communément cette cérémonie de l'ouverture du Rôle , comme une espèce de protestation contre le Concordat. J'avoue que je n'entens pas sur quoi cette opinion est fondée. L'usage des Rôles n'a point été introduit par la Pragmatique : il est plus ancien que cette loi. Je ne vois point

qu'il soit aboli par aucune des dispositions du Concordat. Ainsi ce qui se pratique parmi nous à cet égard, ne me paroît prouver ni attachement à la Pragmatique, ni opposition au Concordat, mais seulement l'attention à perpétuer une image de l'antiquité.

La résistance
au Concor-
dat fait hon-
neur à l'Uni-
versité.

Au reste les combats que l'Université a soutenus contre le Concordat, lui font honneur. Ses intérêts propres n'étoient point blessés par ce nouvel arrangement, qui même au contraire favorisoit & facilitoit l'exercice du droit de ses gradués. Le respect pour le concile de Bâle, l'attachement aux anciennes maximes, voilà les motifs qui la faisoient agir : motifs tout-à-fait dignes d'une compagnie vouée à la science & à la Religion. Et le zèle pour la Pragmatique lui étoit commun avec le parlement & le clergé de France, qui n'en ont jamais consenti l'abolition, & qui en conservent encore précieusement le souvenir.

Dissensions
intestines
dans l'Uni-
versité. Pro-
cès.

*Hist. Un.
Par. T. V l.
p. 78-80.*

Dans la même année où avoit commencé l'affaire de la publication du Concordat, l'Université éprouva une dissension intestine, qui devint un procès en règle. Elle s'étoit assemblée

le vingt Juin 1517 pour se choisir un procureur en la cour des aides , & dans ce choix il y eut partage. Les deux Facultés de Décret & de Médecine , & la Nation de Normandie se déclarèrent pour Yves Brinon : & les trois autres Nations jointes à la Faculté de Théologie nommèrent Aigulfe Babée. Le Recteur conclut en faveur de ce dernier , qu'il prétendoit avoir la pluralité. C'étoit entendre les intérêts de la Faculté des Arts , suivant les principes de laquelle trois Nations & une Faculté contre deux Facultés & une Nation font quatre voix contre trois. Cependant le syndic Robert des Vaux appella de cette conclusion au parlement , & fortifia ainsi l'appel que Brinon avoit interjetté de son côté.

Le syndic se conformoit en cela au vœu des trois Facultés supérieures. Car le 22 du même mois l'Université ayant été assemblée de nouveau pour le choix d'un avocat en parlement , & Jean * Lautier s'étant présenté & ayant fait sa supplique pour être nommé à cet emploi , toutes les Facultés reçu-

* J'ai été obligé de nommer par anticipation Jean Lautier parmi les avocats de l'Université dans l'affaire du Concordat.

124 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 rent sa requête , & lui en accordèrent
 l'effet avec satisfaction & éloge : mais
 les Facultés de Décret & de Méde-
 cine , & même celle de Théologie ,
 improuvèrent la conclusion portée par
 le Recteur deux jours auparavant. El-
 les ne comptoient pas comme lui les
 suffrages. Elles mettoient d'un côté la
 Faculté des Arts , dans laquelle trois
 Nations faisoient la pluralité , & la
 Faculté de Théologie ; & de l'autre
 les Facultés de Décret & de Méde-
 cine. Suivant ce compte , il se trou-
 voit deux Facultés contre deux : &
 dans un semblable partage , les Fa-
 cultés supérieures prétendoient que le
 Recteur ne pouvoit pas conclure.

*Dialogue
 des Avocats ,
 p. 501.*

L'affaire fut plaidée au parlement
 par des avocats célèbres. Disome loué
 par Loisel , *comme le premier qui
 ait apporté les bonnes Lettres au bar-
 reau ** , plaida pour Brinon ; Poyet ,

* Ceux qui sont cu-
 rieux d'anecdotes anti-
 ques & littéraires , ne se-
 ront pas fâchés de trou-
 ver ici ce que Loisel ajou-
 te touchant ce même avo-
 cat. Disome possédoit à
 Conflans - lez - Paris la

maison de campagne qui
 a passé depuis aux sei-
 gneurs de Villeroi , &
 qui appartient aujourd'hui
 aux archevêques de Pa-
 ris ; & il avoit mis au-
 dessus de la porte ce disti-
 que Latin :

*Consequor ex hoc rure senex quod comicus olim ,
 Ut ne agri aut urbis rae satias capiat.*

qui fut depuis chancelier de France , pour Babée ; & Olivier Alligret , qui devint peu après avocat général , pour l'Université , c'est-à-dire apparemment , pour le syndic appuyé des trois Facultés supérieures. Jean le Lièvre avocat général donna ses conclusions contre Babée. La cour appointa les parties : & je ne puis dire s'il est intervenu un jugement. Mais le droit des Nations , certain en soi , étoit alors couvert d'une espèce de nuage par la pratique usuelle. Je vois par les actes de délibérations communes que rapporte Duboullai sous ces tems-ci , que les suffrages s'y comptent fréquemment par Facultés. Les Nations * figurent peu dans ces occasions. Elles se laissent comprendre sous l'appellation commune de Faculté des Arts : & ayant ainsi souffert que leur droit s'obscurcît , elles ne doivent ni s'étonner ni se plaindre que le parlement , lorsqu'il a fallu décider au milieu du dix-septième siècle la contestation entre les Nations & les Facultés , ait pris un parti mitoyen, qui ne donne pleinement gain de cause ni aux uns ni aux autres. C'est un avertissement

* Voyez ci-dessous §. I^{er} de ce livre.

aux Nations de conserver soigneusement ce qui leur reste de droits liquides & non contestés.

Faits moins importants.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 80. 81.

Je ne m'arrêterai point à une affaire qui regardoit les fonds sur lesquels étoient hypothéqués les revenus des chapelles de Savoisi. On peut, si l'on a quelque raison de s'y intéresser, en chercher l'éclaircissement dans le Mémoire de Duboullai sur les Bénéfices de l'Université.

Il me suffira aussi de remarquer en un mot, qu'un officier du tribunal de la conservation, qui avoit été nommé par l'évêque de Beauvais alors conservateur apostolique, & qui prétendoit s'immiscer à exercer son office, sans s'être présenté à l'Université & lui avoir prêté serment, fut déclaré suspens de cet office, jusqu'à ce qu'il se fût acquitté de son devoir envers l'Université.

Le syndicat résigné.

p. 81.

La coadjutorerie au syndicat fit une affaire plus considérable. Robert des Vaux exerçoit cette charge depuis l'an 1485, & il étoit fort avancé en âge en 1517. Le 6 Novembre de cette dernière année, deux sujets de bonne volonté se présentèrent à l'Université, Arnoul Monart & Jaques Dubois,

demandant , chacun pour foi , d'être admis à aider le syndic dans ses fonctions , avec espérance de lui succéder. Ils furent refusés l'un & l'autre. Mais le 12 Décembre ils revinrent à la charge : & quoique Robert des Vaux remontrât qu'on ne devoit pas lui donner un coadjuteur malgré lui ; qu'il avoit besoin de tems pour connoître les qualités & la capacité de ceux qui s'offroient à le soulager ; & qu'enfin , si on ne vouloit point lui accorder un délai , il présentoit Robert Fortuné principal du collège du Plessis , qui lui paroissoit propre à bien servir l'Université , on n'eut aucun égard aux représentations du vieillard , & on lui nomma pour coadjuteur Jaques Dubois. Cette opération n'étoit pas fort régulière , & elle ne tint pas. Robert des Vaux appella de la conclusion : & s'étant concerté avec Monart , qui étoit réellement homme capable , le 20 Février 1518 il demanda à l'Université la permission de lui résigner sa charge ; & il l'obtint. Arnoul Monart , malgré l'opposition de Dubois , fut établi syndic , & il remplit cette charge pendant trente-trois ans.

La levée d'une décime que le pape

Décime.

Hist. - Un.

Par. T. VI.

p. 106. 107.

F iiij

avoit accordée au roi sur le clergé de France ; obligea l'Université en 1518 de se donner quelques mouvemens pour maintenir son exemption.

Francs - fiefs.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 106.

Elle fut attaquée en cette même année sur le droit de *Franc-fief*, qu'on vouloit lui faire payer. Mais le commissaire préposé à la levée de cette taxe reconnut que l'Université en devoit être exempte : & il fut fait registre de sa déclaration.

Immovibilité des régens
ès Arts.

Ibid.

Le 16 Octobre, la Faculté des Arts assemblée pour l'élection des censeurs, réprima par une conclusion sévère la violence opiniâtre de Jean de Vic principal du collège de Calvi, qui vouloit à toute force expulser de son collège un régent nommé Jean de Ruel. Le régent avoit obtenu trois décrets favorables à sa cause, tant des députés qui représentoient la Faculté, que de la Faculté elle-même : & le principal tenoit bon, refusant d'obéir, & cependant n'appellant point ; & il n'avoit pas même craint de traiter injurieusement ses juges en pleine assemblée. La Faculté vengea son autorité méprisée, en privant le principal de sa place, c'est-à-dire en ordonnant que nul écolier étudiant en

son collège ne pût acquérir ni tems d'études, ni droit aux degrés, jusqu'à ce que le réfractaire fût venu à résipiscence, & qu'il eût rétabli le régent dépossédé, le laissant jouir paisiblement de sa chambre, de sa *portion*, de l'exercice de la régence, & de tous les droits qui y sont attachés. Ce décret mérite d'être remarqué soigneusement. Il prouve l'immovibilité des régens, que le principal ne peut point destituer à sa volonté : & il fait voir en même tems qu'ils avoient leur logement & leur nourriture dans le collège où ils enseignoient.

Plusieurs menus faits se présentent ici, qui ne doivent être ni totalement omis, ni longuement traités.

Autres menus faits.

Hist. Un.
Par. T. VI.

L'Université appelée en 1520 à un conseil par les magistrats pour l'approvisionnement de la ville en bois à brûler.

p. 109.

Les moines de S. Germain & les religieux de sainte Croix cités à paroître aux processions de l'Université, dont ils affectoient de s'absenter, sans doute pour quelque difficulté par rapport au rang dans la marche.

p. 109 115.

Injonction faite aux Dominicains de célébrer les messes auxquelles ils

p. 109. 115.
128.

130 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
étoient obligés pour l'Université.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 110.* Les regîtres de la Nation de France
repris & continués , après une inter-
ruption négligente de la part des Pro-
cureurs.

p. 143. 144. Attention d'œconomie de la part
de la même Nation pour diminuer
ses dépenses. Le samedi 31 Mars 1521,
elle délibéra qu'au lieu du repas qu'elle
donnoit aux régens à la fin du Ca-
rême, on leur distribueroit quatre sols
par tête : & le 12 Avril de l'année sui-
vante , cette distribution fut réduite à
trois sols. On ordonna encore d'au-
tres retranchemens par rapport à diffé-
rens objets dans cette dernière conclu-
sion : & les suppôts de la Nation s'y
déterminèrent volontiers , préférant ,
disent-ils , le bien commun à leurs
avantages particuliers. Il s'en trouva
même qui rapportèrent à la manse
une partie de ce qu'ils avoient reçu
légitimement les années précédentes ,
anticipant ainsi par leur zèle l'obser-
vation d'un règlement de réforme qui
ne les obligeoit point.

*Projet d'ére-
ction d'une
Université à
Blois.
p. 111-114.* Le goût d'établir des Universités
se répandoit beaucoup. J'ai parlé de
l'érection de celles de Caen , de Poi-
tiers , de Bourges. Il avoit été aussi

question d'en ériger une à * Angoulême , une à Billon en Auvergne : & quoique ces dernières entreprises eussent avorté , les habitans d'Issoire dans la Limagne ou Auvergne basse en formèrent une pareille , & poussèrent même leur projet fort avant. Appuyés sans doute du crédit du chancelier du Prat leur compatriote , ils obtinrent du roi François I des lettres d'érection d'Université dans leur ville , & le pape leur accorda une bulle confirmative. Mais ils trouvèrent en leur chemin des opposans , dont le principal étoit le duc de Bourbon seigneur du pays , qui craignoit que sa juridiction ne fût diminuée par celles des conservateurs royal & apostolique , qu'introduiroit le nouvel établissement. L'Université de Paris forma aussi son opposition. On sent assez l'intérêt qu'elle avoit à la chose : &

* François I avoit donné au mois de Décembre 1516 des lettres d'érection d'une Université à Angoulême, Sa mère duchesse d'Angoulême protégeoit cet établissement. Mais la vérification des lettres éprouva tant de difficultés , que le projet ne put réussir.

Plus de cent ans après, les Jésuites entreprirent de le faire revivre , & ils échouèrent pareillement. C'est un fait peu connu , dont on peut trouver toutes les pièces rassemblées dans une petite collection imprimée à Paris en 1625 par le mandement de M. LE RECTEUR.

l'intérêt public ne condamnoit peut-être pas sa démarche. La multiplication des écoles semble , au premier coup d'œil , favoriser la propagation des Lettres , en facilitant les moyens d'étudier. Mais une école ne peut faire de fruit , qu'autant qu'elle est dirigée par de grands maîtres. Or est-il aisé de trouver beaucoup de sujets capables d'exercer dignement un enseignement multiplié sans mesure ? Dans les écoles qui auront pour sièges de petites villes , les maîtres seront communément assez médiocres , les écoliers foiblement instruits : & l'on se trouve ainsi inondé de prétendus lettrés , qui en ont les titres & les privilèges , sans en avoir le mérite & la capacité nécessaires pour servir l'Eglise & l'Etat. Quoi qu'il en soit , l'affaire de l'Université que l'on prétendoit ériger à Issore fut plaidée au parlement en 1520 , & appointée , c'est-à-dire qu'elle échoua. Il n'en est plus parlé depuis.

its de
ndre im-
rtance.

Hist. Un.

Par. T. VI.

p. 114.

Le 10 Octobre de la même année 1520 , un Cordelier s'attira l'animadversion de l'Université , pour avoir prêché dans S. Germain de l'Auxerrois , pendant que la procession du

Recteur se célébroit dans une autre Eglise.

L'usage du sceau commun de la Faculté des Arts pour les lettres testimoniales d'étude fit naître une difficulté, que je me contente d'indiquer ici sans l'approfondir, comme trop peu intéressante pour la plupart des lecteurs.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 115.*

En 1521 la Faculté de Théologie donna sa fameuse censure contre Luther, objet important, & qui mérite d'être traité avec étendue.

*Censure con-
tre Luther.*



§. I I.

Origine du
Luthéranis-
me,

IL n'est point de mon sujet de faire l'histoire du Luthéranisme. Mais les suites malheureuses des mouvemens excités par Luther en Allemagne me donneront tant de matière , que je ne puis me dispenser d'en tracer ici en peu de mots l'origine , quoique connue de tout le monde.

Personne n'ignore que ce zèle de réforme tant vanté , & sous le prétexte duquel on a bouleversé l'Eglise & l'Etat dans une grande partie de l'Europe , a eu pour principe une misérable jalousie entre moines mendiants au sujet de la prédication des indulgences. Léon X fit publier en 1517 une croisade contre les Turcs , & il y attachoit des indulgences , dont il faut avouer que le but n'étoit pas bien canonique ni exempt d'intérêt. La commission de prêcher les indulgences en Saxe se donnoit communément aux Augustins. Elle fut donnée aux Jacobins. Voilà la source du mal , & l'étincelle chétive qui a causé un si furieux embrasement. Lu-

ther , qui étoit Augustin , voulut venger son Ordre , que l'on privoit d'une commission fructueuse : & disposé peut-être à exercer lui-même dans la promulgation des indulgences , s'il en avoit eu la charge , tous les abus qui s'y commettoient , il les releva avec des invectives atroces dans des rivaux odieux.

Car il s'y commettoit des abus : D'Argentré , Coll. jud. de nov. error.
 & en France même , où les lumières ont toujours été plus grandes sur les matières de Religion , des prédicateurs mercenaires annonçoient aux peuples : *Quiconque met au tronc de la Croisade ung teston ou la valeur , pour une ame estant en Purgatoire , il délivre ladicte ame incontinent , & s'en va infailliblement ladicte ame aussitost en Paradis. Itaque , en baillant dix testons pour dix ames , voire mille testons pour mille ames , elles s'en vont incontinent & sans doute en Paradis.* La Faculté de Théologie , assemblée aux Maturins le 6 Mai 1518 , condamna cette proposition , comme fausse , scandaleuse , & excédant la teneur de la bulle de la croisade. Au contraire elle approuva la proposition suivante : *Il n'est point certain , que infaillible-*

ment toutes ames indifféremment estant en Purgatoire , pour chacune desquelles on met au tronc de la Croisade dix sols Tournois , s'en voise incontinent & sans doute en Paradis. Mais s'en fault rapporter à Dieu , qui accepte ainsy qu'il luy plaist le trésor de l'Eglise appliqué auxdictes ames.

Si Luther s'en fût tenu aux termes d'une décision si sage & si mesurée, on n'eût eu qu'à louer son zèle. Mais c'étoit la passion , & non l'amour de la vérité, qui le gouvernoit. De l'abus des indulgences , il vint à attaquer les indulgences en elles-mêmes. La résistance qu'il trouvoit , augmenta ses emportemens : & comme un esprit fougueux tel que le sien , quand il a une fois secoué le joug de l'autorité , est capable de tous les excès , passant d'une matière à l'autre , selon que la dispute l'y engageoit, il ébranla successivement presque tous les points capitaux de la doctrine Catholique, sur la pénitence , sur les sacremens , sur la justification , sur l'autorité du pape & celle de l'Eglise. Il renversa la discipline aussi bien que le dogme. En un mot il créa une Religion nouvelle , prenant de l'ancienne ce qui

lui convenoit , & rejetant tout ce qui ne quadroit pas avec ses idées.

Il n'en vint là que par degrés. Quoique ses progrès dans l'erreur aient été rapides , il observa d'abord des ménagemens. Il protesta plusieurs fois dans les termes les plus énergiques de sa soumission à la décision du pape sur toute sa doctrine : & dans la dispute qu'il soutint publiquement en 1519 contre Eckius fameux docteur Allemand , il consentit à reconnoître pour juges les Facultés de Théologie d'Erford & de Paris. Il est vrai qu'il espéroit trouver de la faveur auprès de ces deux sociétés théologiques , parce qu'il avoit été élevé & instruit dans l'une , & qu'il connoissoit les sentimens de l'autre touchant la supériorité du concile au dessus du pape. Il croyoit même la Faculté de Paris actuellement aliénée de la cour de Rome , à cause de l'abolition de la Pragmatique & de l'établissement du Concordat.

*Fleuri ,
Hist. Eccl.
T. XXXV.
l. 125 & 126.*

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 108.*

L'Université d'Erford demeura dans le silence. Celle de Paris prit le tems d'examiner avant que de juger. La censure de notre Faculté de Théologie , ouvrage auquel concourut en

*Censure de la
Faculté de
Théologie
de Paris con-
tre Luther.
p. 109.*

quelque partie toute l'Université , ne parut qu'au bout de deux ans , c'est-à-dire , au mois d'Avril 1521. Mais je vois que dès le vingt Janvier 1520 le questeur de la Nation de France acheta vingt * exemplaires de la conférence d'Eckius avec Luther , pour les distribuer aux députés qui devoient rendre compte de cette affaire à la compagnie : preuve manifeste, que dès lors on se tenoit alerte à Paris pour s'instruire de ce qui se passoit en Allemagne. Durant l'intervalle qui s'écoula jusqu'à la publication de la censure , toute l'Europe étoit dans l'attente de ce que décideroit l'Université de Paris , qui , pour me servir de l'expression d'Erasme écrivant sur cet objet même au cardinal Laurent Campegge , a toujours tenu le premier rang en matière théologique , comme le siège de Rome tient la primauté dans la Religion Chrétienne. Frédéric duc de Saxe , protecteur de Luther , prenoit un trop vif intérêt à la cause ; pour attendre avec tranquillité l'événement. Il écrivit à l'Université de

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 116.*

* J'observe en passant | sols Parisiens , qui revien-
que ces vingt exemplai- | nent à quarante sols Tour-
res coûtèrent trente-deux | nois.

Paris au sujet de l'approbation ou improbation des conclusions de son théologien. La lettre de ce prince ayant été présentée le deux Mars 1521 à la compagnie par le docteur Noel Bêda, dont j'aurai lieu de faire mention plus d'une fois dans la suite, il fut dit qu'avant que d'y faire réponse, il étoit besoin d'une mûre délibération.

Cependant Luther devenoit de jour en jour plus furieux. En représailles de ses livres condamnés au feu par le pape, il brûla lui-même publiquement le Droit canonique. Il condamna les vœux monastiques, il brisa les images, il abolit la messe. Tel étoit l'état des choses, lorsque la Faculté de Théologie de Paris donna le quinze Avril 1521 sa censure, dans laquelle elle ménage jusqu'à un certain point la personne de Luther, en feignant de douter qu'il soit l'auteur des livres qui portent son nom. Mais elle ne fait aucun quartier à l'erreur, qu'elle proscribit d'une manière également solide & lumineuse.

Les propositions extraites des différens livres de Luther sont distribuées par matières, & rangées sous plusieurs titres. A chacune sont appli-

quées les qualifications que les docteurs jugent y convenir. Si la proposition renferme quelque terme ambigu & susceptible d'équivoque , ce terme est distingué. Si innocente en elle-même elle est condamnée dans le sens de l'auteur , on a soin d'en faire la remarque. Une censure traitée avec cet esprit de discussion demande du tems : mais elle porte avec foi la lumière.

Elle fut imprimée par ordre du Recteur Jean le Cointe.

Luther écrit
& fait écrire
contre la
censure.

Hist. Un.
Par. T. V I.
p. 127. 128.

Luther , qui avoit reconnu les docteurs de Paris pour ses juges avant qu'ils prononçassent , ne témoigna pour eux que de la haine & du mépris dès qu'ils l'eurent condamné. Il fit réfuter leur censure par Philippe Mélancthon , le plus renommé & le plus savant de ses disciples , homme d'un esprit doux , mais que les emportemens de celui qui le dominoit , rendoient tout-à-fait différent de lui-même. Il parut encore d'autres écrits, les uns fougueux , les autres dérisoires , contre cette censure. Mais ni les invectives , ni les mauvaises plaisanteries , ne lui ôtent rien de son mérite.

L'écrit de Mélancthon ayant été débité à Paris, fut brûlé par ordre du parlement. Il y eut aussi à cette occasion quelques imprimeurs & libraires emprisonnés : & le parlement fit une réprimande à l'Université sur sa négligence à empêcher le débit d'un semblable libelle. La réprimande étoit placée. Car la police de la librairie rouloit sur l'Université : & il y avoit des défenses du roi aux imprimeurs & aux libraires de rien imprimer ni vendre, que sous l'autorité & après l'examen de l'Université & de la Faculté de Théologie.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 131.*

p. 128.

Le pape Léon X mourut en cette même année 1521, & il eut pour successeur Adrien VI, pontife savant en Théologie & bien intentionné, mais dont le règne trop court ne lui permit pas de faire le bien que la Religion avoit droit d'espérer de ses lumières & de sa droiture.

*Mort de
Léon X.
Adrien VI
lui succède.
Ibid.*

Les affaires propres de l'Université donnèrent à la compagnie beaucoup d'occupation durant cette année & les suivantes.

Affaires propres de l'Université.

Le vingt-huit Mai 1521 elle prit lecture d'une lettre de la cour des aides de Rouen, qui vouloit savoir

*Messager juré pour Li-
eux.
Ibid.*

si le nommé Marguerie étoit véritablement messager de l'Université pour le diocèse de Lisieux : & après avoir consulté ses registres & son rôle des officiers qui lui appartiennent, elle répondit le premier Juin que Marguerie ne s'attribuoit point à tort le titre de messager, & elle témoigna sa reconnoissance aux magistrats qui se montroient attentifs à maintenir ses privilèges.

Droit d'amortissement.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 129.

Le premier Juillet, elle fut avertie par son Recteur que les financiers préposés à la levée du droit d'amortissement inquiétoient à ce sujet & les suppôts de l'Université, & ses collèges, & l'Université elle-même. Elle recourut au roi : & ce prince, toujours affectionné aux gens de Lettres, lui assûra la jouissance de son droit d'exemption.

Messes dûes par les Jacobins.

Ibid.
p. 128.

Peu de tems après fut pacifiée la querelle avec les Dominicains, au sujet des messes qu'ils devoient dire pour le repos de l'ame de chaque régent qui mouroit en exercice. Cette obligation étoit fondée sur l'acte même par lequel l'Université leur avoit fait don du terrain où leur maison est établie : j'ai rendu compte de

cet acte en son lieu. Il étoit égaré depuis un an : & faute par l'Université de le représenter , les Jacobins refusoient d'en remplir les engagements. Lorsqu'il fut retrouvé , ces religieux se soumirent. Mais leur exactitude à payer cette dette religieuse , ne fut pas de longue durée. Nous verrons l'Université obligée de * revenir à la charge : & enfin l'exécution de la convention en cette partie est tombée en désuétude.

Au mois d'Août mourut Louis de Villiers-Lille-Adam , évêque de Beauvais , & conservateur des privilèges apostoliques de l'Université. Sur la nouvelle de la mort de ce prélat l'Université déclara qu'elle mettoit en sa main la juridiction de la conservation , & en interdisoit l'exercice au vicegérant actuel : en sorte qu'il n'y feroit point plaidé jusqu'à ce qu'elle eût élu un conservateur , ou que dans le cas d'un trop long délai elle eût nommé un vicegérant.

Election de Guillaume Briçonnet pour conservateur apostolique , en la place de Louis de Villiers - Lille-Adam.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 129. 130.

Le délai ne fut pas long. L'Université s'assembla le deux Septembre pour l'élection d'un conservateur : &

* Voyez ci-dessous , même §.

le Recteur exposa que les évêques de Meaux & de Senlis supplioient pour cet emploi. L'évêque de Senlis étoit appuyé de la recommandation du roi, duquel on lut trois lettres dans l'assemblée. Robert Duguaft, docteur en Droit, fit l'éloge du même prélat, & il taxa son compétiteur d'incapacité. C'étoit parler rondement, mais non pas contre le vrai. Guillaume Briconnet, alors évêque de Meaux, étoit un homme simple : & nous verrons que les prétendus réformateurs abusèrent de sa simplicité pour s'introduire dans son diocèse, & y répandre leurs erreurs. Il l'emporta néanmoins : & l'on peut croire que la recommandation du roi nuisit en cette occasion à l'évêque de Senlis : car nos regîtres portent expressément que l'Université craignit qu'en mendiant ainsi dans les vacances de ces charges la protection du roi, on ne lui enlevât la liberté de son choix. La Faculté de Médecine s'exprima pourtant d'une façon plus mesurée. Elle protesta de son respect & de sa soumission pour les volontés du roi : mais elle ajouta qu'elle ne comptoit pas faire un choix qui lui fût désagréable, en donnant son

son suffrage à l'évêque de Meaux. Ce prélat eut pour lui la pluralité des voix dans les quatre Facultés.

Le douze Septembre il se présenta à l'assemblée de l'Université , fit sa supplique , & fut unanimement confirmé & reconnu. Aussitôt le Recteur le mit en possession , en le conduisant à la salle d'audience , & l'installant dans le siège destiné au conservateur , en présence des Doyens des Facultés , des Procureurs des Nations , & d'un grand nombre d'autres personnes. Le nouveau conservateur continua tous les officiers de son prédécesseur , sous la condition qu'ils se feroient agréer & recevoir par l'Université.

Ce fut en cette même année qu'éclata la guerre * entre Charles V & François I. L'Université ordonna des prières dans les collèges , & célébra une procession générale le vingt-deux Septembre , pour demander à Dieu sa protection sur les armes du roi.

Prières & procession à l'occasion de la guerre.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 131.

Cette procession se fit sans préjudice de l'ordinaire , qui fut indiquée

* Cette guerre est appelée dans nos registres la guerre des Bourguignons , parce que Char-

les V étoit , comme l'on fait , héritier de la maison de Bourgogne.

Différend
avec l'évê-
que & le cha-
pitre. Affaire
du prédica-
teur Jaques
Merlin.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 131.*

au six Octobre suivant. L'évêque de Paris prit le même jour pour en célébrer une avec son chapitre, & le Recteur fut prié de remettre la sienne à un autre jour. Loin de consentir au changement, le Recteur défendit au prédicateur choisi par l'évêque de faire le sermon de la procession de l'Eglise cathédrale. Ce prédicateur étoit Jacques Merlin, docteur en Théologie, homme peu timide : il passa outre, & prêcha. L'Université se trouva très offensée de cette désobéissance. Merlin fut cité, & ne comparut point. Il y eut décret contre lui & contre le chapitre, appel au parlement, procès. Enfin la querelle fut pacifiée par l'entremise de personnes d'un grand poids.

Merlin édi-
teur & apo-
logiste d'O-
rigène.

*Lauroi, Hist.
Coll. Nav.
p. 244. 424.
666.*

D'Argentré,
Coll. jud. de
novis error.

*T. I I.
p. IX & X.*

Merlin méritoit beaucoup de considération par son savoir & par ses travaux théologiques. Entre autres ouvrages il donna au public en 1511 une édition d'Origène, à la tête de laquelle il mit une préface apologétique pour justifier ce fameux écrivain des erreurs qui lui ont été imputées. Cette apologie d'Origène déplut à plusieurs docteurs, & en particulier à Noel Bédac ; & de la diversité de sentimens

naquit un procès , qui n'étoit pas encore terminé en 1525. Alors l'affaire fut renvoyée par le parlement à la Faculté de Théologie , qui nomma des députés pour l'examiner. L'avis de ces députés ne fut pas favorable à Merlin. Mais je ne vois pas qu'il soit intervenu un jugement de la compagnie.

A l'occasion de la guerre née en 1521 l'Université fut de nouveau troublée dans la jouissance de ses privilèges d'exemption , au moins quant à ce qui touche ses officiers. Elle les défendit avec fermeté & avec succès.

Elle éprouva une autre sorte de vexation en la personne de ses écoliers Espagnols , Flamans , en un mot sujets de Charles V , qui furent mis en prison , comme attachés à un prince ennemi. L'Université sollicita leur délivrance , & peu écoutée du chancelier elle l'obtint du roi , toujours plus favorable que ses ministres.

La fête des Rois , par un abus depuis long tems enraciné , donnoit lieu à des divertissemens indécens dans les collèges. On y jouoit des comédies , où souvent les traits mordans & satyriques n'étoient pas épargnés. Noel Béda , alors syndic de la Faculté de

Privilèges.
Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 132.

Ecoliers de
l'Université
sujets de
Charles V.
Ibid.

Jeux de la fête
des Rois.
Ibid.

Théologie, qui avoit été attaqué & blasonné dans la comédie jouée au collège du Plessis, en porta ses plaintes le cinq Décembre à l'Université assemblée. Les trois Facultés supérieures furent d'avis que l'on abolît ces jeux. La Faculté des Arts s'en rapporta aux principaux des collèges.

Elle n'étoit pas contente de toute cette délibération. Sur quoi il faut distinguer le fond & la forme. Quant à la forme, elle n'avoit pas tort de trouver mauvais que l'on eût porté devant toute l'Université une affaire qui étoit de sa compétence particulière, puisqu'elle regardoit la discipline de ses collèges : & elle fit sentir avec raison son mécontentement au Recteur, en refusant de l'approuver en ce point, lorsqu'il demanda suivant l'usage l'approbation & ratification de ce qu'il avoit fait durant son rectorat. Sur le fond, je ne prétendrai pas l'excuser d'avoir eu de l'attachement pour des jeux, condamnables en eux-mêmes, & encore plus par la circonstance du jour dont ils profanoient la sainteté, Et l'on ne peut douter du goût qu'avoient pour ces jeux les suppôts des

Nations, puisque la Nation de France, dans la même assemblée où fut improuvée la conduite du Recteur, conclut à célébrer la fête des Rois selon la manière accoutumée, pourvû que l'on n'y blefsât point le respect dû à la personne du roi & aux princes du sang royal.

Un procès qui mit en mouvement toute la Faculté de Droit, nous donne occasion de faire ici quelques remarques par rapport aux anciens usages.

Procès dans la Faculté de Droit. Leçons des docteurs & des bacheliers.

Dans l'origine tous les docteurs remplissoient exactement la signification du titre qu'ils portent. Ils enseignoient, & les termes de *docteur* & de *professeur* étoient synonymes. Les bacheliers faisoient aussi des leçons, qui étoient pour eux des exercices probatoires. Le nombre des docteurs s'étant beaucoup multiplié, enforte qu'il excédoit en proportion celui des auditeurs, ils s'affranchirent en grande partie de la fonction pénible d'enseigner. Ils ne donnoient leurs leçons que de quinze jours en quinze jours : & même en Théologie les choses en étoient venues au point, que les docteurs n'en faisoient qu'une par an, le

Hist. Un. Par. T. VI. p. 132-138.

jour de sainte * Euphémie. Encore cette pratique ne subsiste-t-elle plus aujourd'hui, si ce n'est quant au nom. Les docteurs en Théologie, qui sont dans la ville & banlieue, donnent leur certificat comme ils ont fait la leçon ordonnée par l'usage : moyennant quoi ils perçoivent certains émolumens. Ainsi il ne leur reste plus d'autres fonctions, que celles des examens & des présidences aux actes. C'est en vertu de ce changement de discipline que l'on a été obligé d'établir des professeurs en titre, qui n'étoient point nécessaires, lorsque tout docteur étoit professeur. Et l'établissement de ces professeurs en titre, fournissant aux besoins du public des leçons assidues & continuelles de la part des docteurs, a fait éclipser celles des bacheliers. Ces révolutions dans la pratique de l'enseignement ont été communes à toutes les Facultés.

Au commencement du seizième siècle les bacheliers en Droit faisoient encore des leçons. Mais il y en avoit deux privilégiées, que l'on appelloit *Ordinaires*, & pour lesquelles on choi-

* Le texte imprimé par Duboullai porte *Epiphania*. J'ai pensé qu'il falloit lire *Euphemia*.

fissoit chaque année des *lisans*, c'étoit le terme, *legentes*. Cette *lisance* avoit occasionné le procès dont je parle ici. Nicolas le Cirier en avoit été pourvû par les docteurs en Droit : & François de Laage docteur en Droit, mais non de la Faculté de Paris, n'étant nommé que par son propre suffrage, prétendoit exclure le Cirier, qu'il taxoit d'incapacité. Il fit plus. Comme il étoit avantageux & habile à manœuvrer, il suscita les écoliers en Droit, & les engagea à se nommer un syndic, par l'organe duquel ils s'adressèrent au parlement, & demandèrent que la Faculté de Droit fût réformée, & que le pouvoir de choisir les *lisans* leur fût attribué, & non aux docteurs. L'Université intervint en cette cause pour les docteurs en Droit.

Il étoit donc question dans ce procès de deux articles : de la réformation de la Faculté de Droit, & de l'emploi de *lisant* contesté à le Cirier par de Laage.

Sur le premier, le parlement ordonna que les docteurs régens en Droit feroient obligés de faire exactement leurs leçons, suivant le règlement du cardinal d'Estouteville.

Par rapport au second objet, le Cirier & la Faculté gagnèrent en plein. Le Cirier, après avoir fait preuve de sa capacité en présence de quelques commissaires du parlement, fut confirmé dans l'emploi de *lisant*, & les docteurs pareillement dans le droit d'y nommer.

Procès de la Faculté de Droit contre son bedeau.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 142.

L'année suivante la même Faculté eut un procès contre son grand bedeau, pour des droits dont celui-ci prétendoit qu'on vouloit le dépouiller injustement : & elle le perdit sur la plupart des chefs.

Prétention de la Faculté des Arts, au sujet de la nomination du chancelier de sainte Geneviève.

p. 140.

Quelque tems auparavant la Faculté des Arts s'étant trouvée dans le cas de recevoir un chancelier de sainte Geneviève, avoit élevé une prétention nouvelle vis-à-vis de l'abbé de cette maison. L'abbé agissoit comme conférant cette dignité de plein droit : & la Faculté avançoit que l'abbé avoit pouvoir de présenter seulement, & que c'étoit à elle à conférer. Je ne vois pas que cette contestation ait eu aucune suite.

Principaux des collèges docteurs en quelque des Facultés supérieures.

Ibid.

Le vingt Janvier 1522 Robert de Dure, dit Fortuné, principal du Plessis, présenta à la même Faculté une supplique très agréable à la compa-

gnie , & équitable en elle-même. Cette supplique regardoit l'abus qui s'étoit introduit , & qui a prévalu , d'admettre aux places de principaux dans les collèges de la Faculté des Arts les docteurs en quelqueune des Facultés supérieures. Les en exclure , c'étoit une entreprise qui passoit le pouvoir de la Faculté des Arts. Robert Fortuné proposoit au moins d'ordonner que les certificats d'étude donnés par ces docteurs exerçant une principalité , ne fussent point reçûs dans la Faculté , & que nul ne s'en pût aider pour parvenir aux degrés de bachelier , licencié , & maître. Cependant comme son intention n'étoit pas de nuire aux étudians , il vouloit qu'il leur fût permis de faire signer leurs attestations par le plus ancien régent du collège. L'avis étoit modéré : & une telle requête ne pouvoit manquer de réussir auprès de la Faculté des Arts. Elle passa , mais elle n'a point eu d'exécution.

Un usage , dont je ne vois pas le but , & qui me paroît singulier , se trouve ici consigné dans nos regîtres. » Le Recteur , est-il dit , accompagné des doyens des Facultés & des pro-

Le Recteur se présente au parlement , pour les causes de toute l'Université.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 140.*

» cureurs des Nations , & précédé des
 » bedeaux portant leurs masses d'ar-
 » gent , alla au parlement , & s'y
 » présenta suivant la coutume pour les
 » causes de toute l'Université. On prit
 » son nom , & les noms des trois
 » doyens & des quatre procureurs : &
 » ils promirent d'agréer & d'autori-
 » ser ce qui seroit fait par les avocats
 » de l'Université. » Je transcris mon
 texte aveuglément & sans trop l'en-
 tendre.

Ordonnance
 de François I
 par rapport
 au collège de
 Navarre.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 140.

Au mois de Février de la même
 année François I fit un règlement
 pour réformer dans le collège de Na-
 varre un abus contraire aux inten-
 tions de la fondatrice & au bon ordre.
 Les bourses sont pour des étudiants, &
 elles doivent finir avec le cours des
 études, après lequel ceux qui par leur
 secours ont acquis la capacité & les
 degrés exprimés par la fondation ,
 doivent faire place à d'autres, & aller
 servir l'Eglise. Cependant il arrivoit
 que des boursiers théologiens de
 Navarre parvenus au doctorat , &
 pourvus de bénéfices, se faisoient don-
 ner une des chapellenies du collège ,
 pour se procurer un titre de perpé-
 tuité, & y demeurer oisifs, sans rem-

plir les devoirs ni de bénéficiers ni de chapelains. François I proscriit cet abus, en défendant qu'aucun docteur bénéficié puisse être nommé chapelain du collège de Navarre, & en ordonnant que si un docteur n'ayant aucun bénéfice est pourvû d'une des chapellenies de ce collège, il ne puisse jouir du logement affecté à son titre, qu'au moyen d'une assistance exacte & fidèle aux offices du jour & de la nuit. Ce prince prend même une précaution remarquable pour assûrer l'exécution de son règlement. Il déclare que si par l'importunité des demandeurs, ou par inadvertance de sa part, ce règlement se trouvoit violé, toute nomination contraire aux dispositions qu'il contient, seroit réputée nulle, & demeureroit sans effet.

Une délibération peu importante en soi mérite néanmoins de n'être point omise, parce qu'elle prouve l'opposition persévérante de l'Université au Concordat. Cette loi exige que les lettres testimoniales d'étude soient scellées du sceau de l'Université, à laquelle appartient le gradué. Or l'usage de l'Université de Paris étoit que l'on employât en ces occasions le sceau

Sceau des lettres de nomination.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 144.

156 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de la Faculté , dans laquelle a été
fourni le tems d'étude. La Faculté des
Arts consultée par deux fois sur ce
point , les seize & vingt-huit Avril
1522 , par deux fois décida que l'on
s'en tiendrait à l'ancien usage.

Election
d'un pape-
tier. Procès.

*Hist. Un.
Par. T. V. 1.
p. 145--151.*

Dans le même tems naquit un pro-
cès sur une autre matière. Deux con-
tendans se présentèrent pour une des
quatre charges de papetier juré de l'U-
niversité vacante par mort , Claude
le Lièvre marchand mercier , & Guil-
laume Rolland , qui exerçoit depuis
seize ans la marchandise de papéterie.
C'étoit à la compagnie assemblée à
faire ce choix , & la délibération ne
fut rien moins que pacifique. Il y eut
des brigues , de la cabale , du tumulte.
On parvint néanmoins à un résultat ,
mais avec partage. Les Facultés de
Droit & de Médecine suivies de la
Nation de Normandie furent pour le
Lièvre : Rolland eut les suffrages de
la Faculté de Théologie , & des Na-
tions de France , Picardie , & Alle-
magne. Nous avons vû dans un cas
semblable le Recteur conclure pour
les trois Nations jointes à une Faculté.
Ici arriva tout le contraire. Le Re-
cteur , qui favorisoit le Lièvre , &

qui étoit Normand , se rangea du côté des deux Facultés auxquelles se trouvoit jointe la Nation de Normandie. Rolland appella au parlement, & l'affaire fut plaidée le vingt-sept Juin 1522.

Le principal moyen de Rolland étoit tiré de ce qu'il avoit la capacité nécessaire pour exercer la charge qu'il demandoit, étant marchand papetier depuis un très long tems , au lieu que son concurrent ne connoissoit & ne pratiquoit point ce commerce , & ne poursuivoit la charge dont il s'agissoit , que dans la vûe d'exemter de tout droit le vin qu'il recueilloit dans six-vingts arpens de vigne à lui appartenans. Rolland , pour faire valoir ce moyen , s'autorisoit de la déclaration de Charles VIII en 1489 , qui ordonnoit que les officiers de l'Université fussent *de l'estat , qualité , & profession conformes à leurs offices* : il alléguoit un arrêt du parlement rendu sur ce principe contre des officiers , & notamment contre des papetiers de l'Université , qui n'ayant que le titre sans la réalité de l'exercice , avoient été condamnés à payer les taxes , comme les bourgeois non privilégiés.

Les vingt-quatre libraires de l'Université intervenoient pour Rolland , représentant qu'il falloit que le papier qu'ils employoient pour leurs impressions fût visité par les papetiers jurés , dont trois actuellement n'exerçoient point le commerce de papéterie ; & qu'ils avoient grand intérêt qu'on ne leur en donnât pas un quatrième aussi incapable que les trois dont il vouloit devenir le confrère.

Ces raisons étoient très fortes : néanmoins elles ne triomphèrent pas d'abord. Le procès fut appointé , & dura trois ans. Finalement Rolland gagna , précisément sur le moyen dont j'ai rendu compte , comme il paroît par l'arrêt , qui enjoignit à l'Université de nommer à ses offices *des personnes qui soient de l'estat , qualité , & profession convenables & propres auxdits estats & offices , & qui les exercent continuellement , actuellement , & en personne , sans fraude.* Et si l'Université tomboit en contravention , le même arrêt la prive du droit d'élection à chaque fois qu'elle se fera écartée de la règle prescrite.

Le parlement considéra donc principalement dans cette affaire le ser-

vice du public. Il ne prononça rien sur la forme de la délibération de l'Université : & il faut avouer que ce point souffroit alors beaucoup de difficultés.

Le principe décisif de l'égalité des Nations aux Facultés étoit obscurci : & la forme dans laquelle se pratiquoient les délibérations , ne contribuoit pas à le mettre en évidence. Le Recteur , comme chef de toute l'Université , proposoit l'affaire qu'il s'agissoit de décider : après quoi les Facultés se séparoient pour délibérer chacune à part. Le Recteur , en sa qualité de chef de la Faculté des Arts , alloit la présider. Les Nations se séparoient , délibéroient : & après qu'elles avoient pris leur parti , le Procureur de chacune en rendoit compte au Recteur. Toutes les délibérations étant finies , les Facultés se rassembloient de nouveau : & le Recteur commençant par faire sa fonction de chef de la Faculté des Arts , en rapportoit l'avis. Ensuite le doyen de Médecine , le doyen de Droit , le doyen de Théologie , en faisoient autant , chacun pour sa compagnie. Alors le Recteur reprenoit le personnage de chef de toute

Observations sur la forme des délibérations dans l'Université.

l'Université , & concluoit. On sent que dans cet arrangement les Nations ne jouissoient point de leur avantage des quatre voix.

Aussi dans la cause dont je parle , Poyet avocat de Rolland n'en fait-il aucune mention. Rolland avoit pour lui trois Nations , & la Faculté de Théologie : & Poyet insiste sur ce que la Faculté des Arts se trouvant appuyée d'une des Facultés supérieures , doit emporter la balance , & qu'il n'est pas permis , en ce cas , au Recteur de conclure pour les deux autres : & il établit cette maxime sur le fondement du grand nombre des suppôts de la Faculté des Arts. Elle renferme , dit-il , plus de quatre cens vocaux. La Faculté de Droit , dans l'affaire dont il s'agit , n'avoit que deux opinans , la Médecine treize. Ainsi dans le cas de l'égalité des Facultés , le plus grand nombre des vocaux devoit décider. Combien sa cause eût-elle été plus claire , s'il eût dit ? Trois Nations & la Faculté de Théologie font quatre voix sur sept , & par conséquent la pluralité. •

C'est ainsi qu'aujourd'hui chacune des sept compagnies , après avoir dé-

libéré à part sur les affaires du corps , fait porter son suffrage au tribunal par son chef : & lorsque quatre voix se trouvent d'un côté , la décision est formée. Il est pourtant vrai que les Facultés supérieures ne souffriroient pas volontiers que le Recteur conclût pour les quatre procureurs contre les trois doyens. Mais ce cas est extrêmement rare : & il est de la prudence du Recteur de le prévoir , & de faire en sorte de l'éviter.

J'ai dit que dans l'assemblée où le Lièvre fut nommé papetier de l'Université, il y avoit eu beaucoup de tumulte. Le Recteur prétendit y avoir été maltraité en sa personne , & il en voulut faire un incident à la cause. En sortant de l'assemblée il se mit au lit , & il appella des médecins comme ayant été blessé. Quelques jours après il convoqua de nouveau l'Université pour lui demander adjonction dans la poursuite qu'il étoit , disoit-il , résolu de faire , afin d'obtenir une réparation. Les Facultés de Décret & de Médecine lui accordèrent l'adjonction : la Faculté des Arts la refusa : celle de Théologie observa que le fait n'étoit point suffisamment constaté , &

Violences
exercées
dans les as-
semblées.

162 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
qu'il lui falloit une information en
règle avant qu'elle pût se décider. Le
Recteur n'osa pas conclure pour les
deux Facultés qui lui avoient été fa-
vorables : & l'affaire en demeura là
pour ce qui le regardoit personnelle-
ment. Il est probable que ses plaintes
excédoient la réalité , & qu'il eût été
bien aise de faire du bruit.

Réquisition
du syndic
contre ces
excès.

Mais comme dans le vrai l'assem-
blée ne s'étoit pas passée avec la tran-
quillité & la décence convenables , &
que ces exemples de violence se re-
nouvelloient fréquemment par des
séditieux , qui apportoit même aux
assemblées des bâtons & des armes ,
le syndic Arnoul Monart fit le sept
Octobre 1522 un réquisitoire fort
sage contre ces scandales & leurs au-
teurs. Je ne doute pas que sa proposi-
tion n'ait été reçue & applaudie. Mais
le mal étoit trop invétéré pour céder
promptement au remède.

Montholon ,
avocat de
l'Université.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 147.

Le vingt Juin de la même année
1522 , l'Université s'étoit assemblée
pour se choisir un avocat en la place
de Jean Lautier , qui venoit de mou-
rir. Cet emploi fut recherché par deux
hommes d'un grand mérite & d'un
nom illustre, François de Montholon

& Matthieu Chartier. Il y eut encore partage. Montholon eut pour lui les Facultés des Arts & de Médecine : & celles de Droit & de Théologie nommèrent Chartier. Le même Recteur qui avoit excité tant de trouble dans une élection bien moins importante , étoit encore en place. Il se conduisit mieux ici. Il se rangea du côté de la Faculté des Arts jointe à la Médecine : & l'affaire fut ainsi terminée pacifiquement.

Duboullai sous cette même année fait mention du procès intenté par l'archevêque de Sens & l'évêque de Paris contre Geoffroi Boussard , ci devant chancelier de N. D. & alors chanoine du Mans. Ce docteur venoit de donner un commentaire sur les sept pseaumes de la Pénitence , & à la tête il avoit mis une préface , qui est rapportée tout au long avec de grands éloges par Launoi , au caractère aigre duquel elle convient assez. Dans cette préface Boussard en faisant passer en revue toute sa vie , a inséré plusieurs traits piquans qui retomboient sur les prélats de son tems , & en particulier apparemment sur les deux que je viens de nommer. L'événement du

Affaire de
Geoffroi
Boussard.

*Hist. Un.
Par. T. VI,
p. 151, &
Launoi, Hist.
Coll. Nav.
p. 244 &
626--639.*

procès ne nous est pas connu.

Spifame, Recteur.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 151.*

Jacques Spifame, qui devint dans la suite trop fameux par son apostasie & par sa triste catastrophe, fut élu Recteur au mois d'Octobre de cette année 1522.

Requête de l'Université concernant la vérification des pouvoirs d'un légat.

p. 152.

Sous son rectorat, l'Université se pourvut au parlement, pour obtenir que dans la vérification des pouvoirs du légat Etienne Gabriel, archevêque de Bari, ses droits fussent mis à couvert. La bulle qu'il s'agissoit de vérifier, contenoit une clause tout-à-fait exorbitante, en ce qu'elle donnoit au légat la faculté de créer des licenciés & des docteurs avec tous les droits & privilèges attachés à ces titres. L'Université demandoit donc que ces licenciés & docteurs du légat ne fussent point admis à jouir des mêmes privilèges, qui coutoient tant de travaux à acquérir dans les Universités. Elle demandoit de plus que le légat dans la collation des bénéfices fût assujéti à observer le tour des gradués. Le parlement donna satisfaction à l'Université dans son arrêt d'enregistrement.

J'observe que l'avocat de l'Université Jean Bochart nomme dans son

plaidoyer le Concordat , & s'en autorise. On commençoit donc à se familiariser avec cette loi , au moins en ce qu'elle avoit de favorable : mais c'étoit sans préjudice de l'opposition constante à tout ce qu'elle contient de contraire à la Pragmatique.

Le besoin d'argent pour soutenir la guerre contre Charles V , engagea François I à prêter l'oreille à ceux qui lui proposèrent de faire de la conservation des privilèges royaux de l'Université une juridiction dans Paris , dont les charges vendues à son profit devoient lui rapporter cent mille écus. Il donna donc un édit portant création d'un bailli à qui il attribuoit la connoissance de cette nature d'affaires, lui joignant douze conseillers , & tous les officiers nécessaires pour former & servir un tribunal.

Etablissement, qui dura peu , d'un bailli conservateur des privilèges royaux de l'Université.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 153--155.

Privilèges de l'Université, p. 284--286.

Hist. de Paris, T. II. p. 946.

Le Châtelet, dont ce nouvel établissement diminuoit beaucoup le ressort , fit opposition à l'enregistrement de l'édit.

L'Université en délibéra pour la première fois le quatre Mars 1523 , & elle résolut de ne se déterminer sur un cas de cette importance qu'avec le conseil de ses avocats. Mais il leur

fut défendu de la part du roi de conseiller autrement l'Université qu'en conformité de l'édit : en sorte qu'elle fut obligée de s'adresser au parlement pour lui demander un conseil. Elle forma son opposition , qui jointe à celle du Châtelet fit nécessairement traîner l'affaire.

Le roi prenoit tellement la chose à cœur , qu'il écrivit à l'Université , pour la prier de daigner recevoir le bailli conservateur , qu'il venoit d'instituer. Cette lettre fut lûe dans l'assemblée de l'Université le vingt-huit Mars : & la Faculté de Médecine fut seule de l'avis d'y acquiescer. Les six autres compagnies persistèrent dans leur opposition , & résolurent d'attendre l'arrêt du parlement.

Le deux Avril l'Université députa au roi Noel Béda , qui rendit compte de sa députation le huit du même mois , mercredi de la semaine de Pâques : & dans l'assemblée qui fut tenue pour l'écouter se présenta Guillaume Petit , Dominicain , évêque de Troyes , & confesseur du roi , de la part duquel il étoit chargé de réitérer auprès de l'Université les prières déjà une première fois employées.

Petit exécuta sa commission , & ne put réussir.

Enfin le parlement enregîtra l'édit après plusieurs jussions , & du très express commandement du roi. Alors l'Université consentit à reconnoître le bailli conservateur de ses privilèges royaux , & le vingt-quatre Avril elle admit Jean de la Barre , qui avoit été pourvû de cette charge , à lui prêter le serment qu'elle avoit coutume de recevoir du prévôt de Paris.

A peine le nouveau siège étoit-il établi , qu'il fournit matière à contestation. Le Châtelet , pour rendre inutile & oisive cette juridiction rivale , tenoit audience tous les jours , enforte que les avocats & procureurs ne trouvoient pas moyen d'aller faire leurs fonctions au tribunal de la conservation. Le bailli s'en plaignit au parlement , & y assigna les lieutenans civil & criminel. Par arrêt du parlement rendu le neuf Mai il fut dit , que le bailli auroit deux jours de la semaine, mardi & vendredi, *pour vaquer aux expéditions de sa juridiction.*

Telle est l'origine des deux jours dans chaque semaine affectés à l'Université , pour le jugement des causes

Deux jours
par semaine
affectés à l'U-
niversité
pour les cau-

ses de ses sup-
pôts au Châ-
telet.

*Privilèges de
l'Université ,
p. 290, 291.*

de ses suppôts au Châtelet. Car lorsque le bailliage fut supprimé, (ce qui arriva peu d'années après son institution) & réuni au Châtelet, la fixation des jours attribués à l'Université subsista, & fut même solennellement confirmée par l'édit de Folembrai en 1552. Mais les lieutenans civils se lassèrent de cet assujettissement, qui les rendoit moins maîtres de leurs audiences : & nos registres sont remplis de plaintes contre eux à ce sujet, & de sommations qui leur sont faites pour la conservation du droit de l'Université. Le lieutenant civil Jean le Camus par son ordonnance du trois Mars 1672 lui rendit justice, & lui assigna pour les causes de ses suppôts les mercredi & samedi de chaque semaine. M. d'Argouges, qui exerce avec une grande réputation de lumières & d'intégrité la charge de lieutenant civil dans * le tems où j'imprime ceci, prévient les plaintes par son attention à accorder audience le plus diligemment qu'il est possible aux suppôts de l'Université qui la lui demandent : & il donne ainsi moyen de ne point regarder comme nécessaire

* Au mois d'Août 1760.

l'obser-

l'observation des jours prescrits.

J'ai déjà marqué plus d'une fois que le droit de présidence, en l'absence du Recteur ; faisoit difficulté dans l'Université. En l'année 1523 le Recteur étant malade dans le tems de la foire du Lendit, son prédécesseur se transporta à S. Denys pour y faire sa fonction avec les doyens & procureurs. Lorsqu'il fallut délibérer sur les incidens qui s'étoient présentés dans la visite, le doyen de Théologie prétendit présider. L'ancien Recteur soutint son droit, & il emporta l'avantage : car le doyen de Théologie se retira.

En l'absence
du Recteur,
son prédéces-
seur préside.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 155.*

Le Luthéranisme né en Allemagne s'insinuoit en France : & il faut avouer que les gens de Lettres se portoient volontiers de ce côté, frappés des abus, & ne sentant pas assez l'obligation de n'en poursuivre la réforme que par les voies légitimes, & sans préjudice de la doctrine. François I, qui aimoit avec une sorte de passion les lettres & le savoir, ne se tint pas dans les commencemens tout-à-fait en garde contre l'impression que faisoit sur lui le concours des savans vers le parti de l'erreur. Il fut toujours

Le Luthéranisme s'insinue en France. Affaire de Louis de Berquin.

*p. 155, &
Hist. de Paris, T. II.
p. 948.*

Bayle, Diction. art. Berquin.

Chevillier, Origine de l'Imprimerie, p. 175.

170 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
zélé pour le maintien de l'ancienne
Religion en elle-même : mais il avoit
inclination à favoriser plusieurs de
ceux qui professoient la nouvelle. La
Faculté de Théologie au contraire & le
parlement leur firent constamment une
guerre irréconciliable. Tout ce que je
viens de dire , va se manifester dans
l'affaire de Louis de Berquin , l'un des
premiers introducteurs de l'hérésie
dans Paris.

C'étoit un gentilhomme Artésien ,
ecclésiastique * & docteur en Théolo-
gie , de mœurs irréprochables , d'un
grand courage , habile & lettré , mais
infecté des erreurs de Luther , quoi-
qu'il s'en cachât d'abord , & qu'il af-
fectât de ne montrer que la haine
contre les théologiens & contre les
moines. Il y avoit défense de la part
du parlement d'imprimer , ni débiter
aucun livre contenant la doctrine de
Luther ; défense de rien imprimer sur
la Religion , qui n'eût été examiné &

* Ces qualités lui sont
attribuées par l'historien
de la ville de Paris ,
(p. 948 & 985.) d'a-
près les registres du par-
lement. Ainsi il paroît
qu'Erasme se trompoit ,
lorsqu'il le disoit laïc. Il

étoit son contemporain ,
& il l'aimoit : mais il ne
l'a jamais vû , & n'a en-
tenu commerce avec
lui que par lettres. Ainsi
il pouvoit n'être pas par-
faitement instruit de tout
ce qui le regardoit.

approuvé par la Faculté de Théologie. Conséquemment à ces défenses on faisoit des recherches. La maison de Berquin justement suspecte fut visitée , & l'on y trouva plusieurs livres favorisant les nouvelles erreurs , les uns traduits par lui de Latin en François , quelquesuns de sa composition , & d'autres de différens auteurs. Le parlement , par arrêt du treize Mai 1523 , ordonna que ces livres fussent communiqués à la Faculté de Théologie , afin qu'elle en donnât son avis : & le vingt-six Juin suivant , elle rendit un décret portant que les livres saisis chez Louis de Berquin , à l'exception de deux , étoient remplis des erreurs Luthériennes , & comme tels devoient être condamnés au feu & brûlés , non seulement à Paris , mais dans tout le royaume. Qu'il falloit de plus obliger Berquin lui-même à abjurer les erreurs renfermées dans les livres qu'il avoit ou composés ou traduits , & lui faire défense de récidiver. Le décret fut signifié à Berquin , qui n'en tint compte , & se défendit avec hauteur. Sur ses réponses , le parlement le fit emprisonner à la Conciergerie le premier jour d'Août , & le cinq il le remit

172 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
entre les mains de l'évêque de Paris ,
afin que ce prélat prît connoissance de
l'affaire, assisté de quelques docteurs en
Théologie & de deux conseillers au
parlement.

Berquin avoit des amis en cour ,
qui parlèrent pour lui. Il étoit person-
nellement connu du roi , & , à ce qu'il
paroît , aimé. Il obtint facilement des
lettres d'évocation au conseil. Il sortit
des prisons de l'officialité le huitième
jour d'Août : & le chancelier du Prat
devenu son juge tira de lui une abju-
ration telle quelle , & lui rendit la
liberté. Dégagé du péril , Berquin n'en
devint que plus audacieux : & nous
le verrons bientôt , par une condui-
te aussi téméraire que ses sentimens
étoient contraires à la pureté du
dogme , s'attirer de nouvelles affaires,
& enfin le supplice.

Exemptions. En 1524 l'Université obtint du roi
Hist. Un. des lettres qui maintenoient ses sup-
Par. T. VI. pôts dans la pleine & parfaite jouis-
p. 155-158. sance de leurs privilèges d'exemption ,
par rapport à toute charge & imposi-
tion publique. Les besoins de la guerre
avoient obligé d'imposer en 1523 une
taxe sur les bénéficiers. L'Université
prétendit que ceux de ses suppôts qui

étoient pourvûs de bénéfices, ne devoient point payer cette taxe. Elle s'adressa d'abord au chancelier, c'étoit toujours Antoine du Prat, qui ne lui donna qu'une vaine ^a fumée & de belles paroles. Elle recourut au roi, qu'elle trouva toujours favorablement disposé à son égard. Il lui accorda des ordres conformes à sa requête : & ces ordres furent encore réitérés peu de tems après, pendant l'éloignement du roi, par la duchesse d'Angoulême * régente du royaume. Cependant les gens de la cour des aides s'aheurtoient à soumettre à la taxe les suppôts de l'Université. C'est ce qui provoqua des lettres du roi, données le cinq Avril 1524, & adressées à la cour des aides, pour lui défendre de continuer ces vexations contraires à sa volonté. Il ordonna la main-levée des saisies, & la restitution de ce qui pourroit avoir été payé en vertu des contraintes. La dernière clause de ces lettres me pa-

^a Nihil reportarunt nisi inanem fumum cancellarii.

* Je ne vois pas que Mézerai ni le P. Daniel fassent mention de cette régence. Elle est pourtant constatée par les ac-

tes du tems. François I se préparant à passer les monts en 1523 avoit fait sa mère régente. La découverte de la conjuration du connétable de Bourbon le retint en France.

174 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
roît très remarquable , & elle fait
honneur à la généreuse équité de Fran-
çois I. Il n'entend point que l'exemp-
tion des suppôts de l'Université tourne
à la foule des non exemts, & il veut que
l'on rabatte & déduise sur la cottisa-
tion de chaque diocèse la portion que
devroient payer les bénéficiers mem-
bres de l'Université de Paris.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 156 , &
Hist. de Pa-
ris , T. II.
p. 949 &
950.
Je ne puis dire si l'Université avoit
réussi de même à se faire exempter
d'une autre taxe , que la ville levoit
vers ce même tems sur tous les habi-
tans pour une cause très urgente. Les
ennemis au mois de Novembre 1523
étoient maîtres de Brai sur la Somme,
de Roye , & de Mondidier , & par
conséquent tenoient Paris en alarme.
Dans ces circonstances le parlement &
la ville résolurent d'en réparer les for-
tifications , & de lever & soudoyer
deux mille soldats pour garder les pas-
sages de l'Oise : & par rapport à ces
objets de dépense fut ordonnée une
imposition , dont le parlement même
paya sa part. Les magistrats de la ville,
dans la répartition de cette taxe , n'ou-
blièrent pas les suppôts de l'Univer-
sité , & sur les représentations qui leur
furent faites contre ce violement des

privilèges académiques ils répondirent, qu'ils ne prétendoient point donner atteinte aux franchises & immunités du corps, mais qu'ils avoient crû devoir taxer quelques particuliers, les uns bénéficiers, les autres mariés. Cette réponse ne satisfit pas l'Université. Elle porta ses prières & ses remontrances au duc de Vendôme, alors gouverneur de Paris, & elle reçut de ce prince une réponse très gracieuse, mais qui n'opéra pas en sa faveur l'affranchissement de la taxe, puisqu'il lui fallut implorer encore pour le même objet au mois de Janvier 1524 l'autorité suprême du roi. Je ne vois point quel fut le succès de cette dernière démarche : car les lettres du mois d'Avril dont je viens de rendre compte, ne regardent que l'aide imposée sur le clergé.

Il est probable que l'Université eut satisfaction sur une requête d'un autre genre. François I ayant la guerre à soutenir contre deux princes voisins & puissans, Charles V & Henri VIII, prit une précaution souvent pratiquée en pareil cas, & ordonna que tous les étrangers fortissent de son royaume. L'Université réclama les droits de ses

Ordonnance du roi qui chasse tous les étrangers de son royaume. L'Université demande que ses suppôts n'y soient point compris.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 159.

176 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
suppôts , qui , en quelques pays qu'ils
fussent nés , étoient réputés citoyens
à Paris. Elle s'adressa au bailli conser-
vateur nouvellement institué , qui
promit d'en écrire au roi , & en at-
tendant demanda le catalogue de tous
les étrangers qui étudioient dans l'U-
niversité. Le catalogue fut dressé , &
porté au bailli : & il est aisé de croire ,
comme je viens de le dire , que la
chose en demeura là. François I n'é-
toit pas prince à se roidir pour une
précaution de rigueur en pareille ma-
tière.

Cure de S. Nicolas du Chardonnet. *Hist. Un. Par. T. VI. p. 159.* Je ne dirai rien d'une proposition qui fut faite dans l'Université con-
cernant la cure de S. Nicolas du Char-
donnet , dont quelquesuns préten-
doient que la nomination lui appar-
tenoit. Je ne trouve aucun titre qui
autorise cette prétention.

Fondation de l'archevêque de Lyon , où les droits de la Faculté des Arts sont lésés. *p. 158. 159.* Une fondation proposée à l'Uni-
versité par François de Rohan , ar-
chevêque de Lyon , y excita quelque
trouble. Ce prélat , élevé dans le col-
lège de Navarre , avoit conservé beau-
coup d'estime & d'affection pour
cette maison , & pour le corps dont
elle fait membre , & il souhaita des'en
afsûrer les prières vivant & mort. Il

donnoit mille livres Tournois à l'Université , sous la condition qu'elle feroit chanter pour lui chaque année à perpétuité , durant sa vie & après sa mort , au jour de S. François son patron , tout l'office des morts , vigiles & messe. Il vouloit qu'à cet office assistassent tous les docteurs des Facultés supérieures : & pour la Faculté des Arts , comme elle est extrêmement nombreuse , & que le revenu de la somme qu'il donnoit n'auroit pas pû suffire à payer des droits d'assistance trop multipliés , le prélat n'y appelloit que les Recteur , procureurs & receveurs des Nations , doyens des cinq Tribus de la Nation de France , syndic , greffier , & receveur général de l'Université , le proviseur du collège de Navarre , & les maîtres & soubmaîtres des artiens & grammairiens de ce même collège.

Ce fut cette dernière clause , peu favorable à la Faculté des Arts , qui fit naître une difficulté. Le projet du fondateur fut lû dans l'assemblée de l'Université le vingt-deux Avril 1524 , & le lendemain le Recteur ayant convoqué les députés ordinaires pour avoir leurs avis , Robert Fortuné ,

principal du Plessis , homme zélé pour les droits de la Faculté des Arts , & qui prend dans l'acte la qualité de procureur de cette Faculté, se présenta , & dit qu'au nom de sa compagnie il se plaignoit du tort que l'on se préparoit à faire aux principaux & régens des collèges ; que lui-même personnellement intéressé dans la cause comme principal & régent , il ne pouvoit consentir à cette lésion , dont il souffriroit sa part ; & qu'auxdits noms il s'opposoit à toute délibération , qui autoriseroit les docteurs des autres Facultés à recevoir leur droit d'assistance , à moins que les docteurs de la Faculté des Arts ne reçussent une égale rétribution. Cette opposition arrêta la conclusion.

L'affaire fut agitée de nouveau le vingt-&-un Mai , sans que l'on pût convenir d'un arrangement. Enfin le vingt-six Juillet la fondation fut acceptée telle qu'elle étoit : en quoi la Faculté des Arts nuisoit visiblement à ses droits. Mais les Facultés supérieures avoient pris alors un ascendant sur elle , qui la tenoit presque assujettie , & qui ne lui laissoit plus contre leurs entreprises que quelques

mouvemens foibles & inefficaces.

Le Recteur néanmoins conserve <sup>Remarques particulié-
res.</sup> ici les prérogatives de sa charge. Dans l'acte de fondation il est qualifié chef de toute l'Université, & une double rétribution lui est assignée.

Cette rétribution n'étoit pas forte, dix deniers pour l'assistance aux vigiles, vingt deniers pour l'assistance à la messe : le double au Recteur.

J'ai dit qu'au tems dont je parle, les élections dans l'Université étoient souvent tumultueuses, & accompagnées de violences & d'excès. Le scandale fut porté à son comble dans l'élection du Recteur au mois de Décembre de cette année 1524. <sup>Tumulte dans l'élection du Recteur. Pro-
cès. Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 160--167.</sup>

Louis Fabri aspirait au réctorat, & pour y parvenir il ameutoit les cabaleurs, qui étoient accoutumés à ces sortes de pratiques. Il faisoit sa brigue si ouvertement, & le danger de la violence étoit si visible, que le treize Décembre, trois jours avant l'élection, l'Université présenta requête au parlement, pour le prier de donner des ordres tels que l'élection pût se faire en pleine liberté, & sans scandale. Le parlement chargea le prévôt de Paris, ou son lieutenant criminel, d'y tenir

H. vj

la main. Celui-ci se transporta donc le seize au matin avec des sergens armés en l'Eglise de S. Julien le Pauvre , où devoit se faire l'élection , d'abord des Intrants , puis du Recteur. Fabri avoit aussi avec lui des gens en armes , dont plusieurs n'étoient pas même du corps de l'Université , mais artisans mécaniques , & vile populace. Le tumulte fut tel qu'on pouvoit l'attendre de semblables préparatifs : les portes & fenêtres de l'Eglise furent brisées : le magistrat ne put se rendre le maître : & le Recteur , qui étoit gagné , manœuvra si bien , qu'il y eut une apparence d'élection , moyennant laquelle il installa Fabri. Il est dit dans le procès que l'indigne Recteur reçut la promesse de vingt-cinq écus , qui lui fut faite & garantie sur l'autel de saint Julien. Une grande partie de la Faculté des Arts s'étoit retirée dans la chapelle de S. Blaise , qui * étoit voisine : & là il se fit une autre élection qui tomba sur Jean Faverel.

Ces fortes de scènes ne font pas grand honneur à nos pères. Mais il faut se souvenir que toute compagnie

* Je dis étoit , parce que cette chapelle depuis quelques années ne subsiste plus.

est peuple. D'ailleurs les mœurs n'étoient point alors adoucies par la politesse qui régné dans le siècle où nous vivons. Les dissensions ne sont pas des vices propres de notre Université. Dans un corps libre elles sont inévitables. Mais il y a longtems que l'on n'y connoît plus les indécences.

Comme Fabri avoit été mis en possession par le Recteur du précédent trimestre , ce fut à Faverel qu'il convint de faire le personnage d'appellant. Il se pourvut au parlement , & il obtint d'abord que la provision ne fût point accordée à son concurrent : moyennant quoi la place demeurant vacante , il falloit un vicegérant qui l'exerçât ; & il fut dit que durant le procès les fonctions en seroient remplies , non par le Recteur immédiatement précédent , qui étoit impliqué dans la cause comme complice , mais par celui qui avoit été en charge pendant le trimestre de Juin à Octobre. Il se nommoit Pierre Luillier.

Ici il se présenta une nouvelle difficulté. Luillier ayant assemblé l'Université le dix-sept Janvier 1525 , les Facultés supérieures prétendirent que c'étoit au doyen de Théologie qu'il

appartenoit, dans le cas actuel, de convoquer l'Université, & de la présider : & réellement ils pouvoient s'autoriser de quelques exemples. Ce doyen fit une convocation pour le dix-neuf, tint l'assemblée, & conclut. Luillier recourut au parlement, qui le maintint : & il exerça tant que dura la vacance.

Il y eut encore un autre incident à vuider. L'Université demandoit à prendre connoissance de l'affaire, soutenant qu'elle étoit le premier tribunal où devoit ressortir un appel de la Faculté des Arts. Le parlement retint la cause, fans préjudice des droits de l'Université.

Le fond ne fut jugé que le six Mars : encore le parlement n'attendit-il pas que l'information eût été faite dans toutes les règles, parce que la cause étoit chargée de faits, dont la discussion auroit emporté un trop long tems. Il prit l'avis de plusieurs suppôts des quatre Facultés, après quoi procédant au jugement, il déclara déchus de leurs demandes les deux contendans, & ordonna que le rectorat seroit exercé par le vicegérant qu'il avoit commis, jusqu'au jour de la prochaine élection

du Recteur , c'est-à-dire , jusqu'au vingt-quatre du mois , & qu'alors sous la présidence du même vicegérant se feroit une nouvelle élection.

Le prieur de Long-pont , de qui dépend l'Eglise de S. Julien le Pauvre, étoit intervenu dans la cause , demandant que les portes & les fenêtres brisées fussent réparées , & qu'un autre lieu fût assigné pour les assemblées qui regardent l'élection du Recteur. Le parlement ordonna les réparations , & il marqua des lieux différens , & propres à chaque Nation , pour les délibérations sur le choix des Intrins , laissant au reste subsister l'usage où étoit la Faculté des Arts de s'assembler pour l'élection du Recteur dans l'Eglise de S. Julien le Pauvre. Cet arrêt s'observe encore aujourd'hui dans ce qu'il a d'essentiel. Pour le choix des Intrins les quatre Nations s'assemblent en quatre endroits différens.

Enfin dans la vûe de prévenir des scandales pareils à ceux qui avoient donné lieu au procès dont il s'agissoit, le parlement renouvela & fit transcrire à la fin de son arrêt les anciens statuts concernant l'ordre qui doit se tenir dans les assemblées , & l'élection.

Règlement
concernant le
Recteur & les
Intrins.

Hist. Un.
Par. T. V Id.
p. 167-170.

184. HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
des principaux magistrats & officiers
de l'Université & des Nations. Je n'en
extrairai ici que ce qui regarde le
Recteur & les Intrants. Voici l'article
du Recteur.

» Nul ne pourra être promu au
» rectorat, qui n'ait sept ans de maî-
» trise ès Arts, & qui de plus n'ait ou
» régenté un cours de Philosophie,
» (lequel étoit alors de trois ans &
» demi) ou professé six ans la Gram-
» maire ^a dans un collège de plein
» exercice, ou enfin qui ne soit ba-
» chelier formé en Théologie, ou li-
» cencié, soit en Droit soit en Méde-
» cine. »

Ce statut a pour objet de ne mettre
à la tête de l'Université que des per-
sonnages d'un certain poids, & qui
aient eu le tems d'acquérir de la ma-
turity, & une connoissance exacte des
loix, privilèges, & coutumes de la
compagnie. Mais la mitigation de la
discipline dans les Facultés supérieu-
res a porté à un règlement si sage une
rude atteinte. Premièrement la distin-
ction de bachelier simple & bachelier
formé n'est presque plus connue, ou

^a In collegio famato, ubi sit exercitium & fiant
actus Facultatis Artium.

du moins elle reste sans conséquence & sans effet. En second lieu pour être bachelier formé en Théologie, c'est-à-dire pour avoir fait tous les exercices d'études théologiques, en sorte qu'il ne manque plus que la bénédiction apostolique & la licence du chancelier, il falloit autrefois avoir atteint au moins l'âge de trente-cinq ans. Aujourd'hui le baccalauréat s'acquiert à vingt-&-un ans. Dès lors on devient éligible pour le réctorat. Ainsi s'observe jusqu'à un certain degré la lettre de la loi : mais l'esprit en est perdu.

Par rapport aux Intrants , l'arrêt exige qu'ils aient certaines qualités d'un ordre moindre que celles qui sont requises pour le réctorat , mais supérieures néanmoins au simple rang de maître ès Arts immatriculé dans une Nation. Il impose même des conditions d'un genre semblable , quoique dans un degré encore différent , à ceux qui doivent concourir à la nomination de l'Intrant. On voit le but de ce règlement , qui est d'exclure la première & bouillante jeunesse de tout ce qui touche de près ou de loin à l'élection du chef de l'Université. Pour remplir cette vûe , on a pris

186 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 depuis une voie plus simple. Il est
 de règle aujourd'hui , que nul ne
 puisse ni être élu Intrant , ni donner
 sa voix pour l'élire , qui n'ait trente
 ans accomplis. Mais comme on a
 négligé de fixer en même tems l'âge
 du rectorat , il en résulte cette incon-
 séquence bizarre , que ceux qui doi-
 vent influencer de quelque façon que ce
 puisse être dans l'élection du Recteur ,
 sont soumis à une loi plus sévère , que
 le sujet éligible pour le rectorat. Tel
 peut devenir Recteur , qui ne pourroit
 ni l'élire , ni concourir même par son
 suffrage à la nomination de celui qui
 doit l'élire. C'est un abus , auquel de-
 vroit remédier la sagesse de l'Université
 & de la Faculté des Arts.

Entreprise
 du doyen de
 Théologie.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 170.

L'exécution de l'arrêt du parlement,
 en ce qui regardoit l'exercice du re-
 ctorat pendant la vacance , souffrit
 quelque difficulté. Le doyen de Théo-
 logie voulut encore se faire de fête ,
 & convoqua une assemblée générale
 le onze Mars. Mais sa prétention ,
 contraire à deux arrêts , fut sifflée.

Élection pai-
 sible du Re-
 ctur.

p. 977.

L'élection du Recteur se fit le vingt-
 quatre Mars aussi paisiblement que la
 précédente avoit été tumultueuse : &
 Faverel , que la brigade de Fabri avoir

empêché d'obtenir régulièrement les suffrages pour le réctorat, fut dédommagé par le vœu des Intrins devenus libres, qui le remirent en place. Il eut une contestation à essuyer de la part du greffier, dans laquelle il éprouva le zèle de la compagnie pour l'honneur de son chef.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 171.*

Dans le tems que s'agitoit au parlement le procès dont je viens de parler, une querelle d'une bien autre importance avoit été décidée à Pavie par la funeste bataille où François I fut fait prisonnier. Il n'est point de mon sujet de rapporter les suites de ce malheureux événement par rapport au royaume en général. Il me convient seulement de dire ici qu'aussitôt que la nouvelle en fut venue à Paris, le cardinal Louis de Bourbon, alors évêque de Laon, qui avoit été élevé dans le collège de Navarre, se rendit en cette maison, & exhorta l'Université à faire des prières publiques à Dieu dans une si grande calamité; & que le besoin des circonstances ayant demandé que l'on formât un conseil extraordinaire à Paris pour les affaires de l'Etat, l'Université y assista par ses députés avec l'évêque & un député du

Désastre de
François I à
Pavie. Prières dans Paris pour le roi prisonnier.
Conseil.

*Ibid. &
p. 185. 186.
& Hist. de
Paris, T. II.
p. 952-954.
& Launoi,
Hist. Coll.
Navarre
p. 251 &
884.*

188 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
chapitre de Paris, les prévôt des mar-
chands & échevins, & autres nota-
bles.

Bourfes de
Navarre de-
mandées par
deux Corde-
liers.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 174.*

Deux Cordeliers, l'un François, l'autre Espagnol, obtinrent du roi prisonnier deux bourses théologiques du collège de Navarre, & se présentèrent à l'évêque de Troyes son confesseur, pour en être mis en possession. C'étoit une contravention manifeste aux intentions de la fondatrice, qui n'avoit destiné les bourses de son collège ni à des Cordeliers, ni à des étrangers. L'évêque de Troyes en fit ses remontrances à la régente mère du roi, & lui écrivit pour avoir ses ordres sur ce point. Mais comme les deux aspirans s'impatientoient, demandant de quoi subsister en attendant la réponse de la princesse, & que surtout l'Espagnol *parloit à cheval*, pour me servir de l'expression originale, & menaçoit de se plaindre au roi, le prélat recourut au parlement, qui lui répondit par l'organe du président Guillard, qu'il feroit bien de pourvoir à la subsistance des deux religieux, jusqu'à ce qu'il eût reçu les ordres de la régente. Je ne vois point quelles furent les suites de l'im-

opportunité de ces Mendians : mais il est difficile de croire qu'ils aient réussi.

Etienne Poncher , d'abord évêque de Paris , puis archevêque de Sens , étant mort , laissa vacante la place de proviseur de la maison de Sorbonne. Ceux de cette maison firent leurs dispositions pour se rendre seuls maîtres de l'élection d'un nouveau proviseur , sans y appeller , comme il étoit ordonné par la bulle de Clément I V , le Recteur & les députés ordinaires de l'Université. Dans une assemblée de l'Université , qui se tint le vingt Juin , il fut dit qu'elle maintiendrait vigoureusement son droit , qui pourtant a été enfin forcé de céder au crédit & à l'esprit d'indépendance , & s'est réduit à une simple formalité , comme j'en ai averti ailleurs.

L'Université veut maintenir son droit dans l'élection d'un proviseur de Sorbonne.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 172.

Le huit Octobre fut célébrée la procession ordinaire de l'Université. J'observerai que l'ordre de délibération qui précéda suivant l'usage , fut précisément tel qu'il convient aux prérentions , ou plutôt au droit de la Faculté des Arts. Après les trois Facultés de Théologie , Droit , & Médecine , les quatre Nations opinèrent

Délibération où se manifeste l'égalité des Nations aux Facultés.

p. 185.

192 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
gereuses. C'étoit la mère du roi qui
exerçoit son autorité comme régente :
& l'on mettoit en problème , s'il est
permis à une femme de gouverner
une monarchie , & si le pape lui peut
permettre de conférer les bénéfices.
Le parlement par arrêt du neuf Dé-
cembre interdit cette audace de dis-
courir : & le onze , il manda le chan-
celier de l'Université , & la Faculté
de Théologie , pour leur intimer l'or-
dre d'en arrêter l'abus.

Retour du
roi en Fran-
ce.

Le traité pour la délivrance du roi
fut conclu dans le mois de Janvier de
l'année 1526 , & ce prince rentra en
France le dix-huit Mars suivant.

Syndic de la
Faculté des
Arts.

Hist. Un
Par. T. V l.
p. 187.

Le trente Janvier de la même année
la Faculté des Arts se donna un syn-
dic , qui fut Martin Dolet , ancien
Recteur.

Visite du Pré
aux Clercs.

Ibid.

Le vingt-trois Mars , il fut jugé à
propos d'ordonner un changement par
rapport à la visite du Pré aux Clercs ,
que le Recteur avoit coutume de faire
tous les ans le jour de Pâques. On
penfa, avec raison , que cette cérémo-
nie , toute relative à un intérêt tem-
porel , convenoit peu à la sainteté du
jour , d'autant plus qu'il y arrivoit
souvent du tumulte & du scandale.

Ainsi

Ainsi il fut dit que le syndic & le greffier feroient seuls la visite le jour de Pâques, & que le Recteur ne se transporterait avec son cortège sur le Pré aux Clercs, que le lendemain. Cette délibération fut exécutée, & voici le récit de la cérémonie, dressé par le Procureur de la Nation de France.

„ Le dix Avril 1526 M. le Recteur
 „ & Mrs. les Procureurs des quatre
 „ Nations, avec plusieurs autres offici-
 „ ciers & maîtres de l'Université se
 „ rendirent d'abord à * l'Eglise de
 „ Notre-Dame des Champs hors les
 „ murs de la ville, & là ils firent leur
 „ prière à Dieu & à la sainte Vierge.
 „ Ensuite ils se transportèrent en un
 „ fort bel ordre au monastère de saint
 „ Germain des Prés, & après y avoir
 „ entendu la messe dans la grande cha-
 „ pelle dudit monastère, ils allèrent
 „ visiter le Pré aux Clercs. Ils y prati-
 „ quèrent ce qui est d'usage, & ils
 „ en constituèrent gardien maître Jean
 „ de la Croix, Intrant de la Nation
 „ de Normandie. Tout le cortège re-
 „ conduisit M. le Recteur au collège
 „ d'Harcour. „

* C'est aujourd'hui l'Eglise des Carmélites du fauxbourg S. Jacques.

On voit par cet acte, que l'on établissoit tous les ans un gardien du Pré aux Clercs : ce que je ne trouve point ailleurs.

Il est remarquable que les doyens des Facultés n'assistent point à la visite ; comme si le Pré aux Clercs n'eût appartenu qu'à la seule Faculté des Arts, & non à toute l'Université. C'est au moins un vestige de l'ancien état des choses.

Mémoires
sur le Pré
aux Clercs
p. 143.

Loisel, cité par Duboullai, allégué une circonstance bien singulière de cette cérémonie. Il dit que les docteurs de l'Université y prêchoient anciennement *en toutes langues, pour toutes les Nations qui y abordoient de toutes parts*. Duboullai n'a pu vérifier ce fait, & il le rapporte pour sa singularité, sans le garantir.

Fondation
du collège
du Mans.

Hist. de Pa-
ris, T. II.
p. 974.

En cette même année 1526 fut fondé le collège du Mans. Le cardinal Philippe de Luxembourg, évêque du Mans, avoit formé le projet de cette fondation durant sa vie, & il en ordonna l'exécution par son testament. Le collège fut bâti dans l'emplacement qu'occupoit auparavant l'hôtel des évêques du Mans, rue de Reims, alors tombant en masures. Il doit avoir douze

boursiers , dont l'un principal , un autre procureur & chapelain , & les dix restans simples étudians en Philosophie ou en Humanités. Les bourses étoient de vingt-cinq livres , & les principal & procureur doivent en avoir deux. On fait que dans le siècle dernier , ce collège , qui étoit à la bienféance des Jésuites , a été envahi par eux , ou , si l'on veut , acheté malgré toute la résistance qu'a pû leur opposer l'Université , des deniers que leur fournit le trésor royal. La fondation n'a pourtant pas péri. Le collège a été transporté en un autre lieu , près la porte S. Michel , où il subsiste encore aujourd'hui.

Un des soins de François I arrivant dans son royaume fut de tirer des mains de la justice , & de remettre en liberté Louis de Berquin , qui , par son incurable opiniâtreté , s'étoit jetté de nouveau dans le labyrinthe d'un procès criminel pour cause d'hérésie. Ce fait en rappelle plusieurs autres , auxquels il est joint , & que je dois reprendre ici.

La première affaire de Louis de Berquin en 1523 , & tout ce qui l'accompagna , fit impression sur l'esprit

La Faculté
de Théologie
consultée par
la mère du
roi.

*D'Argentré,
Coll. jud. de
novis error.
T. II.*

de la duchesse d'Angoulême mère du roi, & lui causa de l'inquiétude, parce qu'elle voyoit d'une part l'erreur se répandre, & de l'autre plusieurs savans se prétendre injustement accusés, & trouver de l'appui à la cour. Elle voulut donc consulter la Faculté de Théologie de Paris, & elle lui envoya son confesseur pour lui demander, premièrement par quels moyens se pouvoit extirper l'hérésie; & en second lieu quelles voies devoient prendre pour se justifier ceux qui se disoient notés & diffamés à tort comme fauteurs & protecteurs de la nouvelle doctrine.

Cette princesse avoit un grand crédit sur l'esprit du roi son fils, & la Faculté crut qu'il importoit de la satisfaire. Elle lui donna sa réponse par un mémoire que dressa en langue François son syndic Noel Bédacarrats. Sur la première question son avis est tout simple. L'instruction, l'exhortation, la prédication, tels sont les moyens qu'elle juge devoir être employés contre l'hérésie, &, s'ils ne suffisoient pas, la force & la contrainte. Car on ne doutoit point alors, que ceux qui résistoient à la lumière, ne dûssent être

subjugués par la terreur & par les supplices. De la seconde question proposée par la duchesse , la Faculté prend occasion de rappeler toutes les traverses qu'elle a éprouvées de la part de la cour , aussi bien que certains prélats bien intentionnés , lorsqu'il s'agissoit de travailler à la condamnation & extirpation des nouvelles erreurs : & elle conclut que ceux qui se plaignent d'être mal à propos rendus suspects , n'ont autre chose à faire pour se laver que de changer de conduite , défendre ce qu'ils avoient attaqué , & attaquer ce qu'ils avoient défendu. Le mémoire est daté du sept Octobre 1523. Il produisit son effet sur la princesse , que nous verrons se gouverner en conformité , dans l'usage du pouvoir qui lui étoit confié.

La Faculté n'exerçoit pas seulement son zèle contre les erreurs Luthériennes. Un bachelier Dominicain avança dans une thèse en 1524 une doctrine opposée à celle de l'Eglise Gallicane sur la hiérarchie , & il prétendit que seul entre les apôtres S. Pierre avoit été institué évêque & consacré immédiatement par J. C. & que l'établissement des curés n'est que de droit

Censures.

Ibid.

198 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
positif. La Faculté l'obligea d'ensei-
gner & de soutenir le contraire dans
sa prochaine thèse , & elle lui dicta la
proposition qu'il devoit y insérer en
ces termes : » De même que l'on croit
» que S. Pierre a été ordonné souve-
» rain pontife par J. C. ainsi chacun
» des autres apôtres a été créé évêque
» immédiatement par J. C. L'ordre
» des curés est pareillement de son
» institution : & cette triple hiérarchie
» est de droit divin dans l'Eglise. »
La Faculté en usa de même à l'égard
d'un autre de ses bacheliers sur la
matière de la simonie. Elle lui enjoi-
gnit de se déclarer publiquement pour
le sentiment contraire à celui qu'il
avoit fausement enseigné.

Mais ses principaux combats eu-
rent pour objet les erreurs de Luther ,
& des sectateurs & fauteurs de cet hé-
résiarque. Son propre zèle l'y ani-
moit : & de plus les consultations du
parlement , des prélats , des princes
même étrangers , étoient pour elle de
nouveaux aiguillons. Elle jouissoit
d'une telle autorité , qu'un * célèbre
avocat plaidant devant le parlement
ne craignoit pas de dire : Ses docteurs

* Jean Bochart.

sont pour aujourd'hui le sel de la terre... *Hist. Un. Par. T. VI. p. 179.*
 Et serions bien délaissés de Dieu, si cette lumière & doctrine étoit périée & tombée en erreur. Et combien que comme hommes ils puissent faillir & errer, toutefois n'est à estimer que Dieu délaisse jusques là son peuple de France, lequel aujourd'hui ne pourroit avoir aisément doctrine ne information de vérité Théologale, s'il ne l'a de la-dite Faculté. Elle donna donc dans les tems dont je parle un grand nombre de déterminations & de censures, sur les contestations élevées par Luther & les Luthériens. Mais il n'est pas de mon sujet de les exposer toutes ici. Je me contenterai de tracer une idée des principales, & de celles qui renferment quelque circonstance plus intéressante.

Un certain * *Meresotte* avoit fait *D'Argentré ; Coll. jud. de novis error. T. I I.*
 une version en François des Heures de la sainte Vierge : & le parlement

* Je traduis le texte original de la censure. Mais je soupçonne que le nom *Mère Sotte* est un nom de dérision. On appelloit ainsi le Prince des Sots, ou chef d'une société de bouffonneries & de farces, qui se nommoit la *Sotise*, & qui a subsisté dans Paris jusqu'au siècle dernier. Il me paroît vraisemblable, que quelque Luthérien s'étoit caché sous le nom de *Mère sotte*, voulant tourner en ridicule par une allusion impie ce qui est le plus respecté des Catholiques.

doutoit s'il étoit à propos de la laisser se répandre dans le public. Il consulta la Faculté , qui fut d'avis de supprimer cette version , & toutes celles de la Bible qui couroient alors. Mais elle ajouta à son jugement des clauses qui méritent d'être remarquées , & qui l'ont été soigneusement par M. d'Argentré , docteur de Sorbonne & évêque de Tulle. » La Faculté n'a jamais » improuvé les traductions de l'Ecriture sainte en langue vulgaire , dit ce prélat non suspect en cette matière : » mais elle a crû qu'à raison » des circonstances des tems, des lieux, » & des personnes , il pouvoit être » quelquefois dangereux d'en permettre indistinctement la lecture à tout » le monde : or on se trouvoit alors » précisément dans le cas , à cause des » versions infectées d'erreurs que composoient & distribuoient les partisans de Luther. C'est dans ce point » de vûe que la Faculté opina pour la » suppression de la version des Heures , & de celles de la Bible : & elle » marque clairement son intention , » en exprimant que dans son jugement » elle considère l'état actuel des choses , *visâ hujus temporis conditione*, &

» qu'elle pense que l'on ne doit pas tolé-
 » rer des traductions des livres saints ,
 » telles qu'on les voyoit alors paroître,
 » *prout jam passim fieri videntur.* »
 Ainsi s'explique M. d'Argentré : & les
 restrictions qu'il relève ici, se trouvent
 plus clairement encore expliquées par
 la Faculté elle-même dans sa censure
 contre les propositions d'Erasme sur
 les versions en langue vulgaire.

L'erreur gagnoit quelquesuns même
 des membres de la Faculté , entre les-
 quels le plus connu est Jacques le Fé-
 vre d'Estaples , dont l'érudition & les
 mœurs sont louées par tous ses con-
 temporains , mais qui n'a jamais eu
 qu'une réputation fort équivoque pour
 l'orthodoxie. La Faculté voulut en
 1523 condamner plusieurs proposi-
 tions extraites d'un livre de ce do-
 cteur , intitulé *Exposition sur les Evan-*
giles. Elle avoit déjà dressé sa censure.
 Mais le Févre n'ayant pas voulu y
 acquiescer , & s'étant pourvû par ap-
 pel au parlement , il eut encore assez
 de crédit pour obtenir du roi , dont il
 étoit estimé & chéri , une évocation
 de la cause à sa personne, avec défenses
 à tous ses juges d'en prendre connois-
 sance. Il se retira à Meaux : & la pro-

Bayle , Dict.
 art. (le) Fé-
 vre.

rection qu'il y trouva , ainsi que quelques autres qui pensoient comme lui , cominit la Faculté de Théologie avec l'évêque de cette ville.

Guillaume
Briçonnet ,
évêque de
Meaux , fa-
vorise le Lu-
théranisme.

C'étoit Guillaume Briçonnet , fils du cardinal de ce nom , qui vécut dans le mariage avant que d'embrasser l'état ecclésiastique. L'évêque de Meaux avoit désiré & obtenu la charge de conservateur des privilèges apostoliques de l'Université : titre qui convenoit à la fantaisie qu'il s'étoit mise dans la tête de passer pour amateur des Lettres. Ce goût étoit à la mode : & le bon prélat , plus admirateur de la littérature que grand lettré , en poursuivoit la gloire , au défaut de la réalité. Les lettres donc , qui étoient la belle passion de l'évêque de Meaux , furent le piège auquel le prirent les amateurs des nouveautés. Jacques le Fèvre , Guillaume Farel , Gerard Roussel , Jaques Pouent , Martial Masurier , Pierre Caroli , tous ou Luthériens décidés , ou du moins très douteux Catholiques , mais gens d'esprit & habiles , sachant le Grec , parlant bien en Latin , s'insinuèrent dans l'esprit de ce prélat , & gagnèrent sa confiance. Il les appella dans sa ville épiscopale , & les fit prê-

cher. Il les soutint même contre les défenseurs de l'ancienne doctrine. De là naquit un procès , qui fut porté au parlement , & plaidé en 1525. Voici le fait en deux mots.

Martial Masurier , qui étoit do-
 cteur de la Faculté de Théologie de
 Paris , fut accusé devant elle pour des
 propositions erronées qu'il avoit prê-
 chées dans sa paroisse de S. Martin
 à Meaux. Comme il étoit homme
 adroit , il esquiva la condamnation ,
 & obtint de ses juges qu'ils se con-
 tentassent de l'engagement qu'il prit
 de faire prêcher dans son Eglise le
 contraire des propositions qu'on lui
 imputoit. Cet arrangement fut exé-
 cuté. Le gardien des Cordeliers prêcha
 dans l'Eglise de S. Martin en l'absence
 de Masurier , & sur chacune des pro-
 positions examinées par la Faculté il
 établit la vraie doctrine , conformé-
 ment à la décision de cette compagnie.
 La populace insulta le prédicateur.
 Bien plus , l'évêque lui-même monta
 en chaire huit jours après , & il le
 refusa , le traitant , lui & les autres
 Cordeliers ses confrères , de caffards ,
 de faux prophètes , & d'hypocrites.
 Non content de cet affront public , il

Procès à ce
sujet.

Hist. Un.
Par. T. VI.
 p. 173--184.

fit décréter le gardien d'ajournement personnel par son official. C'est de cette sentence de l'official de Meaux que le gardien appella comme d'abus au parlement.

Ce religieux n'étoit persécuté que pour avoir obéi à la Faculté de Théologie, & s'être conformé à son jugement. Elle intervint donc dans la cause : & il faut voir de quel ton l'avocat Bochart, déjà cité par moi, s'exprime sur la considération qui lui est dûe. *Contre la Faculté*, dit-il, *ne l'Evesque de Meaux*, ne autre particulier ne peut lever la teste & ouvrir la bouche, jusques à ce qu'il soit déterminé par l'Eglise. Et n'est la Faculté sujette pour aller disputer, porter & alléguer ses raisons devant ledit Evesque, qui non debet reniti prudentiæ de cette sainte compagnie, laquelle il doit estimer estre aidée de Dieu.

L'affaire n'étoit pas encore jugée le deux Janvier 1526. Je ne puis dire quel en fut l'événement : mais le crédit des Luthériens baissa beaucoup dans la ville de Meaux. Masurier, qui voyoit que le péril devenoit sérieux, les abandonna ; & par l'ascendant qu'il avoit pris sur l'esprit de l'évêque, il

l'engagea lui-même à faire la guerre à ceux dont il s'étoit jusques là déclaré le protecteur.

L'exemple de Berquin , dont on instruïsoit actuellement le procès , contribua sans doute à intimider Mafurier. Berquin , déferé au parlement par l'évêque d'Amiens , dans le diocèse duquel il semoit sès hérésies , avoit été arrêté prisonnier , & remis aux commissaires du pape pour être jugé. Ces commissaires étoient le prieur des Chartreux, le prieur des Célestins, & deux conseillers au parlement , délégués pour faire le procès aux hérétiques en France par un bref du vingt Mai 1525 , que la duchesse d'Angoulême avoit obtenu de Clément VII en l'absence de son fils. Les erreurs de Berquin étoient manifestes , & il en faisoit gloire. Ainsi il fut déclaré hérétique & relaps , & comme tel , livré au bras séculier. Le parlement fut donc saisi de son affaire , & il se disposoit à procéder contre lui, lorsqu'arrivèrent des lettres de François I , comme je l'ai dit , qui suspendoient le jugement : & peu après le roi fit même remettre l'accusé en liberté.

Berquin devoit s'estimer fort heu-

Berquin condamné au feu.

Origine de l'Imprimerie.
p. 177--179.

Epistola Erasmi in Hist. Un. Par. T. I.
p. 217--221.

reux d'avoir deux fois échappé le danger. Erasme lui conseilloit de profiter de ces effrayantes leçons , de songer à sa sûreté , & de se retirer en pays étranger. Mais il parloit à un homme en qui le zèle de sa secte portoit jusqu'au fanatisme le courage qui lui étoit naturel. Berquin entreprit ses juges , & devant un tribunal de douze commissaires délégués par le roi , il poursuivit en réparation ceux qui l'avoient condamné. Le fruit de cette témérité aussi folle que décidée pour le parti de l'erreur , fut un nouveau jugement qui le déclara dûement atteint & convaincu du crime d'hérésie, & le condamna au feu. On rapporte que Guillaume Budé , qui étoit du nombre des commissaires du roi dans son affaire , employa trois jours à le solliciter de se sauver par une abjuration. Berquin soutint le choc avec une opiniâtreté indomptable , & il fut brûlé en place de Grève au mois d'Avril * 1529. Erasme a voulu douter

* Bayle (Dict. art. *Berquin*) fait des raisonnemens à perte de vûe sur une fausse date assignée par Théodore de Bèze à la mort de Berquin. De

Bèze place le prétendu martyr au mois de Novembre , & il ajoute qu'il arriva la nuit même qui suivit une gelée funeste aux biens de la terre. ||

s'il étoit coupable. Mais nous ne pouvons nous dispenser de le regarder comme un hérétique très dangereux, après l'éloge que lui donne Bèze, d'avoir été capable de devenir un Luther en France, s'il eût trouvé en François I un Frédéric de Saxe. *Bayle, Dict. art. Berquin.*

Berquin étoit lié, comme on l'a vû, avec Erasme : il avoit traduit en François quelquesuns de ses ouvrages. C'est ce qui attira à Erasme bien des chagrins, & de rigoureuses censures de la Faculté de Théologie de Paris, qui, sans flétrir en lui la gloire de savant & aimable écrivain, ont fortifié les soupçons sur la pureté de sa foi. *Censures contre Erasme.*

Je trouve plusieurs décrets de la Faculté contre les écrits d'Erasme. Quelquesuns regardent ceux de ses livres que Berquin avoit traduits en François. Un autre proscriit les collo- *D'Argentré, Coll. jud. de novis error, T. II.*

ne se trompe pas en disant qu'une gelée très fâcheuse concourut à peu près avec le supplice de Berquin. Mais elle l'avoit précédé, & ces deux événemens appartiennent à une autre saison. La gelée vint le 4 Avril, & Berquin fut exécuté le 16 ou le 22. L'hiver avoit

été très doux cette année : les biens de la terre étoient fort avancés : & la gelée fit appréhender qu'ils ne fussent tout-à-fait perdus. Le mal fut pourtant moins grand qu'on ne l'avoit pensé. C'est ce que m'apprend *l'Hist. de Paris, T. II, p. 985.*

ques. Le dernier & le plus important roule principalement sur la paraphrase du nouveau Testament par le même auteur. Pour ne point trop m'étendre, je ne parlerai ici que des deux derniers.

Contre les
colloques.

Les colloques d'Erasme avoient un succès prodigieux. C'est un ouvrage ingénieux, agréable, d'un tour facile & naturel. Il n'est pourtant pas exempt de taches. Les plaisanteries sur les moines, sur le célibat des gens d'Eglise, sur certaines pratiques de dévotion, n'y sont pas épargnées. Il est même trop libre en certains endroits sur des matières qui intéressent les mœurs. Mais ces défauts que j'y remarque, étoient des attraits pour bien des lecteurs. On lisoit les colloques dans les classes : & Simon de Colines, imprimeur de Paris, comptoit en faire un si grand débit, qu'il en tira jusqu'à vingt-quatre mille exemplaires.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 211.

D'Argentré,

Le zèle de la Faculté de Théologie fut allarmé du succès d'un livre, duquel il pouvoit résulter dans les esprits des jeunes gens beaucoup de préventions contre les dogmes & les usages reçûs. Elle s'assembla le seize Mai 1526, & elle résolut de présen-

ter au parlement une requête pour en demander la suppression. A sa requête elle joignit une indication des erreurs & des autres choses répréhensibles qu'elle avoit observées dans cet ouvrage.

Je ne puis dire ce qu'ordonna le parlement. Mais le vingt-trois Juin de l'année 1528 Noel Bédac s'adressa à l'Université, & lui proposa de condamner un livre qui pouvoit devenir pernicieux à la jeunesse. Les sentimens ne furent pas tout-à-fait uniformes. Trois compagnies, savoir les Facultés de Décret & de Médecine & la Nation de France, adhérèrent au jugement de la Faculté de Théologie. La Nation d'Allemagne vouloit seulement que l'on en interdît l'usage dans les classes. Celles de Picardie & de Normandie étoient d'avis que l'on écrivît à l'auteur, pour lui marquer les erreurs que l'on reprenoit dans son ouvrage, & l'inviter à les corriger. Le Recteur embrassa le parti le plus sévère, qui étoit aussi le plus autorisé, & il prononça la condamnation.

On voit par le détail de cette délibération, qu'il y avoit dans l'Université bien des suppôts qui conser-

*Hist. Univ.
Par. T. VI.
p. 210.*

Le zèle de
Université
à corps
oins vif
ie celui de
Faculté de
héologie.
Hist. Un.
ar. T. VI.
200.

p. 220.

voient de la considération pour Erasme. Sans doute le mérite de ce grand homme faisoit impression sur leurs esprits. Mais de plus la protection que le roi lui accordoit, étoit un grand motif d'user de ménagemens à son égard. L'année précédente au mois de Juillet François I avoit envoyé à l'Université l'évêque de Bazas, maître de sa chapelle, avec une lettre de créance : & ce prélat avoit dénoncé à l'assemblée douze articles extraits d'un livre composé par Bêda contre Jaques le Fèvre & contre Erasme. C'étoit Berquin, alors triomphant dans son idée, & poursuivant contre ses adversaires une réparation, qui avoit fourni ces articles : & l'intention du roi étoit, ainsi que le déclara l'évêque de Bazas, qu'ils fussent examinés, non par les seuls docteurs en Théologie, mais par toutes les Facultés & Nations. Cette démarche fait bien voir quelle faveur portoit François I à ceux contre qui la Faculté de Théologie faisoit la guerre, & à Erasme en particulier : & en conséquence l'Université modéra son activité dans toute cette affaire. Elle nomma des députés pour examiner les articles qui lui avoient été déferés :

mais elle ne prononça point de jugement : & lorsqu'il fut question de la condamnation des colloques d'Erasmus , les avis , comme je l'ai observé , ne furent pas unanimes.

Cette circonspection néanmoins Image de la sainte Vierge brisée. Processions en réparation. dans les procédés ne la portoit point à préjudicier aux droits de la vérité. Hist. Un. Par. T. VI. p. 172. 173. 192. 209. 210. Animée par son propre zèle, & fidèle à répondre aux exhortations qu'elle avoit reçues en 1525 du pape Clément VII, & de la duchesse d'Angoulême alors régente, l'Université, lorsqu'elle ordonna une députation pour saluer le roi à son retour d'Espagne , & le féliciter sur sa liberté recouvrée , chargea l'orateur de lui demander qu'il employât sa puissance à l'extirpation de l'hérésie : & deux ans après, c'est-à-dire en 1528, la fureur des nouveaux Iconoclastes s'étant manifestée par un attentat qui souleva tous les esprits , elle se hâta de témoigner l'horreur qu'elle en avoit. La nuit qui précéda le dimanche de la Pentecôte, des fanatiques avoient brisé indignement une statue de la sainte Vierge tenant son enfant Jesus entre ses bras , qui étoit posée au coin de la rue des Rosiers , près du petit saint Antoine. Dans la vue de réparer

Hist. de Paris , T. II. p. 281.

le scandale , l'Université délibéra de célébrer une procession solennelle , & de présenter requête au roi & au parlement , pour demander que les auteurs du sacrilège fussent recherchés & punis. Le lundi après la fête de la Trinité , elle donna sa requête au parlement : & le lendemain mardi elle exécuta sa procession. Elle alla à sainte Catherine du Val des Ecoliers , précédée de cinq cens de ses jeunes élèves tenant tous un cierge allumé : & en chemin on s'arrêta à l'endroit où le crime avoit été commis , on chanta des prières convenables à la circonstance , & chacun déposa son cierge devant l'image. Delà on se remit en marche vers l'Eglise indiquée , où s'acheva la cérémonie. Cette procession précéda de deux jours celle que le roi fit célébrer avec la pompe la plus auguste à la même Eglise pour le même objet , & à laquelle il assista en personne.

Censure contre la paraphrase du nouveau Testament par Erasme.

D'Argentré.

Telles étoient donc les dispositions de l'Université en corps par rapport au maintien de l'ancienne Religion. Mais il faut convenir que la Faculté de Théologie , à laquelle ce soin précieux convient particulièrement, l'emportoit aussi par la vivacité de son

zèle. Non contente d'avoir condamné les colloques d'Erasme , elle attaqua ses ouvrages théologiques , & elle en dressa en 1527 une censure détaillée & lumineuse. Elle y reprend un très grand nombre de propositions sur différens chefs très importants. Elle discute chacune de ces propositions avec ordre , netteté , précision : elle lève toute ambiguïté : elle exprime clairement ce qu'elle condamne & ce qu'elle établit : s'il se trouve quelquesunes des propositions censurées qui puissent passer pour innocentes en elles mêmes, elle allègue la circonstance des tems , qui les rend téméraires & dangereuses : elle cite les autorités d'après lesquelles elle part. C'est un ouvrage bien fait dans le total , & digne de la réputation de la Faculté de Théologie de Paris.

Erasme avoit tenté tout ce qui pou-
voit dépendre de lui pour prévenir
cette censure. Il avoit écrit à la Fa-
culté , à Bêda en particulier , au parle-
ment de Paris , au premier président
Jean de Selve , au roi François I. Peut-
être méritoit-il que l'on eût quelque
égard à ses remontrances , & qu'on
lui permît de s'expliquer. C'est ce
qu'il ne put obtenir. Tout ce qu'il ga-

*Hist. Un.
Par. T. V^e Id
p 187-190
192-195.
201-204*

gna par ses sollicitations , fut un délai de la publication de la censure , qui rédigée & arrêtée en 1527 ne parut que quatre ans après en 1531. Au reste comme il n'étoit point justiciable de la Faculté , & qu'il eut la sagesse de souffrir en patience ce qu'il n'avoit pû empêcher , il ne lui en arriva aucun autre mal , & il n'en passa pas moins tranquillement le reste de ses jours.

*Origine de
l'Imprimerie,
p. 173.*

*Observation
sur la catho-
licité d'Eraf-
me.*

Sa catholicité fait encore aujourd'hui un problème : & pour le décider, je crois qu'il faut distinguer sa conduite & ses sentimens. Sa conduite fut pleinement & parfaitement Catholique. Jamais il ne rompit l'unité. Non seulement il ne se joignit point à ceux qui faisoient schisme avec l'Eglise , quoiqu'il eût beaucoup d'amis parmi eux , quoique tous l'y invitassent , & employassent quelquefois les menaces & les invectives autant que les caresses : mais il se déclara hautement contre leurs principales erreurs , il blâma leurs emportemens , leurs fureurs , leurs mariages indécens , leurs séditions , leur révolte contre l'autorité légitime. C'est ce qui paroît par tous ses écrits , & par toutes ses dé-

marches. Je me contenterai d'en citer deux traits. Les prétendus réformateurs ne vantoient que la liberté spirituelle & chrétienne. : » Quelle liberté , dit Erasme , que celle au » moyen de laquelle il n'est permis ni » de réciter des prières , ni d'offrir le » sacrifice , ni de jeûner , ni de faire » abstinence ! » Il passa les derniers tems de sa vie à Bâle , parce que le besoin de ses affaires l'y retenoit. Mais quoiqu'il y eût de très bons amis , il proteste dans une lettre qu'à cause de la différence du culte il aimeroit mieux finir ailleurs ses jours. Et réellement il se préparoit à s'éloigner de cette ville , lorsqu'il fut surpris par la maladie dont il mourut.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 181.*

*Bayle, Dict.
art. Erasme.*

Ses sentimens ne sont pas également hors d'atteinte. Sur certaines matières théologiques , comme la justification par la foi seule , le mérite des œuvres , & quelques autres , il paroît n'avoir pas toujours eu assez de soin d'éviter un langage qui favorisât les erreurs de son tems. On ne peut douter qu'en ce qui regarde le mariage des prêtres , les vœux monastiques , la récitation de l'office en langue vulgaire , les nouveaux réformateurs

ne l'eussent trouvé de fort bonne composition. Mais une circonstance qui, si elle ne le justifie pas, au moins diminue ses torts, c'est qu'il écrivoit avant le concile de Trente. La douceur de son caractère, son respect pour les puissances, son attachement à l'unité, tout nous invite à croire que, s'il eût eu sous les yeux une décision formelle de l'Eglise, il seroit devenu aussi bon Catholique dans toutes les parties de la doctrine, qu'il l'a toujours été par son aversion décidée pour le schisme.

J'ai laissé en arrière plusieurs faits moins importants, qu'il me faut reprendre ici.

Règlement
de la Faculté
des Arts.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 191.

Le douze Avril 1526 la Faculté des Arts approuva un règlement, dans lequel je remarque deux principaux articles. Le premier confirme l'usage qui déterminoit la durée du cours de Philosophie à trois ans & demi; & le second ordonne au procureur & au bedeau de chaque Nation de tenir un registre exact des nouveaux régens reçus chaque année avec la date de leur installation.

Le seize du même mois se tint une assemblée de toute l'Université, dans laquelle

laquelle Thyvet, receveur général, homme de mauvaise humeur, & qui ne pouvoit pardonner à la Faculté des Arts de lui avoir été contraire lors de son élection à la charge qu'il possédoit, poursuivit & poussa en avant contre le Recteur une chicane, à laquelle il avoit préparé les voies dès le quatorze Octobre de l'année précédente. J'ai observé qu'anciennement le Recteur recevoit les deniers qui appartenoient à l'Université. Depuis que l'on avoit pris le parti d'établir un officier spécialement commis à cette recette, il étoit resté néanmoins au Recteur le droit de recevoir les bourses ou petites sommes que payoient soit à lui-même, soit à l'Université, ceux qui se faisoient admettre dans le corps : & à la fin de son trimestre il rendoit compte à l'Université de toutes les bourses qu'il avoit reçues pour elle, à l'exception de vingt, qu'il lui étoit permis de ne point mettre en recette, soit qu'il en voulût exempter les candidats, soit qu'il aimât mieux les tourner à son profit. C'est de ce droit que Thyvet entreprit de priver les Recteurs, en leur faisant interdire de recevoir aucuns deniers

Querelle suscitée au Recteur par le receveur général.

Mém. sur les officiers de l'Université, p. 116—120.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 186.

p. 192—193.

pour l'Université, & d'inscrire sur le registre commun le nom d'aucun écolier juré qui n'eût payé à la compagnie la taxe usitée. De la proposition faite par le receveur naquit une querelle, dans laquelle les Facultés supérieures, accoutumées de tout tems, suivant que le porte le registre de la Nation d'Allemagne, à tenter de diminuer les droits & les prérogatives de la Faculté des Arts, prirent parti contre le Recteur, & les Nations au contraire le soutinrent. L'affaire fut agitée plus d'une fois dans les assemblées, & la Faculté des Arts n'épargna point à Thyvet les épithètes d'ingrat & de mauvais cœur. Il feignit d'en être touché, & le premier Septembre 1529 il résigna sa charge à Godescar, principal du collège du Trésorier. Mais ce n'étoit qu'une fausse modération, comme il paroît en ce qu'il se fit rendre son office par son résignataire le dix-sept Novembre suivant. Il marcha toujours sur la même ligne, & continua de véxer les Recteurs. Je ne puis dire, s'il intervint une décision en règle sur le différend que je viens d'exposer. Mais l'usage s'est établi conforme à la

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 196.*

p. 212.

p. 214.

*p. 233. 234.
235.*

réquisition de Thyvet : & tous les deniers appartenans en commun à l'Université passent uniquement par les mains du receveur général.

Le quatorze Mai 1526 fut choisi un papetier, qui avoit les qualités & conditions requises par le dernier arrêt du parlement sur cette matière.

Nomination d'un papetier.

Hist. Un. Par. T. VI.

p. 192.

Le même jour l'Université enjoignit aux Dominicains de célébrer les messes & prières qu'ils devoient en cas de mort à chaque suppôt de la compagnie, & dont ils refusoient opiniâtrément de s'acquitter.

Messes dûes par les Dominicains.

Ibid.

Je vois que le vingt-sept Août de la même année il y avoit plusieurs maîtres de l'Université en prison, pour la délivrance desquels il fut résolu de s'intéresser vivement. Cette affaire eut des suites. Nos regîtres de ces tems-là font souvent mention & d'emprisonnemens, & de sollicitations de l'Université auprès du roi pour obtenir la liberté des prisonniers. Ils n'étoient pas encore élargis au mois de Novembre 1528. Voilà à peu près tout ce que nous apprend Duboullai. Lanoï nous fournit quelques lumières sur ces faits obscurs, & il donne lieu de penser que les emprisonnemens,

Plusieurs maîtres de l'Université emprisonnés.

p. 195. 199. 201. 212. 213.

dont il s'agit ici , étoient l'effet de la disposition favorable où étoit alors François I pour plusieurs de ceux que l'on accusoit de mauvaise doctrine. Il

Affaire de
Jacques Mer-
lin.

*Launoï, Hist.
Coll. Nav.
p. 256 &
667.*

rapporte que Jacques Merlin , dont j'ai déjà parlé , célèbre docteur en Théologie , & alors pénitencier de l'Eglise de Paris , ayant prêché avec force contre les Luthériens cachés , & fait entendre ce qui étoit vrai , qu'ils trouvoient bien des protecteurs en cour , fut constitué * prisonnier le onze Avril 1527 au château du Louvre , & y demeura jusqu'au douze Avril 1529 , jour auquel il en fut tiré par des commissaires du roi , mais pour être envoyé en exil à Nantes. Le roi le rappella néanmoins l'année suivante sur les sollicitations du chapitre de Paris. Il y a lieu de croire que les autres maîtres de l'Université emprisonnés l'étoient pour la même cause.

Répugnance
des théolo-
giens à se
charger de
porter la pa-
role pour
l'Université
dans les dé-
putations au
roi.

C'est apparemment la délicatesse de ces circonstances qui rendit les docteurs en Théologie plus réservés à se charger de porter la parole pour l'Université dans les députations au roi.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 198. 199.* * Duboullai parle aussi de l'emprisonnement de Merlin , (p. 199.) mais

il n'en exprime point la cause.

Je remarque plusieurs occasions coup sur coup en 1527 , dans lesquelles ils cherchèrent à s'en dispenser. Ils fa-voient qu'ils étoient peu agréables , & ils craignoient un ministère qui les exposoit. Ce ministère étoit pourtant très honorable : mais le danger faisoit une plus forte impression sur eux. Le Recteur lui-même ne s'y hazar- doit pas volontiers : & lorsque Fran- çois I entra pour la première fois à Paris depuis sa captivité , Nicolas Gombault alors Recteur ayant été obligé , au refus des théologiens , de faire la ha- rangue , protesta qu'il ne prétendoit point par là déroger au droit de la Faculté des Arts , sur qui ne rouloit pas l'obligation de fournir un orateur à l'Université , & qui n'avoit pas in- tention de décharger de ce fardeau la Faculté de Théologie , à laquelle il convenoit de le porter. Ni le Recteur Gombault ni la Faculté de Théologie n'entendoient leurs intérêts. D'autres Recteurs plus habiles se sont mis en possession d'un droit brillant , que la Faculté de Théologie abandonnoit , & qu'elle a ensuite réclamé inutile- ment.

Le trente-&-un Octobre 1526 l'U-

L'Université
va au devant
du légat Salviati.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 196.*

niversité, en vertu des ordres du roi, rendit ses respects au cardinal Salviati légat & neveu du pape, qui faisoit son entrée dans Paris. Elle alla le recevoir près l'Eglise S. Etienne d'Egrès : & Noel Béda, dont le zèle contre le Luthéranisme ne pouvoit pas être désagréable à la cour de Rome, fit fonction d'orateur.

Obsèques de
la reine.
Rang qu'y
tient l'Uni-
versité.

p. 196--198.

Dans les premiers jours du mois suivant fut célébré la pompe funébre de Claude reine de France, fille de Louis XII, épouse de François I, qui étoit morte à Blois dès le vingt-six Juillet 1524, & à laquelle on n'avoit pas pû dans l'espace de plus de deux ans rendre les derniers honneurs d'une façon convenable à sa naissance & à son rang. Le roi ordonna donc que le corps de cette princesse fût porté dans le tombeau de ses ancêtres à S. Denys : & l'Université ayant été invitée suivant l'usage à cette cérémonie, fut obligée d'y essuyer beaucoup de contestations.

Le quatre Novembre, le prévôt de Paris, qui étoit chargé des ordres du roi, la fit avertir d'aller en grand cortège, & au nombre de deux cens sup-
pôts au moins, recevoir le corps de

la reine hors la porte S. Jacques près les moulins , pour revenir ensuite par la porte S. Marceau avec le parlement. Le Recteur , qui étoit Jean Prothais , boursier théologien du collège des Cholets , convoqua sur le champ une assemblée : & il fut dit qu'il n'étoit point de la dignité de l'Université , ni conforme à ses usages , qu'elle sortît hors la porte S. Jacques ; & l'on choisit un orateur , qui , avec les quatre procureurs précédés de quatre bedeaux , & le syndic , alla faire au prévôt des remontrances à ce sujet. Le prévôt répondit que l'intention du roi étoit que tout se passât de la façon la plus honorable pour la mémoire de la reine ; que la régente & les princes du sang royal iroient recevoir le corps ; & que si le Recteur ne pensoit pas qu'il lui fût permis de sortir en personne , on pouvoit y consentir , pourvu que deux cens sup pôts de la compagnie se transportassent au lieu indiqué : ce qui fut exécuté.

Sur l'ordre de la marche depuis la porte S. Jacques jusqu'à l'Eglise de Notre-Dame , il y eut une double difficulté , l'une avec le chapitre , l'autre

224 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

avec la chambre des comptes & les généraux des aides. Le chapitre vouloit marcher le dernier , précédé de l'Université. Mais il ne put réussir dans cette prétention. L'Université soutint son droit de marcher sur une même ligne à la gauche du chapitre , enforte que le Recteur se trouvât au niveau du doyen. Encore perdoit - elle dans cet arrangement une partie de son droit. Car aux obsèques de Louis XII , le Recteur avoit marché à côté du prélat officiant.

Il y eut plus d'embarras à trouver un moyen de conciliation avec la chambre des comptes. L'ordre de la marche avoit été dressé par le parlement , & dans cet ordre la chambre des comptes avoit le pas au dessus de l'Université. Un papier qui le contenoit , fut remis le matin même au Recteur , & le porteur du papier lui dit : » Le parlement vous signifie que » vous ayez à ne rien changer dans » l'ordre ici écrit , où à vous dispenser » de paroître à la cérémonie. » Le Recteur répondit d'un ton ferme : » Je » doute que le parlement puisse empê- » cher une compagnie telle que l'U- » niversité , qui est la fille aînée de

» nos rois , d'assister aux funérailles de
 » la reine , puisqu'il est contraire à l'é-
 » quité & au droit naturel de séparer
 » la fille d'avec la mère sans une juste
 » cause. Ainsi la fille de nos rois ne
 » s'absentera point , & elle s'efforcera
 » de rendre ce qu'elle doit à sa mère.
 » Pour ce qui est de l'ordre prescrit
 » par le parlement , nous nous consul-
 » terons. » Après cette réponse il as-
 sembla aussitôt l'Université , qui l'en-
 couragea à soutenir l'honneur de la
 compagnie. Aussi dans la marche ne
 fut-il pas possible d'obtenir du Re-
 cteur qu'il souffrît que personne se
 plaçât entre lui & le corps de la reine.
 Les efforts de la chambre des comptes
 furent inutiles. Le Recteur tint fière-
 ment son rang : & lorsque des conseil-
 lers du parlement voulurent l'engager à
 céder, » Quoi , leur dit-il , prétendez-
 » vous détruire les prérogatives de l'U-
 » niversité , qui est la gloire unique de
 » la France , & le principal boulevard
 » de la Religion ? » Les maîtres des
 cérémonies voyant la constance du
 Recteur , ordonnèrent à la chambre
 des comptes & à la cour des aides de
 marcher. Et lorsque l'on fut arrivé
 dans le chœur de Notre-Dame , le

Recteur y prit place conformément au rang qu'il avoit tenu dans la marche. Il occupa la première stalle à gauche du côté de l'autel : & les doyens & procureurs s'assirent dans les stalles qui le suivoient en descendant vers le bas du chœur.

Le lendemain , lorsque de l'Eglise de Notre-Dame il fallut transférer le corps de la reine à S. Denys , la querelle se renouvela. L'Université s'étant assemblée dans l'Eglise de sainte Geneviève des Ardens en très grand nombre , maîtres , régens , & bacheliers des quatre Facultés , y attendit le convoi ; & quand il passa , elle se mit en devoir de prendre son rang. La chambre des comptes & la cour des aides ayant voulu de nouveau le lui contester , le Recteur alla trouver le maître des cérémonies , à qui il déclara qu'il empêcheroit au péril de sa vie l'anéantissement des droits de l'Université. Il réussit à les conserver : & dans la marche depuis la rue Neuve jusqu'à S. Lazare , l'Université tint le même rang qu'elle avoit eu la veille , en sorte que le Recteur marchoit le dernier à gauche , immédiatement avant le corps.

La cérémonie de l'enterrement qui se fit le lendemain à S. Denys , se passa tranquillement , & le Recteur n'y éprouva aucune difficulté.

Ce Recteur si courageux a configné dans ses * actes le récit détaillé de toutes ces circonstances , pour servir , comme il le dit lui-même , de règle & de modèle à ses successeurs.

La province de Normandie refu- L'Université s'efforce de
soit toujours d'admettre les nomina- faire recon-
tions des gradués de l'Université de noître le
Paris aux bénéfices situés dans son en- droit de ses
ceinte. C'étoit un tort qui retomboit gradués dans
principalement sur les suppôts Nor- la Norman-
mands de l'Université , mais qui inté- die.
ressoit tout le corps : & la Nation de *Hist. Un.*
Normandie demanda que toutes les *par. T. V L.*
compagnies lui accordassent adjon- *p. 198.*
ction dans cette cause , & fissent un effort commun auprès du roi. Elle obtint ce qu'elle demandoit : seulement la Nation de France observa judicieusement que dans le mémoire qui feroit dressé , il ne falloit citer ni la

* Chaque Recteur doit écrire dans un livre destiné à cet usage tout ce qui s'est passé de mémorable durant sa magistrature. C'est ce que nous appelons les Actes du Recteur,

Acta Rectoria , qu'il ne faut pas confondre avec le livre du Recteur , monument public & ancien , rempli de pièces originales.

Pragmatique , de peur d'irriter le roi ; ni le Concordat , afin que l'on ne parût pas se désister de l'appel qui en avoit été interjetté. Tels étoient les sentimens d'attachement pour la Pragmatique , & d'opposition au Concordat , qui se perpétuoient dans l'Université.

Décime.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 198 &
213.*

Le pape avoit accordé au roi une décime sur le clergé. L'Université se donna plusieurs mouvemens , soit en France soit à Rome , pour obtenir que ses suppôts en fussent déclarés exemts. Je ne puis dire quel fut le succès de ses démarches.

**Cérémonies
publiques.**

p. 198.

Le treize Avril 1527 se fit à saint Denys la cérémonie de replacer en leur lieu ordinaire les châsses des saints martyrs. Le roi y assista , & l'Université y tint un rang fort honorable. Le parlement occupoit tout le côté droit du chœur. A gauche le chancelier de France remplissoit la première stalle , & après lui étoient assis le Recteur & les doyens des Facultés & procureurs des Nations.

Le lendemain quatorze le roi entra avec pompe dans Paris , comme je l'ai déjà dit. Tous les corps allèrent le recevoir : & le Recteur le ha-

rangua près S. Jacques de l'Hopital.

Le quatre Janvier 1528 le parlement rendit un nouvel arrêt pour défendre les comédies qui se jouoient dans les collèges à la fête des Rois. Arrêt, qui défend les comédies dans les collèges.

L'injonction de les empêcher portée par l'arrêt s'adresse encore, comme dans celui de 1525, aux Recteur & Chancelier de l'Université, & aux principaux de tous les collèges. Hist. Un. Par. T. V E. p. 204.

Le tribunal du conservateur apostolique étoit alors une puissante ressource pour les suppôts de l'Université, comme il paroît par un procès qui fut plaidé au parlement le deux Mars de la même année, entre l'évêque de Beauvais d'une part, & de l'autre deux curés de son diocèse, qui exerçoient actuellement la régence dans Paris, & l'Université elle-même, qui s'étoit jointe à eux. Ces deux curés, appelés au synode de l'évêque, avoient négligé d'y comparoître, & s'étoient contentés d'y envoyer leurs vicaires. Cités, contumacés, ils furent soumis aux censures ecclésiastiques par sentence de l'official. Ils prétendirent que cette sentence étoit un attentat contre les privilèges de l'Université, & ils se pourvurent pardevant le con- Jurisdiction du tribunal de la conservation apostolique. p. 204--209.

250 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

servateur apostolique , qui donna commission pour faire assigner l'official de Beauvais à son tribunal. L'évêque prit fait & cause pour son official , & il appella comme d'abus au parlement de la permission d'assigner donnée par le conservateur.

Les moyens de l'évêque , qui avoit Poyet pour avocat , sont aisés à deviner. Il s'appuyoit sur les droits de la juridiction ordinaire.

Montholon, avocat de l'Université, soutint que les régens & écoliers de Paris étoient dispensés de résider dans leurs bénéfices , s'ils en avoient ; & que d'ailleurs ils ne pouvoient être forcés de plaider hors l'enceinte de la ville , & qu'ils avoient toutes leurs causes commises pardevant leurs conservateurs , apostolique & royal.

Lizet , avocat du roi , conclut en faveur de l'évêque : & on ne peut douter que ces dispenses de résider , & le droit de percevoir les revenus d'une cure sans en remplir les fonctions , & en la faisant desservir par un vicaire , ne soient de vrais & intolérables abus. La chose est claire : mais les privilèges de l'Université avoient alors une grande force : &

le procès fut appointé. Je ne puis dire s'il intervint un jugement.

Il s'agissoit apparemment de quel-
 que point de discipline académique dans un procès où fut réclamée l'autorité du tribunal du Recteur. Deux régens, l'un du collège de Beauvais, l'autre du collège des Bons Enfans, avoient été assignés par ordre de l'official de Paris. Ils recoururent le dix Octobre de la même année 1528 à l'Université, prétendant qu'ils ne pouvoient être jugés que par le Recteur. La compagnie prit fait & cause pour eux, & elle déclara l'official injuste envers l'Université sa mère, & oppresseur des privilèges du corps.

Jurisdiction
du Recteur.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 213.

Le trente Décembre la Nation d'Allemagne fit une conclusion par rapport à sa discipline intérieure. Elle étoit distribuée en trois provinces ou tribus, la Germanie supérieure, la basse Germanie, & l'Ecosse. Elle se réduisit à deux, l'une qui comprit tous les habitans de la grande Bretagne, l'autre les Germains ou habitans du Continent. Ce nouvel arrangement souffrit beaucoup de difficultés & de variations, avant que de prendre une consistance durable. Il s'est enfin établi

Tribus de la
Nation d'Al-
lemagne.

Ibid.

Ibid. &

p. 229-233.

232 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
solidement, & il s'observe aujourd'hui.

Indulgences.
Grades.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 213.*

J'ai peu de choses à dire sur deux affaires qui, dans les mois de Mars & d'Avril de l'année 1529, furent proposées à la délibération de l'Université. L'une avoit pour objet la réforme de certaines affiches, dans lesquelles étoient annoncées les indulgences pour ceux qui visiteroient l'Hôtel-Dieu de Paris. Ces indulgences alloient jusqu'à donner pouvoir aux confesseurs d'absoudre leurs pénitens des liens de l'excommunication qu'ils auroient pu encourir. Or l'Université craignoit que delà ne s'ensuivît une diminution de l'autorité de son tribunal de la conservation apostolique, qui souvent procédoit par voie d'excommunication. L'autre affaire regarde l'adjonction demandée par les docteurs de Caen à l'Université de Paris, pour forcer les prélats de Normandie à admettre les nominations de leurs gradués. Ceci fait voir combien le droit des grades académiques a eu de peine à s'établir dans la province de Normandie.

La délibération prise le 24 Avril 1529 sur une procession, dont l'objet

étoit de demander à Dieu la conser-
 vation de la Foi Catholique , me-
 donne lieu d'observer une opposition
 marquée de sentimens entre les Fa-
 cultés supérieures & la Faculté des
 Arts , touchant la manière de comp-
 ter les suffrages des Nations. Il y eut
 partage sur la matière dont il s'a-
 gissoit. Les uns vouloient que l'on
 ordonnât seulement des prières dans
 les collèges : les autres préféroient une
 procession générale. Les Facultés de
 Décret & de Médecine se déclarèrent
 pour le premier de ces deux avis ; &
 celles de Théologie & des Arts pour
 le second. Le Recteur conclut pour la
 procession , *débarrant dans le cas de
 l'égalité* , disent les regîtres de Mé-
 decine : *déterminé par la pluralité* ,
 disent les regîtres de la Nation d'Al-
 lemagne. La raison de cette diversité
 d'expression dans un même fait , c'est
 que les Facultés supérieures préten-
 doient que les quatre suffrages des
 Nations n'en faisoient qu'un ; au lieu
 que dans la Faculté des Arts on les
 comptoit pour quatre , ou du moins
 elle se regardoit comme prépondé-
 rante dans le cas de partage.

Suffrages des Nations.

Hist. Un.
 par. T. VL
 p. 213.

Le fameux George Buchanan fut

Buchanan,
 p. 214.

élu Procureur de la Nation d'Allemagne le trois Juin de cette même année : homme illustre par ses talens , & digne d'une estime universelle , s'il ne les eût pas pervertis par la profession de l'hérésie , par l'ingratitude envers la reine Marie Stuart sa bienfaitrice , & par l'audace de ses maximes séditieuses. Alors il étoit fort jeune , & régentoit au collège de sainte Barbe. S'il est vrai qu'il se soit trouvé régent dans un même collège avec Turnébe & Muret , & qu'une même maison ait réuni ces trois grands maîtres , dont chacun pouvoit illustrer une compagnie entière de savans , ce ne peut être en 1527. Muret étoit encore enfant , & Turnébe entroit dans l'adolescence. Ce concours singulier doit être remis , s'il est réel , à l'année 1544 , durant laquelle Buchanan peut avoir régenté quelque tems dans le collège du cardinal le Moine avec ces deux illustres collègues.

L'Université diffère le jour de sa procession.

*Hist. Un.
Par. T. VI
p. 214.*

Pendant qu'il étoit Procureur de la Nation , l'Université , plus flexible qu'elle ne l'avoit été dans d'autres occasions pareilles , voulut bien changer le jour de sa procession , pour éviter de concourir avec celle que l'évêque

de Paris avoit indiquée au même jour par ordre du roi. Elle protesta néanmoins qu'elle ne prétendoit pas que l'on pût tirer de sa complaisance aucune induction contre ses privilèges.

Buchanan, dans les actes de sa magistrature académique rend compte d'un démêlé survenu entre deux maîtres du collège de Coqueret d'une part, & de l'autre Robert Duguaft, principal de ce collège, & doyen de la Faculté de Décret. Le récit qu'en a tracé Buchanan, se trouve sur les régîtres de la Nation d'Allemagne : & il est aisé d'y reconnoître ce fameux écrivain à l'amertume du ton & à l'élégance de la latinité. Je n'entreprendrai pas de rien changer à ce récit, & je me contenterai de le traduire. Voici ce qu'il porte. » Pierre Tillier, régent du collège de Coqueret, a présenté requête à la Faculté des Arts, au nom de ses confrères injustement emprisonnés par le lieutenant criminel ; & encore au nom d'un certain pédagogue actuellement détenu dans les prisons de l'official de Paris, à la poursuite du principal de ce collège, homme d'une cruauté & d'une avarice insignes. Leur crime est d'a-

Jurisdiction

du Recteur.

Hist. Un.

Par. T. VI

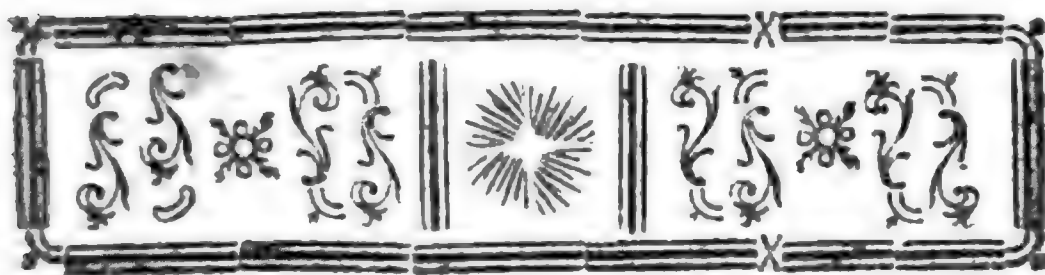
p. 214.

» voir mangé un pain d'un sou , ap-
 » partenant à ce principal. La Nation ,
 » d'accord en ce point avec toute la
 » Faculté , a chargé maître Martin
 » Dolet , personnage respectable , de
 » redemander les prisonniers : & pour
 » ce qui est du principal , elle l'a dé-
 » claré déchu de tous les privilèges de
 » l'Université , pour avoir violé les
 » statuts , qui défendent qu'aucun sup-
 » pôt de la compagnie soit cité de-
 » vant un autre juge , avant que le
 » Recteur ait pris connoissance de son
 » affaire. Toute la Faculté a encore
 » jugé réfractaire ce même princi-
 » pal : & elle a chargé les censeurs
 » des Nations d'aller faire la visite du
 » collège de Coqueret , d'y user de
 » leur autorité , & d'y appaiser les
 » dissensions & les tumultes. »

Gages du
 questeur de
 la Nation de
 France re-
 tranchés.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 216.

Je trouve sous la date du dix Mars
 1530 un décret de la Nation de France,
 qui retranche à son questeur ou rece-
 veur les gages de vingt écus d'or qu'il
 avoit coutume de toucher : » parce
 » que , dit le décret , les émolumens
 » qu'il retire de la signature des lettres,
 » doivent lui suffire. » C'étoit le que-
 steur lui-même , Martin Dolet , qui
 avoit provoqué cette réforme.



LIVRE X.

§. I.

L'ANNÉE 1530 est mémorable dans nos fastes par l'institution des professeurs * royaux dans l'Université de Paris.

Etablis-
ment du col-
lège Royal.

Hist. Un
Par. T. VI.
p. 93--99 &
221. 222.

* Ce sont les propres termes de Charles IX , dans ses lettres patentes du 8 Mars 1567. » Le feu » Roi François notre très » honoré seigneur & » ayeul , dit ce prince , » aimant tant en son vivant » & les lettres & les let- » très , qu'il voulut qu' » EN L'UNIVERSI- » TE' DE PARIS y eust » des Professeurs à ses » gages en toutes langues » & sciences. » D'ailleurs la chose est constante en soi , & on en verra la preuve par les faits & par

les actes dans la suite de cette histoire. Je n'en fe- rois pas même la remar- que , si un écrivain digne d'estime n'avoit préten- du , dans un ouvrage qui a paru récemment , ex- clure , contre l'évidence des faits , l'Université de Paris de tout intérêt dans ce glorieux établis- sement. Il a osé avancer que l'Université de Paris n'avoit aucune part à l'é- tablissement que François I projettoit : & il s'exprime ainsi , à l'occasion d'un passage d'Erasme , qui dit

Rec. de Pas-
quier , l. IX.
c. 18.

Hist. de Pa-
ris , T. II.
p. 985.

* *Mémoire Historique & Littéraire sur le Collège Royal de France , à Paris , 1758 , T. I. p. 49.*

238 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

François I eut pour premier objet dans cet établissement fameux l'étude des langues savantes , qui n'étoit pas parmi nous sur un pied assez florissant au gré de ce prince intelligent dans les lettres , & passionné pour leur progrès. En effet le Latin étoit la langue de l'Université : mais on s'appliquoit

positivement le contraire. Il a fait plus. Il parle souvent de ce corps illustre avec peu de ménagement & de respect. Il traite d'*entreprises* tous les actes de juridiction exercés par l'Université sur les professeurs royaux. Il lui impute de les avoir en certaines occasions chargés d'accusations atroces & injustes. En un mot il ne tient pas à lui que ces deux compagnies , dont l'une renferme l'autre, ne soient regardées comme deux partis ennemis, toujours aux mains, toujours en guerre , jusqu'à ce que l'autorité royale ait mis fin aux vexations & aux prétentions déraisonnables de l'Université , en lui défendant de s'immiscer dans ce qui touche l'administration du collège royal de France. La simple lecture des faits qui se présenteront dans la suite de mon ouvrage ,

suffira pour montrer combien cette idée seroit mal fondée. Il ne faudroit même que les actes & les témoignages allégués par cet écrivain, pour le réfuter complètement. Mais je ne puis m'empêcher d'ajouter ici une observation. Très certainement l'auteur qui est l'objet de mes plaintes , n'a pas eu commission de la compagnie dont il a prétendu écrire l'histoire , pour parler de l'Université comme il a fait. M M. les professeurs royaux, dont plusieurs ont toujours été & sont encore aujourd'hui du corps de l'Université , n'ont garde de manquer à ce qui est dû à la mère des sciences & des arts qu'ils professent avec tant de gloire ; & ils sentent parfaitement que l'origine qu'ils tirent d'elle ne peut que leur faire honneur.

moins à en cultiver la pureté & l'élégance , qu'à en apprendre les règles grammaticales. La barbarie du langage , introduite par la scholastique , s'étoit si bien enracinée dans nos écoles, qu'elle résistoit encore au goût de la belle littérature , renaissant dans toute l'Europe. Pour ce qui est du Grec & de l'Hébreu , quoique l'Université de Paris n'ait jamais regardé ces langues comme étrangères par rapport à elle , & que toujours , ainsi que j'ai eu soin de l'observer , elle ait profité des occasions d'en amener & établir au milieu d'elle la connoissance , il faut néanmoins avouer qu'elles n'y avoient point alors un certain éclat nécessaire pour les accréditer. Il y a plus : elles étoient suspectes dans les circonstances des nouvelles erreurs. Comme la plupart des prétendus réformateurs les possédoient supérieurement , & qu'ils en abusoient souvent pour pervertir le sens des Ecritures , les zélateurs de l'orthodoxie s'en prenoient à des études innocentes , & même utiles en soi ; & ils se sentoient plus portés à les décrier qu'à les favoriser. En général la Philosophie est l'objet fondamental & essentiel de notre Faculté

240 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
des Arts : & delà vient qu'encore au-
jourd'hui pour y acquérir le degré de
maître , il suffit de faire preuve d'un
cours de Philosophie fait dans ses
écoles. Par rapport à la Grammaire ,
aux Langues , à la Rhétorique , pourvû
que le candidat en soit suffisamment
instruit , on ne s'informe point en
quel lieu , ni sous quel maître , il en
a pris les leçons. Ainsi la langue La-
tine étant défigurée dans les écoles de
l'Université de Paris , la Grecque &
l'Hébraïque peu connues & négligées,
François I forma le dessein d'établir
un collège où s'enseignassent ces trois
langues, & de remplir à Paris avec une
magnificence royale le projet qu'un
particulier , Jérôme * Busleiden, avoit
déjà exécuté à Louvain.

Il en avoit conçu l'idée dès les com-
mencemens de son règne. Erasme en
fait mention dans une lettre de l'an
1518. » J'apprens , dit-il , avec une
» très grande satisfaction , que l'Uni-
» versité de Paris se dispose à augmen-
» ter sa gloire , en ajoutant aux études

* Jérôme Busleiden
étoit un docte Flamand ,
accrédité à la cour des ar-
chiducs & rois d'Espa-
gne Philippe & Charles.

Il fonda son collège des
trois Langues en 1517.
Erasme en parle dans plu-
sieurs de ses lettres.

» dans

» dans lesquelles elle tient de tout
 » tems la prééminence (il entend la
 Philosophie & la Théologie) » celle
 » des trois Langues. » Le roi eut même
 dessein d'abord de mettre Erasme à la
 tête de cet établissement. Un jour
 qu'il s'entretenoit avec ceux qui l'en-
 vironnoient sur l'état de la littérature,
 parcourant les noms de ceux qui s'y
 distinguoient alors dans l'Europe , il
 dit que son intention étoit d'attirer
 dans son royaume le plus grand nom-
 bre de gens de mérite qu'il lui seroit
 possible , & d'établir en France comme
 une pépinière de savans. Guillaume
 Petit son confesseur , qui aimoit beau-
 coup les lettres , applaudit à ce dessein,
 & il lui proposa Erasme comme le
 premier à qui il falloit penser. Le roi
 faisit cette ouverture : il déclara que
 si Erasme vouloit se transplanter en
 France , il lui donneroit un bénéfice
 de mille francs de revenu , & il char-
 gea * Budé de lui en faire la proposi-
 tion. Cette vocation générale fut ex-

* Outre la lettre La-
 tine de Budé à Erasme
 rapportée par Duboullai,
 qui contient une premiè-
 re invitation , nous en
 avons deux Grecques du
 même au même , qui re-

viennent à la charge , &
 qui sont très pressantes.
 Voyez le Recueil des let-
 tres Grecques de Budé ,
 imprimé à Paris chez
 André Wéchel en 1557.

pliquée plus particulièrement dans la suite. François I fit savoir à Erasme que son intention étoit de l'établir chef du collège des trois Langues qu'il se proposoit de fonder à Paris. Erasme se défendit d'accepter une offre si flatteuse. Sa santé avoit toujours été délicate : il n'étoit plus jeune : il craignoit vraisemblablement des difficultés & des traverses de la part des théologiens de Paris. Ainsi en témoignant beaucoup de reconnoissance des bontés de François I pour lui, il se dispensa d'en profiter.

Le plan du collège des trois Langues ne tomba pas pour cela. Le roi y étoit attaché d'inclination : & ceux qui avoient le plus d'accès auprès de sa personne, l'y fortifioient encore, Guillaume Petit son confesseur, comme je l'ai dit, Guillaume Cop son médecin, homme de mérite, & très zélé pour la gloire des lettres, Etienne Poncher évêque de Paris, le docte Budé. On nomme encore le cardinal du Bellai, & Jean Lascaris, parmi les promoteurs de ce beau dessein. Mais les malheurs de François I, sa prison, les guerres qu'il eut à soutenir, les dépenses exorbitantes pour les be-

soins de l'Etat , retardèrent l'exécution du projet , & la rendirent même imparfaite , lorsque la situation des choses permit d'y mettre la main. De plus les principaux & professeurs qui enseignoient la Grammaire & la Rhétorique dans les collèges de la Faculté des Arts , s'alarmèrent de cette nouveauté. Ils représentèrent que leurs écoles alloient se désertir , si l'on établissoit des leçons gratuites d'éloquence Latine : & leurs remontrances furent écoutées. Ainsi au lieu d'un collège des trois Langues , François I en 1530 créa seulement des professeurs pour les langues Grecque & Hébraïque. Il ne construisit pour eux aucun bâtiment : en sorte que les premiers qu'il nomma , & ceux qui leur furent ajoutés dans la suite , enseignoient dans tel collège de l'Université qui pouvoit leur convenir. Cette forme subsista pendant tout le règne de François I. Henri II leur assigna les salles des collèges de Tréguier & de Cambrai pour y faire leurs leçons. Henri IV l'année d'avant sa mort avoit pris la résolution de leur construire des écoles avec des appartemens pour les loger. Louis XIII commença en

1610 d'exécuter ce dessein : & c'est lui qui a bâti ce que nous voyons d'édifices subsistans sous le nom de COLLÈGE ROYAL DE FRANCE.

Si François I n'enrichit pas sa fondation en bâtimens, il en étendit les objets ; & ajoutant aux leçons Grecques & Hébraïques plusieurs genres différens, Mathématiques, Philosophie, Médecine, Eloquence Latine, il porta le nombre des professeurs royaux jusqu'à douze. Ses successeurs ont encore enchéri sur ce nombre par des créations successives de chaires nouvelles, pour l'Arabe, pour le Syriac, pour le Droit canon, pour certaines parties de la Médecine : en sorte que le Collège Royal est desservi par dix-neuf professeurs, auxquels il faut joindre encore trois professeurs royaux en Théologie, qui enseignent dans les écoles de Sorbonne.

Tous ces professeurs sont stipendiés par le roi, & leurs leçons ont toujours été gratuites : mais, à l'exception de celles des trois théologiens, elles ne sont point académiques ; c'est-à-dire que ceux qui les prennent, ne peuvent point les compter pour tems d'études, par rapport à l'acqui-

tion des degrés dans l'Université.

C'est ce qui est arrivé tout naturellement. L'étude des langues & de toutes les parties des Humanités n'a jamais été regardée dans l'Université comme étude académique, selon le sens que je viens d'expliquer. Ainsi les premiers professeurs royaux n'ayant été institués que pour les langues Grecque & Hébraïque, ont suivi la loi commune : & les autres chaires royales qui ont été érigées dans la suite, quoique pour des objets de nature différente, n'ont pas dû avoir plus de privilèges que les premières, à la réserve néanmoins des trois théologiques, qui, dès leur origine, ont été attachées à un ancien collège de l'Université. C'est ainsi que les chaires du Collège Royal, quoique fondées dans l'Université, y ont toujours fait un ordre à part, jusqu'à ce qu'elles en aient été totalement séparées.

Le premier professeur mis en place par le roi fondateur fut le célèbre Pierre Danès, depuis évêque de Lavaur. Il eut pour son département la langue Grecque, dans laquelle il étoit profondément instruit, jusqu'à égaler

Pierre Danès, premier professeur royal. François Vatable. *Launoi, Hist. Coll. Nav. p. 720.* *Hist. Un. Par. T. VI. p. 221.*

246 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
ses maîtres , Budé & Lascaris. Il forma
des disciples non moins illustres , en-
tre lesquels je remarque singulièrement
Jacques Amyot & le président Brisson.
François I nomma pareillement pour
l'Hébreu un professeur dont le nom
fait l'éloge , François Vatable. En gé-
néral il fut toujours très soigneux de
choisir pour les chaires royales des
sujets d'un mérite distingué : & ses
successeurs n'ont été ni moins atten-
tifs , ni moins heureux à cet égard.

Projets de
réforme dans
l'Université.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 214-216.

Durant l'année 1530. & les suivan-
tes , il fut grande mention de réforme
dans l'Université. Les compagnies
nombreuses sont sujettes à offrir tou-
jours des abus à corriger , de nouveaux
réglemens à faire , d'anciens à remet-
tre en vigueur.

Le quatorze Janvier 1530 les prin-
cipaux des collèges présentèrent une
requête au parlement , demandant
premièrement que l'on prît des me-
sures efficaces, pour empêcher les trou-
bles & les violences qui avoient cou-
tume d'accompagner les élections du
Recteur & des officiers de l'Univer-
sité. Ils propofoient en second lieu
cinq articles de règlement , qu'ils pré-
tendoient devoir être très utiles au

bien de la compagnie. Le parlement nomma deux commissaires , conseillers en la cour , qu'il chargea de présider à la conduite de toute cette affaire : & il ordonna de plus que chaque Faculté choisît deux députés , qui examinassent les articles proposés par les principaux des collèges , & tout autre projet relatif au bien général de l'Université , & qui en donnassent leur avis.

Cet arrêt fit grand bruit dans la Faculté des Arts. Elle s'y trouvoit doublement lésée : premièrement , en ce que la réforme que l'on projettoit , regardant principalement ses collèges & sa discipline , elle prétendoit devoir seule travailler à cet ouvrage , sans l'intervention des autres Facultés. Son second grief consistoit en ce qu'on ne lui permettoit de nommer que deux députés de son corps , pendant qu'elle devoit en avoir huit , deux de chaque Nation. Ses remontrances étoient justes , & elles réussirent. Dans une assemblée de l'Université qui se tint le vingt-deux Février suivant , les commissaires du parlement convinrent que chaque Nation nommeroit deux députés , qui examineroient seuls ce qui

Attention de
la Faculté
des Arts à
maintenir ses
droits.

*Hist. Un.
Par. T. V I.
p. 214-216.*

intéressoit la Faculté des Arts , & conjointement avec ceux des Facultés supérieures ce qui concernoit toute l'Université.

Le Recteur
mis en arrêt
dans Paris.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 216.*

Je ne fais si tout cela se passa bien pacifiquement. Car je vois que le huit Mars , sur les conclusions du procureur général , fut rendu un arrêt qui défendoit au Recteur de sortir de Paris , & qui ordonnoit qu'il seroit interrogé sur faits & articles par deux conseillers au parlement. Le même arrêt décrétoit de prise de corps six particuliers , dont quelques - uns au moins étoient suppôts de l'Université. Cependant si cet arrêt eut des suites , il faut qu'elles aient été peu considérables. Je n'en trouve rien dans Duboullai. Mais l'affaire de la réforme fut suivie , & les deux Facultés de Théologie & des Arts se livrèrent à cette occasion de mutuelles attaques.

Attaques
mutuelles
entre la Faculté de
Théologie &
celle des
Arts.

p. 235.

La première reprochoit à l'autre de négliger Aristote , & de faire lire par préférence aux jeunes gens dans ses écoles les livres d'un certain * Allemand , nommé Agricola. Il y a eu

* Le texte imprimé par Duboullai porte d'un certain Allemand , (c'est-à-dire d'Erasme) & d'Agricola. Ce texte m'a paru fautif. Erasme étoit trop

plusieurs savans de ce nom. Mais celui dont il s'agit ici , est sans doute Rodolphe Agricola , né dans la seigneurie de Groningue , dont l'ouvrage intitulé *De Inventione Dialectica* eut un grand éclat, lorsqu'il parut, & étoit apparemment préféré par quelques professeurs de Philosophie à la Logique d'Aristote. La Faculté des Arts rendoit bien le change à celle de Théologie : & dans une requête au premier président du parlement elle représentoit que l'Université de Paris devenoit l'objet du mépris des nations étrangères , parce qu'au lieu de s'attacher à l'étude des saints Evangiles , & des anciens pères , Cyprien , Chrysostome , Jérôme , Augustin , nos théologiens professoient un certain art sophistique , & une Dialectique subtile , qui n'est point la voie par laquelle Dieu a voulu sauver son peuple. Cette contrariété de façons de penser nous fait connoître clairement le goût qui régnoit alors

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 227.*

fameux alors pour être désigné par l'expression vague *un certain Allemand*. Il n'étoit pas même Allemand , à proprement parler. Enfin les colloques d'Erasme ayant été prohibés par l'Uni-

versité en 1528, j'ai peine à croire qu'en 1532 on les lût publiquement dans les écoles. Par toutes ces considérations j'ai cru nécessaire de m'écarter de Duboullai.

250 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
dans les théologiens d'avoir les lettres
pour suspectes, dans les gens de let-
tres de mépriser la scholastique. Ils
outroient les uns & les autres.

Abus à ré-
former dans
la Faculté de
Décret.

Il s'étoit glissé aussi des abus dans
la Faculté de Décret, qui demandoient
une réformation, & qui la faisoient
désirer.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 235.

Nous verrons plus bas les suites de
tous ces projets.

Syndic de la
Faculté des
Arts.

p. 222. 919.

Martin Dolet, syndic de la Faculté
des Arts, étant mort, on lui donna
pour successeur, le trente Avril 1530,
Gilles Perrin, dont nos registres parlent
avec éloge.

Procès pour
la charge de
procureur de
la Nation de
France.

p. 222.

Le quatre Mai suivant se fit l'é-
lection d'un Procureur de la Nation
de France. Elle ne fut pas pacifique,
& Nicolas Grinel, qui avoit remporté
l'avantage, fut troublé par un compé-
titeur, & assigné pardevant le bailli
conservateur des privilèges royaux de
l'Université. Toutes les Facultés &
Nations improuvèrent le recours à un
tribunal qui ne devoit pas connoître
d'un pareil procès, & elles prétendi-
rent que c'étoit au Recteur qu'il ap-
partenoit d'en être le juge.

Il paroît que Grinel resta en pos-
session. Car le vingt-deux Mai il

faisoit fonction de Procureur de la Nation de France , & en cette qualité il a porté sur le regître l'exposé d'une affaire avec les moines de S. Germain touchant le Pré aux Clercs. Depuis longtems les querelles à ce sujet étoient assoupies. Elles commencèrent alors à se renouveler , & j'aurai lieu d'en parler plus au long dans la suite.

Le vingt-six du même mois de Mai fut plaidée au parlement une cause dont l'objet étoit académique , & qui a quelque chose de singulier. Jacques Boucher maître des comptes , & Guillaume Briçonnet seigneur de Glatigni, se disputoient la charge de greffier du tribunal de la conservation des privilèges apostoliques de l'Université. Boucher se fondeoit sur une résignation du dernier titulaire , qu'il prétendoit avoir été admise en cour de Rome : Briçonnet avoit été nommé par son parent l'évêque de Meaux conservateur apostolique. L'avocat de ce dernier soutint dans son plaidoyer , comme il étoit vrai , que la charge de greffier de la conservation n'étoit point susceptible de résignation , qu'elle étoit amovible , & que le droit d'y nommer appartenoit au conservateur,

Pré aux Clercs.

Hist. Un.
Par. T. VI.

p. 222.

Procès pour la charge de greffier de la conservation.

p. 223-227.

252 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
sur la présentation duquel intervenoit
la confirmation par l'Université. L'évé-
nement de ce procès est moins inté-
ressant que le procès même. Ce que
nos registres nous en apprennent, c'est
que Briçonnet prêta serment à l'Uni-
versité le quinzième jour d'Août : &
qu'au mois de Décembre suivant , soit
qu'il eût renoncé à son droit , ou que
l'office fût devenu vacant de quelque
autre façon que ce puisse être , Bou-
cher ayant obtenu la nomination du
conservateur fut reçu par l'Univer-
sité.

Petits faits. Plusieurs autres petits faits se pré-
sentent ici , que j'indiquerai sommai-
rement.

*Hist. Un.
Par. T. V L.
p. 227.* Mesures prises pour soutenir les
droits de l'Université sur le Pré aux
Clercs contre les moines de S. Ger-
main.

Visite du collège de Calvi par le
Recteur accompagné des quatre pro-
cureurs & des quatre * censeurs des
Nations.

p. 228. Un Procureur de la Nation de
France fait revivre un droit suranné
de sa charge, & emporte de vive force

* Voyez ce qui sera remarqué sur les censeurs vers la
fin de ce §.

l'intrance pour l'élection du Recteur. Cette prétention avoit néanmoins été précédemment condamnée ; & ceux qui ont voulu la renouveler depuis , & même de nos jours , y ont échoué.

Le vingt-six Octobre il y eut des plaintes portées à l'Université contre l'official de Langres , qui affectoit de contredire & de braver les jugemens du tribunal de la conservation apostolique, déliant des censures ceux que le conservateur avoit excommuniés , & excommuniant ceux qu'il avoit absous. Il fut dit que l'on agiroit contre cet official , & qu'on le forceroit de respecter les privilèges académiques.

Le principal du collège Mignon , qui avoit un professeur en Théologie logé dans son collège , lui ayant intenté procès au sujet du logement qu'il occupoit , porta l'affaire au parlement. Le professeur réclama ses juges , savoir le Recteur ou le conservateur : & il fut appuyé de toute l'Université. On étoit fort attentif alors à exiger que les causes nées dans le sein de l'Université , y fussent jugées , au moins en première instance.

Le chancelier du Prat étant devenu cardinal en 1527 , fut nommé par le

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 228.*

Entrée du légat.

Hist. de Paris, T. II.
p. 990.

Hist. Un. Par. T. VI.
p. 228.

pape en 1530 son légat en France. Il fit son entrée dans Paris en cette dernière qualité le dix-sept Décembre, & l'Université le harangua près l'Eglise S. Etienne d'Egrès. Le légat répondit que les louanges qui venoient de lui être données, lui marquoient bien plus ce qu'il devoit être, que ce qu'il étoit. Il promit d'appuyer l'Université de son crédit auprès du roi dans toutes les occasions. Mais c'étoient-là de belles paroles du chancelier du

p. 238. Prat. Lorsque moins de trois ans après l'Université souhaita de se faire exempter d'une décime récemment imposée, elle obtint du roi sans beaucoup de peine ce qu'elle demandoit; & elle n'éprouva de difficultés que de la part du chancelier, qui refusa, ou au moins différa de sceller les lettres d'exemption.

Entrée de la reine Eléonor.

Hist. de Paris, T. II.
p. 990. 991.

Hist. Un. Par. T. VI.
p. 229.

Le seize Mars 1531 la reine Eléonor, sœur de Charles V., seconde femme de François I., fit aussi son entrée dans Paris. Toutes ces pompes d'entrées solennelles se rendoient toujours à l'Eglise de Notre-Dame, pour offrir à Dieu les premiers hommages. L'Université assemblée le sept Mars avoit délibéré d'attendre la reine

près l'Eglise sainte Geneviève des Ardens , si le roi n'en ordonnoit autrement. Le roi voulut qu'elle allât avec les autres compagnies haranguer la reine devant S. Lazare : ce qui fut exécuté. Delà on se mit en marche pour venir à Notre-Dame. La reine avoit souhaité de voir l'Université de Paris dans tout son éclat. Elle eut satisfaction. Bochetel secrétaire d'Etat , qui a fait une description de cette cérémonie , y compte trois mille écoliers , que suivoient les différens ordres de maîtres , distingués par la variété des ornemens. Il passe tous ces ordres en revûe les uns après les autres , & il observe en particulier que les régens ès Arts marchaient après les bacheliers ès Arts , en Médecine , en Décret , & en Théologie , immédiatement avant les Procureurs des Nations. C'est aussi le rang qui leur a été assûré de nos jours par arrêts du parlement & du conseil des dépêches , lorsqu'ils marchent vêtus de robes rouges , habillement d'honneur de leur état.

L'Université harangua de nouveau la reine au Louvre le vingt - & - un Mars. Ce fut Nicolas Bochart , pro-

256 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
fesseur en Théologie , qui porta la
parole : & il se fit écouter avec ap-
plaudissement.

Règlement
pour la Na-
tion d'Alle-
magne.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 229—233.

En l'année 1530 la dispute s'étoit
renouvelée dans la Nation d'Allema-
gne au sujet de la distribution de la
compagnie en deux ou en trois provin-
ces. Cette dispute occasionna un ré-
glement en 1531 , qui fixe plusieurs
points de la discipline & police in-
térieure de la Nation , & qui mérite
d'être lû en entier par ceux qui en
sont membres. Je me contenterai de
remarquer qu'alors c'étoit un principe
reçu , que quiconque n'étoit point
logé dans un collège , ne pouvoit jouir
du droit de voix active ni passive dans
les assemblées.

Pré aux
Clercs. On
propose de le
vendre.

p. 233. 234.

Le premier Juin de cette même
année 1531 , dans une délibération de
l'Université il fut dit que l'on feroit
un toisé exact du Pré aux Clercs ,
pour prévenir & arrêter les usurpa-
tions des moines de S. Germain : & le
seize Juin de l'année suivante le syn-
dic Arnoul Monart proposa de le
mettre en vente , ou de le louer. C'est
la première fois qu'il ait été question
dans l'Université de tourner à l'utile
la possession de son pré.

Un procès entre les parcheminiers jugé en 1530 par le bailli conservateur en faveur de l'Université, me donne lieu d'observer que le produit du droit sur le parchemin étoit dès-lors, comme aujourd'hui, affecté au Recteur, dont il fait le seul revenu fixe.

Procès contre les parcheminiers.

Hist. Univ. Par. T. I. p. 233.

Le roi, informé que le parlement jugeoit toujours les causes bénéficiales conformément aux dispositions de la Pragmatique, & non du Concordat, avoit donné des lettres qui attribuoient au grand conseil la connoissance de cette nature d'affaires. L'Université craignit que cette évocation ne portât quelque dommage à ses privilèges. Elle en délibéra donc le seize Juillet 1530 : mais elle prit le sage parti de charger son syndic & les avocats de la compagnie de bien examiner la teneur de ces lettres, pour voir si ses droits y étoient intéressés : » afin, est-il dit dans l'acte, que nous » ne nous plaignions pas auprès du » roi, avant que d'être certains que » nous sommes vraiment lésés. »

Attribution des causes bénéficiales au grand conseil.

Ibid.

Je passe sous silence les chicanes opiniâtres, par lesquelles le receveur général Thyvet, aidé quelquefois

Chicanes du receveur général Thyvet.

p. 233, 234, 235.

258 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ d'Arnoul Monart syndic, fatigua les Recteurs.

Mort de la
mère du roi.
Ses obsé-
ques.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 234.

Hist. de Pa-
ris, T. II.
p. 992.

Pseaumes de
Marot pro-
hibés.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 234.

Trait qui re-
garde Noel
Béda.

Ibid.

Louise de Savoye, duchesse d'Angoulême, mère du roi Francois I, mourut le vingt-neuf Septembre 1531. Le roi son fils lui fit célébrer des obseques magnifiques, auxquelles assista l'Université. Par rapport au rang qu'elle y tint, Duboullai atteste que le cérémonial ordinaire fut suivi. L'historien de la ville de Paris, dans son récit plus détaillé, place l'Université après la ville. Ce seroit un exemple singulier. Car, quoique la ville ait en quelques occasions disputé le pas à l'Université, il est constant * que le droit & le fait condamnent sa prétention.

Le seize Décembre les pseaumes de Marot furent prohibés par l'Université, & défenses faites aux libraires de les vendre.

Noel Béda, le grand ennemi des nouveaux sectaires, poussoit fort loin son zèle, & il se faisoit par là des ennemis même dans l'Université. Il fut joué sur le théâtre d'un collège,

* Voyez les mémoires respectifs de l'Université & de la ville, sur une pa-
reille contestation arrivée en 1700.

& la comédie que l'on y représenta , ouvrage peut-être de quelque Luthérien caché , sans nommer ce docteur , le désignoit de manière à le rendre reconnoissable , & le qualifioit de *monstre*. C'étoit pour la seconde fois qu'il se voyoit exposé à ce genre d'insulte. Le syndic Arnoul Monart porta ses plaintes contre une telle licence à l'Université , qui ordonna qu'il en feroit informé.

Le vingt-sept Août 1532 Jean Bochart , avocat de l'Université , demanda la permission de résigner son office à Antoine Minard son gendre , sans néanmoins s'en dépouiller totalement , & sous la condition que l'emploi resteroit au plus vivant des deux. L'Université ne pouvoit manquer de saisir avec joie l'occasion de témoigner sa reconnoissance à un illustre avocat , qui , dans l'affaire de la Pragmatique & du Concordat , avoit fait preuve d'un zèle également éclairé & courageux pour les maximes de la compagnie , & pour les libertés de l'Eglise de France , & qui même avoit souffert la prison pour cette cause. La demande de Bochart passa tout d'une voix , & Antoine Minard fut reçu avocat de

Résignations
d'offices &
bénéfices dé-
pendans de
l'Université.
Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 234. 235.

l'Université. Il devint dans la suite président du parlement, & dans cette charge il périt d'une mort funeste, que lui attira, suivant qu'on le crut communément, son zèle contre le Protestantisme.

François de Montholon suivit l'exemple de Bochart. Etant nommé à la charge d'avocat du roi, & se trouvant ainsi dans le cas de se démettre de son office d'avocat de l'Université, il le résigna, avec la permission de la compagnie, à Pierre Séguier son beau-frère. On voit quels hommes & quels noms se faisoient une gloire de servir l'Université de leurs talens.

Les résignations étoient fort à la mode par rapport aux offices & bénéfices dépendans de l'Université. Un papetier, un chapelain, vers le même tems, obtinrent permission de résigner. C'est à l'occasion de ces résignations admises coup sur coup que la Nation d'Allemagne fit les représentations dont j'ai parlé plus haut, mais qui n'empêchèrent pas que le vingt-deux Février suivant, l'Université ne permît au curé de S. Côme de résigner sa cure par voie de permutation.

J'observe que durant ces mêmes

tems , la Faculté des Arts avoit * un Questeur de la Faculté des Arts.

La fabrique & la distribution du papier étoient toujours soumises à la Jurisdiction de l'Université. On ven-
doit alors beaucoup de mauvais pa-
pier , & l'Université ordonna que l'on marquât de ses armes chaque feuille , pour distinguer le papier loyalement fait de celui qui étoit de fabrique vicieuse.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 235.*

Réglement
sur le papier.
Ibid.

Une des charges de Notaires de la conservation étant venue à vaquer ,
deux contendans s'en firent pourvoir ,
l'un par le cardinal légat , l'autre par le conservateur. L'Université admit & autorisa la nomination du conservateur , à qui le droit de présentation appartenoit suivant les règles ordinaires.

Notaires de la conserva-
tion.

Ibid.

Le nombre des libraires de l'Université étoit fixé à vingt-quatre par l'ordonnance de Charles V I I I. François I en créa un vingt-cinquième , qui fut reçu le vingt-deux Février 1533 par l'Université.

Vingt-cin-
quième li-
braire de l'U-
niversité.

Ibid.

En cette même année 1533 le roi & l'évêque de Paris Jean du Bellai

* Voyez ci-dessus T. IV. p. 463. 464.

Sécularisation de l'abbaye de S. Maur. Considération dont jouissoit l'Université.

Hist de Paris, T. II. p. 993.

obtinrent du pape Clément VI une bulle , qui sécularisoit l'abbaye de S. Maur des Fossés & toutes ses dépendances , & en unissoit le revenu à l'évêché de Paris. Je ne parlerois point de ce fait , qui paroît étranger à mon sujet , si parmi les motifs allégués pour obtenir la bulle de sécularisation il n'étoit grande mention de l'Université. L'évêque avoit représenté que l'accroissement immense de la ville de Paris avoit augmenté sa dépense sans augmenter ses revenus : & il compte pour une des principales causes de cet accroissement la splendeur de l'Université , le nombre presque infini de ses écoliers , de ses maîtres , de ses collèges , tant séculiers , que réguliers. Il fait même valoir l'obligation où il est de donner souvent des repas aux docteurs en Théologie. Ce n'est point à moi de discuter la valeur de ces motifs , dans lesquels je remarque seulement la preuve qu'ils fournissent de l'état florissant de l'Université , & de la considération dont elle jouissoit. La bulle eut son effet. Tout le monde fait que l'abbaye de S. Maur fut sécularisée , & que l'on y substitua aux moines un collège de chanoines sé-

culiers, qui a subsisté pendant plus de deux cens ans, & qui vient récemment d'être réuni au chapitre de S. Louis du Louvre.

Un objet qui intéresse directement l'Université, est le plan de réforme & de nouveaux réglemens, dont on s'occupoit beaucoup dans les circonstances que je traite actuellement. Outre les députés des Facultés & des Nations, outre les commissaires du parlement; Guillaume Petit, confesseur du roi & * évêque de Senlis, fut aussi chargé avec quelques autres par le roi & par le cardinal légat, de conduire & de diriger ce travail. Jacques Spifame, conseiller au parlement, qui avoit succédé à Nicolas d'Origni, président aux enquêtes & professeur en Décret, dans la dignité de chancelier de l'Eglise & de l'Université de Paris, voulut se faire de fête, & prétendit qu'en sa qualité de chancelier il devoit être appelé à cette opération. Mais il ne paroît point que l'on ait eu aucun égard à sa requête. Ce fut le parlement qui fit tout, sur les avis des députés de l'Université. Voici ce

Réformation
exécutée, au
moins en
partie.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 236 &
246.

p. 236 &

237.

* Il avoit passé de l'évêché de Troyes à celui de Senlis.

264 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
qui fut réglé par rapport aux Facultés
de Théologie , de Décret , & des
Arts. Pour ce qui est de la Faculté de
Médecine , je ne vois point que dans
tout ce mouvement de réforme il en
soit fait aucune mention.

Théologie. Conformément à ce qui avoit été
Hist. Un. proposé & requis par la Faculté des
Par. T. VI. Arts, Duboullai assûre que le parle-
p. 227. ment ordonna que nul ne fût admis à
la licence en Théologie , qui n'eût
entendu les leçons & explications des
professeurs sur les saintes Ecritures de
l'ancien & du nouveau Testament.

Droit. Six
professeurs. La discipline & les études étoient
p. 235-238. fort tombées dans la Faculté de Dé-
245. 246. cret. Les docteurs n'y faisoient plus
de leçons. On y recevoit des sujets
incapables , & sans exiger d'eux les
preuves prescrites par les statuts. Le
parlement jugea que ce qui pressoit
le plus , étoit de rétablir l'exercice con-
tinuel de l'enseignement public : & en
attendant une réformation plus com-
plète , il ordonna par arrêt du treize
Juin 1534 , qu'à l'avenir il y auroit
toujours six docteurs qui professeroient
dans les écoles le Décret & les Décré-
tales.

C'est de cet arrêt qu'a pris nais-
sance

fance la forme de gouvernement qui s'observe aujourd'hui dans la Faculté de Droit. Jusqu'alors tous les docteurs étoient régens , & ils remplissoient toutes les fonctions de la Faculté , entrant aux assemblées , concourant chacun de son suffrage aux délibérations , exerçant le décanat & les autres charges , donnant des leçons publiques , présidant aux thèses , faisant les examens. Depuis l'arrêt de 1534 les six professeurs sont devenus les maîtres de la Faculté , qui est toute renfermée dans ce collège sexviral. Seulement Louis XIV leur a joint douze docteurs agrégés , qui les soulagent dans leurs fonctions : mais avec des droits , un travail , & un pouvoir , bien inférieurs à l'état des professeurs.

Le parlement règle par le même arrêt les épreuves que devront subir ceux qui aspirent à la régence , & la forme de l'élection. Il exige deux répétitions ou leçons publiques , & ordonne que les candidats répondent à tous les argumens qui leur seront proposés. Il veut qu'à ces actes assistent deux conseillers commis par la cour , & qu'ils président ensuite à

266 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
l'élection , qui sera faite par les do-
cteurs régens actuellement en place.

Faculté des
Arts.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 247. 248.*

A l'égard de la Faculté des Arts ,
je ne trouve que des articles de réfor-
me arrêtés & approuvés dans une
assemblée de l'Université , qui se tint
aux Maturins. Duboullai dit qu'ils
furent agréés du roi : mais il le dit
sans en rapporter la preuve. Ces ar-
ticles roulent sur les études , sur le
soin de conserver la pureté de la do-
ctrine en matière de Religion , sur
la police des collèges. J'en extrairai
ici ce que j'y remarque de plus inté-
ressant.

Par rapport aux études , les ouvra-
ges d'Aristote sont donnés pour règle
& pour base de toutes les recherches
philosophiques. Il est enjoint aux
grammairiens de se renfermer dans les
bornes de leur art , & d'insister beau-
coup sur les principes , qui doivent
être le fondement de tout l'édifice.

Le Luthéranisme est pros crit. Dé-
fense de lire & de garder chez soi les
livres des hérétiques : ordre de chasser
des collèges quiconque entretenoit des
liaisons avec la faction Luthérienne.
Cet ordre venoit bien à propos. Cal-
vin , comme je le dirai bientôt , s'étoit

en l'année précédente du collège de Fortet : & il n'avoit pas emmené avec lui tous ceux qui avoient du goût pour les nouveautés.

Quant à ce qui regarde la discipline, on recommande la décence non seulement des mœurs , mais aussi de l'habillement , selon la pratique suivie de tems immémorial dans l'Université. On défend aux maîtres de laisser croître leur barbe , ce qui étoit alors un air mondain , un air de cour , depuis que François I , à l'occasion que chacun fait , en avoit introduit la mode. L'usage de la langue Latine est seul permis dans les collèges. On renouvelle les anciennes loix au sujet de l'assiduité aux leçons , & de la société d'une table commune dans les maisons académiques. Il est défendu aux principaux d'exiger de l'argent des régens qu'ils mettent en place.

Enfin on décide qu'il faut implorer la puissance séculière contre un abus qui rendoit manifestement à la ruine des études. Plusieurs collèges étoient envahis par des banquiers , qui s'y établissoient , qui s'en approprioient les revenus , & qui y entretenoient au lieu de boursiers & d'écoliers des gens

268 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
sans mœurs, & même des scélérats. Les
asyles des Lettres ainsi profanés sont
rappelés à leur primitif & salutaire
usage.

Ces articles de réforme sont datés
du trois Juillet 1534.

Affaire du di-
vorce de
Henri VIII
consultée
dans la Fa-
culté de
Théologie
de Paris.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 238.*

En l'année précédente, au commen-
cement du mois de Juillet, Noel Bédaride,
que nous avons vû jusqu'ici triom-
phant, étoit exilé, aussibien que quel-
ques docteurs en Théologie. On ne
nous dit point quelle avoit été la cause
de leur exil : je tâcherai de la deviner.
Mais cet événement, qui me rappelle
aux affaires de la Religion, me donne
lieu de remonter jusqu'à l'an 1530,
duquel on date une conclusion de la
Faculté de Théologie favorable à
Henri VIII, par rapport à la cassation
de son mariage. L'histoire de cette
conclusion est enveloppée d'obscurités.
D'Argentré en conteste l'existence : il
certifie que l'on n'en trouve ni origi-
nal ni copie dans aucun des monu-
mens de la Faculté : il remarque une
contradiction palpable dans la pièce
que l'on produit, en ce qu'elle allé-
gue en même tems un jugement unanime,
& le consentement de la plus grande
partie de la Faculté ; deux circonstan-

*Coll. jud. de
novis error.
T. I I.*

ces qui se combattent. Il est constant que toute cette affaire fut menée avec beaucoup de violence , de bruit , & de cabale ; & que par conséquent il est difficile d'y démêler exactement le vrai.

François I favorisoit de tout son pouvoir le dessein où étoit Henri VIII de répudier sa femme Catherine d'Ar- ragon. Il se tenoit obligé envers le roi d'Angleterre , qui avoit travaillé efficacement pour sa délivrance & pour celle de ses * enfans. Il n'étoit pas fâché de chagriner Charles V son ennemi , dont Catherine étoit la tante. Par ces motifs François I s'efforçoit de gagner à Henri VIII des suffrages , qui l'autorisassent à regarder son mariage comme contraire à la loi divine , & conséquemment comme nul. Le suffrage de la Faculté de Théologie de Paris étant donc d'un très grand poids dans toutes les matières qui ont trait à la Religion , il fut dressé des batteries pour engager cette célèbre compagnie à donner un avis conforme au désir des deux rois.

* On sait que Fran-
çois I , pour obtenir sa
délivrance , fut obligé de

donner à Charles V deux
de ses fils en otage.

*Diſt. de Bay-
le, art. Bédæ.*

Cependant la prétention de Henri VIII étoit infoutenable. Attaquer de nullité un mariage contracté avec diſpenſe du ſouverain pontife , & conſolidé par une cohabitation pacifique de vingt ans , c'étoit une entrepriſe viſiblement déraiſonnable & tyrannique : d'autant plus que le principe des prétendus ſcrupules du roi d'Angleterre n'étoit autre , qu'un injuſte dégoût contre une épouſe vertueuſe , & la folle paſſion qu'il avoit conçue pour Anne de Boulæn. Bédæ ſuivit d'abord dans cette affaire ſon caractère & ſes engagements. Il travailla de toutes ſes forces à empêcher ſa compagnie de ſe rendre complice d'une ſi horrible iniquité : & ſa réſiſtance , ſi elle eût été modeste , auroit d'autant plus mérité de louanges , qu'elle eût été plus perſévérante. Mais il ne ſe ſoutint pas , & ſi nous en croyons les illuſtres frères du Bellai , qui ſous les ordres de François I eurent grande part à toute cette manœuvre , Bédæ pécha par les deux excès contraires. Dans les premières délibérations qui furent tenues au mois de Juin 1530 ſur le mariage de Henri VIII , il ſe livra à ſa fougue naturelle , il dé-

clama avec emportement , il fit le *démoniaque* : & ensuite il se laissa persuader par le premier président Lizet de lui promettre avec serment , *non seulement de n'empescher qu'il fust obéy aux lettres du Roy , mais de soy employer , comme pour sa vie , à faire que la chose se passast sans bruit ne scandale.*

On peut croire qu'il tint parole. Car il parut une conclusion de la Faculté de Théologie , datée du trois Juillet , qui déclare que le mariage avec la veuve de son frère est contraire au droit naturel & divin , & que le souverain pontife ne peut point dispenser de cet empêchement. C'est cette conclusion que d'Argentré suspecte de faux , que d'autres écrivains donnent pour vraie. Je la laisse pour ce qu'elle est. Mais la conduite variable que tint Béda dans une occasion d'un si grand éclat , donna prise sur lui ; & dut diminuer les égards que l'on avoit eus jusques-là pour un zèle violent , mais crû sincère.

La prudence exigeoit donc qu'il modérât constamment son grand feu , pour ne point achever de se perdre. Il fit tout le contraire , & il osa attaquer la sœur de son roi , Marguerite

*D'Argentré ;
Coll. jud. de
nov. error.
T. I I.*

*Condamna-
tion du Mi-
roir de l'ame
pécheresse.*

*Dict. de Bay-
le , art. Na-
varre.*

272 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
reine de Navarre. Il est vrai que cette
princesse protégeoit ouvertement les
partisans de la nouvelle secte : elle leur
donnoit asyle dans ses domaines &
dans ses Etats : elle étoit imbue de
leurs opinions. Elle engagea Guillaume
Petit à faire imprimer des Heures
en François, dont ce prélat trop com-
plaisant retrancha ce que les Luthé-
riens taxoient de superstition dans les
livres de cette espèce. Elle composa
elle-même en vers François un ou-
vrage intitulé le *Miroir de l'ame pé-
chereffe* » où il y avoit plusieurs traits,
» dit Théodore de Bèze, non accouf-
» tumez en l'Eglise Romaine, n'y es-
» tant fait mention aucune de saints
» ny de saintes, ny de mérites, ny
» d'autre purgatoire que le sang de
» Jesus-Christ. » Ce livre étoit donc
condamnable. Mais la personne de
l'auteur, son rang sublime, l'affection
singulière que le roi son frère avoit
pour elle, méritoient de grands mén-
agemens. C'est ce que ne considéra
point Bèda, & il fit condamner le
Miroir de l'ame péchereffe par la Fa-
culté de Théologie. La reine de Na-
varre s'en plaignit à François I : &
c'est, je pense, ce dernier trait d'au-

dace, qui ajouté à tant d'autres dé- Exil de Noel Bédà.
 marches dont la cour n'avoit point été Hist. Un. par. T. VI. p. 238.
 contente, déterminà le roi à exiler Bédà, & quelques autres docteurs.

La Faculté de Théologie s'intéressa pour ses membres disgraciés, & elle pria l'Université de se rendre leur médiatrice auprès du roi. Une pareille requête étoit favorable, & elle fut admise par l'Université le cinq Juillet 1533. Mais lorsqu'il s'agit d'exécuter cette conclusion, & de solliciter le rappel des exilés, le roi demanda raison de la condamnation du *Miroir*, qui avoit été donnée sous le nom de l'Université.

C'étoit vraisemblablement un tour L'Université désavoue la censure du Miroir. Ibid.
 d'adresse de Bédà & de ses amis, qui ne vouloient pas que la Faculté de Théologie portât seule le poids de la colère du roi. Mais au mois d'Octobre fut mis en place un Recteur bien disposé à dévoiler l'artifice de ces théologiens trop zélés. C'étoit Nicolas Cop, professeur au collège de sainte Barbe, fils de Guillaume Cop, médecin du roi. Le père penchoit vers les nouvelles opinions, & son fils s'y livroit entièrement, & étoit lié avec Calvin, qui alors, comme je l'ai indiqué d'a-

vance , logeoit au collège de Fortet. Le Recteur assembla l'Université aux Maturins le vingt-quatre Octobre. On y lut la lettre du roi , apportée par Guillaume Petit son confesseur : & la condamnation du livre fut nettement désavouée. Il fut dit que l'Université n'avoit rien sçû du fait dont le roi demandoit raison. Qu'elle n'avoit ni condamné , ni même vû le livre du *Miroir*. Que si quelquesuns le taxoient d'erreur , justement ou à tort , c'étoit à eux à répondre de leur censure. Qu'il seroit enjoint à la Faculté de Théologie d'agir en son nom dans les choses qui concernent la Foi , & non pas au nom de l'Université. Enfin que l'on écriroit au roi pour le satisfaire , & lui rendre compte des sentimens de la compagnie.

Sermon du
Recteur Cor,
composé par
Calvin. Ce
Recteur s'en-
fuit , & en-
suite Calvin.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 238. 239.
Dict. de Bay.
le , art. Na-
varre & Cal-
vin.

On conçoit bien que cette délibération n'avançoit pas les affaires de Bédac. Mais le Recteur se mit lui-même en prise par un acte de rémédiation , conforme aux préventions hérétiques dont il étoit rempli. L'usage vouloit que les Recteurs , au jour de la Toussains , fissent un sermon à l'Université assemblée. Cop , pour s'acquitter de ce devoir , prononça un

discours qui lui avoit été composé par Calvin , & qui respiroit toute la doctrine de son auteur. Cette action fit grand éclat : & deux Franciscains en déférèrent au parlement quelques propositions comme erronées. Le Recteur se trouva fort embarrassé , & il essaya d'abord de se sauver par la forme. Il assembla l'Université , & après avoir fait l'apologie de son discours le moins mal qu'il lui fut possible , il prétendit que si l'on avoit eu quelques plaintes à faire contre lui , c'étoit à l'Université qu'il eût fallu les porter en première instance , & que les droits du corps étoient lésés par l'assignation qui lui avoit été donnée au parlement. Cette prétention avoit son fondement , comme on l'a vu. C'étoit une maxime reçue dans l'Université , que tous les membres , & à plus forte raison le chef , avoient la compagnie pour premier juge ; & qu'il n'étoit point permis de sauter ce degré de juridiction. C'est sans doute l'attachement à cette loi qui donna au Recteur Cop les suffrages des Facultés de Médecine & des Arts. Mais celles de Décret & de Théologie , plus frappées du fond que de la forme , &

persuadées que les privilèges n'ont point été accordés pour favoriser l'erreur , embrassèrent le sentiment contraire : & le Recteur n'osa pas conclure pour le parti qui lui promettoit assistance & secours. Destitué de la protection de l'Université , & ayant une mauvaise cause , Cop sentit qu'il n'y avoit pas de sûreté pour lui à rester dans Paris. Il s'enfuit secrètement à Bâle , d'où il étoit originaire , & il emporta avec lui les sceaux du rectorat.

On connoissoit ses liaisons avec Calvin , qui tout * jeune qu'il étoit alors , se montroit déjà un dangereux séducteur. La fuite de Cop chargeoit encore son ami. Il y eut ordre d'arrêter Calvin , & pour cet effet Jean Morin lieutenant criminel se transporta avec main forte au collège de Fortet. Mais il n'y trouva point celui qu'il cherchoit. Calvin avoit été averti du péril , & il se retira en Saintonge , où un asyle lui fut offert par Louis du Tillet , chanoine d'Angoulême , & frère du greffier en chef Jean du Tillet.

Cop ayant disparu , l'Université se

* Il n'avoit pas encore vingt-cinq ans.

trouvoit sans chef. Elle donna pouvoir à son syndic Arnoul Monart de recevoir les sermens qui doivent être prêtés entre les mains du Recteur. Elle ne fit point sa procession ordinaire & publique au mois de Décembre , & elle se contenta de la célébrer dans le cloître & dans l'Eglise des Maturins. On donna un successeur à Cop le seize Décembre, selon l'usage. Le vingt-neuf Janvier de l'année suivante il fut résolu de faire un nouveau sceau rectoral , en la place de celui que Cop avoit emporté ou perdu.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 244.*

L'indiscrétion & la témérité du Recteur Cop firent par contre-coup du bien à Béda , & facilitèrent son retour. Il n'en devint pas plus sage : & le premier fruit de son rétablissement fut un procès qu'il intenta & poursuivit au parlement contre les professeurs royaux nouvellement institués , qu'il savoit être singulièrement chéris de François I.

*Béda revient, & attaque les professeurs royaux.
p. 250.*

p. 2394

Ces professeurs étoient alors au nombre de quatre , Pierre Danès pour le Grec , Paul Paradis , Agathias Guidacier , & François Vatable pour l'Hébreu. Ces leçons de Grec & d'Hébreu,

données par des professeurs qui n'avoient point fait leur cours d'études théologiques, allarmoient le zèle de Bêda. Il craignoit surtout que par leurs observations sur les textes originaux des saintes Ecritures, ils ne décréditaient la version vulgate approuvée & reçue dans l'Eglise depuis tant de siècles ; & que leurs interprétations nouvelles ne devinssent des facilités pour appuyer & répandre les erreurs de Luther. Il demanda donc d'abord par une requête présentée au parlement, qu'il fût fait défense aux *lisans du roi en l'Université de Paris*, (c'est ainsi qu'il qualifie les professeurs royaux) d'interpréter publiquement l'Ecriture, à moins qu'auparavant ils ne se fussent présentés à la Faculté de Théologie, & n'en eussent obtenu d'elle la permission. Ensuite, comme cette proposition étoit dure & hardie, Bêda, lorsque la cause fut plaidée le quinze Janvier 1535, en s'expliquant lui-même à l'audience, se rabattit à demander que si la cour permettoit aux nouveaux professeurs de continuer leurs leçons de Grec & d'Hébreu, elle leur fît défense *de ne taxer, reprendre, ne déroger à la translation dont use l'E-*

glise ; & de rien dire ou faire qui pût favoriser la secte Luthérienne.

Le procureur général appuyoit Bêda, & il avoit donné ses conclusions conformes à la requête de ce docteur.

Marillac plaida pour les professeurs royaux, & il insista principalement sur l'autorité du souverain, qui les avoit nommés, & qui, par son choix, les munissoit de pouvoirs suffisans & supérieurs à toute critique. Il observa de plus que Danès n'interprétoit pas l'Ecriture sainte, mais Aristote : & pour ce qui est des professeurs en Hébreu, il représenta qu'ils ne pouvoient lire aucun autre texte que celui de l'Ecriture, qui seul nous reste écrit en cette langue.

Montholon, avocat du roi, réfuta Marillac. Il commença par les éloges dûs aux grandes vûes du prince, qui avoit voulu rendre complète la littérature dans l'Université de Paris, en y joignant aux lettres Latines les lettres Grecques & Hébraïques. Mais il soutint que l'Ecriture sainte ne pouvoit être publiquement interprétée que par des théologiens. Il convint sans doute que le choix du roi faisoit loi. Mais, comme le savoir en Grec & en

Hébreu est tout-à-fait distingué du savoir théologique, il observa que l'on n'avoit pas droit de conclure de l'un à l'autre : & que l'approbation du roi pour les langues n'emportoit pas par une suite nécessaire son approbation pour ce qui concerne la Théologie. Il ajouta (chose singulière) qu'il n'étoit pas vraisemblable que la Bible fût le seul livre que nous eussions écrit en Hébreu. Ainsi ce grand magistrat n'avoit pas de certitude sur ce point : & il ne savoit pas ce que personne n'ignore aujourd'hui, que l'Écriture sainte est le seul livre en ancien Hébreu qui nous reste, & que les ouvrages des rabbins, outre qu'ils sont modernes & tous postérieurs de beaucoup à Jésus-Christ, ne méritent guères la peine d'être lus. Montholon conclut que, vû les circonstances & la contagion des opinions Luthériennes, le parlement devoit avant tout supplier le roi de déclarer si son intention étoit d'autoriser les professeurs nommés par lui à interpréter les saintes Ecritures ; & en attendant leur défendre de rien avancer qui se ressentît du Luthéranisme.

Le parlement ne se décida point sur

le champ , & je ne puis dire s'il le fit dans la suite. Mais les faits nous apprennent que les leçons attaquées par Bêda subsistèrent. François I suivit si bien son plan , que dès l'année même , sans avoir égard aux plaintes des principaux de collèges , il ajouta un nouveau professeur en éloquence Latine , qui fut Barthélemi * Masson , né au pays de Luxembourg , recommandé par Guillaume Budé.

Augmentation du nombre des professeurs royaux.

p. 244 & 922.

Hist. de Paris , T. II. p. 987.

Pour achever ici ce qui regarde Bêda , je dirai qu'incapable de se modérer , il continua ses emportemens contre les Luthériens , jusqu'à offenser le roi lui-même , qu'il accusoit de les protéger. Cette incorrigible pétulance causa enfin sa perte. Il fut arrêté , mis dans les prisons de l'officialité , & condamné en 1535 à faire amende honorable devant l'Eglise Notre-Dame , & à reconnoître qu'il avoit parlé contre la vérité & contre le roi. On le confina ensuite au mont S. Michel , où il mourut l'année suivante : caractère inquiet & ardent , qui ne mérite pas toutes les invectives desquelles

Bêda condamné à faire amende honorable , & exilé.

Hist. Un. Par. T. V. p. 249.

p. 986.

* C'est celui que l'on appelle plus communément *Latomus* , mot Latin pris du Grec , qui répond à la signification de *Masson* en François , proprement tailleur de pierres.

l'ont chargé les écrivains Protestans , mais que les Catholiques ne peuvent louer sans restriction , vû qu'il n'a pas honoré par la prudence des procédés la bonté de la cause qu'il défendoit.

Placards des
hérétiques.
Procession
suivie du sup-
plice des plus
criminels.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 249-251.

Ce qui doit paroître bien singulier , c'est que l'ignominie & la flétrissure de Béda concourent pour le tems avec les supplices les plus rigoureux exercés contre les hérétiques , dont il étoit le fléau. Au mois d'Octobre 1534 les Luthériens & les Zuingliens cachés dans Paris eurent l'insolence d'afficher par tout des placards impies & blasphématoires contre le S. Sacrement de l'autel. François I en fut indigné à l'excès. Il fit célébrer le vingt Janvier suivant une procession solennelle , où il voulut assister lui-même ; & dans laquelle l'Université tint son rang accoutumé , marchant à côté du chapitre de Paris. A l'issue de la procession, furent brûlés vifs les plus criminels de ceux qui avoient été arrêtés pour les placards. Et c'est en cette même année 1535 , que Béda fit amende honorable.

Le Recteur
invité par le
roi à assister à
son repas.

p. 252.

Le jour de la procession , le roi avoit ordonné au Recteur d'assister à son repas avec quelques docteurs des

différentes Facultés. On fait que ce prince se plaisoit en la conversation des gens doctes. Mais se trouvant trop fatigué , après un discours qu'il fit aux prélats & aux magistrats pour les encourager à la défense de la Religion , il se retira & s'enferma.

L'Université s'étoit donné l'année précédente un nouveau conservateur apostolique. Cette charge étant devenue vacante le vingt-quatre Janvier 1534 par la mort de l'évêque de Meaux , Guillaume Briçonnet , aussitôt Anne de Montmorenci grand maître de la maison du roi , depuis connétable , écrivit à la Faculté des Arts pour lui recommander son parent Charles de Villiers-Lille-Adam , évêque de Beauvais. La lettre du grand maître fut lûe dans l'assemblée de la Faculté le vingt-neuf du même mois , & eut son effet. Le prélat qu'il recommandoit , fut élu , & son élection confirmée le lendemain par toutes les compagnies de l'Université. Il prêta ferment le six Février , & les officiers qu'il avoit nommés , le prêtèrent pareillement quatre jours après.

La loi du célibat s'étoit toujours observée dans la Faculté de Décret.

Charles de Villiers-Lille-Adam , évêque de Beauvais, est élu conservateur apostolique.

p. 244, & Privileges de l'Université, p. 226.

Loi du célibat observée

& maintenue
dans la Fa-
culté de Dé-
cret.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 250.

Cette loi commençoit apparemment à peser à la plupart des docteurs de cette Faculté. Il fut délibéré dans l'assemblée de l'Université du neuf Décembre 1534, si l'on devoit les en affranchir. Les docteurs en Médecine, qui depuis quatre-vingts ans jouissoient de la liberté de se marier, inclinoient à l'indulgence. Leur avis fut que véritablement il paroïssoit convenable de ne confier qu'à des maîtres initiés dans les ordres la profession en Droit canon, qui a tant d'affinité avec la Théologie. Mais que cependant il y avoit lieu de s'en rapporter sur ce point à la décision du parlement. Les Facultés de Théologie & des Arts furent plus sévères. Elles ne voulurent point qu'il fût fait brèche à l'ancien usage, & le Recteur conclut pour ce sentiment.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 254.

Les professeurs en Décret n'étoient pas unanimes dans la résolution de se faire dispenser de l'obligation du célibat, puisque l'un d'entre eux quelques mois après supplia l'Université d'ordonner, que tout professeur en Droit canon qui se marieroit, fût privé de sa charge.

Cette même Faculté renouvela alors

La contestation dont elle avoit fatigué les autres compagnies en 1507, & qui, si l'on veut en marquer exactement l'origine, remontoit même vingt ans plus haut. Voici de quoi il s'agissoit. Le nombre de sujets que chaque Faculté devoit présenter pour être inscrits sur le Rôle des nominations aux bénéfices, étoit limité. La seule Faculté des Arts ne connoissoit point cette loi, & n'admettoit aucune limitation. Dans celle de Décret chaque docteur n'avoit droit que de présenter trois bacheliers. Ils vouloient porter ce nombre jusqu'à douze. Les trois autres Facultés s'opposèrent fortement à cette innovation, qui tournoit à leur dommage. L'affaire fut pourtant mise d'abord en négociation, & il y eut des députés choisis pour la discuter. Mais elle ne fut terminée que par l'autorité du parlement en 1538.

Procès sur le nombre des gradués nommés de la Faculté de Décret.

Hist. Un. Par. T. V-L. p. 250.

A l'occasion de cette querelle on se rappella d'autres torts & d'autres abus que l'on pouvoit reprocher à la Faculté de Décret, & l'on entreprit d'y remédier. Il fut enjoint aux docteurs & professeurs en Droit canon de célébrer leurs actes en habit décent & avec leurs chapes d'honneur. Ce point

Articles de règlement prescrits par l'Université à cette Faculté.

Ibid.

se pratique très exactement aujourd'hui. On leur ordonna de plus d'inviter le Recteur à leurs actes, & en général de lui rendre les mêmes témoignages de respect, & de lui payer les mêmes redevances, que les autres Facultés. Ce règlement si équitable est négligé : & la Faculté même de Théologie, qui a concouru à le porter, est peu exacte à donner en ce point l'exemple. Ce n'est que dans les Facultés de Médecine & des Arts que l'on se fait un devoir d'inviter le Recteur à tous les actes qui s'y soutiennent.

Les profes-
seurs de Rhé-
torique & de
Grammaire
égaux aux
professeurs
de Philoso-
phie.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 250.*

La même assemblée du dix Février 1535 où se passa ce que je viens de rapporter, est une époque mémorable pour les professeurs de Rhétorique & de Grammaire. Jusques-là ils avoient toujours été regardés en quelque façon comme étrangers à l'Université, & la régence en ces deux genres d'études ne donnoit point les mêmes droits & privilèges, que la régence en Philosophie. Ils se présentèrent dans l'assemblée dont je parle, & demandèrent qu'on leur accordât les mêmes privilèges dont jouissoient les autres ; (ce sont les termes de l'acte) & qu'en particulier leur tems de régence leur

fût compté pour achever & compléter les cinq ans d'études , que doivent avoir fourni ceux qui ont à obtenir de l'Université des lettres de nominations aux bénéfices , ou lettres de grades. Leur requête fut bien reçue. Il fut dit que la Grammaire & la Rhétorique étant des Arts libéraux , ne devoient point souffrir une distinction désavantageuse ; & que les régens en ces deux Arts acquerroient le tems d'études nécessaire pour les grades , comme s'ils étudioient en une Faculté supérieure , ou qu'ils professassent la Philosophie. Depuis ce jour les professeurs de Grammaire & de Rhétorique sont associés comme égaux aux professeurs de Philosophie. Il ne reste entre les droits des uns & des autres que de légères différences , dont la principale est celle que j'ai plus d'une fois remarquée. Nul ne peut être admis au degré de maître ès Arts , s'il n'a fait son cours de Philosophie sous un professeur de l'Université. Les études de Grammaire & de Rhétorique sont libres.

L'office d'écrivain de l'Université fut conféré le dix-neuf Avril suivant à Antoine Guibert,

Office d'écrivain.

*Hist. Univ.
Par. T. VI.
p. 253.*

Office de
procureur de
l'Université
au parle-
ment.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 253.*

La collation de celui de procureur de l'Université au parlement fit naître un incident remarquable. Guéron s'en démettoit pour cause de paralysie en faveur d'un nommé * Gohorri. Les trois Facultés des Arts, de Médecine, & de Décret, refusèrent d'admettre le sujet présenté, par la raison que l'office n'avoit été que mis comme en dépôt entre les mains de Guéron, jusqu'à ce que le fils de Lallemand, dernier possesseur de la charge, fût venu en âge de l'exercer. L'affaire, comme l'on voit, prenoit un bon tour pour le fils de Lallemand. Mais ce jeune homme crut s'assurer l'office, en obtenant un arrêt du parlement qui faisoit défense de le conférer à tout autre qu'à lui. Il se trompa. L'Université ne trouva pas bon qu'il eût voulu lui lier les mains, & emporter comme le paiement d'une dette ce qui étoit une pure faveur. Elle nomma Léon Boulart, en protestant néanmoins que sa nomination n'étoit que provisoire, sans préjudice des défenses faites par le parlement, &

* Ce Gohorri, procureur, pourroit être le | écrivain de quelque nom
père de Jacques Gohorri, | dans les lettres, & connu
par divers ouvrages.

en attendant qu'il en eût autrement décidé.

Un objet de plus grande importance occupa l'Université dans sa délibération du vingt-&-un Juin 1535. Il y fut question du bréviaire du cardinal Quignonès ou Quignon, qui venoit de paroître à Rome avec la permission du pape. Ce cardinal étoit habile, homme d'esprit, & capable de grandes vûes, mais hardi & tranchant. Les légendes apocryphes qui se trouvoient dans le bréviaire Romain, le bleffoient. La récitation lui en paroiffoit trop longue. Il résolut de le purger & de l'abréger. Non seulement il en supprima toutes les légendes où il s'étoit mêlé du fabuleux, mais il retrancha les antiennes, les répons, les petits versets, les capitules. Il réduisit les leçons de Matines à trois, & chacune des Heures à trois pseaumes. Il fit une loi de la récitation de tout le pseauteur dans chaque semaine, suivant une nouvelle distribution qu'il arrangea.

Dans un tems critique toute nouveauté est suspecte. L'Université eut de l'inquiétude sur ce bréviaire ainsi réformé : & elle délibéra de présenter

Bréviaire du
cardinal Qui-
gnon im-
prouvé par
l'Université.
*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 254. 330.
D'Argentré,
Coll. jud. de
novis error.
T. I I.*

requête au parlement , pour en empêcher le débit dans Paris , jusqu'à ce qu'il eût été examiné par la Faculté de Théologie. La Faculté s'assembla , & nomma des députés , qui visitèrent le nouveau bréviaire , & rendirent compte de leur travail le vingt-sept Juillet par un mémoire raisonné.

Ils improuvoient dans l'ouvrage qui leur avoit été remis , tous les retranchemens que j'ai remarqués , & de plus celui du petit office de la sainte Vierge. Ils blâmoient encore l'omission des homélies tirées des pères & autres écrivains ecclésiastiques. Ils étoient frappés du danger de s'écarter des usages reçûs dans toute l'Eglise pour les prières publiques ; & ils craignoient que les changemens une fois introduits dans le bréviaire ne tirassent à conséquence pour le missel , & même pour les cérémonies qui s'observent dans l'administration des Sacremens. Par toutes ces raisons ils pensoient ne pouvoir pas donner leur approbation au nouveau bréviaire , & concluoient à ne le point laisser entre les mains des Fidèles.

Je sens que les motifs de ces théologiens ne paroîtront pas à bien d'au-

gens avoir une grande force. Il est pourtant vrai que les réformes qui ne sont pas absolument nécessaires , & qui roulent sur des objets délicats, ont toujours fait quelque peine aux personnes prudentes , & que l'idée d'un mieux doit souvent céder à la crainte des inconvéniens de la nouveauté.

La Faculté de Théologie approuva le rapport de ses députés , & elle ordonna qu'il en fût fait lecture, & donné copie aux députés de l'Université , parce que c'étoit au nom de l'Université que la requête avoit été présentée au parlement. Elle fut aussi d'avis que l'on écrivît au pape touchant cette affaire en toute modestie & humilité , après que l'on en auroit obtenu permission du roi : le tout au nom de l'Université , & non pas de la Faculté.

Il paroît que les théologiens avoient profité de la leçon qui leur avoit été faite au sujet de la condamnation du *Miroir de l'ame pécheresse*. Ils ne prennent sur eux que ce qui est de leur ressort , & ils n'attribuent point à l'Université ce qui n'est que du fait de leur Faculté.

Il y eut donc une nouvelle requête

292 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
présentée par l'Université au parle-
ment , pour demander la suppression
du bréviaire du cardinal Quignon. Le
parlement ne se hâta pas. Je vois que
plus de trois ans après , les treize &
quinze Décembre 1538 la même ma-
tière fut encore agitée dans l'Univer-
sité. Il fut dit que l'on presseroit la
décision , & que pour l'obtenir on
dresseroit un mémoire où seroient ex-
posés les griefs contre l'ouvrage , la
discussion du fond toujours réservée
aux théologiens. Il ne paroît pas que
l'affaire ait été poussée plus loin.

Projet d'une
conférence
sur la Reli-
gion entre
Mélancthon
& les do-
cteurs de Pa-
ris.

Hist. Un.
Par. T. V I.
p. 256:

D'Argentré ,
Coll. jud. de
nov. err. T. I.
p. 381-401.
& T. I I.
p. 120. 121.

Bayle, Di-
ction. art.
Mélancthon.

La Faculté de Théologie eut aussi
à donner son avis en 1535 sur un pro-
jet de conciliation , qui fut proposé
pour assoupir les querelles excitées par
le Luthéranisme. Le roi François I ,
fort attaché à l'ancienne Religion , se
trouvoit pourtant dans quelque em-
barras par rapport à la nouvelle. Les
rigueurs qu'il exerçoit sur les sectaires
de son royaume , offensoient beau-
coup les princes d'Allemagne , qui ,
pour la plupart, pensoient comme eux,
& dont pourtant il avoit grand in-
térêt de se ménager l'amitié contre
Charles V. D'ailleurs le mérite de la
littérature d'une part , & de l'autre les

douces insinuations de la reine de Navarre sa sœur, étoient de puissantes recommandations auprès de lui pour les partisans des nouvelles opinions. Toutes ces vûes l'inclinoient à souhaiter qu'il fût possible de prendre des arrangemens qui rapprochassent les esprits, & convinssent aux deux partis. Etant ainsi disposé, il prêta l'oreille à la proposition qui lui fut faite d'appeler en France Philippe Mélancthon, le plus modéré des nouveaux prédicateurs ; & d'établir des conférences entre lui & les docteurs de Paris. Cette négociation fut conduite par un gentilhomme François nommé Voré de la Fosse ; & les frères du Bellai, tant l'évêque de Paris que Guillaume de Langei, y entrèrent avec empressement. François I écrivit lui-même à Mélancthon pour l'inviter à venir à Paris, lui promettant l'accueil le plus favorable. La lettre de ce prince est du vingt-cinq Juin 1535. Il fit connoître dans le même tems ses intentions à la Faculté de Théologie, à laquelle il envoya son confesseur Guillaume Petit, évêque de Senlis, afin qu'elle choisît dix ou douze docteurs, qui conférassent & disputassent avec

294 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
Mélancthon , & ceux qui l'accompa-
gneroient.

Ce projet
échoua.

Ibid.

Ce projet éprouva de grandes diffi-
cultés de part & d'autre.

Les docteurs de Paris ne goûtoient point le dessein d'une dispute : & au lieu de faire le choix que le roi leur demandoit , par délibération du vingt Juillet ils lui envoyèrent deux députés d'entre eux , pour lui représenter les inconvéniens du plan proposé. Les principaux de ces inconvéniens qu'ils allèguent, sont l'inutilité & le danger. Inutilité , parce que les hérétiques modernes ne reconnoissent point les principes suivant lesquels l'Ecriture sainte doit être interprétée, favoir les décisions des conciles généraux , les décrets des papes , les traditions des apôtres , les usages louables de l'Eglise Catholique , & le consentement unanime des pères. Or quel moyen de ramener ceux qui nient les principes ? Le danger consiste en ce que les Catholiques foibles dans la Foi peuvent être ébranlés , ou même pervertis par les objections des hérétiques , montrées avec art & établies avec emphase. Cette façon de penser de nos docteurs est solide , & fondée sur l'ex-

périence. Jamais on n'a vû réussir ces disputes établies entre théologiens de différens partis.

Mélancthon de son côté ne put obtenir le congé de l'électeur de Saxe pour venir en France. Sa modération le rendoit suspect aux Luthériens rigides, qui craignoient qu'il ne mollît, & n'abandonnât trop de terrain aux adversaires. L'électeur prévenu par leurs discours refusa durement à Mélancthon la permission de partir. Ainsi échoua le projet de la conférence désirée par François I.

Comme néanmoins il avoit la chose à cœur, il essaya d'un autre expédient. Mélancthon avoit donné au seigneur de Langei une exposition de ses sentimens en douze * articles sur les points controversés. Le roi envoya cette exposition à la Faculté, en lui ordonnant d'en porter son jugement.

Articles de
Mélancthon
réfutés par
les docteurs
de Paris.

Ibid.

Ces articles étoient dressés avec beaucoup de sagesse : nulle aigreur, nul emportement : expressions mesurées, & qui sur certains chefs se rap-

* D'Argentré assure qu'il donne le premier au public ces douze articles de Mélancthon en entier. Cependant Bayle, art.

Mélancthon, not. F. cit. 48. les cite comme imprimés longtems auparavant.

prochoient assez de la doctrine Catholique. Mais outre qu'il s'en falloit de beaucoup qu'elles n'y fussent pleinement conformes , les docteurs de Paris remarquèrent fort bien , que les points accordés par Mélancthon étoient plutôt des tempéramens de prudence humaine , que des actes de soumission à l'autorité de la Révélation. Ainsi dans le premier article Mélancthon approuve la police ecclésiastique comme sainte & utile. Il trouve très bon qu'il y ait des évêques qui aient l'inspection sur plusieurs ministres de moindres Eglises , & que le pontife Romain préside à tous les évêques. Il juge cette forme de gouvernement si avantageuse , que si elle n'existoit pas , il est persuadé qu'on devroit l'instituer. Tout cela est bon , mais non suffisant. Il faudroit ajouter , comme l'observent les théologiens de Paris , que la hiérarchie ecclésiastique est d'institution divine , qu'elle tire son origine de Jesus-Christ , & qu'il ne dépend de la volonté d'aucun homme de l'instituer ou de la détruire.

Aux douze articles de Mélancthon nos docteurs de Paris opposèrent douze autres articles sous les mêmes titres.

& sur les mêmes matières , non en style enveloppé , rempli de mitigations , tendant à concilier des idées qui se combattent , mais d'un ton ferme , net , décidé. Ils commencent tous leurs articles par ces mots , *On doit croire fermement* : langage toujours usité dans l'Eglise , qui fait profession de captiver tout entendement sous l'obéissance de la Foi , & qui n'a jamais connu les incertitudes d'un tour de phrase ambigu , & flottant entre la raison humaine & l'autorité divine.

Le roi fut content du travail de la Faculté , & lui en témoigna sa satisfaction par des lettres , qui furent lûes le trois Novembre dans l'assemblée de cette compagnie.

La charge de conservateur apostolique , redevenue vacante au bout de deux ans & demi par la mort de l'évêque de Beauvais Charles de Villiers-Lille-Adam , fut l'occasion de grands mouvemens dans l'Université & d'une suite de procès considérables au parlement. Cette charge étoit assez importante pour piquer l'ambition des prélats qui pouvoient y prétendre : &

Election d'un conservateur apostolique. Procès. L'évêque de Meaux l'emporta.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 254-256. 271-296.

298 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
dabord les * évêques de Meaux & de
Senlis se la disputèrent par une vive
concurrence. L'Université s'étant as-
semblée le huit Octobre 1535 pour
l'élection d'un conservateur, les suf-
frages se partagèrent : la contestation
fut si animée, les clameurs si fortes,
que le Recteur eut beaucoup de peine
à parvenir à une conclusion. Enfin
après une longue & tumultueuse déli-
bération, l'évêque de Meaux l'em-
porta, & eut pour lui trois Facultés,
les Arts, le Droit, & la Médecine.
La Théologie seule se déclara pour
l'évêque de Senlis.

Celui-ci en appella au parlement.
Informations : conclusions des gens
du roi : arrêt de la cour, qui casse
l'élection, ordonne qu'il en fera fait
une nouvelle, & que ceux qui préten-
dent ou prétendront avoir droit à la
charge, attesteront par serment entre
les mains du Recteur qu'ils n'ont em-
ployé aucune brigue ni mauvaise ma-
nœuvre pour corrompre les suffrages.
Cette clause avoit été ajoutée, parce
que dans les informations les évêques
de Meaux & de Senlis étoient chargés

* L'évêque de Meaux se nommoit Jean de Butta.

comme ayant employé les brigues , les sollicitations , les promesses : & il étoit dit par le même arrêt qu'ils seroient interrogés sur ces articles. L'arrêt fixoit encore le jour de la nouvelle élection , & l'indiquoit au mercredi vingt-deux Décembre.

Dans l'intervalle se présenta un nouveau concurrent. C'étoit le cardinal de Châtillon , qui venoit d'être nommé évêque de Beauvais , & qui en cette qualité pouvoit prétendre à la charge de conservateur apostolique. Il soutenoit même que dans la circonstance actuelle il étoit seul éligible , parce que les évêques de Meaux & de Senlis s'étoient rendu suspects de brigues , & devoient sur ce reproche prêter interrogatoire. Mais il se trouvoit lui-même dans le cas d'une exclusion bien plus décidée. Il étoit absent , & retenu dans son * archevêché de Toulouse par le besoin du service du roi : ainsi il ne pouvoit pas avant le vingt-deux Décembre , satisfaire à l'obligation du serment prescrit par le dernier arrêt. Son procureur

* Il étoit ordinaire alors | chés. Le cardinal Jean de
aux grands prélats de | Lorraine en a eu dix.
posséder plusieurs évê-

300 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
assisté de son avocat Christophle de
Thou, demanda un délai au Parle-
ment, au Recteur, & il ne put l'ob-
tenir.

L'assemblée se tint donc au jour
indiqué : & conformément à une autre
disposition de l'arrêt, quatre conseil-
lers au parlement & le lieutenant cri-
minel Morin avec nombre d'archers
y assistèrent, pour y maintenir le bon
ordre & la tranquillité. De Thou se
présenta, & demanda que l'élection
fût différée jusqu'à ce que le cardinal
de Châtillon eût eu le tems ou de
venir en personne, ou de constituer
un procureur spécial pour prêter en
son nom le serment prescrit par l'ar-
rêt. Ce délai ne fut point accordé par
l'Université. Le Recteur reçut le ser-
ment des évêques de Meaux & de
Senlis, & il se préparoit à procéder
à l'élection. Mais le procureur du car-
dinal ayant interjetté appel comme
d'abus, les commissaires rompirent
l'assemblée, & vinrent rendre compte
au parlement de tout ce qui s'étoit
passé. Le parlement par un nouvel
arrêt ordonna que l'élection se feroit
le lendemain : ce qui fut exécuté,
mais non pacifiquement. Les esprits

étoient échauffés : les partis contraires combattoient avec acharnement. Celui de l'évêque de Meaux triompha une seconde fois. Ce prélat fut élu , admis au serment de bien gérer son office , & installé.

Il semble que le parlement s'étoit assez expliqué contre les prétentions du cardinal de Châtillon , en indiquant par deux fois l'élection à un jour dans lequel ce cardinal ne pouvoit avoir satisfait à une condition nécessaire pour devenir éligible. Cependant l'affaire fut suivie de sa part , & plaidée au parlement le 24 Juillet de l'année suivante 1536.

Il y avoit eu un projet de conciliation : & il paroît que le cardinal se feroit désisté , si l'évêque de Meaux eût voulu conserver la place de vice-gérent à Louis ou Gui de Montmirel , qui l'avoit exercée sous les deux conservateurs précédens. Mais le nouveau conservateur s'étoit décidé en faveur de Pierre le Clerc , qui avoit été reçu à l'Université le treize Janvier ; & il ne croyoit pas pouvoir honorablement rétracter son choix. Ainsi l'accordement avorta , & il fallut que les juges prononçassent sur le fond de l'affaire.

L'évêque de Senlis s'étoit aussi mis en cause. Mais il n'y fit pas un grand rôle : & la contestation ne roula , à proprement parler , qu'entre le cardinal & l'évêque de Meaux.

Je ne puis dire pourquoi Christophe de Thou , qui avoit agi d'abord dans cette affaire comme avocat du cardinal de Châtillon , ne plaida point pour lui. Ce fut Auberi , qui ne m'est point connu d'ailleurs. La cause de l'évêque de Meaux fut défendue par Marillac.

Auberi se fonda sur les deux moyens que présente naturellement l'exposé du fait , brigue pratiquée par l'évêque de Meaux ; inéligibilité de ce prélat & de l'évêque de Senlis , qui lors de l'élection étoient dans les liens d'un décret.

Il est inutile d'entrer ici dans le détail des réponses de Marillac. L'événement , qui seul peut nous intéresser , fut favorable à l'évêque de Meaux. Ce prélat resta en possession de l'office de conservateur , & il le garda jusqu'à sa mort , qui n'arriva qu'en 1552.

Le fait que je viens de rapporter , renferme quelques circonstances , présente quelques observations , que je

n'ai pû placer commodément dans mon récit , & dont je vais rendre compte au lecteur.

Les notaires , procureurs , & praticiens du tribunal de la conservation étoient intervenus dans la cause , tous réunis & ligüés contre le greffier de ce tribunal , qu'ils taxoient de commettre dans l'exercice de sa charge plusieurs abus , qui préjudicioient à leurs droits , & qui fouloient les parties & les consommoient en frais. Ils déclaroient avoir plusieurs fois demandé la réformation de ces abus aux conservateurs précédens, qui n'avoient pas voulu y mettre ordre , parce qu'ils étoient intéressés à les entretenir. Qu'en effet , au moyen de ces exactions , le revenu de la charge de greffier se montoit à dix-huit cens ou deux mille livres : ce qui mettoit le conservateur en état de la vendre une somme considérable , & l'engageoit à protéger celui qu'il en avoit revêtu. Que par ces raisons ils s'adressoient au parlement pour obtenir une réforme , qu'avoient refusée , & que refuseroient toujours les conservateurs. Le greffier se défendit : & je ne puis dire s'il intervint une décision d'un par-

Praticiens du
tribunal de la
conserva-
tion , ligüés
contre le
greffier.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 292-296.*

lement. Mais j'apprens par les plaidoyers des parties un fait, que je ne trouve point ailleurs. Le cardinal d'E-

Réformation
de ce tribu-
nal par le car-
dinal d'E-
stouteville.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 292-296.*

stouteville avant que de réformer l'Université, avoit commencé par réformer en 1450 le tribunal de la conservation apostolique, assisté d'un conseiller au parlement, & de l'un des avocats du roi. Cette réformation faisoit la règle du tribunal, & elle est réclamée ici comme une loi dont on ne peut s'écarter sans tomber dans l'abus.

Autres cir-
constances
dignes de re-
marque.

Les autres circonstances que j'ai à remarquer, sont intéressantes pour la discipline de la compagnie & des parties qui la composent.

p. 272.

Le Recteur rendoit la justice avec les Procureurs des Nations aux suppôts de l'Université. C'étoit une chose d'usage.

p. 274 &
281.

Nul ne devoit jouir du droit de suffrage dans la Faculté des Arts pour les élections des charges & offices, s'il n'y régentoit actuellement, ou qu'il n'eût régenté un cours en cette Faculté. L'arrêt rendu récemment sur cette matière ajoutoit un troisième cas exprimé d'une manière un peu vague, *ou qu'il ne fût des supérieures Fa-*

cultés. Les Nations de France & de Normandie ont expliqué cette clause, en exigeant de leurs suppôts qui ne sont point régens, le baccalauréat en quelqueune des Facultés supérieures. La Nation de Picardie admet les simples maîtres ès Arts, mais avec des restrictions qui les tiennent au dessous des régens & des bacheliers. La Nation d'Allemagne ne connoît point ces distinctions. Tout maître ès Arts y est reçu : mais le nombre de ses suppôts ayant droit de suffrage, est limité à 20.

Dans la Faculté de Droit, les seuls vocaux devoient être les six régens *Hist. Un. Par. T. VI. p. 274* fixés par l'arrêt dont j'ai fait mention *282.* sous l'année 1534.

Le Procureur de la Nation d'Allemagne est reconnu pour avoir voix prépondérante dans sa compagnie. Il ne jouit plus de cet avantage. *p. 255.*

Dans la Faculté de Théologie le doyen, qui étoit Robert Goulet, ayant refusé de conclure, le plus ancien docteur après lui prononça la conclusion. Tel étoit le système de liberté républicaine dans toutes les compagnies de l'Université, qui vouloient bien avoir des chefs, mais non des maîtres. *p. 273, 274.*

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 256 &
277.*

J'observe enfin que dans les assemblées générales de l'Université, la pratique abusive de compter les suffrages par le nombre des Facultés s'observoit encore, & que les Nations manquoient de l'attention convenable à réclamer contre un abus qui leur portoit un si notable préjudice.

Efforts inutiles pour introduire l'étude du Droit civil dans l'Université.

p. 255.

Le Droit civil dans ces mêmes tems - ci tentoit les voies de s'introduire à Paris, & il éprouvoit de grands obstacles. Un ancien usage & des défenses expresses l'en excluient : & ces défenses furent renouvelées par l'Université le vingt-sept Octobre 1535. Les professeurs en Droit canon osoient, c'est le terme employé dans l'acte, faire des leçons de Droit civil. L'Université leur enjoignit de s'en abstenir : & le cinq Novembre suivant ils en firent leur soumission.

p. 301.

Le motif de l'opposition que l'Université témoignoit à l'introduction de l'étude du Droit civil, étoit la crainte que cette étude, comme menant à des occupations plus lucratives, n'attirât un trop grand nombre de sujets, & qu'elle ne fît désertier les autres Facultés. Cependant il étoit bien dur que pendant l'heureux renouvel-

lement du bon goût dans tous les genres , pendant que les langues savantes & l'éloquence Latine refleurissoient dans l'Université de Paris, le Droit civil , étude si belle & si utile pour le service de la société , demeurât dans un triste oubli.

Ce sentiment exprime l'objet principal , & tout le but d'un discours qui fut prononcé dans la Faculté de Décret , en présence des commissaires nommés par le parlement pour la réformation de l'Université. L'orateur étoit Jean Cop , frère du Recteur Nicolas Cop , enveloppé d'abord dans une même disgrâce & obligé de fuir avec lui , mais rétabli ensuite par la bonté de François I. Il avoit à soutenir une thèse de jurisprudence , & il débuta par un discours oratoire , dans lequel se proposant de faire l'éloge du roi restaurateur des Lettres , il embrasse ce plan général de manière que son principal point de vûe est le rétablissement de l'étude à laquelle il s'étoit voué. Ce discours mérite d'être lû. Il est bien fait , d'une latinité pure , d'un style noble & élevé.

Discours de
Jean Cop.
Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 258-264.

Un médecin empirique , nommé Jean Thibaut , qui entreprit de pra-

Médecin em-
pirique écar-

té par la Faculté de Médecine.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 264--267.

tiquer dans Paris , donna bien de l'exercice à la Faculté de Médecine : mais elle parvint enfin à le faire interdire par le parlement. Thibaut avoit été attaché à Marguerite de Flandres, ou d'Autriche, tante paternelle de Charles V. : & après la mort de cette princesse, il disoit que sur sa réputation le roi François I l'avoit invité de venir à Paris y exercer son talent. Le fait est qu'il y vint, & qu'il commença de voir des malades. Procès aussitôt intenté, à l'empirique par les médecins de Paris, qui demandent qu'il se présente pour subir l'examen. Assigné au Châtelet, & même emprisonné, il se pourvoit au parlement, & obtient son élargissement. Mais sur la requête de la Faculté le parlement rend un arrêt provisoire, qui enjoint au médecin étranger de se faire examiner par quatre docteurs en présence de deux conseillers en la cour, & jusques-là de s'abstenir de tout exercice de la médecine.

Cet empirique se défioit apparemment de son savoir ; & au lieu de se présenter à l'examen, il trouva moyen d'obtenir des lettres de médecin du roi. La Faculté ne quitta point prise

pour cela. Elle découvrit que ces lettres n'étoient qu'une illusion , & un titre sans réalité. Le prétendu médecin du roi ne suivoit point la cour , ne sortoit point de la ville : & le roi lui-même voulut bien s'expliquer sur ce fait , & déclarer qu'il ne le tenoit point pour son médecin. Ainsi à la poursuite de la Faculté de Médecine , & sur les conclusions des gens du roi , intervint le deux Mars 1536 un second arrêt confirmatif du premier , & qui enjoignoit à l'empirique de se faire examiner dans huit jours pour tout délai. Le même arrêt défend à quiconque n'aura pas été reçu & approuvé par la Faculté de Médecine d'en pratiquer l'art dans Paris , sous peine d'une amende de cent marcs d'argent pour la première contravention , & de prison & autre amende arbitraire en cas de récidive.

L'empirique dont il s'agissoit au procès , étoit en même tems astrologue : ces deux professions vont bien ensemble. Il avoit composé , & fait imprimer un livre mêlé de Médecine & d'Astrologie , qu'il reconnoissoit ; il en désavouoit un autre qui lui étoit attribué , & qui consistoit en pronon-

310 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
fications & almanachs. Le parlement
ordonna que trois docteurs nommés
par la Faculté examineroient ces livres
en présence des deux commissaires de
la cour, qui en feroient leur rapport : &
en général il défendit à tous les sujets
du roi, dans l'étendue du ressort, de
composer ni faire imprimer, & à tous
imprimeurs & libraires, d'imprimer
ou mettre en vente aucun livre de
Médecine, qui ne fût muni de l'ap-
probation de trois docteurs en la Fa-
culté de Paris.

Il paroît par les regîtres de la Fa-
culté de Médecine, que l'arrêt fut
exécuté en ce qui regarde la censure
des livres composés par l'empirique,
ou à lui attribués. Pour ce qui regarde
sa personne, il n'en est plus guères
parlé. Je vois pourtant qu'il étoit en-
core à Paris en 1538, & qu'il tâchoit
toujours de tirer parti de l'admirable
talent de guérir les maladies par la
connoissance des astres.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 332.*

*Serment des
médecins du
roi.*

p. 265.

J'observe en passant que dans le
tems dont j'écris l'histoire, les méde-
cins du roi prêtoient serment entre
les mains du premier maître d'hôtel.
Aujourd'hui c'est le premier médecin
qui reçoit leur serment.

Je ne parlerai point ici d'un procès ^{Procès peu intéressant.} entre Jacques Spifame , alors chancelier de l'Université & conseiller au ^{Hist. Un. par. T. V. I. p. 268-271.} parlement , d'une part , & de l'autre , le doyen & la Faculté de Théologie. L'objet en est trop peu important , & ne peut intéresser que les Carmes par rapport à l'ordre qui doit être gardé entre leurs religieux destinés à entrer en licence.

Je ne m'étendrai pas davantage sur ^{p. 296-299.} une contestation que portèrent peu de tems après au parlement deux Dominicains qui se disputoient la lecture du livre des Sentences , acte par lequel , suivant que l'avocat s'exprime , on acquéroit le degré de bachelier en Théologie.

L'élection du Recteur causa un ^{Troubles à l'occasion de l'élection d'un Recteur.} grand trouble dans la Faculté des Arts le vingt-trois Juin 1536. Il fallut , ^{p. 271.} pour remettre les choses dans l'ordre , & parvenir à une élection pacifique , que quatre conseillers au parlement & le lieutenant criminel Jean Morin se transportassent à l'assemblée qui se tint le quinze Juillet suivant. Durant l'intervalle l'ancien Recteur exerça.

L'alarme fut grande dans Paris pendant la campagne de cette année ^{Faits concernant les}

Exemptions
& privilèges
de l'Univer-
sité.

p. 296.

*Hist. de Pa-
ris, T. II.
p. 1001.
1002.*

1536. Charles V étoit entré avec une armée en Provence, & dans le même tems le comte de Nassau par ses ordres fit une irruption en Picardie, prit Guise, & assiégea Péronne. L'ennemi étant si voisin, la ville de Paris crut devoir mettre ses murailles & ses fossés en état de défense : & tant pour cet objet, que pour l'entretien des troupes nouvelles qu'il fallut mettre sur pied, il se fit une levée extraordinaire de deniers. L'Université, dans un cas si pressant, prétendit néanmoins jouir de son droit d'exemption. Elle députa dans cette vûe au cardinal du Bellai, que le roi avoit établi son lieutenant général dans la ville de Paris & dans l'Isle de France : & elle obtint ce qu'elle demandoit.

A l'occasion de ce fait, je vais placer ici tout ce que me fournit le reste du règne de François I sur la matière des exemptions de l'Université.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 302.*

Dans l'année 1537 il fut question d'une décime qui se levoit sur le clergé. L'Université, pour en faire dispenser ses suppôts, s'adressa au chancelier de France, qui étoit alors Antoine du Bourg, successeur du cardinal du Prat. La réponse fut favorable,

ble , mais pourtant , à ce qu'il paroît , accompagnée de quelque restriction. Car lorsque l'on dressa le catalogue des exemts , il fut dit que l'on n'y mettroit que les noms de ceux qui faisoient fonction d'enseignement & de régence.

En 1539 les grands messagers de l'Université furent attaqués sur la jouissance de leurs droits d'exemption par rapport aux aides , & ayant reçu ordre d'exhiber leurs titres au conseil du roi , ils recoururent à l'Université , qui prit en main leur fait & cause. Elle députa en cour Jean Quintin , religieux de l'ordre de Malte , & professeur en Droit. Elle employa le crédit de Jean de Gagni ancien Recteur , alors docteur en Théologie & premier aumônier du roi. Je ne puis dire au juste ce qu'elle obtint. Le chancelier de France déclara à Quintin » que le » roy ne vouloit en sorte du monde diminuer les privilèges de l'Université , mais seulement *tollir les abus.* » Quintin répondit que l'Université ne prétendoit point soutenir ses officiers dans les abus qu'ils pourroient commettre. » Nous sommes donc d'accord » : reprit le chancelier. Néant-

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 339-342.*

p. 951.

moins je ne vois pas que l'affaire ait été terminée de ce voyage. Le procureur général de la cour des aides étoit absent , & il falloit l'entendre. Ce magistrat se plaignoit de la quantité énorme de vignes que possédoient les messagers ; ce qui , s'ils étoient exemts de payer aucun droit pour le vin de leur crû , portoit un notable préjudice aux finances du roi. L'Université eut lieu d'être satisfaite , si le succès de ce procès fut pareil à celui de l'affaire dont je vais parler , & qui est de la même année.

*Hist. Un.
Par. T. I^{er}
p. 342. 343.
Privilèges de
l'Université,
p. 118.*

A chaque nouvelle imposition qui s'ordonnoit , elle étoit obligée de défendre ses privilèges. La ville de Paris avoit obtenu du roi la permission de lever un droit d'entrée sur le pied fourché , & elle prétendoit y assujettir les principaux des collèges , par rapport à la viande qu'ils faisoient entrer pour la nourriture de leurs écoliers. Les magistrats de la ville trouvoient un fondement apparent à leur prétention dans les termes de l'édit , qui comprenoit les *corps* , *collèges* , *particuliers* , même *privilégiés*. Mais en vertu d'un ancien privilège , l'Université n'étoit soumise à aucun règlement oné-

reux , si elle n'étoit nommée expressement. C'est ce qu'elle représenta au roi , qui le dix-neuf Décembre de la même année donna des lettres interprétatives de son édit , par lesquelles les suppôts , écoliers , & officiers de l'Université , sont déclarés exemts de payer le droit dont il s'agit , pour la viande destinée à leur usage.

Une ordonnance de François I contenant le guet de Paris , publiée au mois de Janvier 1540 , opéra le renouvellement d'une scène toute pareille à celle que je viens de raconter , & avec le même succès. Cette ordonnance soumettoit les gens de métier , suivant un ancien usage , à faire le guet toutes les nuits dans la ville ; & entre ceux qu'elle exemptoit de cette obligation , elle ne nommoit par rapport à l'Université que ses bedeaux ordinaires , & ses * messagers. En conséquence les administrateurs de la police du guet se croyoient suffisamment au-

*Privilèges de
l'Université ,
p. 120.*

* Le texte ajoute *durant leurs absences* : ce qui prouve qu'il s'agit ici de ceux que nous appellons *petits messagers* , qui portoient & rapportoient les paquets , & qui par conséquent étoient souvent

obligés de s'absenter de Paris. Les *grands messagers* étoient & sont d'honnêtes bourgeois , que leur état affranchit des charges imposées aux gens de métier.

O ij

316 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 torisés à y astreindre les autres servi-
 teurs & cliens de l'Université, librair-
 es, relieurs, enlumineurs, écrivains,
 papetiers, parcheminiers. L'Univer-
 sité représenta au roi que ses charges
 & offices, au moyen de cette servitude,
 se dégradoient & s'avilissoient, &
 qu'il ne se trouveroit plus personne
 qui voulût les prendre, ce qui tourne-
 roit au grand dommage du corps. Le
 roi eut égard à ces remontrances, &
 par lettres données le cinq Juin 1543
 il exempta de l'obligation du guet tous
 les suppôts, serviteurs, & officiers de
 l'Université. Cependant lorsque ces
 lettres furent enregistrées au parle-
 ment, on excepta le cas de nécessité
 urgente.

p. 122, &
Hist. Un.
Par. T. VI.
 p. 392. 393.
 396. 398.

L'année suivante l'Université fut
 encore contrainte de solliciter, & elle
 obtint pour ses suppôts & officiers
 l'exemption de payer un droit de cinq
 sols Tournois, par chaque muid de
 vin entrant dans Paris. Le garde des
 sceaux Matthieu de Longuejume, &
 le cardinal du Bellai l'avoient aidée
 de leur crédit dans cette affaire : &
 elle leur témoigna sa reconnoissance
 en ordonnant qu'on leur offriroit des
 présens convenables à la simplicité

académique , des gands , & un cierge à la Chandeleur. Cette délibération n'étoit pas l'effet de la seule reconnoissance. L'Université avoit encore besoin de leur protection pour vaincre la résistance de la cour des aides , qui refusoit d'enregîtrer les lettres du roi. Je ne puis dire ce qui en arriva.

Je n'ai point fait mention d'un prêt ou don gratuit que le roi se faisoit payer par le clergé en 1541 , ni des mouvemens que se donna l'Université pour en dispenser ses suppôts bénéficiers , parce que le fait n'est qu'indiqué par Duboullai , sans que l'on en voie l'événement. Nous sommes mieux instruits d'une affaire dans laquelle l'Université se trouva en quelque façon commise avec tous les cardinaux du royaume , & obtint néanmoins que ses privilèges , blessés par le crédit de ces éminens prélats , triomphassent d'une si redoutable attaque.

Les cardinaux avoient fait attribuer au grand conseil , par une déclaration du roi , la connoissance de tous les procès concernant les bénéfices qui étoient à leur nomination , présentation , ou collation , dans le royaume.

O iij

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 373. 374.*

*p. 385--387.
Privilèges de
l'Université ,
p. 37--39.*

Comme les cardinaux , alors ainſi qu'aujourd'hui , poſſédoient les plus grands bénéfices , & les plus riches en collations , & que même ſous François I leur nombre étoit beaucoup plus grand en France , qu'il ne l'eſt maintenant ; on conçoit tout d'un coup quelle brèche l'indult qui leur avoit été accordé , faiſoit à l'ancien privilège ſuivant lequel les ſuppôts de l'Université avoient toutes leurs cauſes commiſes devant leurs conſervateurs. L'inconvénient devenoit d'autant plus fâcheux , que le grand conſeil n'étoit pas encore fixé à Paris , mais ſuivoit la cour : enſorte que les ſuppôts de l'Université qui avoient des procès à raiſon de bénéfices dépendans des cardinaux , ſe feroient vû obligés de ſe transporter ſouvent de lieu en lieu , & d'interrompre par conſéquent leurs études , lectures , régenceſ , & prédications.

L'Université grièvement léeſée ſ'adreſſa d'abord au parlement , & recommanda ſes intérêts aux chambres aſſemblées. N'ayant pas réuſſi par cette voie , elle recourut au garde des ſceaux François Errault ſeigneur de Chemans , ſur la bienveillance duquel elle

comptoit beaucoup. Ce magistrat reçut favorablement sa requête , & il n'eut pas de peine à la faire agréer au roi , qui , suivant qu'il s'en explique lui-même , souhaitoit non seulement le maintien & la conservation de l'Université dans l'état florissant où il la voyoit , mais l'augmentation & l'accroissement de sa splendeur. Il donna donc ses lettres du 19 Décembre 1543, par lesquelles il assûre aux sup-
pôts , officiers , & serviteurs de l'Université la jouissance de leurs anciens privilèges , & conséquemment les excepte & exemte de l'assujettissement à l'indult récemment accordé aux cardinaux.

Ces lettres devoient être enregistrées au grand conseil : & lorsqu'elles y furent présentées , l'avocat du roi Arrestac requit que les cardinaux fussent appelés & ouïs. Mais le grand conseil passa outre , & procéda à l'enregistrement , laissant seulement aux cardinaux la liberté de se pourvoir par opposition. Le droit de l'Université contre la prétention des cardinaux , *Défens. de l'Université , & du collège du Mans.* a été encore confirmé depuis par un arrêt du conseil d'Etat du vingt-neuf^r. 9.
Novembre 1612.

Je reviens à la suite des faits en l'année 1537.

Élection
d'un greffier.

Hist. Un.
Par. T. VI
p. 302, &
T. III
p. 587.

Le six Juin la charge de greffier de l'Université étoit vacante par la mort de Simon le Roux , & la compagnie s'assembla aux Maturins pour lui nommer un successeur. Le syndic Arnoul Monart se mit sur les rangs , préférant l'utile à l'honorable. Car la charge dont il jouissoit, est la première en dignité : elle donne aux talens plus d'occasions de s'exercer & de briller : mais elle ne produit qu'un très petit revenu. Un autre candidat se présenta, Antoine Guibert , ci-devant écrivain de l'Université , ensuite professeur dans la Faculté des Arts , & actuellement marié. Les deux Facultés de Théologie & de Médecine nommèrent Monart. Celles de Décret & des Arts se déclarèrent pour Guibert : & le Recteur conclut pour ce dernier parti , qui avoit la pluralité. Néanmoins l'affaire ne fut pas en ce jour entièrement terminée. Je vois qu'il fut question d'assurer à Guibert la possession de sa charge dans les assemblées des vingt Juin , onze & vingt-sept Août , & premier Septembre. Il vainquit enfin toutes les difficultés , & reconnu

unanimement pour greffier de l'Université, il fut reçu le vingt Septembre greffier de la Faculté des Arts.

Le Recteur Nicolas de Brix, élu le vingt-trois Juin, indiqua au commencement de son trimestre une procession solennelle pour demander à Dieu l'heureux succès des armes du roi, qui étoit toujours obligé de soutenir la guerre contre Charles V. Nos registres observent qu'à la tête de cette procession marchèrent deux cens jeunes écoliers de l'Université, choisis entre tous, bien & élégamment vêtus, & portant chacun à la main un cierge allumé.

Procession de l'Université.

Hist. Un. Par. T. VI, p. 302.

Le doctorat en Théologie a toujours été l'objet de l'ambition des religieux Mendians : & la Faculté de son côté, depuis qu'elle a été forcée de les admettre, a veillé constamment à se préserver de leur domination, & à empêcher qu'ils ne l'inondassent par leur multitude. Le nombre de ceux qui pouvoient entrer dans chaque licence, étoit fixé par un ancien usage : deux de chacun des Ordres des Carmes, Augustins, & frères Mineurs; quatre de celui des frères Prêcheurs. Néanmoins au préjudice de ce règlement

Fermeté de la Faculté de Théologie, pour maintenir sa discipline à l'égard des Mendians.

p. 303.

un Jacobin entreprit de se faire recevoir en licence comme surnuméraire., & il obtint à cet effet des lettres de recommandation du chancelier de France Antoine du Bourg à la Faculté de Théologie, à qui elles furent rendues le vingt Août 1537. La Faculté reçut avec respect la recommandation du chancelier, mais elle ne crut pas devoir y déférer, & elle chargea un de ses docteurs de l'excuser auprès de ce premier & suprême magistrat. La lettre qui fut écrite en conséquence au nom de la Faculté, est d'une latinité élégante. Elle ne contient que des protestations de dévouement & des excuses générales : & le porteur étoit chargé d'exposer en détail au chancelier les inconvéniens qui suivroient, si la Faculté se relâchoit de l'exactitude de sa discipline. Elle fit plus. Pour se prémunir contre de pareilles sollicitations à l'avenir, elle obtint du roi une lettre de cachet à elle adressée, qui lui ordonnoit de s'en tenir à l'ancienne limitation du nombre des Mendians qui devoient être reçus dans chaque licence. On retrouvera dans la suite plus d'un exemple éclatant de sa fermeté à cet égard.

Nous avons vû comment le médecin astrologue Jean Thibaut avoit été réduit par la Faculté de Médecine , & obligé de s'abstenir de l'exercice d'un art qu'il déshonoroit par la charlatanerie. Ce mauvais succès n'empêcha pas qu'il ne trouvât un imitateur, mais qui pour réussir prit une route un peu différente. Un nommé * Villanovanus , soit qu'il fût infatué de l'Astrologie judiciaire , ou qu'il s'en servît comme d'un moyen propre à abuser les esprits crédules , la mêloit avec la Médecine ; & prévoyant les obstacles que lui opposeroient les médecins de Paris , s'il entreprenoit de pratiquer indépendamment d'eux , il se fit leur écolier. A l'abri de ce titre , il crut pouvoir impunément faire des leçons publiques & privées d'Astrologie judiciaire ; & il rendoit cette prétendue science plus intéressante pour ses auditeurs & plus profitable pour lui , en la préconisant comme modératrice de la Médecine , & en soutenant hautement que sans la connoissance des astres un médecin

Astrologue réprimé par la Faculté de Médecine & par l'Université.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 312 & 331-334.

* Son nom étoit sans doute de *Villeneuve*. Mais il est toujours nommé *Villanovanus* dans les actes même François produits par Duboullai.

ne pouvoit être qu'un ignorant. La Faculté fut scandalisée de cette étrange doctrine : plusieurs de ses suppôts en firent des reproches à Villanovanus : le doyen l'avertit d'autorité de s'en désister. Mais l'écolier prétendoit en savoir plus que ses maîtres : & loin d'acquiescer à leurs remontrances , il composa contre eux un libelle , qu'il intitula son apologie , & dans lequel il s'exprimoit très injurieusement contre les médecins , qu'il traitoit de pestes publiques. Dans cet écrit il avoit inferé des prédictions de pure Astrologie judiciaire. Annonçant une éclipse de Mars par la Lune près de l'étoile que l'on appelle le cœur du lion , il prédisoit conséquemment des guerres, une augmentation d'animosité dans les cœurs des princes , & d'autres fléaux pour l'Eglise & pour l'Etat.

Ce libelle courut par les mains de quelques personnes , avant que d'être imprimé. La Faculté de Médecine n'en eut pas plutôt connoissance , qu'elle présenta requête au parlement , pour en empêcher la publication. Peu de jours après , c'est - à - dire le quatre Mars 1538 , elle s'adressa encore à l'Université assemblée , & représenta

par l'organe de son doyen, que les médecins n'étoient pas seuls blessés par l'écrit dont elle se plaignoit. Que l'Astrologie judiciaire, dont il étoit infecté, avoit toujours été condamnée par les loix divines & humaines, par le consentement des pères, par l'autorité de l'Eglise. Qu'il ne convenoit donc nullement à l'Université de souffrir que cette doctrine pernicieuse se répandît, & s'enseignât au milieu d'elle. Que par ces motifs la Faculté demandoit l'adjonction de l'Université dans l'action intentée devant le parlement contre l'auteur du libelle; & qu'elle la supplioit de plus de défendre à Villanovanus de tenir & d'enseigner les principes de l'Astrologie judiciaire, & au libraire qui faisoit actuellement imprimer l'ouvrage, de l'exposer en vente durant le cours du procès, vû que par arrêt du parlement il étoit ordonné qu'aucun livre concernant la Médecine ne parût dans le public, s'il n'étoit approuvé par la Faculté. L'Université adjugea au doyen de Médecine ses conclusions, & elle fit au libraire les défenses dont elle avoit été requise. Mais ces défenses vinrent trop tard. Villanovanus étoit

un homme adroit. Il avoit hâté vivement l'impression de son écrit : & déjà un grand nombre d'exemplaires en étoient distribués dans le public. Ainsi il ne restoit qu'à poursuivre l'affaire au parlement.

Elle ne fut jugée que l'année suivante. Seguier plaida pour l'Université : un le Fèvre que je ne connois point , pour la Faculté de Médecine ; & Marillac pour l'auteur de l'apologie. La défense de Villanovanus fut écoutée. Il employa tous les moyens que pouvoit lui fournir sa cause. Mais comme il en sentoît bien le vice , il déclara qu'il se soumettoit au jugement du parlement & des théologiens ;
 » & que s'il étoit trouvé par ce juge-
 » ment qu'il eût mal parlé , il étoit
 » content d'être amendé. »

Cette modération lui procura une condamnation moins sévère. La Faculté demandoit que l'apologie de Villanovanus fût lacérée en présence de l'auteur. Le parlement lui enjoignit seulement de retirer soit des mains des libraires & imprimeurs , soit de celles des particuliers , tous les exemplaires de son écrit, & de les apporter au greffe , afin qu'il en fût ordonné ce

qui seroit convenable. Du reste , en lui prescrivant le respect & l'obéissance envers les docteurs de la Faculté de Médecine , ainsi qu'un écolier y est obligé à l'égard de ses maîtres , le parlement enjoint aussi aux docteurs de la Faculté *de traiter doucement & amiablement ledit Villanovanus , comme les parens leurs enfans*. Pour ce qui regarde l'astrologie , l'arrêt distingue la partie de cet art qui se renferme dans la prédiction des effets naturels , & celle qui se hazarde à donner des pronostications sur les événemens particuliers ou publics de la vie humaine. Il permet la première , condamne la seconde , & défend qu'aucuns livres concernant l'astrologie soient imprimés, qui n'aient été examinés par deux docteurs , l'un en Théologie , l'autre en Médecine.

Il se commettoit bien des abus dans la fabrique & la distribution du papier, matière de tout tems soumise à la juridiction de l'Université. Sept manufacturiers , dont trois dans la ville de Troyes , deux à Corbeil , deux à Essone , devoient lui fournir tout le papier nécessaire à ses usages , soit pour imprimer , soit pour écrire : &

Papetiers.

Hist. Un.

Par. T. VI.

p. 313--324.

328 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 quatre marchands papetiers établis à Paris avoient l'inspection sur ce papier , étoient chargés de le visiter , & de ne permettre le débit que de celui qu'ils trouveroient bien & loyalement fabriqué. Ces fabriquans & marchands étoient suppôts de l'Université, jouissant de ses privilèges , & justiciables de son tribunal. Elle voulut donc prendre connoissance des abus qui s'introduisoient dans ce commerce. Mais sur quelques incidens furent interjetés par les papetiers des appels au parlement , qui retint la cause , & la jugea au fond par plusieurs arrêts de réglemeut. Le premier est du dix-huit Mars 1538 , & le dernier , du quinze Décembre 1544. Ils sont rapportés tout au long par Duboullai. J'en extrairai un seul fait qui appartient à mon plan.

*Hist. Un.
 Par. T. VI.
 p. 314. 318.*

Un des papetiers cités à l'Université , assistant au réquisitoire que faisoit le syndic en Latin , éleva la voix , & dit : » Parlez , parlez bon François , » & je vous répondrai. » Le doyen de Médecine , choqué de ce propos insolent , demanda que celui qui l'avoit tenu , fût condamné sur le champ à réparer publiquement son manque de

respect : ce qui fut ordonné par toutes les Facultés & Nations. Le parlement, en prononçant sur l'appel du papetier, le dispensa de la réparation : mais il lui enjoignit d'user dorénavant envers *sa mère* l'Université, à laquelle il étoit soumis par son serment, *de paroles humbles & honnêtes*, & lui défendit d'user *de paroles arrogantes, insolentes, & désobéissantes*.

J'observe de plus, à l'occasion de l'affaire des papetiers, que l'imprimerie & librairie de Paris, quoiqu'encore assez récente, étoit sur un très bon pied. Guillaume Godard & Guillaume Merlin, imprimeurs, font plaider par leur avocat Boucherat, qu'ils travaillent ordinairement à treize ou quatorze presses, qu'ils employent deux cens cinquante ouvriers, & qu'il leur faut par semaine près de deux cens rames * de papier. Je ne crois pas qu'il y ait actuellement à Paris aucun imprimeur de cette force. Il est vrai que le nombre en est plus grand.

Le dix-sept Juin 1538 fut enfin décidé par arrêt du parlement le grand différend qui régnoit depuis cinquante

* La rame de papier contient vingt mains ou cinq cens feuilles.

*Hist. Un.
Par. T. V I.
p. 321.*

*Fin du procès
entre la Fa-
culté de Dé-
cret & les
trois autres ;
au sujet des
nominations
aux bénéfi-
ces.*

p. 324--325.

330 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 ans entre la Faculté de Décret & les
 trois autres, au sujet des nominations
 de l'Université aux bénéfices. J'ai déjà
 touché quelques mots en passant de
 cette querelle : mais je me suis réservé
 à l'expliquer ici à fond, & à exposer
 les intérêts contraires qu'y avoient
 les compagnies contendantes. Pour
 cela il me faut rendre compte d'un
 usage qui n'est presque plus connu
 parmi nous, donner la définition de
 ce que l'on entendoit par gradués sim-
 ples & gradués nommés, & assigner
 la différence des prérogatives assignées
 aux uns & aux autres par la Pragma-
 tique & le Concordat.

Gradués sim-
 ples & gra-
 dués nom-
 més.

*Expectat. des
 gradués, par
 M. Fiales,
 T. I. c. 4.*

Les nominations des Universités aux
 bénéfices ecclésiastiques sont plus an-
 ciennes, comme on l'a vû, que ces
 deux loix. Elles consistoient en des
 Rôlles dressés par les Universités de
 ceux de leurs suppôts qu'elles jugeoient
 devoir être pourvûs de bénéfices. Ces
 nominations étoient envoyées dans
 l'origine au pape, & dans la suite aux
 collateurs, que l'on supplioit de placer
 ceux dont les noms étoient inscrits sur
 le Rôle. La Pragmatique sanction,
 en affectant, suivant un usage déjà
 ancien, le tiers des bénéfices au corps

des gradués , c'est-à-dire de ceux qui avoient pris des degrés dans les Universités , & qui y étoient reçûs maîtres ès Arts , ou bacheliers , licenciés , docteurs en quelque des Facultés supérieures , voulut que les deux tiers de ce tiers fussent conférés à ceux qui étoient compris dans les Rôlles des Universités , laissant aux collateurs la disposition libre de l'autre tiers en faveur de quiconque étoit gradué , soit que son nom se trouvât sur le Rôle ou qu'il n'y parût pas.

Voilà la distinction du gradué simple & du gradué nommé. Le gradué simple est celui qui n'a que ses lettres de tems d'études & du degré qu'il a acquis. Le gradué nommé ajoute à ces titres l'avantage d'être présenté par son Université au collateur , ou inscrit sur le Rôle. On voit encore parfaitement quelle supériorité avoient les gradués nommés sur les gradués simples , puisque dans la totalité des bénéfices affectés aux Universités , ils avoient un droit exclusif pour les deux tiers , & qu'ils concouroient avec les gradués simples pour le tiers restant.

Le Concordat n'apporta qu'un léger changement à cet égard. Des quatre

mois qu'il attribua aux Universités pour leur portion dans les bénéfices, il en assigna deux aux gradués nommés, Janvier & Juillet, permettant aux collateurs dans les mois d'Avril & d'Octobre le choix entre tous les gradués, tant simples que nommés.

Tout cela posé, on voit que les nominations des Universités ont dans tous les tems donné de grands avantages; & l'on conçoit par conséquent quel motif portoit la Faculté de Décret à vouloir multiplier ses nominations, & quel intérêt les autres Facultés avoient à l'en empêcher.

La Faculté
de Décret
affranchit ses
gradués de
l'obligation
de la maîtrise
ès - Arts.

Hist. Un.
Par. T. V.
p. 775. 776.
777. 778.
780. 793.
795. 810.

La querelle à ce sujet dura, comme je l'ai dit, cinquante ans. En 1487 les docteurs en Décret entreprirent de donner des nominations à leurs bacheliers & licenciés, sans exiger d'eux le degré de maître ès Arts. Ils trouvèrent de l'opposition : & cette opposition étoit fondée en raison. Il est de principe que l'étude des Arts, c'est-à-dire, de la Grammaire, de la Rhétorique, & des différentes parties de la Philosophie, est une introduction nécessaire aux sciences supérieures. Il est donc bien convenable, que quiconque veut acquérir un titre & des

droits dans la société civile & ecclésiastique par la voie des études , soit obligé de faire preuve de ses progrès dans des connoissances qui servent de base à toutes les autres. D'ailleurs la discipline des Facultés de Médecine & de Théologie , qui exigent la maîtrise ès Arts de quiconque veut acquérir leurs degrés , étoit un préjugé entre la prétention de celle de Décret. Cependant elle triompha. L'usage, ou plutôt l'abus s'est établi , que l'on peut prendre des degrés en Droit , & conséquemment obtenir à ce titre des lettres de nomination , sans être maître ès Arts.

Cette liberté , qui facilite l'entrée dans la Faculté de Décret , & lui donne moyen d'augmenter le nombre de ses suppôts , fut une occasion pour elle d'aller en avant , & de vouloir augmenter pareillement le nombre de ses nominations. J'ai marqué en 1507 l'époque de cette seconde entreprise , qui étoit une suite de la première. Elle fut poussée , & devint un procès en règle l'an 1534. Après plusieurs débats , délibérations , conférences , arrêts interlocutoires , enfin en 1538 intervint un arrêt définitif, donné du

Elle augmente le nombre de ses nominations aux bénéfices.

Hist. Un. Par. T. VI.
p. 39. 250,
253. 254.
299-302.
304-311.
324-328.

334 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
consentement de toutes les parties,
qui fixa à quarante le nombre de ceux
que la Faculté de Décret pouvoit pré-
senter chaque année à l'Université pour
être inscrits sur le Rôle des nomina-
tions.

Reproches
contre la Fa-
culté de Dé-
cret.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 304. 305.
306. 310.
326.

Durant le cours du procès cette Fa-
culté se fit dire par les autres bien des
choses dures. On lui reprocha sa nou-
veauté : on lui soutint qu'elle étoit
la dernière agrégée au corps de l'U-
niversité, & la moins nécessaire ; &
que pendant soixante ou quatre-vingts
ans elle n'avoit eu aucune nomina-
tion. Elle se conduisit fort prudem-
ment par rapport à tous ces reproches.
Elle n'y répondit rien : elle suivit son
objet : & elle emporta ce qu'elle avoit
désiré , puisqu'elle augmenta le nom-
bre de ses nominations de dix-huit à
quarante.

Eloges &
prérogatives
de la Faculté
des Arts.

p. 305. 306.
307. 308.
310. 311.
326. 327.

Pour ce qui est de la Faculté des
Arts , elle est traitée dans les pièces
produites au procès avec une distin-
ction singulière. On y dit qu'elle est
la première de toutes , établie avant
les autres , la plus grande & la prin-
cipale partie de l'Université , qui
consiste essentiellement en elle. On y
vante le grand nombre de ses régens,

répandus dans tant de collèges. On la qualifie la première source & la mère des autres sciences. Et ce n'est pas elle seule qui se glorifie de ces belles prérogatives. Les Facultés de Théologie & de Médecine attestent en conformité que l'Université a été premièrement fondée dans la Faculté des Arts ; & la Faculté de Théologie se croit suffisamment honorée de passer pour être de l'ancienne *augmentation* de l'Université. C'est bien là notre système , que les Nations sont l'ancienne Université , & que d'elles sont sorties toutes les Facultés. En conséquence de tant de titres de préférence , la Faculté des Arts est déclarée ne devoir être sujette à aucune limitation dans le nombre de ses nominations aux bénéfices.

Ainsi se termina ce grand procès , qui avoit remué puissamment les esprits. On a trouvé depuis un autre secret pour étouffer totalement de pareilles disputes. On accorde des lettres de nomination à quiconque en demande étant dûement qualifié suivant les dispositions du Concordat. Je ne fais si cette nouveauté n'a pas beaucoup nui aux gradués nommés. Le

Changement dans l'ancien usage des nominations, & ses suites.

nombre en est devenu effrené : & la considération pour eux n'est plus la même, que lorsqu'ils étoient l'élite de l'Université.

Par là aussi a péri, du moins quant à l'usage, la distinction de gradué simple & de gradué nommé. Personne ne reste que volontairement dans l'état de gradué simple : & tous ceux qui prétendent aux bénéfices, se procurent l'avantage, qui leur coûte si peu, des lettres de nomination.

Cette même cause a fait tomber les Rôlles. Il est devenu inutile d'en dresser depuis qu'il n'y a plus de choix, & que les lettres de nomination ne peuvent être refusées à tout gradué qui les sollicite. Ainsi le Rôle n'est plus qu'un cérémonial qui s'observe en pure perte, & qui ne sert qu'à conserver le souvenir de l'ancien usage.

Procès entre
le premier
bedeau de la
Nation de
France, & le
greffier de
l'Université.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 328. 329.

On a vû que l'Université a été plusieurs fois obligée de réprimer l'avidité & l'audace de ses bedeaux, qui vouloient donner la loi à leurs supérieurs. Le cas arriva encore en 1537, par rapport à un objet important, & avec des circonstances remarquables. Méresse premier bedeau de la Nation de France osa contester au greffier de l'Uni-

l'Université le droit d'expédier les lettres de maître ès Arts, & celles du tems d'études. Le greffier avoit pour lui le titre & la possession : & Méresse ne pouvoit alléguer que l'exemple des trois Facultés supérieures, dans lesquelles le premier bédeau fait en même tems fonction de greffier. Mais s'il étoit foible en moyens, il étoit puissant en cabale & en intrigues : & quoique sa prétention eût été rejetée par une délibération des députés de l'Université le vingt-cinq Novembre 1537, dans l'assemblée générale qui se tint le trente Mars 1538 la Faculté des Arts prit un parti mitoyen, qui laissoit en souffrance les droits du greffier. Les trois autres Facultés se déclarèrent hautement pour lui, & la conclusion passa selon leur avis.

Procès au parlement. Pierre Séguier plaida pour l'Université contre Méresse : & quoiqu'il pût trancher tout d'un coup l'affaire, en alléguant simplement que les prédécesseurs de Guibert, dans la charge de greffier de l'Université, avoient toujours joui du droit qu'on s'avisait de lui disputer, & que le même Guibert étoit dûement qualifié pour expédier les actes dont il

338 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
s'agissoit , puisqu'il réunissoit , suivant
l'ancien usage , les deux charges de
greffier de l'Université, & de greffier de
la Faculté des Arts : l'avocat entra dans
la discussion du fond , & il réfuta l'in-
duction que Méresse prétendoit tirer
de l'exemple de ce qui se pratiquoit
dans les Facultés supérieures. Il ob-
serva que les actes de ces Facultés ne
sont intitulés que du nom du *Doyen &
de la Faculté* qui les accorde ; au lieu
que les lettres de maître ès Arts por-
tent le nom des *Recteur & Université* ,
& celles du tems d'étude le nom des
Recteur & Faculté des Arts : d'où il
s'ensuit évidemment qu'elles appar-
tiennent les unes & les autres au mi-
nistère du greffier de l'Université & de
la Faculté des Arts. Il remarqua de
plus que tout l'avantage que Méresse
pourroit prétendre en vertu de la fon-
ction qu'exercent ses confrères dans
les Facultés dont ils sont premiers ap-
pariteurs , seroit d'être le greffier de
la Nation de France , & non de la Fa-
culté des Arts , dont il n'est point of-
ficier. Sur ce plaidoyer le parlement
donna un arrêt provisoire en faveur de
Guibert le treize Août 1538 , & le
premier Février suivant intervint ar-

rêt définitif , qui confirmoit le précédent.

Le Rôle s'ouvrit en 1538 le vingt-deux Décembre , le lendemain de la fête de S. Thomas , jour fixé alors par l'usage pour cette opération.

Rôle pour les bénéfices.

Hist. Un. Par. T. VI.

p. 330.

Je remarque sur ce fait deux choses : l'une , que le syndic demanda que dans la confection du Rôle on n'eût aucun égard aux absens , & que l'on conservât la préférence qui est dûe à ceux qui résident , & qui , dans l'exercice de la régence , portent le poids du jour & de la chaleur. Il n'est point dit que l'on ait admis ce réquisitoire , qui étoit pourtant sensé & bien entendu. La mauvaise coutume & les intérêts particuliers l'emportèrent apparemment.

Ma seconde observation est que le Recteur sous lequel le Rôle se fermoit , y jouissoit d'un avantage considérable. L'Université lui donnoit quatre nominations , ou présentations à différens collateurs : & les autres sup-pôts n'en pouvoient avoir que deux. Je m'étonne qu'il ne reste que le souvenir de cette pratique ancienne , & que les Recteurs ne se soient pas conservé quelque prérogative , quelque

340 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
titre de préférence dans les nominations aux bénéfices.

Jeux de la fête des Rois.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 330.

Cierges de la Chandeleur,

Ibid.

La même assemblée du vingt-deux Décembre interdit les divertissemens indécens de la fête des Rois.

Le onze Janvier 1539 les députés de l'Université prirent des arrangements pour la distribution & présentation des cierges à la fête de la Chandeleur.

Jacques de Govéa Recteur. Autres illustres de ce nom.

Ibid. &
p. 919. 920.
p. 43.

Liv. 38.

viz. Euchar.

Le Recteur qui présida aux assemblées dont je viens de parler , étoit Jacques de Govéa, Portugais d'origine, homme de mérite , & qui portoit un nom célèbre alors dans l'Université & dans les Lettres. Duboullai cite plusieurs sujets de ce nom de Govéa, qui se trouvent inscrits sur les regîtres & dans les fastes de l'Université , soit comme maîtres , soit comme disciples , depuis l'an 1522. Le plus illustre est Antoine de Govéa , poete , philosophe , & jurisconsulte , dont M. de Thou a inferé dans son histoire un très grand éloge. Je ne dois pas aussi omettre André de Govéa , qui fit fleurir les études des belles Lettres à Bordeaux ; & qui ayant été appelé par le roi de Portugal Jean III , son souverain naturel , à Conimbre , pour

y instituer & diriger une Université naissante , y mena avec lui Buchanan , qu'il avoit déjà attiré dans son collège de Bordeaux. Le Recteur Jacques de Govéa , qui m'a donné lieu de faire mention des autres savans du même nom , étoit en 1538 principal du collège de sainte Barbe , ou au moins associé dans l'exercice de cette charge à un autre Jacques de Govéa son oncle , docteur en Théologie , qui gouvernoit ce même collège , dès le tems où S. Ignace de Loyola y faisoit ses études. Il paroît que ce Recteur aimoit la règle & le bon ordre. Il proposa dans une assemblée des députés de l'Université le vingt-&-un Mars 1539 divers articles de réforme sur des objets intéressans.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 942.*

*Projet de ré-
formation en
plusieurs ar-
ticles.
p. 334. 335.*

Les progrès des étudians en Philosophie souffroient de jour en jour une diminution notable , dont on attribuoit la cause premièrement à la longueur du cours , qui étoit de trois ans & demi , & en second lieu aux frais onéreux des actes qu'il falloit soutenir , pour acquérir le degré de maître ès Arts. Dans le dessein de remédier à ces inconvéniens , Govéa vouloit que l'on commençât par abréger la durée

342 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
du cours. Mais cette proposition ,
mise ici en avant pour la première fois
dans l'Université , n'eut son effet que
longtems après. La modération des
frais devoit être plus aisée à obtenir :
& l'on y est venu par degrés. Au-
jourd'hui la dépense de la maîtrise ès
Arts est extrêmement modique. Mais
on n'a procuré ce soulagement aux
étudiants qu'aux dépens de la discipli-
ne , & en diminuant le nombre & la
célébrité des actes probatoires.

D'autres articles de la réforme pro-
jettée par Govéa regardoient les ma-
nières de s'habiller peu séantes à la
gravité de l'état , le port d'armes , les
fêtes tumultueuses , & dans lesquelles
les régens sortant en campagne à la
tête d'une bande d'écoliers s'y don-
noient souvent bien des licences. Ces
écoliers portoient barbe , & plusieurs
la laissoient croître : ce qui est im-
prouvé par le Recteur comme une
affectation de vanité & d'orgueil. Il
demandoit même qu'ils marchassent
suivant l'ancienne méthode , ferrés de
ceintures par-dessus leurs habits , en
signe de modestie & d'humilité.

Govéa porta aussi son attention sur
les regîtres , qui étoient mal tenus ,

négligés , déchirés en plusieurs endroits : & il fouhaitoit que l'on mît ordre à cet abus très nuisible aux affaires de la compagnie.

Il demanda enfin que les articles de réforme qu'il présentoit sur ces différens objets , fussent communiqués à des commissaires de l'Université , qui en feroient leur rapport pour parvenir à dresser un règlement , que l'on suppleroit ensuite le parlement de munir de son autorité.

De tels projets font honneur aux bonnes intentions de ceux qui s'en occupent. Mais ils sont bien plus faciles à former qu'à exécuter. J'aurai soin de remarquer , à mesure que l'occasion s'en présentera , les suites de celui ci.

Dans la même assemblée du vingt-
&-un Mars 1539 , il fut proposé de
vendre le petit Pré aux Clercs. Cette
idée n'étoit pas nouvelle : il en avoit
déjà été question six ans auparavant.
Ici elle eut son effet , comme je le
dirai bientôt.

On propose
de vendre le
petit Pré aux
Clercs.

*Hist. Un
Par. T. VI.
p. 335.*

Le successeur de Govéa fut Nicolas
Godefroi , qui est beaucoup loué dans
nos regîtres. Le nouveau Recteur en-
trant dans les vûes de réforme de
celui qui l'avoit précédé , prit des me-

Fête du Mai
prohibée.
p. 335. 336.

tures dès le commencement de son rectorat , pour détruire un abus condamnable en soi & funeste par ses suites. Dans les jours qui précèdent le premier Mai , la jeunesse académique se répandoit dans les campagnes pour enlever de grosses branches d'arbres , que l'on rapportoit en pompe , sans doute à dessein de les planter , suivant un ancien usage qui se pratique encore aujourd'hui en plusieurs lieux , devant les portes de ceux qu'elle prétendoit honorer. Il est aisé de concevoir que de ces courses bruyantes de jeunes gens attroupés en grand nombre , & la plupart armés , il naissoit souvent des querelles violentes. Il s'étoit même livré quelquefois des combats en forme de nation à nation , où il y avoit eu bien du sang répandu. Le Recteur Godefroi , en vertu d'une délibération de l'Université , donna le vingt-huit Avril un mandement qui défendoit aux écoliers les courses de la fête du premier Mai , sous peine de privation de tous les droits académiques. Ce mandement est d'une bonne latinité , & il s'éloigne du style barbare qui régnoit encore alors dans la plupart des conclusions que l'on portoit sur nos registres.

Ce même Recteur tint la main à ce que la visite du parchemin à la foire du Lendit fût faite plus exactement que par le passé. Il y étoit intéressé d'une façon spéciale, pour lui-même & pour la Faculté des Arts. Car le droit que chaque botte de parchemin doit à l'Université, est attribué de tout tems aux Recteurs, & fait même, comme je l'ai dit ailleurs, leur seul revenu fixe ; & en conséquence les Facultés supérieures regardoient les affaires qui concernoient le parchemin comme intéressant proprement la Faculté des Arts, & vouloient que s'il survenoit quelque procès à ce sujet, les nations seules en portaissent les frais. Les quatre parcheminiers jurés de l'Université étoient chargés de faire la visite dont il s'agit, & ils devoient aller dans toutes les maisons de la ville de S. Denys, pour examiner si l'on n'y cachoit point en fraude le parchemin, en vûe de frustrer le Recteur & l'Université de leurs droits. Mais ils s'acquittoient négligemment de cette commission. De tout tems la communauté des parcheminiers s'est plutôt conduite en ennemie, qu'en fidèle cliente de l'Université. C'est de

Parcheminiers. Lendit.

p. 336. 339.

Privilèges de l'Université, p. 206-210.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 233. 233a 330.

quoi ils avoient donné des preuves récentes dans les années 1531 & 1535.

En 1538 les quatre jurés ayant fait une première visite avec peu de soin ; suivant leur coutume , le Recteur & les Députés qui s'étoient transportés avec lui sur les lieux , en avoient ordonné une seconde , dans laquelle Verforis avocat de l'Université & le greffier accompagnèrent les jurés , & visitèrent quatorze maisons de saint Denys , qui sont nommées dans le procès verbal. Il fut ordonné de plus que la visite se continueroit chaque jour , tant que la foire durerait.

Il fallut répéter la même scène en 1539. Le Recteur Nicolas Godefroi étant venu à S. Denys le neuf Juin , trouva même négligence dans les jurés parcheminiers , & leur fit les mêmes injonctions , mais en y ajoutant des menaces de les condamner , s'ils ne se corrigeoient , à une amende arbitraire , & de commettre d'autres parcheminiers qui feroient la visite en leur place & à leurs frais.

Il étoit d'autant plus nécessaire de ne point laisser interrompre la visite du parchemin apporté à la foire du

Lendit , que les religieux de S. Denys en contestoient le droit à l'Université, & renouvelloient à cet effet leurs protestations chaque année. Mais l'Université avoit la possession & la jouissance.

Le Lendit , qui pour le Recteur & les chefs de l'Université avoit , comme ^{privileges de l'Université , p. 214.} il paroît par ce qui vient d'être dit , un objet sérieux , étoit en même tems un jour de fête & de réjouissance pour les écoliers & régens. C'étoit le tems où l'honoraire se payoit aux régens par les écoliers , qui ayant mis leur présent dans une bourse , ou dans un citron , l'apportoient en pompe au son des fifres & des tambours. Le jour même du Lendit il se faisoit une cavalcade pour accompagner le Recteur à S. Denys. Les suppôts de l'Université en très grand nombre , maîtres & disciples , s'assembloient & se rangeoient autour de leur chef dans la place de sainte Geneviève , & delà , tous à cheval marchant sur deux lignes , enseignes déployées , tambours battans , ils traversoient toute la ville , & se rendoient , toujours dans le même ordre , à S. Denys , terme de leur voyage. Les excès & les

Scandales qu'occasionnoit cette cérémonie , faisoient désirer aux plus gens de bien que l'on pût en abolir l'usage. Mais il n'est pas aisé de détruire les coutumes qui favorisent la licence. Il a fallu bien des défenses de l'Université , bien des arrêts du parlement , & un long laps de tems, pour faire disparoître les folies du Lendit , & réduire cette fête à un simple congé , dans lequel la jeunesse académique , sans attroupement , sans tumulte , prend un divertissement honnête & modeste , sous les yeux de ses maîtres particuliers.

Procès au sujet du Lendit, entre le principal & les régens du collège de sainte Barbe.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 339—341.

En 1539 on étoit bien loin de cette réforme. L'ancienne licence se maintenoit en pleine vigueur : & il en naquait du désordre dans le collège de sainte Barbe. Malgré les défenses faites par le parlement à la requête de l'Université , les régens de ce collège voulurent célébrer le Lendit de la manière qu'ils avoient toujours vû se pratiquer : & trouvant un obstacle dans le principal Jacques de Govéa , ils forcèrent les barrières , sortirent à la tête de leur jeunesse avec armes & tambours , & rentrèrent le soir avec le même appareil. Govéa se pourvut

contre eux au parlement , & il obtint un arrêt qui les interdisoit de leurs fonctions.

Ces régens méritoient sans doute d'être punis. Mais si le zèle du principal étoit fondé en justice & en raison , la voie qu'il avoit prise choquoit directement les droits & les usages de l'Université , qui toujours a prétendu être juge en première instance des délits académiques. Les coupables firent cette ouverture , & Emmanuel Servère , l'un d'entre eux , porta ses plaintes , & celles de ses confrères à l'Université assemblée le trente Juillet , déclarant que s'ils avoient fait une faute , de quoi ils ne convenoient pas , ils se soumettoient au jugement de la compagnie. Govéa de son côté plaida sa cause avec beaucoup de force. L'Université prit un parti sage. Sans entrer dans la discussion de l'affaire , sans prendre parti entre le principal & les régens du collège de sainte Barbe , elle les exhorta à se réconcilier & à vivre en paix : ce qui vraisemblablement s'exécuta. Car je ne vois pas que ce démêlé ait eu d'autres suites.

Fondation
de ce collé-
ge.

Le collège de sainte Barbe , qui étoit alors , comme on a pû le remar-

*Hist. de Pa-
ris , T. II.
p. 1047.*

quer, fut un pied très florissant, avoit été fondé en 1430 par Jean Hubert, docteur & professeur en Droit canon; & cet établissement fut en 1556 augmenté de quatre bourses, qu'y fonda de ses deniers Robert Duguaft, aussi professeur en Droit & curé de saint Hilaire.

Antoine de Mouchi, ou Démocharès, Recteur

*Hist. Un
Par. T. I
p. 342. 343.*

Au mois d'Octobre 1539 fut élu Recteur Antoine de Mouchi, qui se faisoit nommer Démocharès, & qui dans la suite se rendit extrêmement célèbre par son zèle ardent contre les nouveaux sectaires. Ce zèle a produit par rapport à lui l'effet qui devoit s'ensuivre naturellement : de violentes invectives de la part des Protestans, & bien des éloges de la part des Catholiques. Il ne fit rien de fort remarquable durant son rectorat. Je vois seulement que sur les plaintes portées devant lui contre certains régens & écoliers qui se faisoient un jeu de passer perpétuellement de collège en collège, il assembla les procureurs & les censeurs des quatre Nations, pour délibérer sur le remède à cet abus. L'affaire occupa pendant plus d'un mois la Faculté des Arts, à qui il appartenoit d'en connoître. De tant de délibéra-

tions je ne vois point qu'il ait résulté aucun effet.

Charles V , qui avoit obtenu de François I la permission de passer par la France , pour aller châtier les Gantois rebelles , fit son entrée dans Paris le premier Janvier 1540. François , prince aussi généreux que Charles étoit un politique rusé , voulut qu'on rendît les plus grands honneurs à cet ennemi reconcilié qu'il avoit en sa puissance. Tous les corps allèrent le recevoir , & l'Université , conformément aux ordres du roi , fit même plus pour l'empereur , que ce qui étoit d'usage dans les occasions les plus solennelles. Au lieu de l'attendre dans l'Eglise de sainte Geneviève des Ardens , pour le saluer lorsqu'il arriveroit à Notre-Dame , elle s'assembla à S. Paul , & delà se mit en marche pour aller jusqu'à l'abbaye de S. Antoine , devant laquelle on avoit construit une salle de charpente toute vitrée , où l'empereur devoit recevoir les complimens. Mais il y avoit une si grande foule & si peu d'ordre , qu'il ne fut jamais possible à l'Université de passer la Bastille. Trois orateurs , théologiens suivant l'usage , avoient pré-

Entrée de
Charles V
dans Paris.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 342. 343.

paré chacun une harangue : & comme dans une circonstance si délicate tous les mots devoient être pésés , les trois harangues avoient été envoyées au roi, afin qu'il choisît celle qu'il voudroit être prononcée. Tous ces soins furent perdus. L'Université ne put pas pénétrer jusqu'à l'empereur. La multitude & l'embarras des hommes & des chevaux mettoient ses suppôts , qui étoient à pied , en danger d'être écrasés : & ils s'enfuirent chacun de leur côté, ne songeant qu'à se sauver du péril.

Patronage de
l'Université
laïc. Affaire
de Simon Vi-
gor.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 344. 345.
Œ T. III.
p. 629--633.

Bénéfices de
l'Université,
p. 151--154.
Œ 238--248.

L'Université eut à soutenir en cette même année 1540 un droit qui lui est précieux , & auquel l'intérêt particulier donnoit atteinte. Elle a toujours prétendu jouir du privilège des patrons laïcs par rapport à la nomination de ses bénéfices , & par conséquent ne pouvoir être ni prévenue en cour de Rome , ni liée par les résignations. Cette jurisprudence est solidement établie aujourd'hui , & un arrêt célèbre du parlement en 1667 a décidé irrévocablement la question. Mais quoiqu'il n'y ait jamais eu de doute fondé à cet égard , & que dans le fait on ne puisse citer aucun exemple de

bénéfices dépendans de la nomination de l'Université , qui aient été obtenus sans son consentement libre , la maxime n'a pas toujours été aussi clairement reconnue. Dominique le Cirier , curé de S. Germain le Vieux , entreprit en 1539 de faire * passer sa cure à Antoine le Cirier son neveu , conseiller au parlement , par la seule autorité de la cour de Rome.

La Nation de Normandie étoit en tour pour nommer , & elle avoit alors pour chef & procureur un homme d'un mérite distingué , Simon Vigor , que la recommandation de sa doctrine & de ses talens éleva dans la suite à la dignité d'archevêque de Narbonne. Il encouragea sa compagnie , qui craignoit d'avoir à lutter contre un conseiller au parlement. Il représenta que le droit de la Nation ne pouvoit souffrir ici aucune difficulté. Que le patronage de l'Université étant incontestablement patronage laïc , la manœuvre tramée pour revêtir An-

* Il y eut une manœuvre pour exécuter ce plan, dans la discussion de laquelle je n'entre point, parce qu'elle n'intéresse point l'Université. Tou-

tes les pièces de cette affaire sont rapportées par Duboullai , T. III de son Histoire , p. 629--633.

toine le Cirier de la cure de S. Germain le Vieux , ne pouvoit avoir d'autre effet que de rendre le bénéfice vacant : enforte qu'il n'étoit question que d'y pourvoir , en nommant un nouveau curé. La Nation de Normandie , persuadée par ces raisons , procéda sur le champ à la nomination : & croyant ne pouvoir remettre ses droits entre les mains d'un sujet qui sçût mieux les faire valoir , que celui qui les lui avoit si bien représentés , elle nomma Vigor lui-même curé de S. Germain le Vieux le seize Août 1539.

C'étoit lui donner un combat à soutenir. Car les deux le Cirier oncle & neveu défendirent la validité de leur opération. Vigor s'étoit bien attendu à cette résistance : & pour se mettre en règle , le quatorze Février 1540 , il demanda & obtint la présentation de l'Université , qui de plus lui accorda adjonction dans sa cause.

Il devint Recteur le vingt-quatre Mars suivant ; & il se trouva ainsi plus à portée encore d'intéresser l'Université en sa faveur. En effet Dominique le Cirier étant mort le vingt-neuf Avril, Vigor obtint le lendemain

une seconde nomination de la Nation de Normandie , & il convoqua le premier Mai une assemblée de l'Université , pour y faire admettre cette nomination. L'affaire étoit actuellement pendante au parlement , y ayant été portée par Dominique le Cirier , qui venoit de mourir. Son neveu parut à l'assemblée de l'Université , assisté d'un procureur , & il fit opposition à la demande du Recteur. Mais il ne put réussir. L'Université sentoit trop bien de quelle importance il étoit pour elle de ne point abandonner une cause , dans laquelle étoit commis son droit de parronage. Ainsi , quoique les divers incidens dont cette affaire étoit chargée pûssent produire un embarras , qui réellement arrêta la Faculté de Droit , toutes les autres compagnies de l'Université se réunirent pour approuver & admettre la nomination faite par la Nation de Normandie , & pour ordonner que Simon Vigor seroit présenté à l'évêque de Paris , à l'effet de recevoir de lui l'institution canonique.

Le procureur d'Antoine le Cirier appella comme d'abus de cette conclusion. Le procès fut suivi en par-

356 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
lement : & après des contestations de
plus de deux ans , Simon Vigor s'ac-
commoda avec le Cirier, qui demeura
ainsi en possession de la cure, & qui ,
par des arrangemens qu'il est inutile
d'expliquer ici , la fit passer, de l'agré-
ment de l'Université, à Louis Quelain
docteur en Théologie.

De cet événement il ne doit résul-
ter aucun préjugé contre le droit de
patronage laïc , appartenant à l'Uni-
versité sur ses bénéfices. Son approba-
tion fut demandée & accordée pour
toutes les conventions , tous les actes
passés entre les parties intéressées :
& par conséquent son droit est à
couvert.

Par rapport aux usages de l'Uni-
versité , je dois observer que , dans la
délibération du premier Mai , Vigor
Recteur ne pouvant pas présider, parce
qu'il s'y agissoit de sa cause , ses fon-
ctions furent partagées. Son prédé-
cesseur immédiat référa l'avis de la
Faculté des Arts , & le doyen de
Théologie prononça la conclusion de
l'Université , qui lui en donna la char-
ge. Ce partage a quelque chose de
bizarre , & je n'en connois point
d'autre exemple que celui-ci.

Jacques Spifame, chancelier de l'Université, intenta un procès en la même année 1540 à la Faculté de Médecine, au sujet de la part qu'il prétendoit prendre en la distribution des lieux de licence dans cette Faculté, c'est-à-dire de l'ordre suivant lequel, à raison des différens degrés de capacité & de mérite, ceux qui ont fait tous leurs actes de licence, doivent être promûs au doctorat. Ce chancelier, esprit remuant & ambitieux, regardoit ses droits comme lésés, en ce que la Faculté de Médecine se contentoit de lui faire porter le rôle de ses candidats, tout arrangé, tout dressé : de façon qu'elle ne lui laissoit que le jugement à prononcer, au lieu qu'il vouloit décider comme juge, quoique la matière ne fût guères de sa compétence. On ne peut disconvenir qu'il ne fût fondé en titre, pour demander plus qu'on ne lui accordoit ; & l'arrêt lui fit raison de ce qu'il y avoit de juste dans ses prétentions. Il fut dit que les docteurs en Médecine se transporteroient dans une salle de l'évêché ; & là feroient en présence & sous les yeux du chancelier ce qu'ils avoient

Procès entre le chancelier de l'Université & la Faculté de Médecine, au sujet de la détermination des lieux de licence.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 346-358.

coutume de faire entre eux pour la détermination des lieux de licence : enforte que les honneurs sont déferés au chancelier. Mais dans le fond il est plutôt spectateur que juge : & il n'a le droit de décision que dans le cas de l'égalité des suffrages.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 349. 355.*

Telles sont les prérogatives dont Spifame revendiqua & assûra la possession à sa dignité de chancelier , par rapport à la Faculté de Médecine. Il avoit peu d'années auparavant obtenu un pareil règlement pour la Faculté de Théologie. On ne peut le blâmer d'avoir soutenu & fait valoir les droits de sa charge. Mais il ne demandoit qu'à les étendre : & il avoit fait plaider par son avocat que *par privilèges Apostoliques & Royaux est le Chancelier de l'Eglise de Paris préposé au régime , direction , & superintendance de l'estude de l'Université de Paris* : prétention chimérique , qui n'a ni titre ni possession , & dont néanmoins plusieurs de ceux qui ont exercé la même charge se sont souvent laissé flatter.

Le plaidoyer de l'avocat des médecins me fournira ici une observation , qui regarde l'histoire générale.

Spifame avoit voulu jeter sur eux un soupçon d'exactions indues , par rapport à leurs bacheliers. Les médecins se défendent en protestant qu'ils n'ont rien exigé au delà de ce qui est statué par la réforme d'Estouteville : & cela, disent-ils , malgré l'augmentation de la monnoie arrivée depuis la date de ce règlement. Cette augmentation ne peut s'entendre , je pense , que de l'abondance plus grande des métaux précieux dans l'Europe depuis la découverte du nouveau Monde. L'or & l'argent devenant plus communs perdoient de leur valeur , & les denrées enchérissoient dans la même proportion.

Le deux Juin 1540 fut enfin consommée l'affaire de la vente du petit Pré aux Clercs , qui traînoit depuis plus d'un an. Ce petit pré , pour en donner ici une idée sans entrer dans une trop grande discussion , étoit l'espace compris aujourd'hui entre parties des rues du Colombier , des petits Augustins , & des Marais. Il débordoit même un peu sur le côté septentrional de cette dernière rue.

La raison qui déterminâ l'Université à le vendre , fut le dommage

Changement dans la valeur & le prix des monnoies.

*Hist. Un.
Par. T. VI,
p. 350.*

Vente du petit Pré aux Clercs.

p. 335. 339.

358. 380, &

Mémoires sur le Pré

aux Clercs ,

p. 146--164.

qu'elle en souffroit , au lieu d'en tirer du fruit. Le Pré aux Clercs dans toute son étendue étoit exposé à plusieurs inconvéniens. Ceux qui dans le voisinage nourrissoient des bestiaux , les y menaient paître : & dans la visite qu'en fit le Recteur en 1539 , il trouva plusieurs moutons paissans , dont un fut saisi & emmené par son ordre. On venoit y amonceler les gravois & les immondices de tout le quartier : & les moines de S. Germain en particulier sont souvent chargés de ce reproche dans nos regîtres. Ils sont encore accusés dans les pièces du tems , d'avoir usurpé des portions considérables du Pré aux Clercs : ce qui se faisoit alors d'autant plus commodément que l'on commençoit à aggrandir la ville de ce côté , & à bâtir beaucoup sur le terrain des moines , qui par droit de bienséance empiétoit sur le voisin. Pour prévenir ou réprimer ces injustices , il falloit s'engager dans des procès , tirer un fossé , construire un mur : toutes opérations onéreuses à une compagnie aussi peu riche que l'Université. Le petit pré , comme le plus proche de la ville , étoit aussi le plus souvent attaqué : & par cette rai-
son

son il fut le premier dont l'Université songea à se défaire. Dans la suite les mêmes motifs l'ont aussi engagée à vendre le grand par parties , & il est aujourd'hui tout entier couvert de maisons.

J'ai dit que le vingt-&-un Mars 1539 , il avoit été proposé de vendre le petit pré. La résolution en fut prise dans les premiers jours du mois de Juin : & aussitôt furent affichées dans le quartier de S. Germain les annonces pour inviter les acheteurs. La licitation se fit pour la première fois le mercredi 18 du même mois de Juin : & elle fut réitérée à plusieurs reprises. Mais la conclusion du marché se trouva arrêtée par divers obstacles , & en particulier par la répugnance qu'avoient un grand nombre de suppôts de l'Université , à souffrir que la compagnie se dessaisît de son ancien patrimoine , & privât ses écoliers de la jouissance d'un terrain commode pour leurs divertissemens.

L'affaire demeura dans cet état de suspension jusqu'au 29 Mai 1540. Ce jour les députés de l'Université s'assemblèrent aux Maturins , & Pierre le Clerc , vicegérant du conservateur

362 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
apostolique , ayant offert pour chaque
arpent du petit pré deux sols de cens
& seize livres cinq sols de rente ,
dont la moitié seroit rachetable , ses
offres furent acceptées par les dépu-
tés , à la charge qu'il bâtiroit des mai-
sons sur le pré , pour assûrer un fonds
au paiement de ses cens & rente.

L'avis des députés avoit besoin d'être ratifié par la compagnie , & elle s'assembla le 2 Juin pour en délibérer. La chose paroissoit sans difficulté , & le syndic donna ses conclusions pour la ratification. Mais au moment où les Facultés & Nations alloient suivant l'usage se séparer pour prendre chacune à part leurs délibérations , Claude Barbier prêtre , boursier du collège d'Autun , se présenta , mit une enchère au dessus de Pierre le Clerc , & offrit dix-huit livres de rente , au lieu de seize livres cinq sols. Le Clerc avoit du crédit dans l'Université , soit par sa considération personnelle , soit par le souvenir des services que son oncle de même nom avoit rendus à la compagnie. Tout ce que l'on put faire , fut de lui accorder la préférence aux mêmes conditions offertes par Barbier. Le Clerc

s'y soumit , & le Recteur conclut. Après la conclusion prononcée , Barbier se présenta de nouveau , mit une nouvelle enchère , & alla jusqu'à vingt francs. On jugea cette offre trop tardive , & l'on n'y eut point égard. Le contrat fut passé avec le Clerc dès le même jour.

Barbier ne se tint pas pour évincé. Il se rendit appellant au parlement de la délibération de l'Université , & intenta action contre le Clerc. Le procès dura plus de deux ans , & ne fut jugé qu'au mois d'Août 1542 , en faveur de le Clerc , & de l'Université qui étoit intervenue dans sa cause. Le Clerc éprouva encote des difficultés de la part du vicaire général du cardinal de Tournon abbé de S. Germain des Prés. D'ailleurs la minute du contrat de 1540 entre l'Université & le Clerc s'étoit égarée. Il fallut un nouveau contrat , qui fut dressé le 31 Mars 1543. Ce qui doit paroître singulier aujourd'hui , c'est que le Clerc jugea nécessaire que la puissance ecclésiastique intervînt dans cette affaire. Il fit homologuer son contrat par les vicaires généraux du cardinal du Bellai évêque de Paris. Nous avons l'acte

§ 64 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de cette homologation , daté du 4
Octobre 1543. Alors le Clerc paisible
possesseur du petit pré , le vendit par
parties à différens particuliers , sous
la condition expresse d'y bâtir. Du-
boulai cite neuf contrats de cette es-
pèce , dont le premier est du 4 Octo-
bre 1543 , & le dernier , du 7 Mai
1546.

Je reviens à l'année 1541 , & à l'or-
dre des faits.

Chancelier
de sainte Ge-
neviève.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 361.

Le premier qui se présente est du
5 Juillet. Un nouveau chancelier de
sainte Geneviève fut admis en ce jour
au serment par la Faculté des Arts ,
qui obligée de recevoir un chanoine
de cette maison pour présider à l'exa-
men de ses candidats, voulut au moins
qu'il fût le seul qui pût faire cette fon-
ction sans être gradué dans l'Univer-
sité. Elle lui enjoignit de se choisir un
souchancelier qui fût docteur en Théo-
logie , ou au moins maître - ès - Arts.

Projet d'une
collection
des statuts de
l'Université.

Ibid.

Le vingt - neuvième jour d'Août
l'Université ordonna que l'on fît une
collection de ses statuts , qui volti-
geoient épars en différens lieux & en
différentes mains , comme les feuilles
de la Sibylle. Cette vûe étoit bonne ,
& il seroit à souhaiter qu'elle eût eu

son exécution. Nous en tirerions bien des lumières par rapport aux tems anciens. Mais elle eut le sort de tant d'autres projets, qui sont mis en avant, & ensuite abandonnés. Nous n'avons point de collection de nos statuts depuis la réforme du cardinal d'Estouteville en 1452, jusqu'à la dernière réforme, qui fut faite en 1598 par l'autorité de Henri IV.

Dans la même assemblée il fut question d'une formalité touchant les lettres testimoniales du tems d'études. C'est un objet qui ne doit pas nous arrêter.

Lettres du tems d'études.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 361.

Au mois d'Octobre, lorsqu'il fallut choisir un Recteur, il y eut schisme dans la Faculté des Arts, & double élection: procès en conséquence, qui fut jugé le 10 Novembre. Le vainqueur n'avoit pas à jouir longtems de l'avantage qu'il remportoit. Sa magistrature expiroit le 16 Décembre.

Troubles au sujet du rectorat.

p. 162.

L'élection de son successeur fut paisible: & elle donna à l'Université un chef distingué par sa naissance & par son mérite, Claude d'Espense, qui devint dans la suite un célèbre docteur en Théologie, & que nous verrons

Claude d'Espense, Recteur.

Ibid.

366 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
employé dans les plus grandes affaires
de l'Eglise.

Nouveaux
troubles.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 362-368.

Au mois de Mars 1541 les troubles recommencèrent. Quoiqu'un conseiller au châtelet assisté de deux huissiers se fût transporté par ordre du parlement à S. Julien le Pauvre, pour modérer l'assemblée, & y maintenir la tranquillité & le bon ordre, la brigue fut si ouverte, la violence poussée si loin, que l'élection qui intervint ne put subsister. A la poursuite d'un suppôt de l'Université, Espagnol de naissance, qui avoit aspiré au rectorat, elle fut cassée par arrêt du 24 Mai, sans flétrissure néanmoins pour le Recteur élu, qui fut expressément mis à l'abri de toute note d'infamie ou d'incapacité. Les amis de Beaumont, c'étoit le nom de ce Recteur, profitèrent de la liberté que leur laissoit une pareille déclaration, & ils firent si bien qu'on le remit aussitôt en place. Il fut même continué au mois de Juin.

p. 273.

J'abrège beaucoup ces faits, dont on peut chercher le récit détaillé dans Duboullai. J'en extrairai seulement deux remarques.

Dans l'assemblée du 10 Octobre 1540 , le Recteur qui y présidoit voyant le tumulte croître à l'excès , & ayant pris le parti de se retirer sans rien terminer , le Procureur de la Nation de France , suivant un usage dont nous avons vû quelques exemples, prit la place du Recteur, présida la Faculté des Arts, & fit l'élection, qui par l'événement fut jugée la plus régulière.

Le Procureur de France préside la Faculté des Arts.

Hist. Un. Par. T. V. p. 362.

Je tire une autre observation du plaidoyer de Segulier pour Beaumont, élu Recteur le 24 Mars 1541. L'avocat avance que dans la Nation d'Allemagne il n'y avoit alors qu'un seul suppôt. Il est vrai que Marillac, avocat adverse, ne convient pas du fait : mais il ne le nie pas nettement, & il semble vouloir donner le change.

Un seul suppôt dans la Nation d'Allemagne.

p. 364. 365. 366.

Les écoles de Théologie chez les Mendians étoient au contraire extrêmement peuplées. Le couvent des Jacobins avoit actuellement six lecteurs en Théologie ; & dans celui des Cordeliers l'affluence des religieux étrangers, qui venoient y faire leurs études théologiques, étoit si grande, que les regnicoles se trouvoient gênés, & avoient obtenu en 1536 des lettres pa-

Ecoles théologiques des Mendians très nombreuses.

p. 368 374.

368 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
tentes du roi, qui en fixoient le nombre à dix-huit.

Election
d'un professeur en
Droit. Procès de la part
des écoliers.

Hist. Un.
Par. T. VI
p. 369-373.

L'élection d'un professeur en Droit donna occasion, en la même année 1541, à un procès d'une espèce singulière. Elle fut contestée par les écoliers, qui étoient alors au nombre de plus de trois cens, & qui faisoient corps, & se donnoient un syndic. Ils avoient prétendu quelque tems auparavant devoir être consultés, lorsqu'il s'agissoit d'élire un professeur; & déchus de cette demande par arrêt, ils se croyoient au moins fondés à critiquer & la capacité du sujet élu & la forme de l'élection; & supposé qu'ils eussent lieu de n'en être pas contents, à en porter leurs plaintes au parlement. Sur ce principe ils attaquèrent l'élection qui venoit d'être faite d'un nommé Tournet, & ils en poursuivirent la cassation. Leur requête fut admise, la cause fut plaidée. Mais le jugement ne leur donna pas la satisfaction qu'ils souhaitoient. Tournet fut maintenu.

Trait remarquable.

p. 372.

Je recueille soigneusement tout ce que mon sujet me fournit de traits qui caractérisent les mœurs du tems.

Tourner , au lieu de deux thèses , pour mériter la chaire de Droit , auxquelles il étoit obligé , en avoit soutenu quatre ; & à chacune assistèrent plusieurs conseillers au parlement : à la dernière on en compta quatorze. Tant le goût de tout ce qui appartient aux belles connoissances étoit alors répandu & accrédité. De pareilles mœurs sont propres à faire des savans.

Gilles le Maître étant devenu avo-
cat du roi au parlement , se démit
de son office d'avocat de l'Université ,
& Denys Riant en fut pourvû le 8
Août 1541. Le Maître s'éleva dans la
suite à la charge de premier prési-
dent , & Riant à celle de président à
mortier. Le fils de celui-ci épousa la
fille du grand Fernel.

Denys Riant,
avocat de
l'Université.
Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 373.

Au mois de Janvier 1542 le col-
lége de S. Nicolas du Louvre , dont
les boursiers s'étoient déjà rendu per-
pétuels , changea tout-à-fait de na-
ture , & fut érigé en Eglise collégiale
par le cardinal Jean du Bellai évê-
que de Paris. De nos jours il s'y est fait
encore un changement. Cette Eglise
s'est fondue dans la nouvelle collé-
giale de S. Louis du Louvre , qui réu-

Erection de
la collégiale
de S. Nicolas
du Louvre.
p. 374-377.

370 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
nit les canonicars de S. Nicolas du
Louvre , de S. Thomas du Louvre ,
& de S. Maur des Fossés.

Serment du
prévôt de Pa-
ris.

Le 24 Mars de la même année ,
Antoine du Prat , fils du chancelier
du même nom , prêta serment à l'U-

p. 377.

Privilèges de
l'Université ,
p. 288.

niversité en qualité de prévôt de Pa-
ris. Il prit place au fond de la * salle
entre les doyens de Théologie & de
Droit en face du Recteur. Les arti-
cles du serment qu'il prêta sont rap-
portés tout au long par Duboullai, dans
son Mémoire sur les Privilèges de l'U-
niversité.

Règlement
pour la Fa-
culté des
Arts.

Hist. Un.
Par. T. I.
p. 377-379.

Le 5 Mai furent lûs dans l'assem-
blée de la Faculté des Arts plusieurs
articles de réforme dressés , ou plutôt
revûs & publiés de nouveau par le
Recteur , les censeurs des quatre Na-
tions , & les principaux des collèges.
Ils sont à peu de chose près les mêmes
que ceux dont j'ai parlé sous l'année
1534. Je trouve seulement dans ces
derniers deux additions.

Premièrement le tems de l'entrée
des classes y est marqué , à huit heu-

* L'ordre de la séance
dans la salle des Matu-
rins est changé depuis
quelques années. Le Re-

cteur occupe aujourd'hui
la place qui fut alors don-
née au prévôt.

res pour le matin, & à trois heures pour l'après-dînée : discipline bien différente de celle dont Buchanan se plaint amèrement dans une pièce de vers qu'il a intitulée , *La malheureuse condition de ceux qui enseignent à Paris*. Buchanan commence l'exercice des classes à cinq heures du matin , & il le fait durer toute la journée , à la réserve du court intervalle qui est accordé pour le dîner. Apparemment il a usé du privilège de l'hyperbole, que les poètes se sont toujours attribué : ou il faudroit dire que dans un espace de seize ans , car Buchanan commença à régenter à Paris en 1526 , il se feroit fait un grand changement dans la discipline académique. Mais en supposant même qu'elle se fût adoucie , elle passoit encore de beaucoup en sévérité la pratique de notre tems. Les leçons philosophiques occupoient alors les professeurs sept heures par jour , suivant le témoignage de Pierre Gallandius Recteur , haranguant l'Université assemblée.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 382.*

La seconde addition que je remarque , est une défense de faire des leçons publiques dans les collèges qui ne sont point fameux , c'est-à-dire

p. 372

Qvj

372 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
où il ne se soutient point d'acte philosophique. L'objet de cette prohibition étoit sans doute l'usage ancien de rendre publiques , & ouvertes à tous , les leçons particulières de Grammaire ou de Rhétorique que chaque principal donnoit ou faisoit donner dans son collège à ses boursiers , suivant leur portée. Ces leçons , réglées sur la capacité des boursiers d'une maison , varioient chaque année , & ne présentoient pas aux besoins des étudiants externes un cours complet d'études. Tel collège avoit uniquement une classe de Troisième , tel autre une classe de Rhétorique. On sent que les leçons des collèges de plein exercice , dans lesquels s'enseignoit un cours suivi de Grammaire , de Rhétorique , & de Philosophie , méritoient d'être favorisés par préférence : & tel est , si je ne me trompe , l'esprit du règlement dont je parle. Le nombre des collèges de cette force se montoit alors jusqu'à dix-huit.

*Hist. Un.
Par. T. V l.
p. 380.*

Les articles de réforme proposés le 5 Mai furent encore lus publiquement le 28. Novembre de la même année , & approuvés à un seul près , qui regardoit l'enseignement des sub-

tilités de Logique. Quelquesuns les vouloient proscrire : d'autres les maintenoient. La chose demeura indécise.

Il avoit déjà été fait mention quelques années auparavant d'abrég^{Tentative}er le ^{pour abrég^{er}} cours de Philosophie , qui étoit tou- ^{la durée du} jours de trois ans & demi : & les avis ^{cours de Phi-} sur ce point étoient partagés dans l'U- ^{losophie.} niversité. Je vois qu'au mois de Dé- ^{Hist. Un.} cembre 1542 , il fut recommandé au ^{Par. T. VI.} Recteur de ne point souffrir que l'on ^{p. 381—384.} violât l'ancien usage : & néanmoins Pierre Galland , qui fut élu Recteur le 23 Juin 1543 n'omit rien pour le faire changer , & pour réduire le cours de Philosophie à deux ans & demi par le retranchement d'une année.

Il proposa la chose à la Faculté des Arts assemblée à S. Julien le Pauvre le 6 Juillet : & Nicolas Martinbos , qui avoit été Recteur trois ans auparavant , appuya ce projet par un discours préparé. Après avoir établi le droit qu'a la Faculté des Arts de se donner des loix, & de se réformer elle-même , comme font suivant le besoin les autres Facultés , il allégu^a l'exemple des Ordres réguliers , qui renfermoient l'étude de la Philosophie dans l'espace de deux ans &

374 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
demi , & qui n'avoient pas laissé de
produire d'excellens philosophes , tels
qu'Albert le Grand & S. Thomas. Il
prouva que cet espace étoit suffisant
en soi , depuis surtout que la re-
naissance des Lettres avoit répandu &
augmenté la lumière dans les esprits.
Il soutint que la dernière année du
cours de trois ans & demi n'étoit pro-
pre qu'à faire perdre le tems aux éco-
liers , & à fatiguer les maîtres , qu'une
si longue carrière rebutoit , en sorte
que la Faculté se verroit bientôt em-
barrassée à trouver des sujets qui vou-
lussent enseigner la Philosophie. Il
conclut que si nos anciens avoient
déjà abrégé le cours des études philo-
sophiques , en le réduisant de cinq
ans à trois ans & demi , on pouvoit
bien encore en retrancher une année ,
devenue inutile dans la pratique.

Cet avis passa. Mais quoique Mar-
tinbos eût avancé que la Faculté des
Arts étoit en droit d'ordonner par
elle-même le changement dont il
s'agissoit , néanmoins , comme la
maîtrise ès Arts est l'entrée aux étu-
des supérieures , & que les Facultés de
Théologie & de Médecine exigent
ce degré avant que de conférer les

leurs , il n'est pas douteux que toute l'Université étoit intéressée dans cette réforme , & il fallut l'assembler le 11 Juillet. Rien ne put être décidé dans cette assemblée , parce que Louis Lasseré , proviseur du collège de Navarre , avoit porté l'affaire au parlement , par une requête présentée au nom des Facultés de Théologie & de Médecine. Il fut dit seulement que l'on en délibéreroit avec plus de maturité , & que sur la manière de procéder on consulteroît des personnes sages & éclairées.

Le 21 du même mois le Recteur convoqua les députés de l'Université. Mais le doyen de Théologie s'opposa à la délibération : ce qui n'empêcha pas que les doyens des autres Facultés ne fussent chargés de prendre l'avis de leurs compagnies, pour en rendre compte à la prochaine assemblée générale.

Cette assemblée se tint le 31 Juillet , & le Recteur l'ouvrit par un discours , dans lequel il entreprit de réfuter les deux objections que l'on faisoit contre le retranchement proposé , & qui rouloient sur le tort prétendu qu'en souffriroit l'étude de la Reli-

gion , & sur l'inconvénient de resserrer les études philosophiques dans un espace trop court pour en embrasser toute l'étendue.

Il traita fort bien le premier article. Il prouva que la Religion ne dépend en aucune manière de la Philosophie , & qu'il y a même entre elles une sorte d'incompatibilité , puisque l'une ne s'appuie que sur l'autorité , & l'autre sur le raisonnement. Il observe de plus qu'à tort les théologiens insistoient-ils si fortement sur la Philosophie , pendant qu'ils gardoient le silence sur d'autres études , qui leur sont plus nécessaires. » Ils » ont besoin , disoit-il , de la Gram- » maire , de la Rhétorique , des lan- » gues , de l'histoire , pour instruire » les peuples , les persuader , les tou- » cher , pour entendre eux-mêmes le » vrai sens des saintes Lettres , dans » lesquelles l'intelligence du mystère » suppose souvent la connoissance de » la propriété des termes. »

Quant à l'objection tirée de la trop grande brièveté du tems , par rapport aux études philosophiques en elles-mêmes , il la pulvérisa. Il entra dans le détail , & observa qu'une année

suffisoit pour la Logique , la Morale , & les élémens des Mathématiques ; que dans la seconde année on liroit les livres d'Aristote touchant la Physique , la Politique , & l'Astronomie ; & que la demi-année restante feroit pour la Métaphysique. Il reconnut que dans ce plan d'étude il n'y avoit pas de quoi former des philosophes profonds. Mais il observa que ceux qui n'étudioient la Philosophie , que pour passer à des sciences supérieures , en auroient pris des notions suffisantes par rapport à leur objet ; & que si quelquesuns vouloient se perfectionner dans la Philosophie , & s'y consacrer, étant initiés par les leçons qu'ils auroient prises pendant deux ans & demi , ils seroient en état de voler de leurs propres aîles , & de travailler par eux-mêmes.

Ces réflexions sont judicieuses , & l'expérience , depuis plus d'un siècle & demi , les a confirmées. Mais alors elles ne persuadèrent point la Faculté de Théologie , qui après le discours du Recteur , quoique seule & abandonnée de la Faculté de Médecine , présenta néanmoins , & fit lire une protestation en forme contre toute

conclusion que l'on pourroit prendre dans l'Université, au sujet de l'affaire dont il s'agissoit; attendu que le parlement en étoit saisi, & avoit fait défense à l'Université de passer outre, jusqu'à ce que les Facultés de Théologie & de Médecine eussent été ouies contradictoirement avec le Recteur & la Faculté des Arts.

Cette protestation ayant été lûe, on délibéra : & le Recteur, chargé suivant l'usage mal entendu qui s'observoit communément alors, de rapporter le sentiment de la Faculté des Arts, dit qu'elle persistoit dans sa précédente décision. La Faculté de Médecine déclara que le retranchement projeté ne lui portoit aucun préjudice. La Faculté de Décret donna un avis raisonné, qui avoit été mis par écrit, & que lut Jean Quintin son doyen. Elle remarquoit d'abord qu'elle étoit intéressée au changement désiré par la Faculté des Arts, qui lui enlèveroit un grand nombre de ses auditeurs. C'est un fait que reconnoissoient toutes les parties : & Martinbos, dans le discours qu'il prononça le six Juillet, avoit allégué comme un des inconvéniens de la trop grande lon-

gueur du cours philosophique , que plusieurs s'en dégoûtant se tournoient du côté du Droit. La Faculté de Décret ajouta , que néanmoins préférant l'honnête à l'utile , & l'avantage public au sien particulier , elle approuvoit le retranchement d'un an sur les études de Philosophie. Ses motifs sont à peu près les mêmes que ceux qui avoient été employés par le Recteur. J'observerai seulement qu'elle s'exprima en termes énergiques sur les étonnans & admirables progrès de la littérature depuis peu d'années. » Aujourd'hui , disoit-elle , nous voyons » de jeunes gens à peine encore sortis » de l'enfance surpasser dans les lettres Grecques & Latines , ce qu'autrefois les vieillards avoient pu par » de longs travaux en acquérir de connaissances. » Au reste la Faculté de Décret ne prenoit pourtant pas son parti définitivement : & elle y mettoit cette restriction , » sous le bon » plaisir du pape & du roi. »

En effet , l'affaire étant pendante au parlement , il n'étoit pas possible à l'Université de procéder à une conclusion pour changer un usage reçu. Elle montrait donc simplement son vœu :

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 392.*

& pour parvenir à l'exécution, son conseil fut d'avis qu'elle présentât requête au roi. Elle le fit, mais sans succès. L'opposition de la Faculté de Théologie, à laquelle s'étoit joint le procureur général, arrêta tout; & les choses demeurèrent sur l'ancien pied.

*Prétention
chimérique
du chancelier
Spifame.*

p. 384.

Spifame, chancelier de l'Université, avoit pris extrêmement à cœur le projet du changement. Le dépit de n'avoir point réussi, & par-dessus tout son humeur inquiète & entreprenante, l'engagèrent à tâcher de réaliser la prétention ambitieuse qu'il avoit hazardée quelque tems auparavant par son avocat, & à vouloir se faire reconnoître pour la première personne de l'Université. Il présenta à cet effet requête au parlement, disant qu'il étoit fondé en titres. Sa requête ayant été dénoncée à l'Université, on s'en moqua. L'Université répondit qu'elle en délibérerait, lorsque le chancelier auroit produit ses titres: & la Faculté des Arts lui députa un de ses suppôts, pour savoir de lui s'il prétendoit la comprendre dans l'étendue de sa supériorité. Spifame n'alla pas plus loin.

p. 381. 382.

On doit être d'autant plus étonné qu'il eût voulu suivre une prétention

aussi mal fondée , que lui-même peu de tems auparavant , il l'avoit démentie par son propre fait. Il s'étoit trouvé présent pour la Faculté de * Droit à l'assemblée des députés de l'Université , qui le vingt-&-un Juillet précédent s'étoit tenue pour délibérer sur la proposition d'abrégier le cours de Philosophie. Le doyen de Théologie ayant fait son opposition , demanda que le Recteur , qui , à la tête de la Faculté des Arts , s'étoit expliqué & avoit pris parti , s'abstînt de juger , & même n'assistât pas à la délibération. Sur cette difficulté , le Recteur & le Doyen de Théologie s'étant retirés , Spifame présida , & recueillit les avis. Tous pensèrent que le Recteur devoit

* Je ne puis dire à quel titre Spifame étoit député de la Faculté de Droit au tribunal de l'Université. Il ne paroît point qu'il ait été professeur en Droit. Il n'est pas même prouvé qu'il fût docteur. Mais cette Faculté lui étoit attachée , & elle l'admettoit à ses propres assemblées. Dans le procès verbal de celle qui fut tenue le 24 Juillet de cette année 1543, Spifame est nommé comme présent , & même avant tous les profes-

seurs. Dès que la Faculté de Droit lui donnoit place & suffrage dans ses assemblées , elle pouvoit bien le députer pour la représenter au tribunal. Ce qui m'étonne , c'est que le Recteur , & les députés des autres Facultés & Nations lui permissent de siéger avec eux. Après tout il ne tenoit au tribunal que le troisième rang , puisqu'il ne présidoit qu'après la retraite du Recteur & du doyen de Théologie.

être présent à la délibération , non comme suppôt de la Faculté des Arts , mais comme chef de l'Université : & Spifame conclut ainsi. Comment donc après avoir reconnu de sa bouche que le Recteur est chef de l'Université , pouvoit-il s'en dire la première personne ?

Décret de la
Faculté de
Théologie.

Sous le même rectorat de Pierre Galland parut le fameux décret de la Faculté de Théologie , qui contient une exposition de la doctrine Catholique sur toutes les matières contestées par les hérétiques du tems. Avant que de parler de ce décret, je vais reprendre quelques faits que j'ai laissés en arrière.

Privilèges.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 379.

En 1540 la guerre s'étant renouvelée entre les deux rivaux éternels, Charles V & François I, une ordonnance du roi fut publiée pour enjoindre à tous les étrangers de sortir du royaume. Les suppôts de l'Université avoient toujours été exemts de ces sortes de loix, & récemment en 1521. Ils obtinrent encore dans l'occasion dont je parle , la même exemption par la médiation des cardinaux de Bourbon & Sanguin-Meudon , qui étoient lieutenans généraux pour le roi à Paris.

La même année il y eut des défenses

de la part du parlement aux maîtres & aux écoliers de l'Université de sortir en armes avec tambours & trompettes pour aller soit au Lendit, soit à d'autres parties de divertissement en campagne. L'Université rendit aussi un décret conforme à l'arrêt du parlement. Ces défenses eurent besoin, comme j'en ai déjà averti, d'être renouvelées.

Lendit.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 379.*

Les collèges de plein exercice, au nombre de dix-huit, furent visités par le Recteur, les Procureurs des Nations, & les censeurs de la Faculté des Arts. Il convenoit extrêmement que les censeurs fussent associés à cette fonction, puisqu'ils sont créés précisément pour veiller au maintien de la discipline. Cependant ils s'en sont laissé exclure : & les doyens des Facultés supérieures, qui n'ont qu'une relation indirecte avec les collèges de la Faculté des Arts, sont associés, pour en faire la visite lorsque le cas arrive, au Recteur & aux quatre Procureurs. On a tenté dans le siècle der-

**Visite des
collèges.
Censeurs.**

p. 380.

nier de rétablir les censeurs dans leur droit, & il n'a pas été possible de réussir.

**Obsèques de
l'amiral Cha-
bot.**

Ibid. &

Les obsèques de l'amiral Chabot furent célébrées le sept Juin 1543 avec

*Hist. de
Paris, T. II.
p. 1011.*

beaucoup de pompe. Il semble que le roi ait voulu achever de réparer, par les honneurs qu'il lui fit rendre après sa mort, le traitement rigoureux dont il avoit usé à son égard. On fait que cet amiral, après avoir joui pendant très longtems de la plus haute faveur, fut condamné & dégradé en 1540 par des commissaires que le roi lui nomma, & à la tête desquels étoit le chancelier Poyet. Son innocence fut ensuite reconnue, ou du moins il fut avéré qu'il étoit beaucoup moins coupable qu'on ne l'avoit représenté : & François I le fit rétablir par le parlement, qui cassa le jugement des commissaires. Chabot ne se consola point de sa disgrâce : le chagrin hâta sa mort : & le roi, qui l'avoit toujours aimé, voulut que toutes les compagnies assistassent à son convoi. L'Université y marcha en son rang accoutumé, vis-à-vis du chapitre de Notre-Dame, à gauche. Les chanoines de la sainte Chapelle entreprirent de lui disputer ce rang d'honneur : mais ils succombèrent, & furent obligés de marcher devant le chapitre de la cathédrale, audessus de celui de saint Germain l'Auxerrois.

§. II. Les

§. I I.

LEs nouvelles erreurs continuoient de faire de grands progrès. Calvin , plus hardi encore que Luther , plus réglé dans sa conduite , plus maître de lui-même , travailla trop heureusement , comme chacun fait , à accréditer & à répandre l'hérésie en France. Il devint même chef de secte : & suivant l'exemple de Zuingle , aux erreurs de Luther il ajouta une nouvelle impiété , en niant le dogme de la présence réelle , que Luther avoit conservé. A l'audace de son caractère il joignoit la supériorité des talens , & l'étendue des connoissances ; il parloit & écrivoit aussi bien qu'homme de son siècle. Avec ces secours il s'attira un grand nombre de disciples , qui imitant le zèle funeste de leur maître , n'omettoient rien pour faire des prosélytes. Quoique la crainte des loix & des peines les obligéât à cacher leurs manœuvres , quelquesuns néanmoins plus ennemis de la contrainte que les autres , cherchoient à produire au jour leurs sentimens : & pendant l'Avent

Progrès de
l'hérésie en
France. Dé-
cret de la Fa-
culté de
Théologie .
en 1543.

Daniel, Hist. de France François II. de l'année 1542, certains prédicateurs de Paris coulèrent dans leurs sermons des propositions suspectes & dangereuses.

D'Argentré, Cell. jud. de novis error. T. I. p. 413, C. p. XII indicis. Hist. Un. Par. T. V. p. 384. La Faculté de Théologie, chargée par état de veiller à la conservation du dépôt de l'ancienne doctrine, s'empressa d'opposer le remède au mal. Elle dressa en vingt-neuf articles une exposition de foi, dans laquelle elle expliquoit avec netteté & précision ce que tout Fidèle doit croire sur les points actuellement controversés. Cet écrit fut lû dans l'assemblée du dix-huit Janvier 1543, & passa à l'unanimité. Soixante-&-quatre docteurs le signèrent. Tous les licenciés & bacheliers promirent avec serment de s'y conformer : & il fut dit qu'à l'avenir nul ne seroit admis à commencer son cours théologique, qui n'en jurât l'observation.

Le roi, dont l'attachement toujours sincère à l'ancienne Religion croissoit avec les années, adopta & approuva, par un édit du vingt-trois Juillet 1543, la déclaration de la Faculté de Théologie. Il la fit imprimer & publier à son de trompe dans Paris. Elle devint la profession de Foi des Catholiques.

& la règle de quiconque vouloit être reconnu pour vrai enfant de l'Eglise.

La Faculté de Théologie voulut aussi prémunir les esprits des Fidèles contre le venin de la mauvaise doctrine, en même tems qu'elle les éclairoit sur celle qu'ils devoient croire & admettre. Dans cette vûe elle résolut de dresser un catalogue des livres qu'elle avoit censurés depuis un certain tems, & de le présenter au procureur général, afin que ce magistrat par l'autorité royale empêchât la publication & la vente des ouvrages pernicioeux, dont le jugement doctrinal appartient aux théologiens. Ce catalogue parut imprimé l'année suivante 1544. J'y trouve le livre de Rabelais.

Catalogue
des livres
censurés par
la Faculté de
Théologie.

D'Argentré,
Coll. jud. de
nov. error.
T. I. p. XII
& XIII in-
dici, &
T. I I,
p. 134.

Les prédicateurs des nouvelles opinions étoient gens ardents & adroits. Il n'est point de moyen qu'ils ne mis-
sent en œuvre pour répandre leur doctrine. Ils la glissoient dans tous leurs écrits, & jusques dans des livres de Grammaire. C'est ce qui donna lieu, suivant le rapport de d'Argentré, à un règlement qui fait voir quelle confiance on avoit alors en l'Université, & de quelle considération elle jouissoit. Il fut défendu à tous les imprimeurs

Réglement
qui ordonne
que tous les
nouveaux li-
vres soient
examinés par
des censeurs
tirés de l'U-
niversité.

p. XII india.

388 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de France de donner au public aucun
livre, sans que le Recteur & les doyens
des Facultés supérieures en fussent
avertis : & le Recteur fut chargé de
choisir deux maîtres de chaque Fa-
culté, qui examinassent les nouveaux
livres chacun dans son département.

Ramus atta-
que Aristote,
& est con-
damné au si-
lence.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 387-392.
& 394, 395.
Bayle, Dict.
art. Ramus.

Une autre controverse, mais moins
importante, agitoit dans le même
tems l'Université. Pierre * Ramus at-
taquoit Aristote, qui régnoit souve-
rainement dans l'école, & par cette
entreprise peu mesurée il excita un
grand trouble. C'étoit un génie hardi,
amateur de la nouveauté, passionné
pour la gloire, & cherchant à se faire
un nom à quelque prix que ce pût
être. Né dans l'obscurité, il avoit
vaincu par un courage opiniâtre les
obstacles que la pauvreté opposoit à
son avancement. Il se réduisit à la con-
dition de valet dans le collège de Na-
varre, employant les jours au service
de ses maîtres, & la nuit à l'étude.
Après qu'il eut ainsi achevé sa carrière
philosophique, il se trouva en état
d'aspirer au degré de maître ès Arts :
& dès lors il se fit connoître par un

* Son vrai nom étoit *la Ramée* : il le latinisa sui-
vant la mode du tems.

coup d'éclat. Obligé de prendre un sujet sur lequel il soutiendrait thèse pendant un jour entier , contre quiconque se présenteroit pour argumenter , il s'engagea à défendre cette proposition : „ Tout ^a ce qu'Aristote a „ enseigné n'est que fausseté & chimère. „ L'école outroit alors l'admiration pour Aristote , & l'assujettissement aveugle à l'autorité de ce philosophe retardoit les progrès des connoissances humaines : cela n'est pas douteux. Mais la proposition de Ramus révolte par l'autre excès : & il n'est personne qui ne sente combien elle est fausse & téméraire , & quel caractère annonce dans le jeune candidat qui l'avança un pareil oubli de tout égard & de tout respect pour la façon de penser dominante. Comme néanmoins il avoit de grandes ressources du côté de l'esprit & des talens , il réussit à se faire admirer , & fut reçu maître ès Arts. Ce succès l'enhardit : & dans le tems dont nous parlons ici , il publia un livre intitulé *Aristotelica animadversiones* , c'est-à-dire , OBSERVATIONS SUR ARISTOTE ,

^a Quæcunque ab Aristotele dicta sint , falsa & commentitia esse.

390 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
observations critiques , qui réfutoient
& détruisoient toute la Philosophie ,
telle qu'elle s'enseignoit alors. Sur ce
livre l'Université prit feu : & , si nous
en croyons Omer Talon , ami zélé de
Ramus , au lieu de mettre l'affaire en
dispute réglée & scholastique , elle in-
tenta une action criminelle contre
l'auteur du livre , & le poursuivit au
châtelet , comme énervant la Théo-
logie & les Arts , par le discrédit
où il entreprenoit de faire tomber
Aristote.

Ce procédé est sans doute odieux.
Mais avant que d'en porter un juge-
ment définitif , je voudrois voir les
pièces originales , & savoir si l'on
n'employa pas d'abord une voie plus
douce ; & si ce ne fut pas le mépris
arrogant de sa censure , qui déterminâ
l'Université à se pourvoir devant le
juge royal.

Quoi qu'il en soit , cette affaire oc-
cupa successivement tous les tribunaux.
Du châtelet elle fut portée par appel
au parlement. Le roi ensuite l'évo-
qua à son conseil. Antoine de Go-
véa , dont j'ai parlé ci-devant , étoit
le tenant pour Aristote , & le prin-
cipal adversaire de Ramus. Le roi

ordonna que les deux contendans nommeroient chacun deux arbitres, *bons & notables personnages, connoissans les langues Grecque & Latine, & expérimentés en Philosophie*, auxquels il en ajouteroit lui-même un cinquième; & que cette commission examineroit le livre des Observations & en porteroit son jugement. Govéa nomma le célèbre Pierre Danès, & François de Vico-Mercato, Italien, ^{Hist. Un. Par. T. V L.} qui après avoir fait ses preuves de sa-^{p. 934.} voir à Boulogne, à Pavie, & à Padoue, étant venu à Paris, avoit été agrégé & coopté en 1540 dans la Faculté des Arts, & devint ensuite professeur * royal de Philosophie Grecque & Latine. Ramus choisit Jean Quintin docteur en Décret & Jean de Bomont médecin. Le surarbitre nommé par le roi fut Jean de Salignac docteur en Théologie.

De quelle manière l'affaire fut traitée par ces commissaires, c'est ce qu'il n'est pas aisé d'éclaircir. Car je ne m'en rapporte point avec confiance au récit d'Omer Talon, qui est visiblement un plaidoyer pour Ramus. Go-

* Il est cité sous cette qualité dans un édit de François I en Mars 1545.

véa & Rainus plaiderent contradictoirement l'un contre l'autre. Mais dès le premier point sur lequel il fallut prononcer , il y eut partage entre les juges : & il paroît que ceux qui avoient été choisis par les parties , étoient moins leurs juges que leurs avocats. Quintin & Bomont voyant que Salignac se joignoit à Danès & à Vico-Mercato , comprirent qu'ils ne pouvoient rien faire pour leur ami , & ils se retirèrent. Les trois qui restoient, n'en poursuivirent pas moins l'instruction du procès , & ils dressèrent leur avis d'une façon très dure pour Ramus. Ils lui prodiguent les qualifications de téméraire , d'arrogant , d'impudent , & ils concluent à la suppression de son livre. Ils prononcèrent une condamnation semblable contre un autre ouvrage du même auteur , qui leur avoit été aussi déféré , & qui étoit intitulé *Institutiones Dialecticæ* , traité de Logique , opposé par Ramus à la Logique d'Aristote. L'arrêt du conseil qui intervint sur leur avis , en adopta les dispositions , & y ajouta des défenses à Ramus de lire & d'expliquer dans son école les deux livres condamnés.

Il est dit dans le préambule de l'arrêt, qu'après le désistement de Quintin & de Bomont, Ramus fut sommé de nommer deux autres arbitres ; qu'il le refusa, & se soumit aux trois restans. Je n'ose afsûrer que cette soumission ait été volontaire. Le récit contenu dans ce préambule pourroit bien être l'ouvrage des commissaires eux-mêmes : & en ce cas là il ne mériteroit pas une entière créance.

S'il faut que je m'explique sur toute cette affaire , pour mettre le lecteur plus à portée d'en juger lui-même , je dirai qu'il me paroît évident que Ramus avoit le premier tort , non seulement quant aux procédés , mais quant au fond. La Logique est constamment la partie de la Philosophie qui a été le mieux traitée par Aristote. Aujourd'hui , que l'admiration pour ce philosophe n'est pas afsûrément poussée trop loin , l'enseignement public de cette discipline marche encore d'après lui. Et c'est précisément sur la Logique que Ramus attaquoit Aristote. Quel moyen donc de justifier sa censure ? Mais dans le cours de l'affaire , il n'est pas impossible que la conduite à son égard ait eu quelque chose qui

394 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
 tint de l'oppression. Le crédit de l'Université étoit grand. Le roi aimoit les lettres Grecques, & ne pouvoit qu'être très choqué de tout ce qui tendoit à en diminuer la splendeur. Ramus avoit lieu de craindre un * traitement rigoureux : & cette appréhension l'aura forcé à se soumettre.

Il demeura dans un état d'humiliation pendant le reste du règne de François I, quoique son talent attirât un grand concours d'auditeurs aux leçons qu'il continua de faire sur la Rhétorique. Après la mort de ce prince, les protecteurs de Ramus osèrent agir pour lui. Il en avoit un puissant en la personne du cardinal Charles de Lorraine, qu'il avoit connu au collège de Navarre, & de qui il s'étoit fait aimer. Par le crédit de ce grand prélat, il obtint dès l'année même de la mort de François I, la cassation de l'arrêt du conseil qui le flétrissoit.

* Ce n'est pas que j'adopte le récit de Pierre Galland, qui a écrit que le roi eut d'abord la pensée d'envoyer Ramus aux galères. Bayle remarque fort bien, que Galland étoit ennemi de Ramus, & que par conséquent son

témoignage n'est pas ici d'un grand poids. Mais sans être condamné à une peine afflictive, il est d'autres rigueurs auxquelles le téméraire censeur d'Aristote pouvoit se croire exposé, s'il résistoit opiniâtrément.

Cet arrêt sévère avoit été rendu en 1544 : & au commencement de l'année suivante les chirurgiens , au contraire , reçurent de François I un témoignage signalé de bienveillance par des lettres patentes , qui leur étoient tout-à-fait favorables.

Affaires des chirurgiens.

Rec. de Pasquier, l. IX. c. 30 & 31.

Mémoires & pièces du dernier procès entre les chirurgiens & les médecins.

Depuis que la Faculté de Médecine s'étoit déclarée protectrice des barbiers-chirurgiens , les chirurgiens de robe longue avoient toujours le cœur ulcéré. Mais le désir de partager les privilèges académiques les engageoit à éviter une rupture ouverte avec les médecins, & conséquemment avec l'Université. Nous avons vû qu'en 1507 ils se reconnoissoient authentiquement écoliers de la Faculté. Néanmoins dès la même année les querelles renaissent , & elles durent jusqu'en 1510. Alors les chirurgiens firent des démarches de paix , auxquelles les médecins se montrèrent disposés à se prêter. En 1515 la paix étoit pleinement rétablie. Les chirurgiens , pour n'être point soumis à une taxe qui se levoit actuellement dans Paris par ordre du roi , recoururent à la Faculté de Médecine , & la supplièrent, suivant les anciennes conven-

tions , de les réputer ses écoliers , & de les faire jouir en cette qualité des privilèges de la scholarité : & la Faculté consentit à leur demande par conclusion du dix-sept Novembre 1515. Etant d'accord avec la Faculté de Médecine , les chirurgiens obtinrent sans peine une déclaration pareillement favorable de l'Université le cinq Mars de l'année suivante. On ajouta pourtant , en conformité de l'ancien style , cette clause remarquable , qu'ils n'étoient pas admis dans la compagnie comme licenciés ou maîtres en Chirurgie formant une cinquième Faculté , mais comme écoliers de la Faculté de Médecine , pourvû qu'ils en fréquentassent les actes.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 70.*

Delà jusqu'en 1544 tout fut tranquille : au moins je ne vois aucun acte d'hostilité. Mais le titre sur lequel se fondoient les chirurgiens pour jouir de l'exemption des charges publiques , pouvoit , suivant l'observation que je trouve dans un mémoire manuscrit de M. Piat mon illustre ami , être critiqué par deux endroits. On leur contestoit la qualité de vrais écoliers , premièrement sur ce que la plupart d'entre eux étoient gens ma-

riés : ce qui , dans les tems dont il s'agit , paroissoit peu compatible avec l'état d'écolier. En second lieu , on n'est pas écolier toute sa vie : & l'ordonnance de Louis XII fixoit à huit ans l'espace de tems , pendant lequel les étudians en Médecine pourroient jouir des privilèges académiques. Or les chirurgiens prétendoient en garder la jouissance durant tout le tems qu'ils vivoient , ou du moins qu'ils exerceroient la Chirurgie.

Ces difficultés étoient réelles , & les préposés à la levée des taxes n'avoient pas tort de les faire valoir. Il falloit aux chirurgiens un titre plus efficace & moins restreint , pour les mettre à l'abri des poursuites , & ils trouvèrent François I disposé à leur accorder au moins en partie ce qu'ils souhaitoient. Par lettres patentes données au mois de Janvier 1545 , le roi déclara que son intention étoit que les chirurgiens , mariés ou non mariés , jouissent de tels & semblables privilèges dont les écoliers , docteurs régens , & autres gradués & suppôts de l'Université , avoient accoutumé de jouir ; & conséquemment de l'exemption de toute taxe & imposition pu-

blique. Cette clause , *mariés ou non mariés* , détruisoit la première objection que l'on faisoit contre eux. En second lieu la durée de la jouissance des privilèges académiques n'est point limitée pour eux par les lettres patentes à un certain espace de tems ; & elle paroît attachée à la profession de la Chirurgie. Il faut seulement observer que cette faveur est accordée aux chirurgiens , non par voie d'incorporation à l'Université , mais de simple assimilation.

Ces lettres ne confirment pas seulement les chirurgiens dans la possession de droits utiles : elles sont encore flatteuses pour eux , en ce qu'elles contiennent tous les titres honorifiques qu'ils sont jaloux de s'arroger. Leur profession y est qualifiée *art & science*. Ils y sont appelés eux-mêmes *professeurs , bacheliers , licenciés , & maîtres en icelui art de Chirurgie*. Voilà les titres qu'ils ont toujours ambitionnés.

Mais il est important de remarquer que ces titres ne leur sont point donnés & conférés par le roi : ils sont simplement énoncés : & tout ce que prouve cette énonciation , c'est que

les chirurgiens se les attribuoient. Il est de style que les lettres patentes obtenues par des supplians copient leur requête : & par conséquent elles ne peuvent leur fonder un droit aux titres & qualités qu'ils prennent , surtout au préjudice d'un tiers , qui n'a été ni appelé ni entendu. Les chirurgiens ne peuvent donc pas tirer avantage des dénominations honorifiques dont les décorent les lettres patentes de 1545.

• Il est vrai que ces lettres ne sont pas leur plus ancienne preuve de possession , & qu'ils allèguent des pièces d'une date bien plus reculée , où leur sont attribués les titres qu'ils revendiquent.

Mais outre que ces pièces ne sont point des actes judiciaires , où ils aient eu de légitimes contradicteurs , outre que l'Université & la Faculté de Médecine , seules intéressées à la chose , ne leur ont jamais accordé les qualités dont il s'agit : remarquons de plus que les termes qui expriment aujourd'hui ces qualités , avoient dans les tems anciens une signification bien plus générale , & n'étoient pas restreints aux compagnies enseignantes.

Le titre de *bachelier* étoit commun aux arts libéraux & mécaniques : celui de *maître* l'est encore. Le terme *licencié* signifie dans l'origine celui qui a obtenu une *licence* ou permission. Ainsi pour décider de sa valeur & de son prix, il faut examiner de quelle nature est la *licence* ou permission obtenue. Or la *licence* qu'obtiennent les chirurgiens, est celle d'opérer : *licentiam operandi*, est-il dit dans l'ordonnance de Philippe le Bel en 1311 : au lieu que la *licence* qui est accordée aux suppôts des Universités, est celle d'enseigner. Le nom même de *professeur* ne désigne dans les lettres de 1545 que celui qui fait profession d'un art, & non un maître qui en donne des leçons. La preuve en est qu'*étudiants* & *professeurs* y sont mis sur une même ligne, comme devant subir des examens pour acquérir les degrés de bacheliers, licenciés, & maîtres. Pour ce qui est du titre de *science* joint à celui d'*art* par rapport à la Chirurgie, je m'en tiens à ma première observation. C'est l'énoncé des chirurgiens : & s'il se trouve exprimé dans quelques actes anciens de l'Université, ce n'est que d'après eux, & par pure

inadvertance , dans un tems où l'on ne prévoyoit pas jusqu'où ils porteroient un jour leurs prétentions.

Les lettres patentes de 1545 ne furent point enregistrées au parlement , malgré trois lettres de jussion. Ce refus d'enregistrement avoit peut-être pour principe l'opposition de l'Université & de la Faculté de Médecine. C'est néanmoins ce que je n'ose assurer , parce que je n'en trouve aucune preuve littéraire. J'observerai seulement que les titres scientifiques de *bacheliers* , *licenciés* , & *professeurs* , ne paroissent plus dans les lettres accordées aux chirurgiens par Charles IX en 1567. On les y qualifie simplement *maîtres chirurgiens jurés*. Ces lettres furent enregistrées. Ainsi jusques-là les chirurgiens n'avoient pas gagné beaucoup de terrain sur la Faculté de Médecine & sur l'Université , qui de leur côté ne s'écartoient point de leur plan,

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 247.*

& qui en avoient rappelé toutes les conditions en 1551 par un décret solennel. Je reprendrai la suite de cette affaire sous l'année 1576.

La Faculté
de Théologie
maintient ses
loix à l'égard
des Men-
dians.

Le zèle de la Faculté de Théologie pour le maintien de sa discipline , en ce qui regarde les Mendians , fut mis

p. 393.

en 1544 à une forte épreuve , & il ne se démentit point. Un Jacobin , nommé Louis le Vert , avoit mendié auprès du duc d'Orléans , second fils du roi , une lettre de recommandation à la Faculté de Théologie , pour être admis au cours d'exercices théologiques extraordinairement , & par delà le nombre prescrit pour ceux de son Ordre. Ce sont ordinairement les sujets les plus destitués de mérite , qui tâchent d'y suppléer par de pareilles ressources , foibles en capacité , puissans en intrigues : & celui-ci étoit dans le cas. La lettre du prince fut lûe le deuxième jour d'Août dans la Faculté : & comme l'assemblée étoit peu nombreuse , & que l'affaire paroissoit difficile & importante , il fut dit que l'on nommeroit des députés , qui l'examineroient & en feroient leur rapport à la compagnie. La décision fut longtemps différée , peut-être à cause du tems des vacations , qui intervint. Le vingt Décembre la Faculté chargea son syndic Emeri de Courcelles , d'aller représenter au duc d'Orléans les raisons qui l'empêchoient de lui complaire , savoir les loix du corps & le peu de mérite du sujet. Le discours

que Courcelles tint au prince , est rapporté dans les actes de la Faculté : & il finit par ces termes : » Les doyen & » docteurs de la Faculté de Théologie vous supplient , comme protecteur de leurs privilèges , vouloir » iceux estre gardez & observez ; & ils » prieront Dieu pour la bonne prospérité & santé du roy très Chrétien , » nostre * père & le vostre. » Le prince accueillit favorablement le syndic , & il lui répondit qu'il désiroit le maintien & l'observation des privilèges & statuts de la Faculté de Théologie ; & que s'il eût connu l'incapacité du religieux dont il s'agissoit , il n'eût pas écrit en sa faveur. Je ne fais ce que je dois le plus louer ici , ou la fermeté des docteurs , ou la bonté du prince.

Thyvet , ce receveur général de l'Université , qui avoit tant fatigué les Recteurs par ses mauvaises difficultés , songea enfin à se démettre , non pas Election d'un receveur général de l'Université.
purement & simplement , mais en présentant pour le remplacer Simon Dou-
treleau , l'un des anciens professeurs

* Ce style étoit reçu & usité. Dans une requête que la Faculté des Arts présenta à François I , pour le prier d'abréger le cours de Philosophie , elle le qualifie : SIRE ET PERE. Voyez cette requête dans Duboullai , p. 392.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 395. 396.

404 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de la Faculté des Arts. L'Université
s'assembla pour ce sujet le cinq Mars
1545, & il y eut partage. Les trois
Facultés supérieures admirent & ap-
prouvèrent la requête de Thyvet : les
quatre Nations la rejetèrent : & le
Recteur Louis Charpentier, comp-
tant quatre voix contre trois, conclut
pour le dernier parti. Mais Thyvet
appella de cette conclusion, qu'il trai-
toit d'abusive : & dans le fait elle ne
tint pas. Le quatorze du même mois
l'Université se rassembla pour déli-
bé rer sur la même affaire. Doutreleau,
sur la démission de Thyvet, fut nom-
mé à la charge de receveur général.

Censures de
la Faculté de
Théologie.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 396.

J'ai averti que dans le grand nom-
bre des censures portées par la Fa-
culté de Théologie, je choisirois les
traits les plus remarquables, & que
je ne me ferois pas une loi de dire
tout. Ainsi j'observerai simplement
qu'un Jacobin nommé Coutant, pour-
suivi criminellement d'abord au châ-
telet & ensuite au parlement, pour
des propositions hazardeuses & sus-
pectes qu'il avoit avancées, fut ren-
voyé par arrêt du dix-huit Mars 1545
à la Faculté de Théologie, pour y
subir examen & interrogatoire, afin

que sur l'avis des docteurs la cour prononçât ce qui seroit convenable. Ce religieux se purgea, & il obtint le vingt-deux Août de la même année un arrêt favorable, qui le mit en état de poursuivre sa licence cinq ans après.

Deux ans auparavant un plus illustre accusé, docteur de la Faculté, & cité par elle à son tribunal, s'étoit tiré de péril par une conduite également modeste & habile. Claude d'Espense prêchant en 1543 dans l'Eglise de S. Merri, se servit de quelques expressions qui furent relevées, & que la Faculté ne crut pas devoir négliger dans un tems, où les ennemis de l'orthodoxie se multiplioient, & tiroient avantage de tout. S'il n'y avoit eu dans ses sermons rien de plus condamnable, que la manière dont il s'expliqua sur la Légende dorée, qu'il traita de *Légende de fer*, assurément il eût dû passer pour pleinement innocent. Mais on peut conjecturer que d'Espense étoit du nombre de ceux qui entroient en quelque composition sur certains articles moins importans; & en cela il imitoit le cardinal Charles de Lorraine son patron, qui a été re-

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 435.*

*Launoi ;
Hist. Coll.
Navarrae ,
p. 704. 705.
D'Argentré,
Coll. jud. de
novis error.
T. I. p.
XIII in-
dicis , &
T. I I.
p. 137. 138.*

gardé comme ne se piquant pas d'une roideur inflexible dans les points qu'il jugeoit ne pas intéresser la substance de la Foi. Ce docteur se voyant chargé d'une accusation délicate, ne s'opiniâtra point à lutter contre sa compagnie. Il comparut devant les commissaires qu'elle lui avoit nommés : il engagea un de ses amis à s'offrir pour conciliateur, afin d'éviter l'éclat d'une instruction & d'une procédure : il se soumit aux explications & rétractations qui lui furent prescrites : & tout fut pacifié. Ce ne fut pas là le dernier chagrin de cette espèce qu'il eût à essuyer. Mais nous verrons qu'il n'en fut pas moins considéré, & employé comme l'un des premiers théologiens de l'Eglise de France.

T. I. p. XIV

indiciis, &

T. II. p. 137

& 238.

L'exemple de d'Espense ne fut pas suivi par un frère Mineur, nommé Pernocelle, qui faisant son cours de licence avoit prêché dans plusieurs Eglises de Paris la nouvelle doctrine. Pernocelle déféré à la Faculté, fut d'abord interdit par elle de la prédication, pendant que son procès s'instruisoit. Il supplia, il s'excusa, il promit de se soumettre. Mais ce n'étoit de sa part qu'artifice & mauvaise

foi. Lorsqu'il eut épuisé tous les subterfuges , il prit son parti , & se retira chez les Protestans. Ceci se passoit en l'année 1545.

Cette même année se fit l'ouverture du concile de Trente. Depuis la naissance des troubles de Religion , il avoit souvent été traité entre les papes & les princes de la convocation d'un concile général , qui étoit regardé comme le remède le plus efficace aux maux de l'Eglise. Mais les intérêts politiques , qui traversent trop souvent ceux de la Religion ; les guerres presque continuelles entre Charles V & François I ; les chicanes des princes Protestans , qui feignoient de désirer un concile , pour ne point décréditer leur cause , & qui en même tems exigeoient , si l'on vouloit qu'ils s'y soumissent , des conditions injustes & impossibles : tous ces obstacles avoient toujours retardé l'exécution d'un si grand & si utile dessein. Il y avoit eu même des difficultés considérables sur le lieu où le concile devoit s'assembler. Paul III l'avoit convoqué sans succès , d'abord à Mantoue , puis à Vicence. Enfin la ville de Trente , frontière d'Italie & d'Allemagne , fut

Ouverture
du concile de
Trente.

408 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
agréée de toutes les parties : & le pape
par sa bulle du vingt-deux Mai 1542
y indiqua le concile pour le premier
Novembre de la même année. Divers
empêchemens en firent différer l'ou-
verture jusqu'au 13 Décembre 1545.

Faits de l'U-
niversité re-
latifs au con-
cile.

*Launoi, Hist.
Coll. Nav.
p. 273-275.
O Fra Pao-
lo, Hist. du
concile de Tr.
l. II.*

François I, pour préparer les ma-
tières qui devoient être traitées dans
le concile, assembla à Melun, sur la
fin de l'année 1544, douze docteurs
en Théologie, du nombre desquels
fut Claude d'Espense. Quelquesuns de
ces docteurs vouloient que l'on pro-
posât & demandât à Trente la confir-
mation des décrets des conciles de
Constance & de Bâle, & le rétablif-
sement de la Pragmatique Sanction.
D'autres s'y opposoient, dans la crainte
d'offenser en même tems le roi & la
cour de Rome. Il fut arrêté seulement
que les théologiens François pren-
droient pour règle le décret en vingt-
neuf articles de l'année 1543.

Nous avons vû que l'Université avoit
envoyé ses députés aux conciles de
Pise, de Constance, & de Bâle : &
même qu'ils y tinrent un rang distin-
gué, & influèrent beaucoup dans les
résolutions de ces saintes assemblées.
Il fut fait aussi des démarches qui pré-
paroient

paroient à une députation de sa part au concile de Trente. Le cardinal du Bellai, évêque de Paris, l'y invita par une lettre, qui fut lûe dans l'assemblée de l'Université le 24 Avril 1545. Le quinze Novembre suivant la Faculté de Théologie en délibéra. Mais je ne vois pas qu'il se soit ensuivi de ces démarches un grand effet. Il est certain que l'Université de Paris prit beaucoup moins de part à ce qui se passa au concile de Trente, qu'elle n'en avoit eu aux précédens qui viennent d'être nommés. Je rapporterai ce que l'histoire me fournira sur cette matière, lorsque le tems en fera venu.

Dans l'assemblée du vingt-quatre Avril on avoit commencé par lire une lettre de l'Université de Cologne, qui imploroit le secours de celle de Paris contre son archevêque. Herman de Weiden, archevêque & électeur de Cologne, prélat que la simplicité de son esprit & son peu de connoissances exposoient à la séduction, s'étoit laissé persuader par Bucer & par Melancthon d'introduire la nouvelle réforme dans son diocèse. Heureusement il trouva de la résistance dans son clergé & dans l'Université de sa ville archiépisco-

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 396.*

*D'Argentré,
T. I. p. XVI
indis.*

*L'Université
de Cologne
demande
l'adjonction
de celle de
Paris contre
l'archevêque
Herman.*

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 396.*

pale : & c'est cette résistance qui a sauvé la Foi Catholique dans Cologne. L'Université de Paris priée par celle de Cologne d'intervenir dans la cause, & de l'appuyer de son crédit & de sa recommandation auprès du pape, ne crut pas pouvoir donner réponse, jusqu'à ce qu'elle eût reçu sur ce point les ordres du roi. Depuis que la science politique a été plus éclaircie en Europe, & que l'on a mieux connu ce que l'on appelle maximes d'Etat & droits du souverain, ces communications avec l'étranger, autrefois d'un fréquent usage, sont devenues plus rares & plus difficiles. Le roi conseilla à l'Université de Paris de répondre, qu'elle louoit beaucoup le zèle avec lequel ceux de Cologne s'opposoient aux attaques des adversaires de la saine doctrine : mais qu'elle ne pouvoit faire cause commune avec les sujets d'un prince étranger. Ce conseil donné par le roi étoit un ordre, & il fut exécuté. L'affaire se termina à la satisfaction des bons Catholiques, sans que l'Université de Paris s'en mêlât. Herman excommunié & déposé par le pape, fut forcé par l'empereur de se soumettre à ce jugement, & ayant abdiqué

son éminente dignité, il fut remplacé par un archevêque zélé pour l'ancienne Religion.

Une maladie contagieuse régna dans Paris, & y fit un grand ravage durant les années 1544 & 1545. Elle agissoit encore dans toute sa force le dix-sept Juillet de cette dernière année, jour auquel le parlement rendit arrêt pour enjoindre à la Faculté de Médecine de choisir six docteurs de son corps, qui se dévouassent uniquement à la cure des pestiférés. De semblables ordres furent donnés aux barbiers & chirurgiens.

Peste dans Paris. Médecins délégués pour traiter les malades.

Hist. de Paris, T. II.

p. 1016.

Hist. Un. Par. T. VI.

p. 397.

L'élection du Recteur au mois de Décembre ne se feroit pas passée tranquillement, s'il n'eût été pris des mesures pour prévenir le trouble. Un certain Guillaume Bernard tramoit des brigues, des cabales, & distribuoit de l'argent, pour se gagner les suffrages. Jean Calmus, qui ne prend pas d'autre qualité que celle de régent en l'Université de Paris, presenta requête au parlement, demandant que le premier huissier fût commis pour informer des manœuvres de Bernard, & pour assister avec main forte à l'assemblée où se feroit l'élection. Le parle-

Trouble prévenu dans l'élection du Recteur. Mesures prises pour le prévenir.

p. 397.

ment rendit un arrêt conforme à la requête , & Calmus lui-même fut élu.

Faits de
moindre im-
portance.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 398.

L'année 1546 nous offre peu de faits qui demandent que nous y insistions beaucoup ; un nouveau décret pour proscrire les divertissemens indécens de la fête des Rois : de nouvelles contestations avec les parcheminiers , avec les préposés à la levée des impôts sur le vin. Je m'arrêterai davantage sur ce qui regarde la proposition faite en cette année d'aliéner le grand Pré aux Clercs , comme le petit avoit été vendu quelques années auparavant.

Proposition
de vendre le
grand pré.

p. 385 &
398.

Mémoires
sur le Pré
aux Clercs
p. 164--166.

En 1543 le syndic de l'Université avoit requis que l'on délibérât touchant le parti qu'il convenoit de prendre par rapport au grand pré , qui , suivant un toisé fait en 1540 , contenoit douze arpens. Il représenta que le pré avoit besoin d'être défendu par un mur d'enceinte , ou par un fossé ; & que la compagnie ne se trouvoit pas en état d'en faire la dépense. Cet exposé portoit à conclure que le mieux étoit de se défaire d'un bien onéreux , qui périltoit , & dont , en le vendant ou le louant , on pouvoit tirer un

produit considérable. Mais l'Université étoit jalouse de se conserver la propriété de son ancien patrimoine , & de conserver à ses écoliers l'usage qu'ils en faisoient pour leurs récréations aux jours de congé. Il fut dit que les choses seroient laissées en état.

Néanmoins , comme le parti de vendre étoit sensé au fond , & utile , il fut remis sur le tapis le vingt-huit Avril 1546 , & proposé à la délibération de l'Université. La Faculté des Arts , qui s'est toujours attribué un droit propre & spécial sur le Pré aux Clercs , consentit qu'il fût vendu , sous la condition que le produit de la rente tourneroit à son profit. Les trois autres Facultés ne prirent pas un parti bien décidé. Mais divers particuliers , suppôts de l'Université s'opposèrent nettement à toute conclusion, qui tendroit à dessaisir la compagnie du domaine de ses pères. Wallerand de Bez , simple maître ès Arts , l'un des opposans , se présenta à l'assemblée des députés qui se tint chez le Recteur le quatre Mai , & il y rendit compte de ses moyens d'opposition. Outre les raisons tirées du fond , il allégua que l'article de l'aliénation du pré n'avoit

point été exprimé sur le billet de convocation de l'assemblée du vingt-huit Avril, & que cette omission opéroit la nullité de la délibération & de la conclusion. Les députés reconnurent la valeur de ce moyen de forme. Ils ordonnèrent que l'affaire feroit de nouveau proposée dans l'assemblée générale, & que le billet de convocation en feroit une mention expresse. Cet arrêté eut son exécution, & le septième jour d'Août l'Université assemblée rejetta le projet de la vente.

Mort de
François I.
Ses obsèques.

*Hist. Un.
Par. T. VI
p. 399-405.*

*Hist. de Paris, T. II.
p. 1020, &
Pr. part. II.*

En 1547 le 31 Mars François I mourut au château de Rambouillet. Les obsèques de ses deux fils morts avant lui, François dauphin & Charles duc d'Orléans, furent célébrées avec les siennes, & leurs corps dans cette triste cérémonie accompagnèrent le sien. L'Université y tint son rang accoutumé. Dans la marche elle occupoit la gauche, vis-à-vis du chapitre de la cathédrale, & le Recteur marchoit de niveau avec le doyen du chapitre. Aux services qui se firent dans le chœur de Notre-Dame & dans celui de S. Denys, le Recteur & quelquesuns de l'Université prirent place dans les hauts sièges à gauche après

le parlement , la chambre des comptes , & la cour des aides.

Le même orateur fit les deux oraisons funébres, à Notre-Dame & à saint Denys. Ce fut Pierre Castellan , ou du Chatel , alors évêque de Mâcon , depuis évêque d'Orléans & grand aumônier : prélat d'un mérite supérieur , savant , éloquent , mais homme de cour , & qui ne craignit point de prêcher que le prince qu'il louoit , avoit mené une si sainte vie , qu'il n'y avoit pas lieu de douter que son ame n'eût été tout d'un coup transportée au ciel , sans passer par les flammes du purgatoire. François I fut assurément un prince magnanime , plein de valeur & d'une noble franchise. Les lettres , qui lui doivent tout dans ce royaume , ne cesseront jamais de célébrer ses louanges. Mais on fait assez que sa vie n'a pas été un modèle de sainteté. Ce ne fut pourtant pas par cet endroit que la phrase de Castellan fut attaquée. Les docteurs en Théologie prétendirent y appercevoir une critique de la doctrine du purgatoire , & ils voulurent en porter leurs plaintes en cour. Il n'y avoit pas matière , & on se moqua d'eux. Le fait est

Eloges funé-
bres de ce
prince par
Pierre Ca-
stellan.
Thuan , Hist.
l. III.

que ce prélat ne leur étoit pas agréable. Bon Catholique, mais d'un zélé tiède, il favorisoit & protégeoit des gens de Lettres dont les sentimens n'étoient pas orthodoxes, tels que le célèbre imprimeur Robert Etienne, duquel j'aurai occasion de parler dans la suite. Henri II, fils & successeur de François I, eut si peu d'égard aux accusations des docteurs, qu'il fit Castellan grand aumônier l'année suivante.

Privilèges.

*Hist. Un.
P. II. T. VI.
p. 405.*

*Privilèges de
l'Université,
p. 123.*

On a vû qu'à chaque mutation de règne, l'Université est attentive à faire confirmer & renouveler ses anciens privilèges. Elle demanda, suivant son usage, cette confirmation au nouveau roi Henri II, & elle l'obtint sans délai. Les lettres patentes en furent expédiées au mois de Septembre 1547. Je vais recueillir ici tout ce que me fournit le règne de Henri II sur la matière des privilèges, & je considérerai trois objets, le droit dont jouissent les suppôts de l'Université d'avoir leurs causes commises au châtelet de Paris, l'exemption des impositions, le droit rectoral sur le parchemin.

**Droit de
committimus.**

p. 40.

Le droit que l'on nomme de *committimus* fut confirmé, corroboré, &

amplifié par lettres du mois de Mars 1555 , aux principaux des collèges , & à tous maîtres de l'Université tenant pension , pour le recouvrement des deniers qu'ils auroient employés à la subsistance de leurs pensionnaires. Le parlement de Rouen ne vouloit point reconnoître en ce point le privilège de l'Université , qu'il regardoit comme contraire à la charte normande. Les autres parlemens du royaume trouvoient aisément des titres ou des prétextes pour se dispenser pareillement d'y avoir égard. Le roi , qui se qualifie lui-même *le bon père & protecteur* de l'Université , dérogea par les lettres dont il s'agit à toutes les loix & coutumes , en vertu desquelles on entreprendroit de forcer les maîtres de Paris à plaider ailleurs qu'au châtelet, pour cause d'alimens fournis & de pensions : & il ordonna l'observation & exécution du privilège académique dans toute l'étendue de son royaume.

L'exemption de payer les droits imposés sur le vin , fut contestée en 1557 Exemption
des droits
imposés sur
le vin. aux suppôts de l'Université par la cour des aides, sous prétexte que la loi n'en p. 129. dispensoit personne , & vouloit que le droit fût levé sur tous , exemts & non

exemts. Il a déjà été observé que l'Université prétendoit n'être point comprise dans toutes les ordonnances onéreuses où elle n'étoit point expressément mentionnée. Sur ce fondement elle présenta requête au roi, pour demander à jouir de son privilège d'exemption : & le roi autorisa sa prétention, & lui accorda sa demande, par lettres patentes du douze Mai 1557.

Je remarque en passant que l'opinion qui fait Charlemagne fondateur de l'Université, étoit alors regardée comme tellement indubitable, que Henri II dans ces lettres fait le calcul exact du nombre d'années que l'Université, dans cette supposition, avoit subsisté. *Depuis la fondation de ladite Université, dit-il, qui fut il y a sept cens soixante - & - six ans.* Il regarde l'Université comme fondée en l'année 790.

p. 126.

Le droit de franchise par rapport à toutes les impositions sur le vin avoit été reconnu & approuvé en 1553 par arrêt du parlement, rendu en faveur des Jacobins, qui, comme suppôts de l'Université, en réclamoient le privilège. Les fermiers des droits du roi

avoient fait arrêter & saisir au pont de Sens trois cens muids de vin , que ces religieux faisoient venir à Paris pour leur maison , alors extrêmement nombreuse. L'affaire fut portée au parlement , qui déclara la faisie tortionnaire & injuste , & condamna les fermiers aux dépens , dommages & intérêts.

J'ai parlé plus d'une fois du droit rectoral sur tout le parchemin entrant dans Paris , droit qui consiste en ce que cette marchandise doit être amenée dans la halle de l'Université , aux Maturins anciennement , maintenant au collège de Justice, pour y être visitée, estimée , & appréciée , & recevoir la marque du Recteur , à qui chaque borte de parchemin doit seize deniers Parisis ou vingt deniers Tournois. Tout parchemin qui n'a pas la marque du Recteur , est saisissable , & la confiscation lui en appartient. Les parcheminiers portoient impatiemment ce joug , & non seulement ils cherchoient à frauder le droit du Recteur par la contrebande , mais ils l'attaquoient au fond ; & dans les dernières années du règne de François I , il y avoit une instance pendante au parlement sur cette ma-

Droit rectoral sur le parchemin.

p. 124. G
181.-186.

420 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
tière. Henri II donna des lettres parentes au mois de Septembre 1547, qui confirmoient le droit de l'Université, & qui ayant été enregistrées au parlement, servirent de règle pour le jugement du procès. L'arrêt fut rendu le deuxième jour d'Août 1548.

Les parcheminiers, évincés par cet arrêt, se retranchèrent à prétendre qu'au moins le parchemin destiné pour l'usage des cours de justice, & en particulier pour le greffe du parlement, ne devoit payer aucun droit au Recteur. Nous trouvons cette prétention énoncée dans une requête présentée au parlement, le deux Août 1553, par Etienne Ancher parcheminier du roi & du parlement. Il obtint main levée de la saisie qui avoit été faite chez lui le vingt-deux Juillet précédent, de quatre bottes de parchemin non rectorisé. Cette petite victoire lui donna apparemment & à ses confrères la confiance de violer la loi plus hardiment. Car je vois qu'au mois de Décembre 1554, le Recteur se plaignoit qu'il s'étoit vendu environ deux cens bottes de parchemin, qui ne lui avoient payé aucun droit. Ce Recteur mit en délibération de quelle manière il de-

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 478.*

voit s'y prendre , pour avoir raison de la fraude faite à ses droits. Jean du Luc , procureur de l'Université au parlement , homme habile & entendu , reconnut que le Recteur étoit certainement en droit de citer les délinquans à son tribunal , & de se faire justice par lui-même. Mais il représenta que le procureur général n'approuvoit point cette façon de procéder. Ainsi il conclut à poursuivre l'affaire au nom de l'Université devant le parlement. Je ne puis dire si ce conseil fut suivi. Mais je vois que la question du fond se termina à l'avantage de l'Université. Le parcheminier Ancher se soumit par acte du vingt-sept Juin 1560 à payer le droit de rectorisation , même pour le parchemin qu'il fournissoit au greffe du parlement.

*Privilèges de
l'Université ,
p. 185. 186.*

Ce fut l'année suivante 1561 que l'on s'avisa pour la première fois d'affirmer ce droit , afin de débarrasser les Recteurs des détails pénibles du recouvrement.

Je dois observer que , si ce droit appartient en commun à toute l'Université , c'est la Faculté des Arts qui en a l'exercice & la jouissance. C'est cette

*Hist. Un.
Par. T. V L.
p. 406.*

Faculté qui porta en 1548 les frais du procès pour le maintenir : & c'est elle encore qui le donna à ferme en 1561.

Faits médiocrement intéressans.

Je reviens à l'année 1547, sur laquelle & sur la suivante je trouve d'abord quelques faits médiocrement intéressans.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 405.

Le doyen de Médecine prétend user du droit de double suffrage dans les délibérations de la Faculté. Il soutenoit que le Recteur & tous les chefs de compagnies dans l'Université avoient cette prérogative. Elle n'est connue aujourd'hui parmi nous que dans la Faculté de Droit.

p. 406.

Les bacheliers de la licence de Théologie invitent le parlement d'assister, suivant l'ancienne coutume, à leurs paranymphe chez les Dominicains, à Navarre, & en Sorbonne : & le parlement promet de s'y rendre.

Le Recteur se transporte à S. Denys pour le Lendit, & n'ayant point invité les doyens des Facultés supérieures à l'accompagner dans ce voyage, il s'attire à ce sujet les plaintes du doyen de la Faculté de Décret.

Un événement plus important est le renouvellement des querelles au

sujet du Pré aux Clercs , & le procès criminel & civil en même tems qui naquit de cette origine en 1548 , & dura plusieurs années.

Grand procès au sujet du Pré aux Clercs.

Hist. Un.

Par. T. VI. p. 406-429.

Mémoires sur le Pré aux Clercs ,

p. 166-196.

Hist. de Paris , T. II.

p. 1025-

1027.

La paix régnoit entre l'Université & le moines de S. Germain depuis deux cens ans , ou elle n'avoit été interrompue que par des troubles légers & bientôt apaisés. Ce n'est pas que les moines gardassent fidèlement les anciennes conventions : au contraire ils les avoient violées presque dans toutes leurs parties. Ils ne payoient point les rentes qu'ils devoient à l'Université. Ils s'étoient approprié le chemin qui conduisoit de l'abbaye à la rivière entre le grand & le petit pré : & ils avoient établi une voirie , & assigné une place pour le marché aux chevaux , dans le voisinage du pré , ce qui incommodoit beaucoup les écoliers dans leurs divertissemens. Le petit pré surtout , en conséquence des nouveaux arrangemens pris par les moines , étoit devenu le receptacle de toutes les immondices qui sortoient de ce côté de la ville , en sorte que l'Université s'éroit crûe forcée de s'en défaire & de l'aliéner. Les moines avoient encore pris des vûes & ouvert des fenêtres

sur le pré. Enfin ils en avoient confondu avec leur domaine tantôt un morceau , tantôt un autre , par des usurpations clandestines. Tous ces torts faits à l'Université par les moines sont constatés par l'arrêt du dix Juillet 1548 , qui en ordonne la réparation. L'Université , toujours peu attentive à ses intérêts , se réveillait de tems en tems , faisoit quelques mouvemens , & puis rentroit dans l'inaction. Il fallut que la pétulance de ses écoliers , & les mauvais traitemens qu'ils éprouvèrent en conséquence , la tirassent de son assoupissement , & que la nécessité de se défendre sur un incident amené par leur témérité la mît sur les voies pour pousser l'affaire au fond , & revendiquer efficacement ses droits usurpés.

J'ai dit que plusieurs suppôts de l'Université improuvoient l'aliénation du petit pré. Nul n'y étoit plus opposé que Ramus , & dès qu'il eut obtenu du nouveau roi ^a main-levée de sa plume & de sa langue , comme il s'exprime lui-même , il usa de cette

^a Misero rex Henricus. . . . adfuit , me- | linguâ solvit. *Ramus cité*
que. . . . & manibus & | par Bayle , *Dict. art. Ra-*
mus , not. L.

liberté pour déclamer avec véhémence contre les auteurs d'une résolution , qu'il faisoit regarder comme indécente, & contraire aux vœux légitimes de la jeunesse académique. On conçoit aisément que dans ses invectives il n'oublia pas les usurpations des moines , qui rétrécissoient le pré de jour en jour. Les écoliers entrèrent dans ses sentimens avec transport. L'avantage de la compagnie les touchoit peu. Ils ne cherchoient qu'à avoir plus de lieu pour leurs jeux & leurs exercices. Pleins de la fougue que leur avoient inspirée les discours de Ramus , ils s'attroupent en armes le quatre Juillet 1548 : un grand nombre de mauvais sujets & de gens de la lie du peuple se joignent à eux : & tous ensemble ils vont attaquer le clos des moines. Ils y font brèche en plusieurs endroits, rompent les arbres fruitiers , brisent les vignes , emportent les treilles : & ils commirent encore les mêmes excès dans le jardin d'un conseiller au grand conseil , qui avoit sa maison dans le voisinage. Les religieux de leur côté se mirent en défense , eux & leurs gens. Ils appelèrent le lieutenant criminel & le pré-

426 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
vôt de la maréchaussée. Plusieurs des
écoliers, & de ceux qui les accom-
pagnoient, furent battus, blessés,
emprisonnés, obligés de fuir en dé-
fordre. Il y eut bien des violences de
part & d'autre : mais on ne peut pas
douter que les écoliers n'aient été les
agresseurs. Le Recteur & l'Univer-
sité firent tout ce qui étoit en leur
pouvoir pour appaiser le tumulte, qui
eut diverses scènes, & dura plus d'un
jour. Enfin par leurs soins, & par
l'autorité des magistrats, le calme fut
rétabli : & l'Université n'eut plus qu'à
se défendre judiciairement contre les
religieux, qui les premiers avoient
rendu plainte. La cause fut plaidée au
parlement les neuf & dix Juillet.

Elle étoit mêlée, comme je l'ai dit,
de civil & de criminel. Car pour ré-
pondre à la plainte formée par les
religieux au sujet des violences qu'ils
venoient de souffrir, l'Université ex-
posa ses griefs contre eux, & les torts
qu'elle avoit reçus de leur part.

Arrêt du par-
lement.

Ibid.

Le criminel ne causa pas beaucoup
d'embarras au parlement. L'Univer-
sité n'avoit aucune part aux violences
qui s'étoient commises : elle ne pre-
noit point intérêt aux coupables qui

n'étoient point de son corps : elle demandoit seulement les écoliers emprisonnés. Les religieux de leur côté n'étoient pas fort ardens à poursuivre une vengeance qu'ils avoient prévenue. Ainsi il fut dit que l'Université & les Religieux produiroient des témoins , par rapport aux excès dont ils se plaignoient respectivement ; que les écoliers qui étoient en prison seroient rendus au Recteur , sous la charge de les représenter lorsqu'il en seroit requis ; & que le lieutenant criminel feroit le procès aux prisonniers qui ne seroient point suppôts de l'Université.

Le civil étoit plus compliqué , & rouloit sur un grand nombre de chefs , sur lesquels l'Université eut toute la satisfaction qu'elle pouvoit souhaiter.

Il fut ordonné aux religieux de donner place & lieu commode , loin des grand & petit prés , pour la voirie ; chemin pour aller à cette voirie , sans embarrasser les écoliers dans leur route vers le pré ; & un marché aux chevaux , qui fût éloigné des prés de l'Université. Défenses à tout charretier , voiturier , & marchand de chevaux , d'entrer sur ces prés , & d'y gêner les

428 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
divertissemens des écoliers. Ordre de rétablir l'ancien chemin , qui menoit des murailles de l'abbaye à la rivière : & deux conseillers au parlement furent chargés de présider aux recherches nécessaires pour le retrouver.

Il fut pareillement enjoint aux religieux de boucher & *estouper* les vûes & fenêtres , qu'ils avoient pratiquées de leur maison sur le pré.

Quant aux rentes de quatorze livres , & de huit livres , que l'Université prétendoit lui être dûes par les religieux , ils consentoient à les payer , si on leur en produisoit les titres : & c'est ce que le parlement jugea.

Pour reconnoître & constater les usurpations des moines sur son terrain , l'Université demandoit un nouveau mesurage de son pré : & sa demande lui fut accordée.

Enfin les religieux avoient osé renouveler leur chimérique prétention du droit de censive sur le pré de l'Université. Mais le poste n'étoit pas tenable : ils l'abandonnèrent ; & le parlement , de leur consentement , déclara que l'Université devoit jouir de ses prés , petit & grand , librement & sans aucune charge.

Pour couronnement de la victoire , l'Université , qui avoit représenté sa noble indigence , fut déchargée de tous frais : & il fut dit que l'arrêt seroit exécuté aux dépens des religieux.

L'exécution de cet arrêt demandoit du tems & des soins par rapport à deux articles , l'ancien chemin dont il s'agissoit de retrouver les vestiges , & le mesurage du pré.

Exécution de l'arrêt.

Mémoires sur le Pré aux Clercs ,
p. 198--224.
p. 227--239.

On commença par chercher le chemin : & depuis le 11 Juillet jusqu'au 31 du même mois , deux commissaires du parlement se transportèrent sur les lieux presque tous les jours , souvent deux fois en une seule journée , pour voir les choses par leurs yeux , entendre les rapports & dépositions des anciens du quartier , faire fouiller & ouvrir des tranchées aux endroits indiqués par les témoins : & enfin le quatorzième jour d'Août fut reçu le rapport des jurés maçons & autres , par lequel étoit fixé & déterminé l'ancien chemin d'une manière qui ne satisfit ni les uns ni les autres , mais qui constatoit l'usurpation des religieux.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 439--446.

On procéda ensuite au mesurage & bornement du grand pré. Cette opé-

430 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
ration , longue en elle-même , & en-
core traversée par les contestations res-
pectives des parties , & par les tu-
multes & violences que réitérèrent les
écoliers à plusieurs reprises , ne fut
terminée qu'en 1551. Un arrêt du par-
lement rendu le 14 Mai de cette an-
née , fixa les limites : & le procès ver-
bal des quarante bornes posées par l'ar-
penteur , conformément à l'arrêt , est
daté du mois d'Août suivant.

Plaintes des
deux parties.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 439-446.

T. II.
p. 1027.

Le procès fut donc fini , mais non
les parties satisfaites. Les religieux se
plaignoient que le parlement favori-
soit l'Université à son préjudice , &
ils obtinrent même des lettres d'évo-
cation au conseil , qui n'eurent point
d'effet. Ils prétendoient souffrir par
l'arrêt définitif un grand dommage ,
& je vois que l'historien de la ville
de Paris , religieux de l'abbaye , fait
monter à plus de cinquante arpens
l'évaluation de ce que sa communauté
perdit alors de terrain. C'est beau-
coup : & je crains que ce religieux ,
d'ailleurs très estimable , n'ait été em-
porté à quelque exagération par le
zèle du bien de son couvent.

L'Université de son côté n'étoit gué-
res plus contente. Plusieurs de ses sup-

pôts soutenoient qu'elle n'avoit pas obtenu pleine justice : & Oronce Finé en particulier , professeur royal en Mathématique , & le plus grand mathématicien de son tems , qui avoit pris part , comme commissaire de l'Université , à la mesure du terrain , nous a laissé un mémoire très bien fait , dont l'objet est de prouver que l'Université est considérablement lésée. Ce mémoire a été imprimé par les soins de Duboullai dans son ouvrage sur le Pré aux Clercs. Mais Oronce Finé y avoit joint deux * cartes, qui seroient aujourd'hui très curieuses , si l'on pouvoit savoir ce qu'elles sont devenues. Il les intituloit ainsi : *Description & carte du Pré aux Clercs en l'estat qu'il estoit il y a 28 ou 30 ans : & Description & carte dudit pré en l'estat & adultération où il est de présent.*

*Mémoires sur
le Pré aux
Clercs ,*

p. 240—253.

Je penserois volontiers que les plaintes des deux parties font honneur à la justice de l'arrêt , & à la sagesse de la cour qui le rendit. Les compagnies

* Scevole de sainte Marthe, dans l'éloge qu'il a donné d'Oronce Finé , atteste que ce mathé-

maticien étoit habile à dresser des cartes géographiques , & adroit artisan de machines.

portent ordinairement leurs prétentions fort haut : & lorsqu'il s'agit de possessions anciennes , de vieux titres , dont plusieurs sont égarés , de limites confondues par les changemens qu'amènent les siècles , celui des contendans qui recouvre une partie de son bien doit être content , & celui que l'on force à restitution n'a pas lieu de se plaindre.

L'Université
rentre en
possession du
petit pré qu'
elle avoit
vendu.

J'ai évité jusqu'ici de faire mention d'un des articles du procès , afin de ne point embarrasser mon récit par la multitude des objets. Je veux parler des bâtimens qui avoient été construits sur le petit pré , depuis qu'il avoit été vendu par l'Université à Pierre le Clerc. Ces bâtimens déplaisoient aux écoliers : ils en avoient attaqué & endommagé une partie dans leurs émeutes , & ils demandoient la démolition du reste. Plusieurs maîtres les soutenoient dans leur prétention. Ils représentoient la vente du petit pré sous des couleurs odieuses , & ils avançoient que c'étoit l'ouvrage d'un certain nombre de suppôts , qui pour leur profit particulier avoient aliéné l'ancien patrimoine de la compagnie. L'Université se crut obligée de céder
à la

à la nécessité. Elle avoit besoin de réunir toutes ses forces contre l'ennemi commun : & afin d'étouffer toute division dans son sein , elle consentit à détruire ce qu'elle avoit fait , & à demander au parlement le rétablissement de toutes choses en état , & la démolition des bâtimens élevés sur le terrain du petit pré.

Le parlement ne procéda pas si vite sur cet article , qui intéressoit non seulement Pierre le Clerc principal acquéreur , mais tous les particuliers qui avoient acquis de lui quelque portion du terrain , & y avoient bâti. Il ordonna qu'ils seroient tous entendus , & produiroient leurs titres , avant qu'il fût prononcé sur la demande de l'Université.

Cette demande avoit deux objets : premièrement la cassation du contrat passé entre l'Université & le Clerc pour la totalité du petit pré ; en second lieu la démolition des bâtimens.

Les choses s'arrangèrent d'elles-mêmes par rapport au premier article. Le Clerc ne pouvant tenir contre les clameurs séditieuses des écoliers , & des maîtres qui les appuyoient , donna dès le 17 Avril 1549 son désistement

*Mémoires sur
le Pré aux
Clercs ,*

p. 254-261.

Hist. Un.

Par. T. VI.

p. 433. 434.

472-476.

434 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
de tous les droits qu'il avoit acquis
de l'Université sur le petit pré , & il
en renouvela l'acte le 31 Octobre
1552. Ainsi l'Université rentra en
possession de son terrain , & dans
tous les droits qu'elle avoit cédés à le
Clerc. C'étoit là une satisfaction don-
née aux mécontents.

La démolition des bâtimens étoit
une prétention absurde & intolérable.
Aussi le Clerc dans son acte de cession
exigea-t-il de l'Université qu'elle les
laissât subsister. Elle accepta la condi-
tion : & la chaleur des esprits s'étant
rallentie , il ne se trouva personne qui
osât réclamer contre un parti si rai-
sonnable & si judicieux. Seulement
l'Université eut quelques difficultés
de peu d'importance avec les acqué-
reurs des différentes portions du pré.

Observa-
tions parti-
culières.

Le récit & les pièces de toute cette
grande affaire , me fournissent quel-
ques observations particulières , dont
je ne crois pas devoir priver le lecteur.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 407.*

Je remarque d'abord que la considé-
ration dont jouissoit l'Université étoit
portée si loin , que Rochefort avocat
plaidant pour les religieux, commence
par s'excuser de ce qu'il s'est chargé
de leur cause. Il avoue que plusieurs

de ses confrères l'avoient refusée , & il déclare qu'il les eût imités volontiers , s'il l'eût pû faire honnêtement. Il ne veut point qu'on le regarde comme agissant contre l'Université de Paris , dont il s'est toujours tenu & réputé le plus petit membre : & il proteste que son but a été de tâcher d'amener les choses à un accommodement. Ces précautions de l'avocat étoient placées , puisqu'il parloit devant une compagnie , en laquelle , dit-il , *il y en a bien peu qui ne soit ou ait esté escho-lier en l'Université de Paris.*

L'avocat général Marillac enchérit encore : & comparant la faveur que méritoient les gens d'Eglise , tels qu'étoient les religieux actuellement en cause , & celle qui est dûe à l'Université , il se décide nettement pour ce dernier côté. » L'Université, dit-il , » est la mère , le séminaire & la pé- » pinière , à proprement parler, de tou- » tes gens de bien , de vertu , & de » sçavoir : en sorte que non seulement » elle seroit plus à favoriser que l'E- » glise de S. Germain , sans compa- » raison , d'autant qu'une mère est plus » à favoriser que la fille ; mais parce » que sans l'Université l'Eglise ne se-

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 418.*

» roit rien , c'est-à-dire que sans les
 » gens de bonnes lettres, & de bon sça-
 » voir , & de vertu , qui viennent de
 » l'Université , l'Eglise ne pourroit
 » consister. »

Ces sentimens , qui ne régnoient pas moins dans l'esprit & le cœur des juges , donnoient sans doute un grand avantage à l'Université. Mais aussi la résistance de l'autre part étoit forte & puissante. Les religieux de S. Germain avoient alors pour abbé le cardinal de Tournon , prélat d'un très grand poids , non seulement par sa naissance & par son rang , mais par ses qualités personnelles , qui lui avoient mérité l'estime & la confiance du roi François I. Ce cardinal étoit partie au procès, & il s'y intéressoit sérieusement.

*Mémoires sur
 le Pré aux
 Clercs ,
 p. 227. 228.*

Il le fit bien voir , lorsqu'étant venu à Paris au mois d'Octobre 1549 , il rendit une visite aux présidens & conseillers assemblés en la chambre du conseil. Après les premiers témoignages de civilité & de politesse , le cardinal parla de l'affaire du Pré aux Clercs , & il se plaignit , en termes mesurés , de ce que le parlement n'avoit encore fait aucune punition exemplaire des excès commis par les écoliers. Le

premier président Lizer, homme en toutes manières au-dessous de sa place, excusa la compagnie dont il étoit le chef, sur ce que la crainte d'une trop grande commotion l'avoit obligée de céder au tems. Cette réponse me paroît avoir peu de dignité. Quoiqu'il en soit, on sent par la démarche & par le discours du cardinal, combien il prenoit l'affaire à cœur : & néanmoins l'Université triompha.

J'observerai en second lieu que le plaidoyer de Denys Riant pour l'Université, contient une histoire fort bien faite des démêlés qu'elle avoit eus anciennement avec les moines de S. Germain des Prés. C'est un abrégé dont on peut faire usage dans l'occasion.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 410--413.*

Ma troisième remarque aura pour objet l'estimation des biens & la valeur de l'argent, très différentes alors du taux d'aujourd'hui. L'avocat de l'Université voulant relever la richesse de la maison de saint Germain, porte à vingt-cinq ou trente mille livres le revenu dont jouissoient les religieux & abbé de ce monastère. Ce n'est pas la dixième partie de l'estimation actuelle.

p. 410.

*Hist. Un.
Par. T. VII.
p. 416.*

Enfin , pour ne rien omettre de ce qui peut instruire des usages anciens , je dirai qu'il semble que les abbés commendataires eussent alors droit de correction sur leurs religieux , puisque le même avocat menace ceux de saint Germain , que si le cardinal de Tournon vient à être informé de leur conduite , *n'y aura par aventure celuy à qui il ne fasse estroitement bailler la discipline.* Si le pronostic de l'avocat fut accompli , si la sévérité du cardinal , qui étoit grande , se fit sentir aux religieux , ce fut du moins , comme on l'a vû , sans préjudice des punitions bien plus rigoureuses , auxquelles il eût voulu que l'on soumit les écoliers.

L'Université revendique les places qui lui sont dûes dans le chœur de S. Denys.

p. 429.

Au mois de Janvier 1549 il se fit une cérémonie religieuse à S. Denys , pour remettre en leurs places les châsses des saints martyrs. Les compagnies y assistèrent , & le Recteur eut à défendre ses droits honorifiques & son rang. Comme les richesses , & les commodités qui en sont les suites , n'ont jamais été le partage de l'Université , le tems étant mauvais & pluvieux , elle ne put arriver assez tôt , & lorsqu'elle entra dans le chœur de

S. Denys, elle trouva ses places occupées par quelques conseillers au parlement. Le Recteur se reposa d'abord dans les bas sièges : mais il envoya les quatre procureurs au premier président pour lui demander justice, en lui déclarant que si les conseillers ne quittoient les hautes stalles destinées à l'Université, elle se retireroit sur le champ, & iroit porter ses plaintes au roi. Le premier président ne balançant pas, & fit avertir les conseillers qui remplissoient les dernières stalles du côté de la porte du chœur, de se retirer, & de laisser vuides des places qui n'appartenoient point au parlement. Ils firent résistance : il fallut que le premier président les menaçât d'instruire le roi de leur désobéissance. Enfin ils prirent leur parti : & le Recteur accompagné des principaux membres de l'Université monta dans les hauts sièges, qu'il avoit à juste titre revendiqués.

Le seize Juin de la même année, le roi Henri II fit son entrée solennelle dans Paris : & ce fut en cette occasion que le Recteur fit attribuer à sa charge l'honorable commission de porter la parole, & de haranguer le

Entrées du roi & de la reine dans Paris. Le Recteur fait les harangues.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 429-432.

T iiij.

roi , au lieu que jusques-là , par une coutume qui doit nous paroître bizarre , cette fonction avoit été affectée à un docteur en Théologie.

Le Recteur qui introduisit cette réforme judicieuse , se nommoit Jean Mareschal , & il étoit professeur de Rhétorique au collège de Calvi. Il avoit indiqué une assemblée , pour préparer & régler d'avance l'ordre que l'Université devoit garder dans cette cérémonie. Là il représenta que la fonction d'orateur étoit dûe à sa charge. Il allégua l'exemple des autres compagnies , pour lesquelles leurs chefs portoient la parole. Il réfuta la pensée absurde où quelquesuns étoient que la dignité du Recteur auroit quelque chose de plus auguste , lorsqu'au lieu de parler lui-même , il emploieroit le ministère d'un orateur : » Comme si , remarque-t-il , » le Recteur paroïssoit » devant le roi en qualité de personne auguste & revêtue de majesté , » & non pas comme suppliant & très » humble serviteur & sujet. » Toutes les Facultés approuvèrent la proposition du Recteur , & la Faculté même de Théologie se laissa pour lors emporter au torrent.

Dans la même assemblée il s'agit de décider en quel endroit l'Université iroit saluer le roi & le haranguer. L'ancien usage étoit qu'elle l'attendît devant sainte Geneviève des Ardens , pour l'aborder lorsqu'il approchoit de l'Eglise de Notre - Dame. Cet usage avoit ses inconvéniens : & le cardinal Charles * de Lorraine , alors tout puissant en cour , ayant été consulté sur le parti que l'on devoit prendre à cet égard , avoit répondu que l'Université feroit mieux d'aller jusqu'au prieuré de S. Lazare , près duquel le roi recevroit les hommages des autres compagnies. Il fut décidé que le conseil du cardinal seroit suivi.

On délibéra en troisième lieu, si l'on feroit le chemin pour aller à S. Lazare à cheval ou à pied : & il fut résolu, contre l'avis des théologiens , que l'on iroit à cheval.

L'article de cette conclusion , par lequel la fonction d'orateur étoit déferée au Recteur , déplaisoit aux théologiens , qui perdoient une occasion de briller. Mais en même tems la dé-

* Il est appelé dans le récit original *cardinal de Guise* , parce que son on-

cle Jean cardinal de Lorraine vivoit encore.

cision étoit tellement fondée en raison , qu'elle ne pouvoit pas être critiquée. Les théologiens s'en prirent à la partie du décret , qui vouloit que l'on allât à cheval. Ils firent grand bruit de cette innovation, & demandèrent qu'il en fût encore délibéré. Il fallut convoquer dans un espace assez court plusieurs assemblées, dans lesquelles ils déclamoient avec force , disant qu'à des hommes comme eux , dont l'état exigeoit la modestie , & parmi lesquels on comptoit un grand nombre de Religieux , & même de Mendians, ne convenoit pas la pompe du cheval , & que l'on devoit s'en tenir à l'ancienne simplicité. Les trois autres Facultés persistant dans leur avis , les théologiens sollicitèrent & obtinrent une lettre du roi , qui enjoignoit à l'Université de ne rien changer dans son ancien cérémonial. L'expression étoit générale , & sembloit embrasser la fonction d'orateur. C'est aussi ce que vouloient les théologiens : mais les trois Facultés n'en furent pas les dupes. Elles se soumirent sur l'article de la marche à pied : sur le reste elles confirmèrent leur conclusion ; & elles étoient d'autant mieux autorisées à modifier

par une interprétation l'ordre de ne rien changer , que pour s'y conformer exactement , il eût fallu attendre le roi près sainte Geneviève des Ardens , ce qui étoit contraire aux intentions de la cour.

Le Recteur marcha donc à la tête de l'Université jusqu'à S. Lazare , & harangua le Roi , pour lequel on avoit préparé en plein air un trône , élevé sur un échaffaud , & protégé d'un dais magnifique. Le Roi écouta le Recteur avec satisfaction , & lui fit une réponse pleine de bonté par l'organe du chancelier Olivier. Il voulut même que tous les suppôts de l'Université passassent comme en revue devant lui : distinction unique , & qui ne fut accordée à aucune autre compagnie. Ce prince étoit charmé de contempler quel nombre de savans & de gens de lettres il possédoit dans sa capitale.

La reine devoit pareillement faire son entrée le dix - huit du mois , & recevoir les complimens des compagnies. L'Université tint une assemblée le dix-sept , dans laquelle les doyens de Droit & de Médecine & les Procureurs des quatre Nations se plaignirent que la veille ils étoient demeurés trop

Les doyens & procureurs se rangent autour du Recteur pendant qu'il harangue.

Hist. Univ. Paris. T. VI. p. 431. 432.

loin du Recteur , pendant qu'il faisoit sa harangue. Ils représentèrent qu'en leur qualité de chefs de compagnies dans l'Université , ils devoient rendre compte à leurs Facultés & Nations de ce qu'avoit dit le Recteur , afin qu'elles en portassent leur jugement d'approbation ; ou même , si le cas le requéroit , d'improbation ; & que par conséquent il étoit nécessaire qu'ils fussent à portée de l'entendre. Les théologiens au contraire ne vouloient point souffrir que personne se plaçât entre eux & le Recteur. Il fut dit que durant la marche tous les doyens & procureurs se tiendroient à la tête de leurs compagnies ; mais qu'en arrivant près du trône ils se rassembleroient autour du Recteur : & c'est ce qui fut exécuté.

Les théologiens furent très mortifiés de tous ces nouveaux arrangements. Ils ne purent se contenir en présence même & sous les yeux de la reine , & le vingt-&-un Juin ils se vengèrent en déclarant dans l'assemblée de l'Université que leur Faculté improuvoit ce que le Recteur avoit fait & dit aux entrées solennelles du roi & de la reine ; & ils requièrent que cet exemple ne tirât point à conséquence. Le

Recteur de son côté se plaignit de l'insulte qui lui étoit gratuitement faite , pour avoir obéi à un décret de l'Université.

La chose n'alla pas alors plus loin. *Hist. Un. Par. T. V^e. p. 447. 460.* Mais je vois qu'en 1551 un orateur théologien fut nommé pour complimenter au nom de l'Université le légat apostolique. La même chose arriva en 1553. Ce sont , je crois , les dernières fois que la Faculté de Théologie ait fourni un orateur à l'Université. L'usage de réserver cette prérogative au Recteur est si convenable , qu'il a absolument prévalu.

Le Recteur ne parle plus par le ministère d'un orateur , que dans une occasion unique , & il le prend dans la Faculté des Arts. La coutume veut qu'après la messe qui se célèbre à chaque procession de l'Université , il se fasse au coin de l'autel même un remerciement à l'officiant : & c'est un suppôt de la Faculté des Arts , qui , placé à côté & au dessous du Recteur , s'acquitte de ce devoir. L'esprit de cet usage est sans doute de conserver la dignité du Recteur. Si l'officiant est un prélat qui trouve ce cérémonial trop haut , on le supprime entièrement. *Cas unique , où le Recteur aujourd'hui emploie le ministère d'un orateur.*

Remarque
sur le récit
original du
Recteur Ma-
reschal.

L'histoire du décret du mois de Juin 1549 a été consignée dans le livre du Recteur par Jean Mareschal lui même, qui y avoit eu la principale part. Le récit en est bien fait, exactement circonstancié, en bons termes, & d'une latinité pure & élégante. Mareschal y a même poussé trop loin la délicatesse en ce genre, & il a évité, comme plusieurs faisoient de son tems, les appellations propres & consacrées par l'usage, qui ne sont pas de l'ancienne latinité. Aux mots *Universitas*, *Facultas*, *Artista*, il a substitué *Schola*, *Ordo*, *Philosophi*. Ce dernier terme est une preuve, ajoutée à tant d'autres, que la Philosophie est l'objet primitif & essentiel de la Faculté des Arts.

Nécessité du
serment en-
tre les mains
du Recteur.

Hist. Un.
Par. T. VI.
R. 432. 433.

Le Recteur Mareschal avoit du zèle, & il entreprit une autre affaire de très grande conséquence, mais que la trop courte durée de sa magistrature ne lui permit pas de finir. Il étoit blessé de ce que dans les assemblées de l'Université plusieurs donnoient leur suffrage, sans avoir prêté serment au Recteur & à la compagnie. Cet abus se commettoit dans la Faculté de Théologie, où les moines sont admis sans

avoir été reçus maîtres dans la Faculté des Arts : & il pouvoit avoir des suites d'autant plus fâcheuses , qu'alors les moines qui venoient y opiner , surpassoient souvent en nombre les séculiers. Le même abus régnoit dans la Faculté de Droit , qui n'exige point la maîtrise ès-Arts de ceux à qui elle confère ses degrés.

Le remède seroit bien simple , & consisteroit à assujettir tous ceux qui se présentent pour entrer dans les Facultés supérieures , à l'obligation de prendre le degré de maître-ès-Arts. Car personne ne peut l'acquérir , qui ne prête serment au Recteur. Marechal n'osa pas faire la proposition de ce remède , qui est pourtant le véritable. Il vouloit seulement que nul ne fût admis au doctorat en Théologie , sans s'être lié à l'Université par serment prêté entre les mains du Recteur. Il ne parloit point de la * Faculté de Droit , apparemment pour ne se pas

* Ses ménagemens pour la Faculté de Droit s'étoient déjà manifestés par l'exposé même qu'il avoit fait de l'abus, dans lequel , disoit-il , se trouvoient peut-être

» quelquesuns du collège
» des jurisconsultes. » *In*
jurisconsultorum collegio
fortasse nonnulli. Cette ex-
pression est bien adoucie,
& au dessous du vrai.

attirer trop d'adversaires à la fois. Je ne vois point qu'il y ait eu de délibération sur cette réforme. Mais Mareschal la prenoit tellement à cœur , qu'en sortant de charge il la recommanda expressément à son successeur , dans l'instruction qu'il lui donna suivant la coutume. Plusieurs rectorats se passèrent sans qu'il y eût rien de statué sur ce point. Enfin au mois de

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 439. Décembre 1550 Jacques Charpentier , duquel j'aurai lieu de parler plus d'une fois dans la suite , étant devenu Recteur , fit porter par l'Université un décret , qui ordonne que nul ne puisse obtenir des lettres de nomination , ni même acquérir le degré de bachelier dans aucune des Facultés supérieures , quand même il seroit engagé dans la profession monastique , si préalablement il n'a prêté serment entre les mains du Recteur. Mais ce décret n'a point eu d'exécution. L'abus déjà attaqué inutilement dans les tems antérieurs , s'est maintenu jusqu'aujourd'hui. Pour ce qui est de la trop grande multitude des religieux mendiants dans la Faculté de Théologie , le plus fâcheux inconvénient qui en résultoit a été écarté. La Faculté de Théologie a

pourvû à sa liberté, en limitant à deux le nombre des Mendians de chaque Ordre, qui peuvent jouir du droit de suffrage dans les assemblées.

L'Université, durant le cours des années 1549 & 1550, eut plusieurs fois à réprimer la licence des écoliers, qui sortoient à la campagne en espèces de bataillons, avec armes, enseignes déployées, tambours & trompettes. Il se trouvoit même des principaux & des régens qui prenoient part à ces folies, d'autant plus déplacées, qu'actuellement le procès occasionné par l'émeute du quatre Juillet 1548 n'étoit pas encore définitivement jugé. L'Université fit toujours son devoir dans ces occasions, défendant les divertissemens contraires à la discipline scholastique, désavouant les violences qui en étoient les suites, mais s'intéressant pour les personnes de ses écoliers, qui, par leurs vivacités, s'attiroient de fâcheuses affaires.

Je trouve sous la date du vingt-neuf Mars 1550 mention faite de sommes que payoit la Nation de France à ses régens. Ce n'étoit autre chose, si je ne me trompe, que la distribution des deniers fournis par ceux qui se fai-

La licence des écoliers donne des soins à l'Université.

Hist. Un. Par. T. V. p. 433. 434.

Argent distribué par la Nation de France à ses régens.

p. 434.

450 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
soient recevoir bacheliers , licenciés ,
& maîtres ès Arts dans la Nation.

Lettres de
tems d'étu-
de.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 435.

Appel du ju-
gement d'une
Nation à
la Faculté
des Arts, &
de cette Fa-
culté à l'U-
niversité.

p. 436-439.

Une affaire de forme touchant les
lettres de tems d'étude dans la Faculté
des Arts, est un objet qui ne regarde
que les parties intéressées.

Je m'étendrai davantage sur une
contestation qui regardoit la charge
de Procureur de la Nation de Picardie.
Elle fut portée le vingt-trois Octobre
à l'Université par un suppôt de la
Nation , qui soutenoit que la dernière
élection du Procureur étoit vicieuse &
contraire aux statuts. Celui qui avoit
été élu , défendoit son droit. L'examen
& le jugement du procès furent ren-
voyés par l'Université à la Faculté des
Arts, à qui il convenoit d'en connoître.
Le Procureur élu ayant été condamné,
en appella à l'Université. Comme la Fa-
culté des Arts avoit jugé , elle ne pou-
voit pas être juge une seconde fois.
Ainsi les trois Facultés supérieures
nommèrent chacune quatre députés ,
pour prononcer sur l'appel avec le Re-
cteur. Il y eut partage de sentimens.
Les théologiens confirmoient le juge-
ment de la Faculté des Arts : les décrétis-
tes & les médecins validoient l'éle-
ction faite par la Nation de Picardie.

Le Recteur fut embarrassé. Pour se défendre de conclure, il alléguait quelques raisons assez foibles, quoique la circonstance, comme nous allons le voir, pût lui en fournir de très valables. Il se retira, & le doyen de Théologie à son exemple. Cette retraite ne déconcerta point Jean Quintin, professeur en Droit, qui devenu alors le chef de la commission, passa outre, & conclut que la Nation de Picardie ne devoit point faire de nouvelle élection. L'affaire ne fut pas finie pour cela. Le Recteur ayant assemblé le huit Novembre les députés ordinaires de l'Université, rendit compte de sa conduite; que justifia mieux que lui, le doyen de Théologie. Celui-ci supposa que le suffrage de la Faculté des Arts devoit être compté; & que la Faculté de Théologie s'étant jointe à celle des Arts, formoit la pluralité. Il ajouta qu'il n'étoit jamais permis au Recteur de conclure contre la Faculté des Arts, dont il est membre, & qui étant la mère & la source de toutes les sciences, & fournissant, pour ainsi dire, l'aliment aux autres Facultés, doit être fort honorée, & mérite les plus grands égards. Sur ces difficultés il fallut en-

core recourir à l'assemblée générale de l'Université, qui, conformément au vœu de la Faculté des Arts, infirma l'élection, & ordonna que la Nation de Picardie en feroit une nouvelle.

Dans cette affaire se manifeste l'ordre de tout tems établi, pour juger les contestations qui naissent dans une Nation. Du jugement de la Nation l'appel est ouvert à la Faculté des Arts, & de la Faculté des Arts à l'Université. De nos jours un syndic, dont le mérite & les services seront toujours recommandables à la compagnie, mais qui ne se piquoit pas d'observer scrupuleusement les anciennes loix, lorsqu'elles étoient contraires à ses vûes, a fait rendre un arrêt qui interdit l'appel du jugement d'une Nation à la Faculté des Arts. C'est une plaie, à laquelle cette Faculté doit apporter remède, si elle en trouve le moyen*.

* M. Rollin pensoit ainsi, & il étoit appuyé dans ce sentiment par M. Gibert, par M. Coffin, & par une grande partie de la Nation de France. C'est ce qui paroît par un mémoire de lui dans un procès qu'il fut obligé de

soutenir en 1718 contre M. Pourchot, principal auteur de la conclusion sur laquelle intervint l'arrêt dont il est question dans mon texte. Il perdit ce procès. Mais la pureté & la droiture de ses intentions dans l'affaire

Le onze Décembre de la même année 1550, la Faculté des Arts défendit par un décret qu'aucun docteur en une Faculté supérieure enseignât les beaux Arts. Il est dit que cette conclusion fut portée d'après un statut trouvé dans le livre du Recteur. Nous n'avons pas de plus ample éclaircissement sur ce point. Il est pourtant vrai que dans les tems précédens, on avoit vû des docteurs en Droit & en Théologie donner des leçons publiques de Grammaire & de Rhétorique, témoins Robert Gaguin & Jean de la Pierre. Mais il n'en est pas moins clair que le décret de 1550 est conforme à la bonne discipline, qui veut que chacun se renferme dans sa sphère. Ce règlement s'est conservé en pleine vigueur parmi nous. Nul docteur dans une des Facultés supérieures ne peut être régent de Grammaire, de Rhétorique, ni de Philosophie.

Défense à tout docteur dans une Faculté supérieure d'enseigner les beaux Arts.
Hist. Un. Par. T. VI. p. 439.

Le douze du même mois de Décembre Guillaume Laffilé fut nommé syndic de l'Université, sur la démission

Guillaume Laffilé, syndic.
Ibid.

qu'il ne put amener à bien, lui font plus d'honneur, que le gain du procès n'en fait à celui qui remporta la victoire.

Ceux qui restent encore de ce tems, & qui se souviennent des faits, m'entendent.

454 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
& résignation d'Arnoul Monart, qui
avoit exercé cette charge pendant tren-
te trois ans.

Charpentier,
Recteur, sus-
cite un pro-
cès à Ramus.

*Hist. Un.
Par. T. V L
p. 439.*

Le seize, Jacques Charpentier, pro-
fesseur au collège de Boncourt devint
Recteur : & presque aussitôt il attaqua
Ramus ; & lui suscita une querelle à
mon avis bien mal fondée. Ramus
enseignoit ensemble la Philosophie &
la Rhétorique : ce que Charpentier
vouloit faire passer pour une contra-
vention aux statuts de l'Université, &
il exigeoit que Ramus optât. Celui-ci
soutenoit au contraire que ces deux
études s'accordoient parfaitement ,
qu'elles se prêtoient un secours mu-
tuel , qu'elles ne pouvoient pas même
se passer l'une de l'autre, & qu'il falloit
qu'elles fussent jointes pour être por-
tées chacune à sa perfection. C'est le
sentiment des plus grands maîtres ,
de Cicéron, de Quintilien , & les plus
excellens préceptes de Rhétorique ont
été donnés par Aristote. Aujourd'hui
ce n'est point une question : & s'il
restoit à quelqu'un de la difficulté sur ce
point , ses doutes seroient levés par la
lecture d'un très beau discours de M. le
chancelier Daguesseau , dont le nom
fait autorité en littérature autant qu'en

*Prem. Disc.
L'union de la
Philos. & de
l'Eloquence.*

législation. Alors la chose n'étoit pas également claire à tous les esprits. Le Recteur & Ramus plaidèrent contradictoirement leur cause devant l'Université le quinze Janvier 1551 : & comme il se mêloit de la passion dans la dispute, & que l'assemblée menaçoit de dégénérer en cohue, il fut jugé expédient de nommer six commissaires de chaque Faculté, qui examinassent paisiblement la question. Parmi les députés de Médecine, je trouve le nom de Fernel, qui étoit bon juge en cette matière, & qui ne possédoit pas moins l'art de bien écrire, que celui auquel il s'étoit particulièrement consacré.

La personne de Ramus n'étoit pas agréable à l'Université : il en est même appelé nettement l'ennemi sur les registres de la Faculté de Médecine. Il avoit néanmoins ses partisans, & très zélés. Ramus étoit de ces hommes qui ne sont point faits pour exciter des sentimens médiocres. La haine ou l'affection pour lui se portoient à l'excès. Après que son affaire eut été agitée & débattue plus d'une fois dans l'Université avec beaucoup de chaleur, elle fut portée au parlement, & jugée

le treize Avril. Si Ramus perdit ou gagna son procès, c'est pour moi un problème. Car je vois que dans les regîtres de Médecine il est dit que l'arrêt lui fut contraire, malgré la faveur déclarée du cardinal de Lorraine, qui se rendit même présent au jugement : & d'un autre côté un de ses disciples, qui a écrit sa vie, assure que le parlement lui adjugea ses conclusions. Le fait est qu'il continua de mêler les leçons de Philosophie & d'Eloquence. Son plan étoit bon, dès qu'il étoit capable de le remplir. En cette même année 1551 il obtint une chaire royale.

Bayle, *Dict.
Hion. art.*
Ramus.

Guillaume
Ruzé, Re-
cteur.

Hist. Un.
Par. T. VI.
*p. 439 &
446.*

Launoï, Hist.
Coll. Nav.
p. 752.

L'élection du Recteur au vingt-quatre Mars avoit été troublée par une dissension. Deux sujets furent élus, & tous deux destitués par arrêt du parlement, qui ordonna que durant la vacance du rectorat, le doyen de Théologie convoqueroit les assemblées. Le six Mai fut mis en place Guillaume Ruzé, personnage illustre, qui devint quelques années après confesseur du roi Henri II & de son fils Charles IX, évêque de S. Malo & ensuite d'Angers. Comme le rectorat de Guillaume Ruzé auroit été extrêmement

niement court , si on lui eût donné un successeur au tems marqué par les statuts, on ne fit point d'élection le vingt-trois juin , & on lui attribua ainsi le trimestre qui s'étend jusqu'en Octobre.

Pendant son rectorat il se passa plusieurs choses intéressantes pour l'Université. Faits du tems de son rectorat.

J'ai parlé suffisamment de la grande affaire du Pré aux Clercs , à laquelle Ruzé Recteur mit la dernière main , en ce qui étoit de son ministère.

Le deux Juin Denys Riant fit passer son office d'avocat de l'Université à de la Vergue , gendre de Gilles le Maître , alors président à mortier , & depuis premier président. Hist. Un. Par. T. VI, p. 446.

Le vingt-sept du même mois la Nation de Normandie régla que le droit de suffrage dans ses délibérations ne devoit appartenir qu'à ceux qui régentoient actuellement , ou qui étoient régens d'honneur.

Le onze Juillet l'Université résolut d'accéder à la cause du chancelier & du chancre de l'Eglise de Paris , qui demandoient , sans doute au parlement , qu'il fût réglé & statué que les petites écoles ne pourroient être dirigées que par des maîtres ès Arts. Je

ne sçai pourquoi le chancelier paroît dans cette affaire, qui ne le regardoit pas. Pour ce qui est du chantre, de qui dépendent les petites écoles, il donnoit, en agissant de concert avec l'Université, un exemple que n'ont guères suivi plusieurs de ses successeurs.

Distinction
des charges
de l'Universi-
té, & de cel-
les de la Fa-
culté des
Arts.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 446.*

La résignation & la mort d'Antoine Guibert, greffier de l'Université, donnèrent lieu à un mouvement dans les charges ministérielles de la compagnie. Il avoit résigné son office à Guillaume Laffilé, qui le 17 Septembre obtint la nomination de l'Université, & préféra une charge plus lucrative au rang d'honneur qu'il possédoit comme syndic. Quelques jours après Guibert mourut, laissant vacant l'office de greffier de la Faculté des Arts, dont il ne s'étoit pas démis. Guillaume Laffilé le demanda à cette Faculté, & il y fut nommé par elle le 22 du même mois de Septembre.

Le Recteur Guillaume Ruzé a eu soin de consigner dans les actes de sa magistrature tout le récit de cette double élection, qui constate la distinction des charges de greffier de l'Université, & de greffier de la Faculté des Arts : & il y a même ajouté une note

pour avertir ses successeurs d'y faire attention , & de ne pas souffrir que les droits de la Faculté des Arts soient lésés. Mais malgré ces précautions les deux charges ont toujours été unies dans les tems suivans , & elles ne sont regardées que pour une. Le greffe de la Faculté des Arts , s'il étoit seul , ne rapporteroit qu'un trop médiocre revenu : & cette Faculté n'a plus même de registres distingués de ceux de l'Université. J'ai pourtant vû M. Piat , grand & rigide observateur des règles anciennes , demander le greffe de la Faculté des Arts , après qu'il eut été nommé greffier de l'Université. Mais le souvenir de la distinction des deux charges étoit tellement perdu , que l'on fut très étonné de sa demande , & qu'on la lui accorda sans en trop sentir le fondement & les conséquences.

Guillaume Laffilé en devenant greffier laissoit vacant le syndicat. Pierre Oudin fut élu syndic de l'Université , & Jean Laffilé syndic de la Faculté des Arts.

Un objet d'une importance plus Nouveau ca- grande & plus générale , est le nou- talogue des livres censu- rés par la Fa-veau catalogue des livres censurés par

eulté de
Théologie.
Robert
Etienne.

*D'Argentré,
Coll. jud. de
novis error.*

T. I I.
p. 164--178.
C 143--160.

la Faculté de Théologie depuis l'an 1544 jusqu'en 1551. Il est daté du 6 Octobre de cette dernière année , & il est précédé d'un avertissement dressé quelques années auparavant , lorsque François I vivoit encore. Dans cet avertissement les docteurs font mention des travaux immenses auxquels ils se livrent jour & nuit , pour prévenir la contagion de l'hérésie , & pour répondre aux consultations que leur envoient de toutes parts les évêques , le parlement , les gouverneurs de provinces. Ils n'exagèrent point : & l'on se convaincra aisément de la vérité du fait , si l'on veut parcourir , dans la collection de M. d'Argentré évêque de Tulle , les titres seulement des censures & décrets portés par la Faculté de Théologie depuis la naissance du Luthéranisme.

Le catalogue dont je parle met au nombre des livres dignes de censure six différentes éditions de la Bible par Robert Etienne. Il n'est point d'homme de Lettres qui ne s'intéresse pour ce fameux & savant imprimeur. C'est un grand malheur qu'il ait donné entrée dans son esprit aux erreurs des nouveaux sectaires. La Faculté de Théolo-

gie, qui faisoit la guerre à ces erreurs, ne pouvoit épargner celui qui les répandoit par l'impression. Elle le traversa en bien des manières : elle le cita à diverses reprises. Robert avoit des protecteurs à la cour, & il se soutint pendant tout le règne de François I. Il ne paroît pas qu'il ait trouvé le même appui auprès de Henri II. Par ordre de ce prince & du conseil royal, la Faculté de Théologie recueillit tout ce qu'elle jugeoit répréhensible dans les annotations, sommaires, notes marginales, indices des Bibles imprimées par Robert Etienne. Elle en fit une ample collection, qu'elle publia en 1548, appliquant les qualifications convenables à chaque proposition. Robert n'y put pas tenir. Il se retira trois ans après, c'est-à-dire, en 1551, à Genève, faisant bien voir par le choix du lieu de sa retraite, que ce n'étoit pas sans fondement qu'on l'avoit accusé de Calvinisme. Il ne prouva que trop son attachement persévérant à cette secte, par les écrits qu'il publia depuis, & par toute sa conduite.

Thuan. Hist.
l. XXXIII.
Bayle, Dict.
art. Castellan.

Sur la fin de l'année 1551 un légat fut envoyé en France par le pape Ju-
Légat envoyé en France. Ses

pouvoirs me-
diés.

Thuan. Hist.
l. VIII.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 447.

les III, pour disposer & engager le roi Henri II à traiter de la paix avec l'empereur. C'étoit le cardinal Vérallo. Comme les pouvoirs des légats sont toujours très amples, & les affranchissent des règles ordinaires sur bien des chefs, l'Université assemblée le 9 Décembre résolut de faire opposition à l'enregistrement de ceux du légat Vérallo, en tant qu'ils seroient contraires à ses privilèges. Le parlement eut égard à l'opposition de l'Université, & dans son arrêt du 16 Décembre pour l'enregistrement des pouvoirs du légat, entre autres clauses modificatives il en apposa une spéciale en faveur des droits des Universités du royaume.

Élection
d'un syndic.
Ibid.

Pierre Oudin, qui avoit succédé à Guillaume Laffilé dans la charge de syndic, n'en jouit pas long tems. Il mourut vers le tems dont je parle actuellement, & le 4 Janvier 1552 on lui donna pour successeur Martin Mesnard, licencié en l'un & en l'autre Droit, civil & canonique.

Décret de la
Faculté des
Arts contre
Robert Du-
guast.

p. 448.

J'ai déjà eu occasion de citer des traits de la dureté de Robert Du-
guast, professeur en Droit, curé de
S. Hilaire, & principal du collège de

Cocqueret. Par ce caractère il avoit excité plus d'une fois contre lui des plaintes, & s'étoit attiré des affaires désagréables. Le douze Avril de cette année 1552, le régent de Logique de son collège se plaignit à la Faculté des Arts, de ce que ce principal lui refusoit non seulement le payement de l'honoraire qui lui étoit dû, mais même le vivre. La Faculté, qui apparemment avoit déjà fait à Robert Duguaft des injonctions, auxquelles il s'étoit mis peu en peine de déférer, le déclara défobéissant & rebelle, & comme tel, déchû de tous les privilèges de la compagnie.

La négociation du légat n'avoit point réussi, & Henri II faisoit la guerre à toute outrance contre Charles V. A l'occasion de cette guerre il publia un édit, par lequel il ordonnoit à tous les étrangers de sortir de son royaume, & il mit ainsi l'Université dans le cas de réitérer les remontrances qu'elle avoit précédemment faites dans de semblables circonstances, en faveur de ses écoliers qui n'étoient pas nés François. Nous verrons bientôt qu'elle n'obtint pas l'exception qu'elle souhaitoit. Henri

Édit pour chasser tous les étrangers du royaume. Remontrances de l'Université.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 448.

n'avoit pas hérité de son père cette affection décidée , ces sentimens vifs & tendres , qui rendoient François I facile à combler les vœux des gens de Lettres.

Procès entre
les Cordeli-
ers & la Fa-
culté de
Théologie.
Arrêt de ré-
glement.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 443-452.

Les Cordeliers gagnèrent du terrain dans la Faculté de Théologie , malgré sa résistance. Ils ne pouvoient présenter que deux sujets de leur Ordre à chaque licence , pendant que l'ordre des Jacobins en donnoit quatre. L'ambition commune à tous les Mendians pour le doctorat étant animée dans les Franciscains par cet aiguillon de jalousie , ils firent si bien qu'ils obtinrent un rescrit du pape , qui les éga-loit aux Jacobins , & enjoignoit à la Faculté de Théologie de Paris , de recevoir dans chaque licence quatre Cordeliers. La Faculté , fidèle à ses maximes , & toujours en garde contre l'inondation des Mendians , s'opposa à la vérification du rescrit accordé par le pape aux Cordeliers : & la cause fut plaidée au parlement dans le mois d'Août 1552 par de la Porte pour les Cordeliers , & par de la Vergue pour la Faculté.

L'avocat des Cordeliers ne garda aucune mesure. Il exalta à l'excès le

pouvoir du pape , qu'il qualifia *Ordinaire des Ordinaires* , & il reprocha aux docteurs leur défobéiffance aux ordres du fouverain pontife , de l'autorité duquel ils fe vantoient d'être les défenfeurs & les vengeurs. Il ofa dire en termes formels que leur réfiftance n'avoit pour principe que *l'avarice & la crapule* , & que les Cordeliers ne leur déplaiſoient que par la raifon qu'étant pauvres , ils ne pouvoient leur donner ni argent , ni feftins.

L'avocat de la Faculté , par une difcrétion qui m'étonne & m'édifie , ne répondit rien du tout à ces difcours fi peu mefurés de fon confrère. Il fe renferma dans fa caufe , & fe contenta de foutenir que la Faculté étant toute compoſée de ſéculiers dans fon origine , n'avoit reçu les réguliers que par une condeſcendance contraire à fon inſtitution primitive ; & qu'on ne pouvoit exiger d'elle qu'elle portât l'indulgence au delà des bornes depuis longtems prefrites.

L'événement fut favorable aux Cordeliers, dans ce que leur demande pouvoit avoir de raifonnable. Le parlement , conformément aux conclufions

466 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ
du procureur général , entérina le res-
crit du pape , & en ordonna l'exécu-
tion , mais avec une restriction qui
en prévient le principal abus : » à la
» charge , dit l'arrêt , qu'après que les-
» dits religieux Cordeliers auront re-
» ceu le degré de doctorat , ils seront
» tenus eux retirer es convents, esquels
» ils auront fait leur profession. » On
sent la sagesse de ce règlement , qui
empêche que les délibérations de la
Faculté de Théologie ne soient tyran-
nisées par la multitude des réguliers ,
& qu'au défaut de raisons dans le be-
soin on ne trouve des moines.

Le cardinal
de Châtillon
est élu con-
servateur
apostolique.

*Hist. Un.
Par. T. V 1.
p. 452. 453.*

L'évêque de Meaux Jean de Butz
étant mort , l'Université assemblée le
lundi dix Octobre , fut invitée par le
Recteur à nommer un successeur à ce
prélat dans la charge de conservateur
apostolique. Le cardinal de Châtillon ,
qui avoit déjà recherché cette place ,
la désiroit encore : mais ayant échoué
une première fois , il ne vouloit pas
commettre sa dignité par de nouvelles
démarches , & il souhaitoit que l'U-
niversité allât au devant de ses desirs.
Le Recteur , qui entroit dans ses in-
tentions , s'étoit hâté de convoquer
l'Assemblée , & il entreprit de brus-

quer l'affaire. Mais la Faculté des Arts lui opposa un obstacle , en refusant de procéder à l'élection , parce que cette matière n'étoit point exprimée dans le billet de convocation. Il passa outre , & les trois Facultés supérieures ayant nommé le cardinal de Châtillon , il conclut suivant leur vœu. Il sentoît bien cependant le vice d'un acte ainsi précipité & estropié. Car il modifia lui-même sa conclusion par une clause restrictive. D'ailleurs il ne convenoit pas au rang éminent du cardinal de Châtillon , d'entrer dans la place par une espèce de surprise & contre les règles. Ainsi l'Université se rassembla le quatorze pour délibérer de nouveau sur l'élection d'un conservateur.

Toutes les Facultés , excepté celle de Théologie , déclarèrent nulle l'élection du lundi précédent. Ce n'est pourtant pas que la personne de l'élu leur fût désagréable. Elles nommèrent toutes le cardinal de Châtillon. Elles se réunirent encore pour lui recommander le vicegérant Pierre le Clerc , & pour témoigner qu'elles désiroient le voir continué dans son emploi. Enfin voulant satisfaire à ce qu'elles croyoient devoir à la mémoire du der-

nier conservateur , elles approuvèrent tout ce qu'il avoit fait dans l'exercice de sa charge , & lui décernèrent un éloge funébre.

Le cardinal ayant accepté, Christophe de Thou , notaire* & secrétaire du roi , actuellement prévôt des marchands , fondé de procuration de ce prélat , prêta serment en son nom le vingt-six du même mois d'Octobre. Le vingt-neuf Pierre le Clerc présenta à l'Université ses provisions de vice-gérant , & après le serment prêté en cette qualité , il fut conduit à la salle d'audience du tribunal de la conservation , où l'installa le Recteur assisté des doyens des Facultés & Procureurs des Nations.

On ne doit pas s'étonner que le cardinal de Châtillon , qui est connu dans l'histoire pour l'un des principaux appuis du Calvinisme en France, ait été élu par l'Université en 1552 conservateur apostolique. Il ne s'étoit pas encore démasqué : & l'Université ne voyoit en lui qu'un prélat illustre par son rang & par sa naissance , accrédité en Cour , & neveu du connétable

* C'est ainsi que se qualifioient alors ceux que nous appelons aujourd'hui *Secrétaires d'Etat*.

& principal ministre. Elle fit bien connoître dans la suite , qu'elle n'approuvoit & n'autorisoit pas ses erreurs.

Le trois Janvier 1553 le Recteur avec les députés ordinaires de l'Université se transporta par ordre du roi à S. Denys , où l'on devoit remettre en leurs places les châsses des saints martyrs.

Le Recteur & S. Denys.

Hist. Univ. Par. T. VI. p. 453.

Le dimanche huit du même mois , la résolution fut prise de recourir au roi , pour obtenir par son autorité suprême la jouissance de l'exemption des droits sur le vin , & la conservation des privilèges & de l'état des messagers jurés , qui étoient inquiétés par le procureur général de la cour des aides.

Privilèges.

Ibid.

Il s'éleva alors un nouvel orage contre Ramus , qui continuoit de mêler les leçons d'Eloquence à celles de Philosophie. Les esprits s'échauffèrent violemment. La querelle ne put point être décidée définitivement dans la Faculté des Arts : elle fut portée à l'Université , & même au châtelet. Le danger que couroit la Faculté des Arts de périr dans ces convulsions de discordes , qui avoient une si foible origine , alarma la Faculté de Théologie.

Affaire de Ramus.

p. 454.

» Si la base & le fondement de l'édifice , disoit-elle , se dissout & se détruit , il faut que tout ce qui est appuyé dessus , tombe en ruine. » On prit enfin un tempérament , qui ramena le calme au moins pour un tems. L'Université par un décret du treize Février 1553. ordonna à Ramus, & à ceux qui pensoient comme lui , de se conformer à l'usage & aux statuts dans leurs leçons ordinaires , & d'y traiter uniquement des matières philosophiques : mais elle leur permit de donner des leçons extraordinaires , dans lesquelles ils pourroient interpréter les poëtes & les orateurs.

Prononcia-
tion de la let-
tre Q.

Bayle, Dict.
art. Ramus,
not. G.

C'est aux environs de ce même tems qu'est rapportée, par un disciple de Ramus l'aventure ridicule d'un procès qui avoit , dit-on , pour objet la prononciation de la lettre Q. Un mauvais usage s'étoit établi de la prononcer comme un K , en sorte que l'on disoit *Kiskis*, *Kankam* , au lieu de *Quisquis*, *Quamquam*. Les professeurs royaux rectifièrent cette prononciation vicieuse , & rappellèrent celle que nous suivons actuellement. Il n'y a rien là que de vraisemblable. Mais il faudroit être bien dupe pour croire qu'un ecclésiasti-

que , qui se conformoit à la prononciation des professeurs royaux , fut poursuivi pour ce sujet comme hérétique par la Sorbonne , accusé devant le parlement d'un crime si nouveau , & mis en danger de perdre son bénéfice , si Ramus & ses confrères n'étoient venus à son secours. Bayle lui-même n'ajoute pas foi à ce conte absurde : & c'est un avertissement pour nous de nous défier du témoignage des disciples & partisans de Ramus dans les faits qu'ils alléguent contre ses adversaires.

Le neuf Mars 1553 le parlement ^{Cures des villes murées.} enregîtra des lettres patentes données par le roi à la requête de l'Université , ^{Hist. Un. Par. T. VI. p. 454.} pour la confirmation du droit exclusif des gradués aux cures des villes closes & murées.

Le seize du même mois fut jugé au ^{Procès & arrêt touchant la régence en Droit.} parlement un grand procès qui troubloit toute la Faculté de Droit , & dans lequel intervenoient même les ^{p. 454-460.} écoliers & leur syndic , suivant un usage ou abus dont nous avons déjà vu quelques exemples. L'exposé du sujet de la querelle nous mèneroit loin , & intéresseroit peu de lecteurs. Voici ce qui me paroît mériter mieux d'être observé.

Il est constaté par le plaidoyer de l'avocat général Denys Riant, que le règlement de 1534, dont j'ai donné le précis en son lieu, étoit fort mal observé, & que les régens en Droit faisoient négligemment leurs fonctions. Le décret de Gratien est, selon l'avocat général, le vrai Droit canon, & ce magistrat en recommande l'étude, comme la partie la plus profitable de ce qui s'enseignoit dans les écoles. C'étoit précisément celle dont se dispensoient les professeurs. Ils aimoient mieux expliquer les décrétales, » parce que, dit l'avocat général, on » ne veut point chercher la vérité, » mais les moyens d'avoir des bénéfices, & de plaider en matière bénéficiale. »

La négligence des maîtres à bien instruire leurs élèves, est un abus qui touche le cœur de Denys Riant. Il s'exprime sur la nécessité de la bonne éducation en des termes que je crois devoir transcrire ici. » Tout bien vient, » dit-il, des bonnes escholes. Si les » enfans escholiers sont bien instituez » & instruits, & en bonnes mœurs, le » bien qui en vient, est que quand ils » sont grands & gens de bien, s'ils

„ sont appelez , comme ils peuvent
 „ estre appelez , au gouvernement
 „ d'une chose publique , cette chose
 „ publique se sent de la bonne institu-
 „ tion & bonne instruction de tels
 „ gouverneurs. S'ils sont mal insti-
 „ tuez & instruits , quand ils sont pré-
 „ posez au maniment de la chose pu-
 „ blique , ils n'y apportent que tout
 „ mal & pauvreté. „

Le parlement , sur les représenta-
 tions de l'avocat général , ordonna de
 nouveau l'exécution de son arrêt * de
 1534 , & il prescrivit aux professeurs
 en Droit l'assiduité dans leurs leçons
 avec une telle sévérité , qu'il déclara
 déchu de la régence ceux d'entre eux
 qui en interromproient l'exercice pen-
 dant l'espace de quinze jours.

Il me paroît remarquable que ce
 n'étoient point des hommes sans mé-
 rite , qui avoient besoin d'être remis
 sur la voie par une menace si rigou-
 reuse. Rebuffe & Jean Quintin étoient
 alors du nombre des professeurs en
 Droit.

Un autre article de l'arrêt règle par-
 mi eux le droit de vétérance. Ils pré-

* Le texte imprimé par Duboullai porte 1551. Je
 crois que c'est une faute.

tendoient, que lorsqu'ils avoient régenté vingt ans, ils pouvoient jouir des honneurs & des émolumens de la régence, sans être obligés d'en remplir les fonctions. L'arrêt ne leur attribue que la moitié des émolumens, & ordonne qu'ils seront remplacés par des substitués ou successeurs, qui feront les leçons, & toucheront l'autre moitié.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 457.*

J'observe que la loi du * célibat étoit en pleine vigueur dans la Faculté de Décret. Le mariage emportoit une exclusion formelle de la régence.

*Requête de
l'Université
au sujet de la
vérification
des pouvoirs
d'un légat.
p. 460. 461.*

Le cardinal de S. George au voile d'or, étant venu légat en France pour la seconde fois en cette même année 1553, ses pouvoirs furent vérifiés au parlement avec les mêmes limitations,

*Preuves
des Libert. de
l'Eglise Gall.
Part. III.
p. 92 & 94.*

* Pasquier, l. III de ses Recherches, c. 29, dit que le parlement avoit permis le mariage aux docteurs en Décret : « Et le premier de cet ordre, ajoute-t-il, que nous vîmes marié, fut la Rivière vers l'an 1552. » Il faut que cet illustre écrivain se soit trompé pour la date, puisque dans la cause dont il s'agit ici, & qui est de l'an 1553, l'avocat des docteurs en Décret,

plaidant devant le parlement, dit que le nommé Violier, pourvu de la régence par le parlement sur la résignation de Quintin, fut déclaré par la Faculté de Droit incapable de la régence, parce qu'il avoit contracté mariage. Et ce jugement eut son exécution. Quintin revint contre la résignation, & fut remis en fonction par l'arrêt dont je rends compte actuellement.

auxquelles on les avoit déjà soumis en 1547. L'Université y avoit un intérêt spécial, parce que le légat étoit autorisé par ses bulles à créer des bacheliers, licenciés, & docteurs en toutes Facultés, avec les mêmes droits & prérogatives dont jouissent ceux qui ont acquis ces degrés par les études & preuves académiques. Elle présenta donc requête au parlement, demandant à être reçue opposante sur cet article & sur quelques autres. Je ne puis dire pourquoi le parlement ne fit pas droit sur cette requête, & prononça seulement *que la cour y aviseroit au conseil*. Mais il n'est pas douteux que le pouvoir accordé au légat de créer des docteurs soit demeuré sans effet.

On ne parloit que de réforme dans les tems dont j'écris l'histoire, & l'Université en avoit besoin à certains égards. Dans une assemblée du 13 Juin furent lûes des lettres du roi, qui enjoignoient à l'évêque de Paris de travailler à l'extirpation des hérésies, & à la réforme de l'Université. La délibération sur ces lettres distingua les deux objets. Ce qui regardoit la Foi fut laissé aux soins de l'évêque & des théologiens : mais la compa-

Essai de réforme.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 461. 462.

gnie prétendit qu'elle devoit se réformer elle-même. Je trouve réellement au mois de Juillet suivant quelques légers essais de réforme, qui n'eurent aucune suite.

Chapelles de
Savoisi.

Hist. Un.
Par. T. V. l.
p. 465.

Je ne dirai rien d'un procès entre l'Université & le seigneur de Chastelus, pour le payement du revenu des chapelles de Savoisi. On en peut voir les pièces dans le Mémoire de Duboullai sur les Bénéfices de l'Université. Ce procès avoit commencé en 1547, & il ne fut terminé qu'en 1564 par une transaction entre les parties.

Indult du pape
Jules III à
la Faculté de
Théologie.

Ibid.

D'Argentré,
Cell. jud. d.
novis error.

T. I l.
p. 206.

La Faculté de Théologie se fit autoriser par un indult du pape Jules III à punir ceux de ses bacheliers, licenciés, & docteurs, qui s'écarteroient de la pureté de la Foi dans leurs prédications & dans leurs thèses, & à les exclure de son corps, sans être assujettie aux formes judiciaires. Elle avoit toujours usé du droit de correction sur les suppôts. Mais plusieurs de ceux qui se trouvoient dans le cas d'être repris, prévenoient & empêchoient son jugement, par des appels interjettés avant la conclusion finale. C'est pour parer à cet inconvénient, que le pape affranchit la Faculté de

l'assujettissement aux formes judiciaires : & les lettres patentes données par le roi sur le bref apostolique , l'autorisent expressément à procéder & aller en avant , nonobstant tout appel. La multiplication & le progrès des erreurs obligeoient de prendre des précautions plus sévères contre ceux qui s'acharnoient à les répandre. L'indult ou bref revêtu des lettres patentes fut enregistré au parlement le 23 Décembre 1553. *

Un procès entre deux Jacobins ,
 qui se disputoient le droit d'être pré-
 sentés pour la licence en Théologie ,
 ne mérite pas de nous arrêter. En cou-
 lant légèrement sur ce fait je me con-
 forme à la sage disposition de l'arrêt
 qui fut rendu dans cette cause , & qui
 après avoir adopté un tempérament
 propre à la conciliation des parties ,
 improuve ces sortes de contestations ,
 peu édifiantes entre des religieux , &
 s'exprime en ces termes : „ Enjoint
 „ ladite cour auxdits religieux & cou-
 „ vent de cetteditte ville de Paris , se
 „ gouverner d'oresnavant en telle paix
 „ & concorde entr'eux , & en telle

Procès entre
deux Jacobins.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 466-472.

* La date dans la collection de d'Argentré est 1552.

voir sur son esprit. Ainsi l'affaire réussit sans peine. La requête de l'Université est du 3 Juin : le 12 elle reçut du roi une réponse favorable , avec des lettres très obligeantes du connétable & du cardinal conservateur. Les jeunes Espagnols furent mis en liberté , & ramenés à leur collège.

L'Université eut en même tems à défendre son pré du voisinage incommode d'un four à tuiles , qu'un particulier avoit entrepris de bâtir. Il y en avoit plusieurs dans ce quartier , qui déplaissent & nuisoient beaucoup à ceux qui l'habitoient : en sorte que l'abbé & les religieux de S. Germain , & tous les propriétaires & locataires des maisons du fauxbourg, s'étoient réunis avec l'Université pour demander au parlement , non seulement que le nouveau four ne fût point achevé , mais que l'on détruisît ceux qui subsistoient déjà. L'arrêt du parlement qui intervint, arrêta la construction du four commencé. Quant à ce qui regarde les fours anciennement subsistans , ce n'est que peu à peu & par laps de tems qu'ils ont disparu , pour céder la place aux édifices qui font actuellement du fauxbourg

Pré aux Clercs.
Fours à tuiles.

Hist. Un.
Par. T. V L.
p. 474 ,
Mémoires
sur le Pré
aux Clercs ,
p. 462-464

S. Germain l'un des plus beaux quartiers de Paris. Le même arrêt renouvela les anciennes défenses aux conducteurs de charrettes & de tombereaux de venir décharger leurs immondices & gravois dans le Pré aux Clercs ; & il permit à l'Université de placer des barrières aux lieux où elle le jugeroit à propos , pour en défendre l'entrée aux voitures.

Un arrêt semblable par rapport à un autre four à tuiles fut rendu en 1560.

Arrêt contre
la licence des
écoliers.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 475.

La licence étoit grande alors parmi les écoliers : & les maîtres eux-mêmes sont accusés dans un réquisitoire des gens du roi d'y conniver & de l'entretenir. Le Lendit surtout étoit un jour d'excès de toute espèce , & il s'en étoit commis beaucoup au dernier , qui concouroit en cette année 1554 avec le * 11 Juin. C'est ce qui occasionna un nouvel arrêt du parlement , qui fut rendu le 14 , pour réprimer ce désordre invétéré. L'arrêt fut lû en pleine assemblée de l'Université , imprimé , & affiché , & il

* Aujourd'hui le Lendit ne se célèbre jamais le 11 Juin , jour de la fête de S. Barnabé. Si cette

fête tombe au lundi , on remet le Lendit au lundi suivant , 18 du mois.

n'empêcha

n'empêcha pas que trois ans après la fougue incorrigible d'une jeunesse mal disciplinée ne portât l'insolence & les violences plus loin qu'elle n'avoit encore fait, & ne jettât l'Université dans un des plus fâcheux embarras où elle se soit jamais trouvée.

L'établissement du greffe des insinuations ecclésiastiques donna lieu à bien des délibérations, bien des mouvemens, de la part de l'Université. Elle s'en trouvoit grevée par rapport à ses gradués, & elle fit des efforts réitérés pour obtenir l'exemption, ou du moins l'adoucissement de ce joug. Elle députa en cour, elle implora le crédit du cardinal de Châtillon. La dernière réponse du conseil fut que la demande de l'Université étoit honnête : mais qu'il falloit obéir à la loi du prince. Seulement l'Université fut exhortée d'aviser aux moyens de rendre l'exécution de cette loi moins onéreuse à la pauvreté de ses écoliers & à leurs études. Encore ne lui promit-on pas d'avoir égard aux moyens qu'elle proposeroit.

L'Université réussit mieux dans ses poursuites pour le maintien de ses droits d'exemptions & de *committimus*:

Greffe des insinuations ecclésiastiques.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 475. 476.
478. 479.
480.

Privilèges.

478. 479.
480.

ainsi qu'on a pû le voir par le compte que j'ai rendu de ce qui regarde ces objets au commencement du règne de Henri II.

Droit sur le parchemin.

Hist. Un. Par. T. VI. p. 478.

Petites écoles.

p. 476. 480.

Joli, Traité des Ecoles, P. III. c. 8.

Je renvoie au même endroit pour l'exposé des chicanes inutilement opposées à l'exercice du droit rectoral sur le parchemin.

Le concert que j'ai remarqué entre le chantre de l'Eglise de Paris & l'Université, au sujet des petites écoles, souffrit quelque altération en 1554, à l'occasion que je vais dire.

Barthélemi Dupré, boursier au collège d'Autun, y enseignoit à des enfans les principes de la Grammaire sous l'autorité du principal. Le chantre prétendit que Dupré, n'ayant point permission de lui pour tenir école, enseignoit illicitement. Il le fit assigner pardevant l'official de Paris, qui fit défense à ce boursier de continuer ses leçons. Celui-ci ayant appelé comme d'abus au parlement, le chantre, qui avoit lieu de supposer l'Université peu contente de son procédé, lui demanda néanmoins adjonction dans sa cause. Il se fondeoit sur un statut porté quelques années auparavant, & renouvelé en 1553.

par lequel il étoit défendu de faire des leçons publiques dans les collèges où il n'y a point cours & exercice des Arts , c'est-à-dire de la Philosophie. Or c'étoit le cas où se trouvoit le collège d'Autun , qui avoit eu autrefois cet exercice , mais qui ne l'avoit plus.

La matière étoit délicate : & la Faculté des Arts , qui sembloit y avoir le plus grand intérêt , fut celle qui prit le parti le moins roide. Elle pensa que la question devoit être décidée par des arbitres. Les trois autres Facultés refusèrent nettement l'adjonction. Elles supposoient que Dupré étoit maître-ès-Arts , ou elles exigeoient qu'il le fût : & alors elles ne pouvoient approuver que l'on entreprît de défendre à un maître-ès-Arts d'enseigner dans un collège.

L'affaire n'en fut pas moins suivie au parlement entre Dupré & le chancre : & le 7 Février de l'année suivante intervint un arrêt , qui laissa la question indécise : car sans infirmer ni confirmer la sentence de l'officialité , il mit les parties hors de cour. Mais attentif au bien public , le parlement prit cette occasion de faire un

règlement propre aux circonstances ;
 & il enjoignit au chantre » de don-
 » ner ordre que hors les petites éco-
 » les , qui sont & seront destinées par
 » ledit chantre en cette ville de Pa-
 » ris , ne se tiennent aucunes autres
 » écoles *buissonnières* ; & ce , pour ob-
 » vier aux inconvéniens qui en pour-
 » roient advenir , pour la mauvaise &
 » pernicieuse doctrine que l'on pour-
 » roit donner aux petits enfans , per-
 » vertissant leurs bons esprits. » Les
 nouveaux hérétiques , possédés d'un
 zèle misérable de répandre leurs opi-
 nions & de perpétuer leur secte , te-
 noient des écoles furtives , dans les-
 quelles ils prévenoient les esprits des
 enfans , abusant de la docilité natu-
 relle de cet âge pour se faire des pro-
 félytes & s'assurer des successeurs. Ce
 sont ces écoles que le parlement ap-
 pelle *buissonnières* , parce qu'elles se
 tenoient souvent derrière des *buissons*
 hors de la ville : & il les proscriit par
 son arrêt. Il ordonna aussi au chantre
 de choisir pour gouverner les petites
 écoles , dont il avoit la direction ,
 des maîtres-ès-Arts , autant qu'il se-
 roit possible , surtout dans les grandes
 paroisses. C'étoit un plan dont étoient

Abr. chron. de
P Hist. de Fr.
ann, 1552.

convenus peu auparavant, comme je l'ai dit, l'Université & le chantre.

Au mois d'Octobre 1554 une nouvelle entreprise des Mendians contre la Faculté de Théologie, fut déferée à l'Université par le doyen de cette Faculté. L'Université déclara avant tout que les Mendians ne devoient point être admis dans les assemblées, ni aux processions, que préalablement ils n'eussent prêté serment au Recteur : & par rapport à leur nouvelle prétention de *partager le trésor de la Faculté*, ce sont les termes originaux, & d'être inscrits sur le tableau comme régens, elle se montra disposée à prendre fait & cause pour la Faculté de Théologie, & à lui donner adjonction.

Nouvelle
entreprise
des Men-
dians répri-
mée.

Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 478.

C'est apparemment dans le même esprit, & pour prévenir les usurpations des réguliers, que le tribunal des députés de l'Université étant instruit qu'un moine professoit dans le collège de Reims, fit défense au principal de ce collège, & au moine professeur de violer les loix académiques. Les moines ne doivent donner des leçons que dans leur cloître, & à leurs jeunes confrères.

Moine pro-
fesseur, inter-
dit.

Ibid.

Procession
faite par un
Recteur sorti
de charge.

*Hist. Un.
Par. T. VI.
p. 478.*

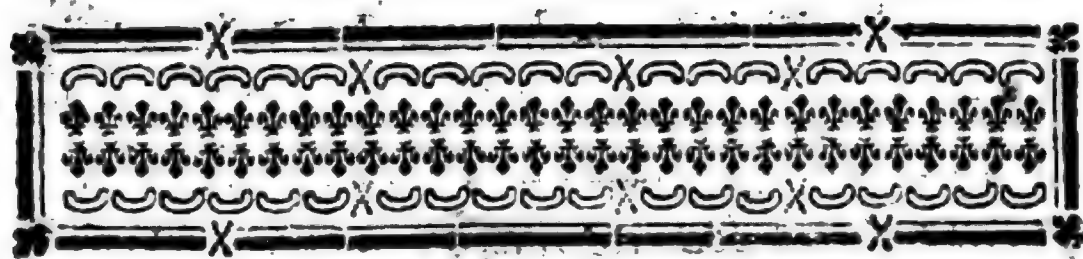
Je ne dois pas omettre une singularité de la procession de l'Université au mois de Décembre de cette année.

Le Recteur qui sortoit de charge , n'avoit pas pû , pour quelque raison que ce puisse être , la célébrer avant l'élection de son successeur. Il fit la procession & y présida le lendemain , avec la permission du nouveau Recteur, qui eut la complaisance de se tenir enfermé chez lui tout le jour , pour laisser son prédécesseur jouir librement des honneurs du rectorat.

Affaire de
l'admission
des Jésuites.

C'est durant le cours de cette même année 1554, que fut agitée avec beaucoup de vivacité l'affaire de l'admission des Jésuites dans la ville de Paris. Je vais traiter avec soin cet événement , qui a eu de si grandes suites.

Fin du cinquieme Volume.



TABLE

DU CINQUIEME VOLUME

DE L'HISTOIRE

DE L'UNIVERSITÉ

DE PARIS.

LIVRE IX.

§. I. **C**onfirmation des privilèges de l'Université par Louis XII, pag. 1. Déclarations qui les restreignent, 2. Cessation ordonnée par l'Université, 6. Indignation du roi. Réponse dure de son ministre George d'Amboise, 11. La cessation est levée, 15. Observation sur un article de l'ordonnance du 31 Août 1498, *ibid.* L'Université maintenue dans l'usage légitime de ses privilèges, 16. Standonc exilé, & rappelé, 18.

X iiij

Détails sur Standonc, & sur le rétablissement & la réforme du collège de Montaignu, dont il est l'auteur, 20. Projet de réforme dans les dépenses de la Nation de France, 30. Contestation au sujet du rectorat, 32. Autres menus faits, ibid. Chûte du pont Notre-Dame, 33. Attention de l'Université à sauver ses droits sans préjudicier au public, 34. Louis de Villiers-Lille-Adam, conservateur apostolique, 35. Maladie contagieuse à Paris, ibid. Harangues de complimens, 36. Censure de la Faculté de Théologie, ibid. Faits concernant l'office de greffier de l'Université, 37. Etienne Poncher évêque de Paris, 38. Décime imposée par le légat. Troubles à ce sujet. Décision de la Faculté de Théologie, ibid. Règlement de la Faculté des Arts contre les abus qui se commettoient dans la promotion à ses degrés, 40. Profanation horrible, expiée par des processions solennelles, 42. Opposition de l'Université à la vérification des pouvoirs du légat, ibid. Les cendres du duc d'Orléans père du roi transportées à Paris, 44. Contestations entre les réguliers pour le rang aux processions de l'Université, 45. Proposition téméraire avancée par un

DES SOMMAIRES. 489

Jacobin. Procès à ce sujet , 47. Contrat des médecins avec les barbiers. Histoire abrégée de la Chirurgie de Paris , 48. Procès de la Faculté de Médecine contre deux médecins étrangers , 64. Nouvelle prétention de la Faculté de Décret , au sujet des nominations aux bénéfices , 67. Procession solennelle , où le Recteur marche à côté de l'évêque , 68. Barrière de la rue du Fouarre , ibid. Contestation entre la Faculté des Arts & les trois autres Facultés , 69. Usages anciens & pieux , 71. Serment prêté à l'Université par le prévôt de Paris , ibid. Règlement de l'Université touchant les bénéfices dépendans de sa nomination , 73. Abus des résignations par voie de permutation , 74. Décret qui l'abolit , ibid. Convocation d'un concile à Pise. L'Université y envoie ses députés , 75. Mauvais succès de ce concile , 78. Livre de Thomas Cajétan envoyé à l'Université par le concile & par le roi , ibid. Réfutation de ce livre par Almain , 81. Détails sur Almain , ibid. Sur Jean Major , 82. Jérôme Aléandre , 83. Gabriel d'Alégre prévôt de Paris , ibid. Sceau de la Faculté des Arts , 84. Le receveur général de l'Université résigne

sa charge , 84. Bref du pape à l'Université , 85. Mort de la reine , ibid. Mort du pape Jules II. Léon X lui succède , ibid. Louis XII est obligé d'abandonner le concile de Pise , 86. Il épouse Marie d'Angleterre , ibid. L'Université complimente cette nouvelle reine , 87. Mort de Louis XII. François I lui succède , ibid. Confirmation des privilèges de l'Université , 88. Les suppôts & officiers de l'Université maintenus dans leur droit d'exemption , ibid. Affaire de Reuchlin , 89. Faits de moindre discussion , 94. Les chirurgiens reconnus par l'Université pour ses écoliers , 95. Autres faits traités sommairement , 96. Opposition de l'Université à la vérification des pouvoirs d'un légat , 97. Affaire du Concordat , 98. Tout est pacifié. Ouverture du rôle , 120. La résistance au Concordat fait honneur à l'Université , 122. Dissensions intestines dans l'Université. Procès , ibid. Faits moins importants , 126. Le syndicat résigné , ibid. Décime , 127. Francs-fiefs , 128. Inamovibilité des régens ès Arts , ibid. Autres menus faits , 129. Projet d'érection d'une Université à Issoire , 130. Faits de moindre importance , 132. Censure contre Luther , 133.

§. II. **O** Rigueur du Luthéranisme ,
 134. Censure de la Faculté
 de Théologie de Paris contre Luther ,
 137. Luther écrit & fait écrire contre
 la censure , 140. Mort de Léon X.
 Adrien VI lui succède , 141. Affaires
 propres de l'Université , ibid. Messager
 juré pour Lisieux , ibid. Droit d'a-
 mortissement , 142. Messes dûes par
 les Jacobins , ibid. Election de Guil-
 laume Briçonnet pour conservateur apo-
 stolique , en la place de Louis de Vil-
 liers-Lille-Adam , 143. Prières &
 procession à l'occasion de la guerre , 145.
 Différend avec l'évêque & le chapitre.
 Affaire du prédicateur Jaques Mer-
 lin , 146. Merlin éditeur & apologiste
 d'Origène , ibid. Privilèges , 147.
 Ecoliers de l'Université sujets de Char-
 les V , ibid. Jeux de la fête des Rois ,
 ibid. Procès dans la Faculté de Droit.
 Leçons des docteurs & des bacheliers ,
 149. Procès de la Faculté de Droit
 contre son bedeau , 152. Prétention de
 la Faculté des Arts , au sujet de la no-
 mination du chancelier de sainte Gene-
 viève , ibid. Principaux des collèges
 docteurs en quelquune des Facultés su-
 périeures , ibid. Le Recteur se présente

au parlement , pour les causes de toute l'Université , 153. Ordonnance de François I par rapport au collège de Navarre , 154. Sceau des lettres de nomination , 155. Election d'un papetier. Procès , 156. Observations sur la forme des délibérations dans l'Université , 159. Violences exercées dans les assemblées , 161. Réquisition du syndic contre ces excès , 162. Montholon , avocat de l'Université , *ibid.* Affaire de Geoffroi Boussard , 163. Spifame Recteur , 164. Requête de l'Université concernant la vérification des pouvoirs d'un légat , *ibid.* Etablissement , qui dura peu , d'un bailli conservateur des privilèges royaux de l'Université , 165. Deux jours par semaine affectés à l'Université pour les causes de ses suppôts au Châtelet , 167. En l'absence du Recteur , son prédécesseur préside , 169. Le Luthéranisme s'insinue en France. Affaire de Louis de Berquin , *ibid.* Exemptions , 172. Ordonnance du roi qui chasse tous les étrangers de son royaume. L'Université demande que ses suppôts n'y soient point compris , 175. Cure de S. Nicolas du Chardonnet , 176. Fondation de l'archevêque de Lyon , où les droits de la Faculté des Arts sont lésés , *ibid.* Re-

DES SOMMAIRES. 495

marques particulières , 179. Tumulte dans l'élection du Recteur. Procès, ibid. Règlement concernant le Recteur & les Intrins , 183. Entreprise du doyen de Théologie , 186. Election paisible du Recteur , ibid. Désastre de François I à Pavie. Prières dans Paris pour le roi prisonnier. Conseil , 187. Bourses de Navarre demandées par deux Cordeliers , 188. L'Université veut maintenir son droit dans l'élection d'un proviseur de Sorbonne , 189. Délibération où se manifeste l'égalité des Nations aux Facultés , ibid. Election d'un receveur général de l'Université , 190. La licence des jeux , & des questions dangereuses pour l'Etat , réprimée dans l'Université , 191. Retour du roi en France , 192. Syndic de la Faculté des Arts , ibid. Visite du Pré aux Clercs , ibid. Fondation du collège du Mans , 194. Affaires de la nouvelle Religion , 195. La Faculté de Théologie consultée par la mère du roi , 196. Censures , 197. Guillaume Briçonnet , évêque de Meaux , favorise le Luthéranisme , 202. Procès à ce sujet , 203. Berquin condamné au feu , 205. Censures contre Erasme , 207. Contre ses colloques , 208. Le zèle de l'Univer-

*sité en corps moins vif que celui de la Faculté de Théologie , 210. Image de la sainte Vierge brisée. Processions en réparation , 211. Censure contre la paraphrase du nouveau Testament par Erasme , 212. Observation sur la catholicité d'Erasme , 214. Règlement de la Faculté des Arts , 216. Querelle suscitée au Recteur par le receveur général , 217. Nomination d'un papetier , 219. Messes dûes par les Dominicains , *ibid.* Plusieurs maîtres de l'Université emprisonnés , *ibid.* Affaire de Jacques Merlin , 220. Répugnance des théologiens à se charger de porter la parole pour l'Université dans les députations au roi , *ibid.* L'Université va au devant du légat Salviati , 222. Obsèques de la reine. Rang qu'y tient l'Université , *ibid.* L'Université s'efforce de faire reconnoître le droit de ses gradués dans la Normandie , 227. Décime , 228. Cérémonies publiques , *ibid.* Arrêt , qui défend les comédies dans les collèges , 229. Jurisdiction du tribunal de la conservation apostolique , *ibid.* Jurisdiction du Recteur , 231. Tribus de la Nation d'Allemagne , *ibid.* Indulgences. Grades , 232. Suffrages des Nations , 233. Buchanan , *ibid.* L'U-*

niversité diffère le jour de sa profession, 234. Jurisdiction du Recteur, 235. Gages du questeur de la Nation de France retranchés, 236.

LIVRE X.

§. I. **E** Tablissement du collège Royal, 237. Pierre Danès, premier professeur royal. François Vatable, 245. Projets de réforme dans l'Université, 246. Attention de la Faculté des Arts à maintenir ses droits, 247. Le Recteur mis en arrêt dans Paris, 248. Attaques mutuelles entre la Faculté de Théologie & celle des Arts, *ibid.* Abus à réformer dans la Faculté de Décret, 250. Syndic de la Faculté des Arts, *ibid.* Procès pour la charge de procureur de la Nation de France, *ibid.* Pré aux Clercs, 251. Procès pour la charge de greffier de la conservation, *ibid.* Petits faits, 252. Entrée du légat, 254. Entrée de la reine Eléonor, *ibid.* Règlement pour la Nation d'Allemagne, 256. Pré aux Clercs. On propose de le vendre, *ibid.* Procès contre les parcheminiers, 257. Attribution des causes bénéficiales au grand conseil, *ibid.* Chicanes du receveur général Thyvet,

257. Mort de la mère du roi. Ses ob-
séques , 258. Pseaumes de Marot pro-
hibés , *ibid.* Trait qui regarde Noel
Béda , *ibid.* Résignations d'offices &
bénéfices dépendans de l'Université ,
259. Questeur de la Faculté des Arts ,
261. Règlement sur le papier , *ibid.*
Notaires de la conservation , *ibid.*
Vingt-cinquième libraire de l'Univer-
sité , *ibid.* Sécularisation de l'abbaye
de S. Maur. Considération dont jouissoit
l'Université , 262. Réformation exé-
cutée , au moins en partie , 263. Théo-
logie , 264. Droit. Six professeurs , *ibid.*
Faculté des Arts , 266. Affaire du di-
vorce de Henri VIII consultée dans
la Faculté de Théologie de Paris , 268.
Condamnation du Miroir de l'ame pé-
cheresse , 271. Exil de Noel Béda , 273.
L'Université désavoue la censure du
Miroir , *ibid.* Sermon du Recteur
Cop , composé par Calvin. Ce Recteur
s'enfuit , & ensuite Calvin , 274.
Béda revient , & attaque les pro-
fesseurs royaux , 277. Augmentation
du nombre des professeurs royaux , 281.
Béda condamné à faire amende hono-
rable , & exilé , *ibid.* Placards des hé-
rétiques. Procession , suivie du supplice
des plus criminels , 282. Le Recteur in-

vité par le roi à assister à son repas, 282. Charles de Villiers - Lille - Adam, évêque de Beauvais, est élu conservateur apostolique, 283. Loi du célibat observée & maintenue dans la Faculté de Décret, ibid. Procès sur le nombre des gradués nommés de la Faculté de Décret, 285. Articles de règlement prescrits par l'Université à cette Faculté, ibid. Les professeurs de Rhétorique & de Grammaire égaux aux professeurs de Philosophie, 286. Office d'écrivain, 287. Office de procureur de l'Université au parlement, 288. Bréviaire du cardinal Quignon improuvé par l'Université, 289. Projet d'une conférence sur la Religion entre Mélanchton & les docteurs de Paris, 292. Ce projet échoua, 294. Articles de Mélanchton réfutés par les docteurs de Paris, 295. Election d'un conservateur apostolique. Procès. L'évêque de Meaux l'emporte, 297. Praticiens du tribunal de la conservation, ligés contre le greffier, 303. Réformation de ce tribunal par le cardinal d'Estouteville, 304. Autres circonstances dignes de remarque, ibid. Efforts inutiles pour introduire l'étude du Droit civil dans l'Université, 306. Discours

de Jean Cop , 307. Médecin empirique écarté par la Faculté de Médecine , *ibid.* Serment des médecins du roi , 310. Procès peu intéressant , 311. Troubles à l'occasion de l'élection d'un Recteur , *ibid.* Faits concernant les exemptions & privilèges de l'Université , *ibid.* Election d'un greffier , 320. Procession de l'Université , 321. Fermeté de la Faculté de Théologie , pour maintenir sa discipline à l'égard des Mendians , *ibid.* Astrologue réprimé par la Faculté de Médecine & par l'Université , 323. Papetiers , 327. Fin du procès entre la Faculté de Décret & les trois autres , au sujet des nominations aux bénéfices , 329. Gradués simples & gradués nommés , 330. La Faculté de Décret affranchit ses gradués de l'obligation de la maîtrise ès-Arts , 332. Elle augmente le nombre de ses nominations aux bénéfices , 333. Reproches contre la Faculté de Décret , 334. Eloges & prérogatives de la Faculté des Arts , *ibid.* Changement dans l'ancien usage des nominations , & ses suites , 335. Procès entre le premier bedeau de la Nation de France , & le greffier de l'Université , 336. Rôle pour les bénéfices , 339. Jeux

de la fête des Rois, 340. *Cierges de la Chandeleur*, *ibid.* *Jacques de Govéa Recteur. Autres illustres de ce nom*, *ibid.* *Projet de réformation en plusieurs articles*, 341. *On propose de vendre le petit Pré aux Clercs*, 343. *Fête du Mai prohibée*, *ibid.* *Parcheminiers. Lendit*, 345. *Procès au sujet du Lendit*, entre le principal & les régens du collège de sainte Barbe, 348. *Fondation de ce collège*, 349. *Antoine de Mouchi, ou Démocharès, Recteur*, 350. *Entrée de Charles V dans Paris*, 351. *Patronage de l'Université laïc. Affaire de Simon Vigor*, 352. *Procès entre le chancelier de l'Université & la Faculté de Médecine*, au sujet de la détermination des lieux de licence, 357. *Changement dans la valeur & le prix des monnoies*, 359. *Vente du petit Pré aux Clercs*, *ibid.* *Chancelier de sainte Geneviève*, 364. *Projet d'une collection des statuts de l'Université*, *ibid.* *Lettres du tems d'études*, 365. *Troubles au sujet du rectorat*, *ibid.* *Claude d'Espense, Recteur*, *ibid.* *Nouveaux troubles*, 366. *Le Procureur de France préside la Faculté des Arts*, 367. *Un seul suppôt dans la Nation d'Allemagne*, *ibid.* *Ecoles théologiques des Men-*

dians très nombreuses , 367. Election d'un professeur en Droit. Procès de la part des écoliers , 368. Trait remarquable , ibid. Denys Riant , avocat de l'Université , 369. Erektion de la collégiale de S. Nicolas du Louvre , ibid. Serment du prévôt de Paris , 370. Règlement pour la Faculté des Arts , ibid. Tentative pour abréger la durée du cours de Philosophie , 373. Prétention chimérique du chancelier Spifame , 380. Décret de la Faculté de Théologie , 382. Privilèges , ibid. Lendit , 383. Visite des collèges. Censeurs , ibid. Obsèques de l'amiral Chabot , ibid.

S. II. **P** *Progrès de l'hérésie en France. Décret de la Faculté de Théologie en 1543 , 385. Catalogue des livres censurés par la Faculté de Théologie , 387. Règlement qui ordonne que tous les nouveaux livres soient examinés par des censeurs tirés de l'Université , ibid. Ramus attaque Aristote , & est condamné au silence , 388. Affaires des chirurgiens , 395. La Faculté de Théologie maintient ses loix à l'égard des Mendians , 401. Election d'un receveur général de l'Université , 403. Censures de la Faculté de Théologie ,*

DES SOMMAIRES. 501

404. Ouverture du concile de Trente ,
407. Faits de l'Université relatifs au
concile , 408. L'Université de Cologne
demande l'adjonction de celle de Paris
contre l'archevêque Herman , 409. Peste
dans Paris. Médecins délégués pour
traiter les malades , 411. Trouble prévu
dans l'élection du Recteur. Mesures pri-
ses pour le prévenir , *ibid.* Faits de
moindre importance , 412. Proposi-
tion de vendre le grand Pré , *ibid.*
Mort de François I. Ses obsèques , 414.
Éloges funébres de ce prince par Pierre
Castellan , 415. Privilèges , 416. Droit
de *committimus* , *ibid.* Exemption
des droits imposés sur le vin , 417.
Droit réctoral sur le parchemin , 419.
Faits médiocrement intéressans , 422.
Grand procès au sujet du Pré aux
Clercs , 423. Arrêt du parlement , 426.
Exécution de l'arrêt , 429. Plaintes
des deux parties , 430. L'Université
rentre en possession du petit pré qu'elle
avoit vendu , 432. Observations par-
ticulières , 434. L'Université revendi-
que les places qui lui sont dûes dans le
chœur de S. Denys , 438. Entrées du
roi & de la reine dans Paris. Le Recteur
fait les harangues , 439. Les doyens &
procureurs se rangent autour du Recteur

pendant qu'il harangue , 443. Cas unique , où le Recteur aujourd'hui employe le ministère d'un orateur , 445. Remarque sur le récit original du Recteur Mareschal , 446. Nécessité du serment entre les mains du Recteur , *ibid.* La licence des écoliers donne des soins à l'Université , 449. Argent distribué par la Nation de France à ses régens , *ibid.* Lettres de tems d'étude , 450. Appel du jugement d'une Nation à la Faculté des Arts , & de cette Faculté à l'Université , *ibid.* Défense à tout docteur dans une Faculté supérieure d'enseigner les beaux Arts , 453. Guillaume Laffilé, syndic , *ibid.* Charpentier , Recteur , suscite un procès à Ramus , 454. Guillaume Ruzé , Recteur , 456. Faits du tems de son rectorat , 457. Distinction des charges de l'Université , & de celles de la Faculté des Arts , 458. Nouveau catalogue des livres censurés par la Faculté de Théologie. Robert Etienne , 459. Légat envoyé en France. Ses pouvoirs modifiés , 461. Election d'un syndic , 462. Décret de la Faculté des Arts contre Robert Duguaft , *ibid.* Edit pour chasser tous les étrangers du royaume. Remontrances de l'Université , 463. Procès entre les Cordeliers & la Faculté.

DES SOMMAIRES. 509

de Théologie. Arrêt de règlement , 464. Le cardinal de Châtillon est élu conservateur apostolique , 466. Le Recteur à S. Denys , 469. Privilèges , ibid. Affaire de Ramus , ibid. Prononciation de la lettre Q , 470. Cures des villes murées , 471. Procès & arrêt touchant la régence en Droit , ibid. Requête de l'Université au sujet de la vérification des pouvoirs d'un légat , 474. Essai de réforme , 475. Chapelles de Savoisi , 476. Indult du pape Jules III à la Faculté de Théologie , ibid. Procès entre deux Jacobins , 477. Deux écoliers Espagnols emprisonnés par ordre du roi , & relâchés à la prière de l'Université , 478. Pré aux Clercs. Fours à tuiles , 479. Arrêt contre la licence des écoliers , 480. Greffe des insinuations ecclésiastiques , 481. Privilèges , ibid. Droit sur le parchemin , 482. Petites écoles , ibid. Nouvelle entreprise des Mendians réprimée , 485. Moine professeur , interdit , ibid. Procession faite par un Recteur sorti de charge , 486. Affaire de l'admission des Jésuites , ibid.

**Fin de la Table des Sommaires
du Tome V.**

TOME CINQUIEME.

Fautes à corriger.

PAge 128 , *en marge* , immovibilité , *lisez* inamovibilité.

Pag. 129 , *lig. 10* , immovibilité , *lis.* inamovibilité.

Pag. 201 , *lig. 21* , Evanvigles , *lis.* Evangelies.

Pag. 315 , *lig. 10* , contenant , *lis.* concernant.

Pag. 475 , *lig. 9* , preuves , *lis.* épreuves.

